



Pourquoi la fièvre ?

■ Notre enquête sur la fièvre aphteuse, décrite en 1546 pour la première fois

■ Comment l'Europe a décidé d'interdire les vaccinations pour développer ses exportations

■ La France savait qu'elle prenait un « risque calculé »

■ Plus de 30 000 bêtes ont été abattues en France

Lire pages 16, 17 et 36

Sharon : l'union pour la sécurité d'Israël

● Le gouvernement d'Ariel Sharon rassemble le Likoud, les travaillistes, les ultraorthodoxes et une partie de l'extrême droite ● Le premier ministre exclut de nouvelles colonies dans les territoires ● Jérusalem resterait la « capitale éternelle du peuple juif » ● « La paix suppose des compromis douloureux »

LE CHEF de la droite israélienne, Ariel Sharon, a été investi premier ministre d'un gouvernement d'union nationale, mercredi 7 mars à Jérusalem, par le Parlement. Dans son discours d'investiture devant la Knesset, M. Sharon a demandé aux Palestiniens de « renoncer à la violence », et admis que « la paix (entre Israéliens et Palestiniens) suppose des compromis douloureux des deux côtés ». Il a aussi appelé le Liban et la Syrie à conclure « une vraie paix » avec Israël.

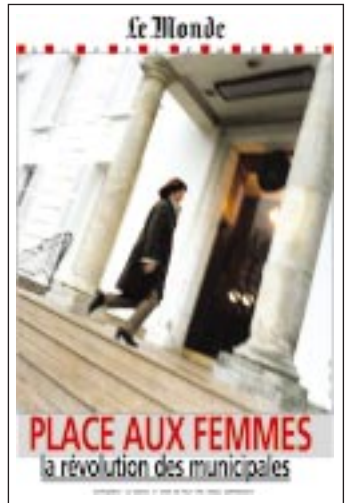
M. Sharon, soixante-treize ans, élu triomphalement le 6 février, a prêté serment, la main sur la Torah, suivi par les vingt-cinq membres de son gouvernement, le plus nombreux de l'histoire d'Israël. Le Likoud, les travaillistes, les religieux ultraorthodoxes et une partie de l'extrême droite y sont représentés. Pour la première fois, le gouvernement comprend un ministre arabe, le Druze Salah Tarif. Le nouveau premier ministre, répétant ce qu'il avait dit pendant sa campagne, a déclaré : « Nous mènerons des négociations



avec les Palestiniens afin d'obtenir des accords politiques, mais pas sous la pression du terrorisme et de la violence. » Il a averti les Palestiniens qu'il était « prêt à utiliser la force si nécessaire ». Il a promis qu'« il n'y aurait pas de nouvelles colonies durant le mandat de ce gouvernement » et réaffirmé que Jérusalem resterait « la capitale éternelle du peuple juif ». Il n'a rien dit du sort des réfugiés palestiniens, l'un des dossiers les plus douloureux du conflit israélo-arabe.

M. Sharon a déclaré jeudi qu'il rencontrerait le président palestinien Yasser Arafat « quand les temps s'y prêteront ». « Le calme doit d'abord être rétabli et ce n'est pas une affaire de quelques jours », a-t-il ajouté. Pour sa part, Yasser Arafat a demandé jeudi à M. Sharon de reprendre les négociations « sur la base des accords signés ». M. Sharon rencontrerait le président américain George W. Bush, le 20 mars à Washington.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 14



MUNICIPALES

La révolution des femmes

Pour la première fois, des milliers de candidates se présentent aux élections municipales en position d'éligibilité. Le Monde raconte, dans un cahier spécial inséré dans « Le Monde des livres », cette aventure politique sans précédent. Qui sont-elles ? Comment sont-elles formées ? Quelle est la situation dans les autres pays ? Notre cahier spécial, la Corrèze p. 6 et Neuilly p. 12

www.lemonde.fr/municipales

Violence scolaire : l'appel de Jospin

Lionel Jospin a déclaré, mercredi 7 mars à Paris, que la violence en milieu scolaire est « devenue une question politique à part entière », dans un discours prononcé pour la clôture de la première conférence mondiale consacrée à ces questions. Le premier ministre a estimé que l'école doit « faire bouger son enseignement ». Reconnaissant que « l'école n'est plus un refuge à l'intérieur de la ville », M. Jospin a indiqué que « le meilleur moyen de lutter contre la violence scolaire, c'est d'abord de remotiver tous les élèves ». Un vade-mecum ministériel destiné aux enseignants doit préciser, dans les jours à venir, l'usage qu'il convient de faire des nouveaux textes sur la discipline et les sanctions.

Lire page 10 et la chronique de Pierre Georges page 36

Courtney Love veut être le « pire cauchemar de l'industrie du disque »

LOS ANGELES correspondance

La chanteuse et compositrice Courtney Love vient d'être autorisée par un tribunal de Los Angeles à poursuivre en justice la plus importante maison de disques du monde, Universal Music Group, qui appartient désormais au français Vivendi, et avec laquelle elle vient de rompre son contrat. Mais la veuve de Kurt Cobain, réputée pour son franc-parler, veut surtout créer un précédent majeur dans l'industrie du disque, dont elle dénonce les pratiques « illégales et déraisonnables ». Elle s'attaque aux méthodes de comptabilité des royalties, aux systèmes des contrats longue durée, et aux conséquences des fusions, rachats et concentrations sur les artistes. Courtney Love a signé, en 1992, avec le label Geffen Records, qui fut vendu à MCA-Universal, studio lui-même cédé au japonais Matsushita, qui fut acquis par le canadien Seagram puis revendu en décembre dernier à Vivendi. Entre-temps, Universal avait absorbé Polygram et regroupé Geffen Records sous la bannière d'Interscope Records.

« Je pourrais devenir le pire cauchemar de l'industrie du disque », a déclaré Courtney Love au Los Angeles Times. Une fille intelligente avec un compte en banque bien approvisionné, qui ne craint pas de prendre des gros risques à cause d'un principe. Montrez un contrat standard de musicien à n'importe quel avocat, et leurs mâchoires en tombent. Il faut bien que quelqu'un mette un terme à ça. J'ai une mission. Je suis prête à aller jusqu'à la Cour suprême. »

Si elle gagnait en justice, Courtney Love deviendrait la Olivia De Havilland du disque. Dans les années 1940, l'actrice d'Autant en emporte le vent a remporté une victoire historique contre le studio Warner Bros, qu'elle a poursuivi en justice afin de s'affranchir de son contrat, arguant d'une vieille loi californienne limitant un emploi à sept ans. Outre un avocat qui s'en est déjà pris avec succès aux grandes corporations, Love, héritière fortunée du catalogue Nirvana, a embauché Jack Palladino, le détective qui a assisté Jeffrey Wigand, l'ex-cadre du fabricant de cigarettes Brown & Williamson, dans son procès avec l'industrie du tabac. La chanteuse cite une

quinzaine de raisons pour cesser d'enregistrer chez Interscope/Universal. Elle soutient que la revente de son contrat le rend caduc. « J'ai dégringolé, explique-t-elle, en passant d'un label américain qui comprenait comment vendre ma musique, à une immense entreprise canadienne qui ne savait que vendre de l'alcool, pour finir dans les égouts de Paris... » Universal réclame à Courtney Love des dommages correspondant aux cinq albums qu'elle leur devait encore. La chanteuse de rock fait valoir que son groupe, Hole, a vendu 4 millions d'albums depuis 1994, soit un chiffre d'affaires de 50 millions de dollars, dont le groupe n'a récupéré que... 2 millions.

L'exemple de Olivia De Havilland est de bon augure pour Courtney Love. La carrière de l'actrice a certes été interrompue pendant quelques années par sa bataille juridique avec les studios, mais elle est revenue en force, et a gagné un Oscar pour un film au titre prometteur : *To Each his Own* (« A chacun sa part »)...

Claudine Mulard



SCIENCE-FICTION

2001 en retard sur « 2001 »

Plus de trente ans ont passé depuis la sortie du chef-d'œuvre visionnaire de Stanley Kubrick, *2001, L'Odyssée de l'espace*. Mais le monde décrit dans le film n'est toujours pas le nôtre. Nos engins spatiaux étriés n'ont pas l'intelligence du vaisseau Discovery, et HAL, l'ordinateur central du vaisseau, reste une utopie. Quant au voyage vers Jupiter, il vaut mieux ne pas y penser. p. 26 et 27

Crash financier pour SAirgroup



MORITZ SUTER

TROIS dirigeants de la firme suisse SAirgroup ont démissionné, dont Moritz Suter. Le groupe est face à une impasse qui pourrait dépasser 20 milliards de francs. Cette catastrophe pourrait rejaillir sur la filiale française, AOM, dont M. Seillière est actionnaire.

Lire page 18

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 309 - 7,50 F



ANNE WIAZEMSKY



AUX QUATRE COINS DU MONDE

roman

GALLIMARD

DaimlerChrysler : les ratés du modèle germano-américain

DANS SON MALHEUR, Jürgen Schrempp a de la chance. Le groupe automobile germano-américain DaimlerChrysler, qu'il dirige, est au plus mal, mais M. Schrempp demeure en place. Aux Etats-Unis, cet avocat de la création de valeur n'aurait pas résisté longtemps à la débâcle de Chrysler, la marque américaine passée dans le giron de Daimler-Benz fin 1998. Il aurait très probablement dû démissionner devant la colère de ses actionnaires : la capitalisation boursière du groupe est en effet inférieure à celle de Daimler-Benz, avant la fusion avec Chrysler.

Toutefois, M. Schrempp a pour lui de ne pas être américain. Il préside un groupe dont les difficultés démontrent plutôt qu'il est encore très européen, malgré la fusion transatlantique qui lui vaut tous ces déboires.

Paradoxe : chaud partisan d'une ouverture du capitalisme rhénan aux méthodes anglo-saxonnes - il fut surnommé le « Rambo de la nation » pour la dureté de ses décisions -, M. Schrempp a pour l'instant sauvé sa tête grâce à l'approche rhénane, consensuelle, plus orientée sur le long terme, qui a longtemps fait la spécificité de

l'économie et des entreprises allemandes. Le conseil de surveillance de DaimlerChrysler, où se pressent quelques figures du monde des affaires sous la houlette de l'ancien numéro un de la Deutsche Bank, principal actionnaire, semble avoir accordé un répit à M. Schrempp. Ce dernier se donne jusqu'en 2003 pour tenter de sauver sa « vision » mondiale. Sa marge de manœuvre est néanmoins étroite.

Si elle n'est pas encore remise en question sur le fond, la stratégie de M. Schrempp a perdu de son attrait. L'euphorie de la fusion dont il fut l'architecte en chef est bien loin. Beaucoup se demandent si un tel groupe - plus de 400 000 salariés, des usines dans 37 pays - est pilotable.

La prise de contrôle de Chrysler représentait un bouleversement pour Daimler-Benz, figure de proue de l'industrie allemande : pendant des décennies, son fleuron, Mercedes, a prospéré en conciliant qualité haut de gamme, « made in Germany », main-d'œuvre coûteuse et prix élevé.

Philippe Ricard

Lire la suite page 14



UNE VIE

Les fugues de Celan

Paul Celan, est un poète majeur du XX^e siècle. A l'occasion de la parution de sa correspondance inédite avec Gisèle de Lestrang, sa femme, Le Monde présente des fragments de son œuvre, dont *Fugue de mort*. Et le drame d'un homme qui se suicida en 1970 à Paris en se jetant dans la Seine, du pont Mirabeau. p. 13 Lire aussi « Le Monde des livres », p. III

International.....	2	Carnet.....	25
France.....	6	Aujourd'hui.....	26
Société.....	10	Météorologie-Jeux.....	30
Régions.....	12	Culture.....	31
Horizons.....	13	Guide culturel.....	33
Entreprises.....	18	Kiosque.....	34
Communication.....	20	Abonnements.....	34
Tableau de bord.....	22	Radio-Télévision.....	35

PROCHE-ORIENT Le chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, a été investi, mercredi 7 mars, premier ministre d'Israël à la tête d'un gouvernement d'union nationale. ● **ARIEL**

SHARON, 73 ans, a prêté serment, la main posée sur une torah, suivi par les 25 membres de son cabinet, dont l'ancien premier ministre travailliste, Shimon Pérès, 77 ans, ministre des

affaires étrangères, et le « faucon » travailliste, Benyamin Ben Eliezer, à la défense. ● **LE GOUVERNEMENT** comprend huit partis regroupant au total 73 députés sur 120. 72 députés

ont voté l'investiture et 21 se sont prononcés contre. ● **LA KNESSET** a abrogé la loi organisant l'élection du premier ministre au suffrage universel direct. ● **LES PALESTINIENS** ont

invité M. Sharon à mettre fin à la colonisation et à l'occupation des territoires. Le nouveau premier ministre se rendra à Washington le 20 mars (lire aussi notre éditorial page 14).

Ariel Sharon prend la tête d'un gouvernement d'union nationale en Israël

La coalition inclut des sensibilités très différentes allant du Parti travailliste à l'extrême droite religieuse. Pour le nouveau premier ministre, il n'est pas question de reprendre les négociations avec les Palestiniens si ceux-ci continuent d'utiliser la « terreur »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ce qui était frappant, c'était la table en fer à cheval autour de laquelle s'asseoient les ministres lorsqu'ils paraissent à la Knesset. Cette fois, leur nombre est si important – 26 ministres et une quinzaine de vice-ministres – qu'il a fallu la doubler d'une autre qui parvenait à peine à tous les contenir lorsque, mercredi 7 mars, le nouveau gouvernement a prêté serment. Main sur une Torah, ce qui est une nouveauté, Ariel Sharon a été le

premier à jurer fidélité à l'Etat, suivi par ses nouveaux ministres, appelés à la tribune par ordre alphabétique. Quelques instants auparavant, par 72 voix pour et 21 voix contre (les 27 autres députés n'avaient pas pris part au vote), la Knesset avait investi le gouvernement d'union nationale après moins de deux heures de débats.

Avec les parlementaires qui ne font pas (encore) partie de la coalition mais qui la soutiennent, le gouvernement dispose d'une majorité de quelque 90 sièges sur 120.

Jamais un gouvernement israélien n'avait bénéficié d'un tel appui, mais il est si composite qu'il est à craindre qu'il ne puisse longtemps résister aux tensions que fait peser la situation politique.

Mercredi, l'heure était encore à la cohésion. Avant le vote d'investiture, la Knesset avait ratifié par 73 voix contre 37 l'abolition de l'élection du premier ministre au suffrage universel. Voté en 1992, mais utilisé pour la première fois en 1996, ce mode de scrutin avait fini par soulever l'hostilité des grands

partis, convaincus qu'ils lui devaient leur déclin, en même temps que l'instabilité dans laquelle avaient travaillé les deux derniers gouvernements. En 2003, le premier ministre sera donc élu au scrutin de liste à la proportionnelle.

D'un même élan, les députés ont également prorogé de deux ans l'exemption de service militaire dont bénéficient les élèves des écoles talmudiques. Plusieurs partis religieux, dont le Shass, avaient fait de cette démarche une condition sine qua non de leur soutien

au nouveau gouvernement. Ce n'est qu'en début de soirée qu'Ariel Sharon a prononcé son discours d'investiture. Sans surprise, il a répété ce qu'il avait dit durant sa campagne électorale : Israël est prêt à des concessions, même douloureuses, mais il n'y aura pas de négociations avec les Palestiniens si ces derniers continuent d'utiliser « la violence et la terreur ». Sur Jérusalem, M. Sharon a affirmé que la ville resterait « la capitale éternelle du peuple juif », semblant s'écarter de la lettre de son texte, qui men-

tionnait « capitale unifiée et éternelle ». Dans la version définitive du discours distribuée tard dans la soirée par les services du premier ministre, la version initiale avait été rétablie, annulant l'ouverture politique que certains avaient semblé déceler. Enfin, le premier ministre a longuement insisté sur l'unité nécessaire pour combattre les dangers et les menaces du moment.

Georges Marion

► www.lemonde.fr/israel

PREMIER MINISTRE



PHOTOS AFP/REUTERS

ARIEL SHARON

Likoud

M. Sharon a été ministre quasiment sans interruption depuis 1977, après avoir, trois ans plus tôt, quitté l'armée. Ministre de la défense en 1982, il lance Tsahal dans l'aventure libanaise. Les massacres de Palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila lui coûtent son poste. En 1998, il est ministre des affaires étrangères de M. Nétanyahou. Après la défaite de « Bibi », il devient président provisoire du Likoud, poste idéal pour postuler à la fonction de premier ministre, qu'il n'avait jamais cessé d'espérer.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES



SHIMON PÉRÈS

Parti travailliste

L'ancien premier ministre travailliste effectue un nouveau retour spectaculaire, en prenant la direction de la diplomatie dans le gouvernement d'union nationale de M. Sharon. Il met ainsi fin à une longue traversée du désert, orchestrée par Ehoud Barak, qui le délogea en 1997 de la tête du Parti travailliste. Le défi pour ce Prix Nobel de la paix sera d'éviter d'être ramené par M. Sharon au rang de simple faire-valoir cautionnant, par sa présence, une intensification de la répression de la révolte palestinienne.

DÉFENSE (ministre)



BENYAMIN BEN ELIEZER

Parti travailliste

Ce « faucon » devrait être en phase avec M. Sharon en matière de sécurité. Ancien général, il incarne l'aile droite du Parti travailliste. Dès son choix par le comité central du parti, il a annoncé qu'il frapperait aussi fort qu'il le faudrait après cinq mois d'Intifada. « Il est inacceptable que des Israéliens continuent à être tués tous les jours », a-t-il souligné, ajoutant que les Palestiniens devaient s'attendre à ce qu'Israël « change les règles du jeu », dans la mesure où ils ont « abandonné la voie de la négociation ».

DÉFENSE (vice-ministre)



DALIA RABIN-PHILOSOFF

La Nouvelle Voie

M^{me} Rabin-Philosof a une qualité unique : elle porte le nom de son père, Itzhak Rabin, assassiné en 1995 par un extrémiste juif. Sa présence à la Knesset, depuis 1999, est passée inaperçue. Entrée en politique la même année, elle a fait partie des fondateurs d'un Parti du centre qui n'existe quasiment plus. Il y a quelques mois, elle avait tempêté contre M. Barak, qui cherchait à former un cabinet d'union nationale avec M. Sharon. Elle parlait alors de rejoindre le parti de la gauche laïque, le Meretz.

INTÉRIEUR



ELI YISHAI

Shass

Quelle revanche ! Quelques jours après avoir été houspillé par les partisans de son prédécesseur et rival, Arieh Déri, en prison pour corruption, Eli Yishai, le chef du parti ultra-orthodoxe Shass, se retrouve vice-premier ministre et ministre de l'intérieur. Le poste est stratégique. Grâce aux budgets des collectivités locales et au recrutement des fonctionnaires, il permet de consolider le parti. C'est ainsi que le Shass est devenu une puissance. Eli Yishai va poursuivre dans la même direction, mais cette fois à son seul profit politique.

INFRASTRUCTURES



AVIGDOR LIEBERMAN

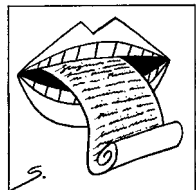
Israël Beitenou

M. Lieberman est grand, massif, avec un air de « videur » de boîte de nuit. Ca tombe bien : il l'a été ! Depuis, cet ultra-conservateur radical se distingue par un discours violent et une gestuelle musclée. Venu de Russie, fondateur du parti russo-phonie Israël Beitenou, nettement marqué à droite, M. Lieberman a récemment appelé au bombardement de Téhéran, Le Caire et Gaza. Plus modestement, il a rossé deux gamins qui avaient chahuté son fils. Les parents ont porté plainte et il pourrait être poursuivi.

« La paix suppose des compromis douloureux des deux côtés »

VOICI les principaux extraits du discours d'investiture prononcé, mercredi 7 mars, devant la Knesset par le nouveau premier ministre israélien Ariel Sharon :

● **Palestiniens.** « Nous savons que la paix suppose des compromis douloureux des deux côtés. » « Si nos voisins palestiniens choisissent la voie de la paix, la réconciliation et les relations de bon voisinage, alors ils trouveront en moi et dans le gouvernement que je dirige un partenaire honnête et sincère. » « Nous appliquerons le principe de la résolution des conflits par la paix, mais nous devons être prêts à utiliser la force si nécessaire. » « Nous mènerons des négociations avec les



VERBATIM

Palestiniens afin d'obtenir des accords politiques, mais pas sous la pression du terrorisme et de la violence. » « De manière très regrettable et en dépit des concessions majeures faites par tous les gouvernements israéliens au cours des dernières années, nous n'avons encore discerné aucune volonté de réconciliation et de paix véritable de la part de nos voisins palestiniens. »

● **Colonies.** « Il est prévu dans les accords de coalition que, durant le mandat de ce gouvernement, il n'y aura pas de nouvelles colonies. »

● **Jérusalem.** « Jérusalem a été et sera la capitale éternelle du peuple juif. » « Jérusalem est notre grand rêve et des générations de juifs ont prié pour elle. » « Si nous tournons le dos à notre passé, notre avenir s'annonce avec des points d'interrogation. »

● **Syrie et Liban.** « Nous voulons des arran-

gements politiques réalistes et souhaitons une vraie paix avec la Syrie et le Liban. » « Nous avons souffert des guerres qui nous ont été imposées et chacun apprécie la paix à sa juste valeur. La paix et le bon voisinage ont déjà été obtenus par l'intermédiaire de traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie et nous aimerions les étendre à la Syrie et au Liban. » « Concernant le plateau du Golan, la vallée du Jourdain et les autres zones de sécurité, mes positions sont connues. »

● **Unité.** « La situation sécuritaire, les difficultés internationales, la haine qui nous entoure nous obligent à l'union, une véritable union qui signifie une réconciliation nationale. » « Le programme de gouvernement qui a été mis au point sert de base très large d'union, pour lutter contre la violence et le terrorisme, et restaurer la sécurité. » – (AFP.)

Palestiniens, Syriens et Libanais réclament la fin de l'occupation des terres arabes

PREMIERS concernés par le processus de paix, les Palestiniens, les Libanais et les Syriens, auxquels le nouveau premier ministre israélien, Ariel Sharon, s'est adressé, mercredi 7 mars, dans son discours d'investiture, ont affirmé que la paix dépendait de la volonté de l'Etat juif de restituer les terres arabes.

M. Sharon doit mettre fin à « l'occupation des territoires palestiniens et à la colonisation » s'il veut la paix, a commenté le ministre palestinien de l'information et de la culture, Yasser Abed Rabbo. « La poursuite de la colonisation représente le sommet de la violence. Il ne peut y avoir de paix ou de sécurité dans ce cas-là. Notre expérience montre que la négociation à l'ombre des colonies est un exercice inutile », a-t-il ajouté.

De son côté, le premier ministre libanais, Rafic Hariri, a estimé que « le Liban et les Arabes désirent faire la paix avec Israël, s'ils recouvrent leurs territoires occupés [en juin 1967] et si le gouvernement israélien respecte les lois internationales, les résolutions de l'ONU et les droits de l'homme ». « Il faut attendre de savoir quel sera le programme du gouvernement Sharon. Mais je ne crois pas qu'il y aura la guerre, même s'il n'y a pas non plus de

paix », a-t-il ajouté, en soulignant qu'en tout état de cause « aucun pays arabe n'est favorable à l'escalade ».

A Damas, une source responsable a indiqué que la Syrie veut une paix qui garantisse « la restitution de toute la terre [occupée], jusqu'à la ligne du 4 juin 1967 (...) ». La Syrie ne veut pas négocier pour négocier, il faut que les propos [d'Ariel Sharon sur la paix] soient accompagnés d'un engagement à respecter les bases du processus de paix », a-t-elle ajouté. « La paix doit être juste et globale, sur tous les volets, car, pour instaurer la sécurité, il

faut que toutes les parties – Palestiniens, Syriens et Libanais – recouvrent totalement leurs droits ».

Pour la Syrie, a encore assuré ce responsable, la paix doit être basée sur des arrangements de sécurité « équilibrés et réciproques, qui ne favoriseraient pas une partie aux dépens de l'autre ».

NÉGOCIATIONS BLOQUÉES

Les négociations syro-israéliennes sont bloquées depuis janvier 2000. Pour les reprendre, Damas exige qu'Israël reconnaisse son droit à recouvrer tout le Golan, conquis par l'Etat hébreu en

1967 et annexé en 1981. A Paris, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a estimé que le nouveau gouvernement israélien devra être jugé sur ses actes et sur sa capacité à relancer le processus de paix.

« Nous allons attendre de voir quelles sont ses intentions, notamment sur le point qui est le plus important pour nous, c'est-à-dire les relations avec les Palestiniens », a déclaré M. Védrine quelques heures avant l'investiture de M. Sharon.

« C'est à partir de là que nous verrons si ce gouvernement a des propositions à faire, s'il a une vision politique des relations avec les Palestiniens, s'il est en mesure de relancer le processus, ou en tout cas un processus de paix », a-t-il précisé. « Ce sont les actes et les engagements précis qui comptent ; les problèmes se posent avec une très grande acuité, étant donné la tension énorme qui règne dans la région, qui est dangereuse, très dangereuse. »

A Londres, enfin, le Foreign Office a estimé que « la priorité doit être de casser le cycle de la violence, de mettre en œuvre des mesures permettant le retour de la confiance et de reprendre les négociations ». – (AFP, Reuters.)

Ariel Sharon à la Maison Blanche le 20 mars

Le nouveau premier ministre israélien, Ariel Sharon, aura des entretiens avec le président américain, George W. Bush, le 20 mars à Washington, a annoncé, mercredi 7 mars, la Maison Blanche. « Le président Bush est heureux de la formation du gouvernement en Israël et présente ses félicitations au premier ministre Ariel Sharon », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer. M. Bush accueillera le nouveau chef du gouvernement pour une « visite de travail », a-t-il précisé.

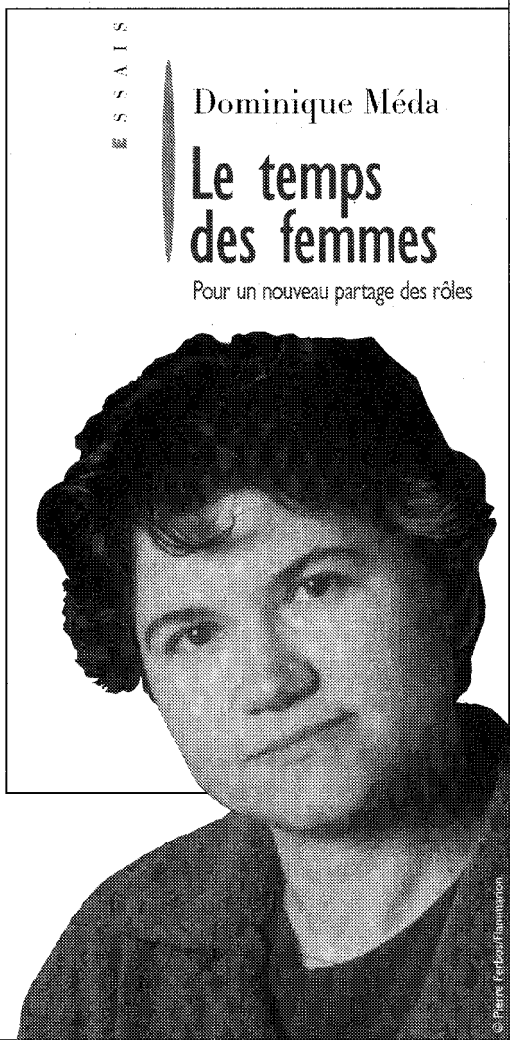
Selon M. Fleischer, le président des Etats-Unis abordera avec M. Sharon, lors de cette rencontre, « des questions bilatérales et régionales, y compris les moyens de mettre fin à la violence et de faire progresser la paix et la stabilité dans la région ». Un porte-parole du Conseil national de sécurité a indiqué, de son côté, que M. Bush a eu un entretien téléphonique de quatre minutes, mercredi, avec M. Sharon pour le féliciter de vive voix.

DOMINIQUE MEDA

« La répartition des tâches entre hommes et femmes : l'insurrection est lancée par Dominique Méda. »

Pascale Krémer - Le Monde
208 pages, 89 F

Flammarion



Dominique Méda

Le temps des femmes

Pour un nouveau partage des rôles



Une coalition de huit partis

LE GOUVERNEMENT d'union nationale du premier ministre israélien Ariel Sharon, qui a été investi mercredi 7 mars par la Knesset, sera soutenu par une coalition formée de 8 partis lui assurant une majorité d'au moins 73 députés sur 120, après le ralliement de l'Union nationale, une formation d'extrême droite comptant 3 députés.

Voici la liste de ces partis :

● **Likoud** : principale force de la droite israélienne, le parti de M. Sharon compte 19 députés. Il obtient 8 portefeuilles, dont les finances, la sécurité intérieure et l'éducation.

● **Parti travailliste** : associé au petit parti religieux Meimad, il compte 23 députés, mais une partie d'entre eux se sont opposés à l'entrée de travaillistes dans le gouvernement Sharon et leur attitude constitue une des grandes inconnues pour le nouveau premier ministre. Les travaillistes détiennent 8 ministères, dont 2 de toute première importance : les affaires étrangères, avec l'ancien premier ministre Shimon Pérès, et la défense, avec le « faucon » Benyamin Ben Eliezer.

● **Shass** : le parti ultra-orthodoxe sépharade (juifs orientaux), qui compte 17 députés et constitue la troisième force politique du pays, reçoit 5 ministères. Son chef, Eli Yishai, est ministre de l'intérieur avec le rang de vice-premier ministre.

● **Israël BeAlia** : ce petit parti russophone (4 députés) se situe à droite sur l'échiquier politique. Son dirigeant, Nathan Chitcharansky, un ancien dissident soviétique emprisonné par le KGB, est ministre du logement.

● **Israël Beitenou** : autre parti russophone, mais d'extrême droite (4 députés), il est dirigé par Avigdor Lieberman, qui s'est illustré avant l'élection du 6 février par des propos belliqueux à l'encontre du Liban, de l'Égypte et de l'Iran. M. Lieberman est ministre des infrastructures.

● **Union nationale** : le chef de cet autre parti d'extrême droite (3 députés), Rehavam Zeevi, ministre du tourisme, prône le « transfert » - c'est-à-dire l'expulsion -

des Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Farouchement hostile aux accords sur l'autonomie palestinienne, il préconise aussi la réoccupation de zones sous contrôle de l'Autorité palestinienne.

● **Am Ehad** (Un Peuple) : ce parti de gauche (2 députés), dont la plate-forme est essentiellement économique et sociale, obtient un ministère sans portefeuille.

● **La Nouvelle Voie** : ce parti se résume à un seul et unique député, Dalia Rabin-Philosof, fille du premier ministre travailliste assassiné Itzhak Rabin, qui sera vice-ministre de la défense. Elle a récemment quitté le Parti du centre, qu'elle avait rejoint lors de sa formation en 1999, pour créer La Nouvelle Voie.

En outre, quatre partis, avec lesquels aucun accord n'a pu être conclu pour leur participation au gouvernement, soutiendront celui-ci de l'extérieur. Ils regroupent au total 18 députés, ce qui donne à M. Sharon l'appui *de facto* de quelque 91 députés sur 120. Il s'agit des partis suivants :

● **Liste unifiée de la Torah** : les négociations se poursuivaient mercredi entre le Likoud et ce parti ultra-orthodoxe ashkénaze (juifs d'Europe) de 5 députés.

● **Parti du centre** : après la récente défection de deux députés de centre gauche, le parti a effectué un virage à droite. Désormais composé uniquement de transfuges du Likoud, il compte aujourd'hui 5 députés, dont l'ancien ministre Dan Méridor.

● **Parti national religieux (PNR)** : émanation des colons, le PNR (5 députés), qui s'est apparemment montré trop gourmand, est le grand perdant des tractations avec le Likoud. Il a néanmoins assuré qu'il soutiendrait le gouvernement de l'extérieur.

● **Guesher** : ce parti de centre droit (3 députés) est dirigé par David Lévy, ministre dans tous les gouvernements des années 1990, de droite comme de gauche. M. Sharon lui a seulement proposé un ministère sans portefeuille, qu'il a refusé. - (AFP.)

Un objectif prioritaire : réduire graduellement la violence

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un mois presque jour pour jour après avoir été élu premier ministre, Ariel Sharon a rempli la première

ANALYSE

M. Sharon semble vouloir agir avec retenue, comme s'il ne voulait rien s'interdire

re partie de son contrat : la formation d'un gouvernement d'union nationale. Contrairement à son adversaire, le nouveau premier ministre avait fait de l'unité le thème essentiel de sa campagne électorale ; quatre semaines plus tard, les sondages indiquent qu'il s'agissait du bon choix puisque les Israéliens, inquiets des incertitudes politiques du moment, y sont toujours, et même de plus en plus, favorables. Comme il fallait s'y attendre, Ariel Sharon est longuement revenu sur le sujet au cours de son discours d'investiture.

Avec vingt-six ministres et quelque quinze vice-ministres représentant huit partis différents, le nouveau gouvernement israélien n'a pas d'équivalent dans l'histoire politique du pays. Jamais jusque-là, les coalitions n'avaient incluant autant de sensibilités politiques différentes. Celle qu'Ariel Sharon a réussi à bâtir tient un peu des rayons de la Samaritaine : à côté des travaillistes, qui se sont longtemps investis dans un processus de paix parti en

quenuille, on trouve des « likoudniks » de centre droit ou de droite, peu attirés par l'esprit d'Oslo, des ultra-orthodoxes du Shass, préoccupés surtout de renforcer leur parti et le caractère juif de l'Etat, leurs concurrents russophones d'Israël BeAlia, souvent accusés d'une judaïté douteuse et même deux députés d'extrême droite, enclins à confondre résolution des conflits et décisions musclées.

La volonté de rassemblement était telle que M. Sharon a multiplié les ministres sans portefeuille, dont la seule fonction sera de manifester un peu plus encore la réalité de l'union et, accessoirement, d'élargir la base d'appui du gouvernement. Au cours de son discours d'investiture, le premier ministre a d'ailleurs rappelé qu'il considérait comme « particulièrement important » d'accueillir dans son gouvernement ceux qui n'y étaient pas encore, afin « de réunir toutes les forces contre les menaces qui nous guettent ».

Ce rassemblement hétéroclite doit beaucoup à Yasser Arafat qui, aux yeux des Israéliens, porte toute la responsabilité des maux qui se sont abattus sur eux. Face à l'ennemi, Israël a fait bloc. Mais la suite dépendra avant tout d'Ariel Sharon, qui va maintenant devoir passer au second volet de son programme : rétablir la sécurité de ses concitoyens mise à mal par plus de cinq mois d'intifada et tenter de sortir le pays du guépier où il a lui-même contribué à le pousser en allant, un matin de septembre, défier l'adver-

saire sur l'esplanade des Mosquées.

Force est de constater qu'en cette matière, le nouveau premier ministre ne s'est pas montré très éclairant. Tout le monde voit qu'il n'est pas disposé à reprendre les négociations avec les Palestiniens tant que ceux-ci ne déposent pas les armes. Mais que fera-t-il si, comme c'est probable, ceux-ci demeurent sourds à ses exhortations ? Le discours de mercredi ne permet pas de le dire.

PROPOS MODÉRÉS

Depuis un mois - habileté ou désarroi ? - M. Sharon a réussi à ne rien montrer de ses cartes, obligeant les observateurs ou ses potentiels interlocuteurs palestiniens à tenter de deviner ce que pourrait être sa politique. Le nouveau premier ministre a-t-il un plan, ou navigue-t-il à vue ? La question n'est pas tranchée dans la classe politique israélienne, ni même chez les Palestiniens qui dépeignent le personnage en termes si divers qu'ils paraissent ne pas savoir l'approche qu'ils doivent en faire.

Ce qui frappe cependant chez M. Sharon, c'est la modération du propos. Contrairement aux prévisions les plus funestes, le premier ministre ne s'est pas (encore ?) laissé aller à la menace ni à la rodomontade, évoquant une seule fois dans son discours la force dont Israël pourrait user s'il y était contraint. Souvent dépeint comme « un faucon à cou de taureau », M. Sharon donne pour le moment l'impression de vouloir agir avec

retenue, comme s'il ne voulait rien faire qui puisse lui interdire l'une des nombreuses voies que son prédécesseur a tenté d'explorer.

Rien dans son discours de mercredi n'est venu démentir cette approche. En rappelant les propos de David Ben Gourion qui estimait que « l'Etat d'Israël n'a pas été créé pour s'engager dans la guerre ou dans la conquête militaire », en rappelant, à de nombreuses reprises, qu'il comprenait la souffrance des Palestiniens et que ses concitoyens, « fatigués des batailles et des guerres », connaissaient « la valeur de la paix », Ariel Sharon a voulu utiliser un langage de bonne volonté, très éloigné d'une quelconque pose guerrière.

Les premiers commentaires des responsables palestiniens soulignent, à juste titre, que la paix passait d'abord par la fin de l'occupation, chapitre sur lequel M. Sharon ne s'est guère étendu, assurant seulement qu'aucune nouvelle colonie ne serait construite.

Sur Jérusalem, autre dossier qui conditionne la paix, Ariel Sharon est revenu au classicisme qu'avait abandonné Ehoud Barak : la ville restera la capitale éternelle et indivisible d'Israël. Rien, enfin, n'a été dit sur les réfugiés, autre dossier chaud du conflit israélo-palestinien. Pour le moment, son principal objectif demeure de stabiliser la situation, de réduire graduellement la violence et la pression qu'elle génère sur son pays.

Georges Marion

Seize Nobel et huit députés européens appellent à « la paix par la justice »

DANS UN APPEL à « la paix par la justice » au Proche-Orient, seize Prix Nobel et huit députés européens demandent, à l'initiative de l'Association Peace Lines, aux « habitants de la Terre sainte [de] s'en tenir à la force du droit international ». Voici l'essentiel de cet appel :

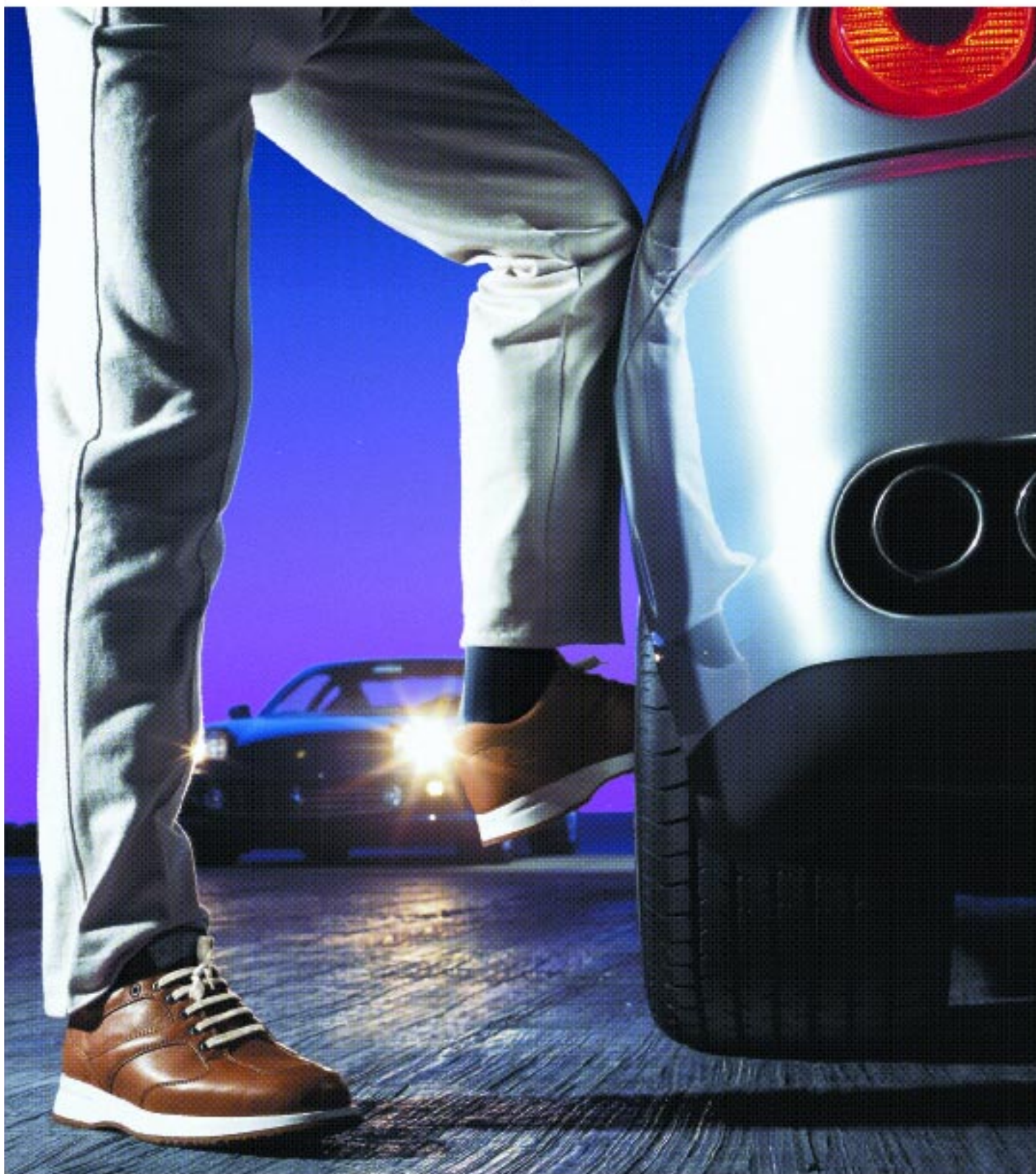
« Plus de dix mille blessés (à 96 % palestiniens), quatre cents tués (dont 15 % d'Israéliens) depuis le 29 septembre 2000. Des Lieux saints profanés. Des arbres abattus et des maisons démolies légalement. Lynchages, pogroms, tueries, bombes et bombardements, la norme... Haine aveugle et séparatisme alimentés par la logique sanglante du talion et de la force armée.

» Après des décennies de querelles intestines et de guerres, les propositions de règlement 2000-2001 peuvent enfin apporter des solutions aux douloureuses questions de territoire et de réfugiés. Dans l'esprit des résolutions de l'ONU 242 et 194. Les colonies reconnues comme sources d'iniquité et de haine doivent être évacuées sans violences. La majorité des implantations seront rattachées à Israël, échangées contre des surfaces équiva-

lentes. Pourquoi retarder davantage la naissance d'un Etat palestinien libre ? Palestiniens et Israéliens partagent la même parcelle de terre. Ils respirent le même air, s'abreuvent aux mêmes sources... se saluent entre eux par la même formule de paix : *Chalom, Salam*.

» Nous... appelons tous les habitants de la Terre sainte à s'en tenir à la force du droit international et à mettre fin définitivement à ce conflit du passé ».

Trois Nobel de physique (Simon van der Meer, Leon Lederman et Jack Steinberger), cinq de chimie (Ilya Prigogine, Elias Corey, Sir Harold Kroto, Jens Skou et Jérôme Karle), trois de la paix (Mairead Maguire, Betty Williams et Desmond Tutu), quatre de médecine (Maurice Wilkins, Christian de Duve, Richard Roberts et Günter Blobel) et un de littérature (Wole Soyinka) ont signé cet appel ; de même que les députés européens Marie-Anne Isler-Béguin (France), Margie Sudre (France), Ole Andreasen (Danemark), Giuseppe di Lello (Italie), Struan Stevenson (G.-B.), Pila-Noora Kauppi (Finlande), Arvid Carlsson (Suède) et Ulrich Stockmann (Allemagne).



HOGAN

Washington n'entend pas reprendre les discussions avec la Corée du Nord dans l'immédiat

George W. Bush se démarque de la politique de Bill Clinton à l'égard de Pyongyang

Le président américain George Bush a indiqué, mercredi 7 mars, lors d'un entretien avec le président sud-coréen et Prix Nobel de la paix Kim Dae-

jung qu'il n'entendait pas reprendre, dans l'immédiat, les négociations avec la Corée du Nord. Cette position marque une claire rupture avec la

politique suivie par Bill Clinton, lequel avait même envisagé de se rendre à Pyongyang avant la fin de son mandat.

WASHINGTON

de notre correspondant

George W. Bush s'est entretenu, mercredi 7 mars, avec son homologue sud-coréen Kim Dae-jung. En faisant la visite de Washington, le Prix Nobel de la paix espérait s'assurer du soutien de l'administration républicaine pour sa politique de la main tendue envers Pyongyang - qui avait l'aval de Bill Clinton - et renforcer sa position fragile sur l'échiquier politique intérieur. Il courait aussi le risque de se retrouver face à des interlocuteurs qui n'ont toujours pas défini leur stratégie asiatique et qui divergent sur l'approche à adopter face à Pyongyang ou Pékin.

ABSENCE DE CONFIANCE

A l'issue de discussions « franches », la réponse de M. Bush a été à la fois ferme et dilatoire. Il n'entend pas reprendre rapidement les négociations engagées par son prédécesseur - elles étaient sur le point d'aboutir en décembre 2000 - et considère le régime de Kim Jong-il comme une menace. Mais il n'a pas fermé la porte à des consultations dans l'avenir. L'administration a peu confiance dans la promesse de Pyongyang de ne plus fabriquer ni exporter de missiles à longue portée en échange d'une aide économique et du lancement de ses satellites ; elle considère que l'accord de 1994 de

fourniture de centrales nucléaires en échange de l'abandon de l'arme atomique est dans une impasse.

M. Bush a salué les efforts de Kim Dae-jung en faveur de la paix dans la péninsule. Il pouvait difficilement s'opposer à la « sunshine policy » d'un de ses plus proches alliés, qui a permis de réduire la ten-

ture impossible de dire qu'il serait également dirigé contre Pékin, et la détente le long du 38^e parallèle priverait le NMD d'une de ses principales justifications.

Il faudra des mois pour que Washington achève la « revue complète des relations avec le Nord » annoncée après la rencontre par le général

Les Etats-Unis promettent de consulter leurs alliés

En visite à Washington, où il doit être reçu par le président George W. Bush, par le secrétaire d'Etat Colin Powell et par le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, s'est félicité, mercredi 7 mars, que l'administration américaine parle désormais de « défense antimissile élargie » (« broader missile defense ») et non plus de « défense antimissile nationale » (« national missile defense »), en promettant de « consulter les alliés des Etats-Unis pour les inclure sous un futur bouclier ».

M. Robertson s'est félicité aussi que « les Russes, tout autant que les pays de l'OTAN, soient d'accord pour admettre que la menace de missiles est réelle ». Moscou, a-t-il ajouté, a contribué à ce que « le débat ait lieu sur un terrain d'accord bien plus grand » en offrant à d'éventuels partenaires, notamment en Europe, de coopérer sur un programme de défense mobile antimissile non stratégique. - (AFP, AP.)

sion entre Nord et Sud. Des officiels américains ont toutefois exprimé la crainte que le président sud-coréen ne veuille aller trop vite avec son projet de déclaration de paix avec Kim Jong-il. Pyongyang demeure en effet le croquemitaine utilisé pour justifier la construction d'un bouclier antimissile (NMD), étant donné qu'il est politique-

Colin Powell, qui a reconnu que « quelques éléments prometteurs avaient été laissés sur la table par le président Clinton [et que] nous les étudions ». Mais le secrétaire d'Etat n'est que l'un des acteurs de la politique étrangère et les « faucons » se montrent beaucoup moins accommodants que lui. Mardi, au moment où il affirmait que « nous n'évitons

Le chancelier de l'Echiquier a présenté un budget prudemment préélectoral

Le Royaume-Uni affiche une bonne santé économique

LONDRES

de notre correspondant

Légère baisse des impôts pour 15 millions de contribuables moyens, gel des taxes sur l'alcool, le tabac et la vignette automobile locale, légère baisse des impôts sur le diesel et les carburants « propres », abolition des droits d'entrée dans les musées nationaux, hausse modérée des allocations familiales, des congés maternité, des retraites et des allocations chômage : s'il restait un doute quant à la proximité des élections générales qui seront probablement anticipées d'un an pour se tenir le 3 mai prochain, le budget, modérément préélectoral, tel que présenté, mardi 6 mars, aux Communes par le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, devrait l'avoir été. Comme le disait Justin Urquhart Stewart, directeur chez Barclays Stockbroker, « c'est un budget délicieusement politique. A deux mois d'élections, on ne tabasse pas les consommateurs de tabac et d'alcools... ».

Généralement bien accueilli par la City et par le patronat, le budget national 2001-2002 devrait s'établir en excédent de 17 milliards de livres (environ 180 milliards de francs) contre 23 milliards de livres pour l'exercice qui s'achève. Grâce, entre autres, à ce surplus fiscal et aux milliards de livres encaissés l'an dernier lors de la mise aux enchères des nouveaux réseaux téléphoniques portables, le Royaume-Uni a remboursé 9 milliards de dettes en 2000 et devrait en rembourser 34 milliards supplémentaires cette année. Résultat, « le ratio d'endettement de notre pays qui était de 44 % du produit national brut en 1997 [l'année où l'actuelle équipe travailliste a remplacé les Tories au pouvoir] est tombé à 31,8 % et devrait s'établir à 30,3 % cette année (fiscale) et à 29,6 % lors de l'exercice suivant ».

L'économie nationale continue de très bien se porter. L'inflation, qui était en moyenne de 6,2 % l'an entre 1979 et 1997 est tombée à 2,1 % en 2000, au plus bas depuis 1963, et le Trésor prévoit qu'elle ne dépassera pas 2,5 % en 2001-2002. Les taux d'intérêts de

base qui étaient de 10 % environ il y a quatre ans sont à 6 %. Pour la première fois depuis les années 1960, les taux d'intérêts à long terme (environ 5 %) sont « aussi bas qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne ».

La croissance économique nationale s'est établie à 3 % et le chancelier l'estime encore, malgré le ralentissement américain en cours, entre 2,25 % et 2,75 % d'ici à avril 2002. L'industrie manufacturière elle-même, dont on craignait l'effondrement à cause de la fermeté continue de la livre sterling par rapport à l'euro, a crû de 1,6 %, sa productivité de 4,4 % et ses exportations de 11,8 %.

CHÔMAGE AU PLUS BAS

En ce qui concerne le chômage, au plus bas depuis 1975, Gordon Brown, frère rival de Tony Blair - âgé de cinquante ans, il a l'ambition de devenir premier ministre après M. Blair - a annoncé que plus d'un million de Britanniques supplémentaires étaient désormais au travail par rapport à 1997 et que le taux de chômage à long terme est au plus bas depuis 1979. Le ministre a également fait savoir que grâce, en partie, au fameux « new deal » qui a pris 275 000 jeunes en charge pour les conduire vers un emploi fixe, le chômage qui les concerne est au plus bas depuis 1975.

Au total, notaient mardi les spécialistes, bien que préélectoral, le budget est resté marqué par le maître mot du chancelier : « Prudence ». Grosso modo, ce sont pour 38 milliards de francs de dépenses supplémentaires qui ont été annoncées. Une moitié environ de nature « sociale » incluant les baisses modérées d'impôts pour les familles au travail avec enfants, et une autre moitié pour réparer et moderniser les écoles et les hôpitaux publics en déshérence. Cette enveloppe spécifique s'ajoute aux 450 milliards de francs précédemment engagés par le gouvernement dans ce domaine pour les trois prochaines années.

Patrice Claude

Au Japon, il ne faut pas « troubler l'âme » des condamnés à mort

TOKYO

de notre correspondant

Par la voix du président de la conférence épiscopale, Mgr Kaname Shimamoto, l'Eglise catholique du Japon a pris position contre la peine de mort, toujours pratiquée dans l'archipel, et a lancé une campagne au cours de laquelle seront présentées des expositions de peintures de condamnés et organisées des réunions de prière avec des bouddhistes sur le thème du pardon. Dans un message, intitulé *Regard sur la vie*, Mgr Shimamoto, archevêque de Nagasaki, estime que la peine de mort « n'est ni une cure de l'âme ni une dissuasion ».

La prise de position de la conférence épiscopale, qui suit un appel contre la peine de mort lancé il y a deux ans par les Eglises chrétiennes, intervient alors que le Japon est l'objet de critiques du Conseil de l'Europe, où il est menacé de perdre son statut d'observateur s'il continue à infliger aux condamnés des « traitements qui violent la conception des droits de l'homme que nous avons en Europe », a déclaré récemment à Tokyo le parlementaire européen Gunnar Jansson.

Le député prépare un rapport sur la peine de mort au Japon et aux Etats-Unis, les deux seuls pays concernés parmi les six bénéficiaires d'un statut d'observateur au Conseil de l'Europe. Au cours d'un entretien assez tendu, le ministre de la justice, Masahiko Komura, a répondu à M. Jansson que le Japon n'avait aucune intention d'abolir la peine de mort ni d'instituer un moratoire aux exécutions.

VISITE NON AUTORISÉE

Cinquante-quatre condamnés à mort sont en attente de la pendaison dans les prisons japonaises. Trois d'entre eux, qui ont été exécutés en novembre, avaient passé une dizaine d'années dans le « couloir de la mort ». M. Jansson a pu visiter le quartier des condamnés à la peine capitale du centre de détention de Katsushika, à Tokyo, mais il lui a été refusé d'en rencontrer et même de voir les lieux où il est procédé aux exécutions. « Le Japon est le seul pays où m'a été opposé un tel refus », a-t-il déploré.

En dépit de la demande d'un condamné à mort, transmise par sa femme, de rencontrer M. Jansson, celui-ci n'a pas été autorisé à lui ren-

dre visite sous prétexte que « les visites troublent la paix de l'âme des condamnés ». Un droit aux visites dénié également aux parlementaires japonais en dépit d'une trentaine de demandes de leur part. Selon Nobuto Hosaka, député social-démocrate et secrétaire général de la Ligue parlementaire pour l'abolition de la peine de mort, « si on révélait l'horreur des lieux d'exécution, l'opinion vis-à-vis de la peine de mort évoluerait ».

Pour justifier le maintien de la peine capitale, les autorités font valoir que, selon les sondages, 80 % de la population y sont favorables. Pour M. Jansson, l'argument n'est pas déterminant : en Europe aussi l'opinion était acquise à la peine capitale lorsqu'elle fut abolie. Le sujet ne soulève guère de grand débat au Japon et le pays n'est pas signataire du protocole de l'Assemblée des Nations unies en faveur de l'abolition de la peine capitale. Mais les choses évoluent : aux voix de juristes et des Eglises chrétiennes en faveur de l'abolition s'est ajoutée, en 1999, celle de la secte bouddhiste Tendai, l'une des plus importantes de l'archipel.

Philippe Pons

Le Népal cherche à nouer le dialogue avec les rebelles maoïstes

Dans un entretien au « Monde », le premier ministre Koirala regrette l'instabilité politique du royaume

LA VISITE « historique » que vient d'effectuer en France le premier ministre népalais Girija Prasad Koirala - la dernière en date remontait à plus d'un siècle, quand l'un de ses lointains prédécesseurs de la « dynastie » des chefs de gouvernement de la famille Rana fut reçu à Paris par... Napoléon III - a coïncidé avec une initiative de Katmandou pour tenter de renouer le dialogue avec la guérilla maoïste : le royaume himalayen est déchiré depuis mars 1996 par la « guerre du peuple » des militants armés d'extrême gauche, actifs surtout dans l'Ouest, une région particulièrement déshéritée.

Dirigés par des leaders de haute caste brahmane, les guérilleros appartiennent pour la plupart à des ethnies démunies issues des grou-

pes de langues tibéto-birmanes (magars, tamangs). Ils s'en prennent aux policiers ou aux propriétaires terriens, représentants de l'« ordre féodal ». En cinq ans, près de mille six cents personnes sont mortes - rebelles, policiers, civils.

« EXIGENCES » DE LA POPULATION

En septembre 2000, lors d'une opération aussi audacieuse que spectaculaire, un millier de maquisards attaquèrent, en vagues successives, la ville de Dunaï, avant de s'en emparer au bout de six heures de combat qui coûtèrent la vie à quarante policiers et en blessa une cinquantaine d'autres. Même à Katmandou, industriels et chefs d'entreprise en sont désormais réduits, par prudence, à verser « l'impôt révolutionnaire » au Parti communiste népalais

maoïste. « La capitale est gangrénée », remarque un observateur.

Le 6 mars, alors que M. Koirala rencontrait à Paris Lionel Jospin avec lequel il a discuté de l'amélioration de relations bilatérales bien modestes entre la France et le Népal, le vice-premier ministre népalais, Ram Chandra Poudel, prenait à Katmandou une initiative attendue de longue date par les chefs de la guérilla : en publiant une liste de trois cent deux détenus accusés d'être des maoïstes, le gouvernement acceptait de répondre à une exigence des rebelles qui accusent les autorités d'être responsables de la « disparition » de nombre de leurs militants. Cette liste montrerait, au contraire, que ces dits militants sont vivants et répertoriés.

Une semaine après que le chef de la guérilla, Pushpa Kamal Dahal - connu sous son nom de guerre de « camarade Prachanda » -, s'est autoproclamé « président » du parti maoïste à l'issue d'une convention secrète dans les collines de l'Himalaya, cette initiative du gouvernement népalais pourrait ainsi favoriser la relance d'un dialogue avec la guérilla.

Dans un entretien au *Monde*, mercredi 7 mars, juste après sa rencontre avec Jacques Chirac à l'Elysée, le premier ministre Koirala a estimé que son gouvernement envisageait diverses « options ». « Soit nous rétablissons le dialogue

avec les maoïstes, soit cela n'est pas possible et, dans ce cas, nous allons nous efforcer de les isoler de la population et de moderniser notre police. Pour se faire, il nous faut le consensus de tous les partis politiques népalais opposés à la lutte armée et le développement de projets économiques locaux destinés à satisfaire les exigences des populations ».

C'est bien là où le bât blesse : la rébellion est l'une des résultantes de la faillite de la démocratie népalaise, onze ans après le rétablissement des libertés par le roi Birendra à la suite de la « révolution » de 1990. Un mouvement au cours duquel M. Koirala, soixante-dix-huit ans, vieux militant de la cause démocratique et adversaire de la monarchie absolue, joua un rôle non négligeable. Mais depuis, l'instabilité politique est permanente : Girija Prasad Koirala est le dixième chef de gouvernement en onze ans !

« C'est vrai que les gens sont devenus cyniques, reconnaît le premier ministre, mais les Népalais attendaient tellement de la démocratie qu'il était impossible de réaliser leurs aspirations aussi vite qu'ils l'auraient voulu. » « Quant aux maoïstes, conclut M. Koirala, nous ne savons même pas vraiment ce qu'ils veulent. Le dialogue oui, encore faudrait-il qu'ils nous disent clairement pourquoi ils ont déclenché la lutte armée ! »

Bruno Philip

BRUXELLES

de notre bureau européen

La présidence suédoise de l'Union européenne a lancé le grand débat sur l'avenir de l'Europe, mercredi 7 mars, à l'Ecole européenne de Bruxelles. Quelque mille élèves environ ont accueilli chaleureusement les premiers ministres suédois et belge, Göran Persson et Guy Verhofstadt, le président de la Commission, Romano Prodi, et l'un des vice-présidents du Parlement européen, David Martin. M. Persson a expliqué qu'il était important de débattre de cette question avec des écoliers, parce qu'ils représentent l'avenir de la société. Certains de ces jeunes gens ont demandé à M. Verhofstadt comment la Belgique, « en conflit avec elle-même », pourrait assumer bientôt la présidence de l'Union, question à laquelle M. Prodi a répondu que la Belgique « peut être considérée comme un modèle pour l'Europe ». D'autres se sont interrogés sur l'avenir des langues dans une Union à vingt-cinq ou trente pays. Le commissaire Michel Barnier, qui accompagnait M. Prodi, a répondu que la diversité faisait la richesse.

Ce débat était organisé dans un cadre institutionnel précis : celui de l'annexe 4 du traité de Nice, qui dit qu'« en 2001, les présidences suédoise et belge, en coopération avec la Commission et avec la participation du Parlement européen, encourageront un large débat ».

En présentant ses vœux à la presse, le 16 janvier, la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine, avait affirmé que ce débat devrait avoir lieu au sein de son institution, censée devenir la « plateforme » des organisations non gou-

vernementales (ONG). La présidente et les groupes politiques ont envisagé, le 14 février, d'organiser des colloques et de mettre sur pied un forum de citoyens, avec les milieux associatifs intéressés. Ce forum pourrait être lancé le 9 mai, date anniversaire de la déclaration Schuman, et donner lieu à une grande manifestation publique juste avant le sommet de Laeken, prévu en décembre 2001.

FUTUR TRAITÉ EN 2004

Les députés européens s'inquiètent surtout du rôle qu'ils pourront jouer dans la préparation du futur traité de l'Union, prévu pour 2004. Ils estiment que la conférence intergouvernementale doit être remplacée par une enceinte plus large, où seraient représentés non seulement les gouvernements, mais aussi la Commission, le Parlement européen, et les Parlements nationaux, sur le mode de la « convention » qui a rédigé la charte des droits fondamentaux. M^{me} Fontaine a annoncé ce changement officiellement, le 7 mars. Or, le principe de cette méthode conventionnelle n'est pas acquis, le traité de Nice disant seulement que le sommet de Laeken devra adopter les « initiatives appropriées ».

L'intergroupe Constitution européenne du Parlement européen, composé de députés de tous bords, a lancé, mercredi, un appel à tous ceux, parlementaires ou citoyens, qui auront à ratifier le traité de Nice. Il leur demande de réclamer aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Laeken, la promesse qu'ils confieront à une convention le soin de rédiger une Constitution européenne, avant de dire oui à Nice.

Rafaële Rivais

projet Les nouvelles écharpes du maire

265 printemps 2001 le n° 78 F

A l'occasion des municipales, ce dossier invite à s'interroger sur les évolutions de la représentation politique. Même si le maire occupe une place à part, le lien entre les élus, les citoyens et les groupes sociaux se transforme. La résolution de situations complexes donne une large place aux experts. La responsabilisation pénale inquiète. La vitalité de la sphère politique suppose que vivent des lieux autres que l'institution où se structurent les débats (associations, vie de quartier...)

EN VENTE DANS LES GRANDES LIBRAIRIES
PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

La Grèce orthodoxe se résigne à recevoir Jean Paul II pour une visite historique

AU VATICAN, on en parle déjà comme d'un « moment historique » : fin avril ou début mai, le pape pourra visiter la Grèce, patrie de l'orthodoxie (religion d'Etat) la plus radicalement hostile au catholicisme. Après des mois de discussions internes, l'Eglise grecque orthodoxe a fait savoir, mercredi 7 mars, qu'« en dépit des réserves qu'elle aurait le droit d'avoir elle ne souhaite pas répondre négativement » à la demande du pape de venir à Athènes. Mais ce voyage n'aura qu'un « pur caractère de pèlerinage », a précisé son porte-parole, Mgr Eustrathios.

Depuis deux ans, le Vatican faisait pression sur les autorités grecques afin que le pape puisse être reçu à Athènes « sur les traces de l'apôtre Paul », qui avait prêché face à l'Acropole. Reçu à Rome en janvier 2001, le président Costis Stephanopoulos avait accepté de l'inviter, en dépit des oppositions du Saint-Synode orthodoxe qui, divisé, vient finalement de se résigner. Cette visite pourrait avoir lieu le 8 mai, entre les étapes que le pape doit faire aussi en Syrie et à Malte. Selon d'autres sources, le voyage à Athènes aurait lieu le 30 avril.

C'est bien une nouvelle brèche que Jean Paul II ouvre ainsi dans le « mur » orthodoxe. Seuls deux pays à majorité orthodoxe – la Roumanie et la Géorgie – avaient accepté, déjà avec réticence, de le recevoir en 1999. Cette fois, il se rend en Grèce et, fin juin, en Ukraine, soit les pays où le contentieux historique entre Eglises orthodoxes et catholique est le plus vif, sur fond d'attaques contre le « prosélytisme » du pape polonais au sud et à l'est de l'Europe, terres de tradition orthodoxe.

Henri Tincq

Des soldats américains de la KFOR ont ouvert le feu contre la guérilla albanaise

Les incidents se multiplient en Macédoine et au sud de la Serbie

Des soldats américains de la KFOR ont ouvert le feu, mercredi 7 mars, contre des combattants albanais à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine. Mis en cau-

se par Belgrade et Skopje pour leur incapacité à prévenir la montée de nouvelles tensions, les Américains semblent s'être résolus à une plus grande fermeté.



macédoniennes prennent le risque d'aller rétablir elles-mêmes l'ordre à Tanusevci.

Cette polémique ouverte entre les dirigeants macédoniens et l'OTAN s'est calmée mercredi en fin de journée. L'émissaire de l'OTAN pour la Macédoine Daniel Speckhard a donné une conférence de presse à Skopje dans laquelle il a affirmé que la KFOR avait pris « des mesures fermes et robustes de son côté de la frontière ». Un comité de liaison a été établi entre la KFOR et les forces de sécurité macédoniennes, les points de passage à la frontière avec le Kosovo qui avaient été fermés dimanche ont rouvert et l'engagement dans le village de Mijak paraît témoigner d'une attitude plus déterminée des Américains. Jeudi matin, l'envoyé spécial de l'AFP annonçait que la guérilla albanaise avait déserté Tanusevci.

L'autre foyer de tension est le

sud de la Serbie, où un nouvel attentat a eu lieu mercredi : une mine a explosé près de Presevo au passage d'un véhicule de l'armée yougoslave, tuant trois soldats. Belgrade affirme rechercher un règlement pacifique pour la région, mais réclame parallèlement depuis des semaines une redéfinition des accords avec la KFOR, qui ont établi, côté Serbie, tout le long du Kosovo, une « zone de sécurité » large de 5 kilomètres, où l'armée yougoslave ne peut pas pénétrer. Cette zone est en plusieurs endroits aux mains de la guérilla albanaise.

Le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson, a déclaré mercredi que le retour des forces yougoslaves pourrait être autorisé d'abord dans « une petite partie d'un kilomètre de profondeur » à la frontière entre Serbie et Macédoine.

Claire Tréan

L'ONU décrète un embargo sur les armes à destination du Liberia

NEW YORK. A l'appui de son « exigence » que le Liberia « mette immédiatement fin au soutien du mouvement rebelle en Sierra Leone et à d'autres groupes armés dans la région », le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé, mercredi 7 mars, un embargo sur les armes à destination de ce pays ouest-africain. Accordant un délai de deux mois au régime de Charles Taylor pour s'y conformer, il a en outre enclenché le compte à rebours pour d'autres mesures punitives, notamment l'embargo sur l'exportation de diamants et l'interdiction de voyager à l'étranger pour des dirigeants libériens, civils et militaires, ainsi que leurs épouses.

Le sursis de deux mois a été obtenu par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), qui a demandé aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne – rédacteurs de la résolution – de « laisser une chance au Liberia ». Le gouvernement libérien a aussitôt décidé un « moratoire » de quatre mois pour le commerce de ses diamants « dans le but de l'assainir ». – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS : un homme condamné à mort** pour le meurtre en 1990 d'une adolescente, Dennis Dowthitt, cinquante-cinq ans, a été exécuté, mercredi 7 mars à Huntsville (Texas), devenant la septième personne exécutée aux Etats-Unis depuis le rétablissement de la peine capitale en 1976. – (AFP.)

■ **La population d'origine hispanique** aux Etats-Unis a augmenté de 60 % en dix ans et a pratiquement rattrapé en importance la minorité noire, selon un recensement effectué en 2000. Le nombre d'Américains se décrivant comme étant d'origine hispanique s'est élevé à 35,3 millions alors que la population noire est passée de 30 millions à 36,4 millions. – (AFP.)

■ **CONGO-KINSHASA : plusieurs Libanais ont été exécutés**, en janvier à Kinshasa, après l'attentat ayant coûté la vie au président Laurent-Désiré Kabila, a confirmé, mercredi 7 mars, le ministre congolais de la justice. « Des réactions violentes » auraient entraîné la mort de « plusieurs personnes, dont quelques citoyens libanais », a-t-il déclaré, sans autre précision, réagissant aux informations d'une association congolaise de défense des droits de l'homme, selon laquelle onze Libanais sont portés disparus depuis le 16 janvier. – (AFP.)

■ **TCHÉTCHÉNIE : soixante corps au total ont été sortis du « charnier »** découvert récemment près du quartier-général des forces russes à Grozny, selon un bilan donné par l'agence Itar-Tass citant le parquet tchétchène pro-russe. – (AFP.)

■ **INDONÉSIE : le président Abdurrahman Wahid s'est rendu** jeudi 8 mars à Bornéo, où des centaines de personnes ont été tuées fin février dans des violences interethniques. M. Wahid venait de rentrer d'un voyage de deux semaines à l'étranger, qu'il avait refusé d'annuler malgré les massacres perpétrés par des Dayaks sur des immigrants madurais dans la province du Kalimantan. Le président indonésien s'est finalement déplacé pour évaluer la situation locale, alors que les violences se sont apaisées et que les autorités espèrent organiser « d'ici un mois » le rapatriement à Bornéo des 50 000 Madurais ayant fui l'île. – (Reuters.)

■ **CHINE : au moins soixante personnes, dont des dizaines d'enfants**, ont péri dans l'explosion d'une école, mercredi 7 mars, selon des témoignages recueillis sur place par l'AFP. Le bilan officiel avait fait état de 41 morts (Le Monde du 8 mars). « A cause des difficultés économiques, les écoliers utilisaient leurs temps libre pour fabriquer des pétards pour contribuer au financement de leur éducation », a expliqué jeudi le quotidien cantonais Yangcheng Wanbao. Le premier ministre Zhu Rongji a accusé, jeudi, un « malade mental » d'avoir apporté la poudre dans l'école avant d'y mettre le feu pour provoquer l'explosion. – (AFP, Reuters.)



Fimalac

RESULTATS 2000 (PROVISOIRES)

Nouvelle année de très forte croissance :

Bénéfice net par action (avant survaleurs) : + 48,5 %

Chiffre d'affaires	1.326,3 M€
+11,1 %	à périmètre constant
Résultat courant après impôt (part du groupe)	74,6 M€
+30,4 %	
57,2 M€	
Résultat net avant survaleurs (part du groupe)	108,5 M€
+52,2 %	
71,3 M€	
Résultat net par action (avant survaleurs)	3,46 €
+48,5 %	
2,33 €	
Dividende par action (avant avoir fiscal)	0,90 €
+21 %	
0,744 €	

Le Conseil d'Administration réuni sous la présidence de Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIERE le 7 Mars 2001 a examiné les comptes estimés de l'exercice 2000 :

RESULTAT COURANT APRES IMPOT (PART DU GROUPE) : + 30,4 %

Compte tenu du reclassement de la participation des salariés dans les charges de personnel, en application de la nouvelle réglementation comptable depuis le 1er janvier 2000, le résultat courant après impôt (part du Groupe) de l'année 2000 devrait être de **74,6 millions d'euros** (489 millions de francs) par rapport à 57,2 millions d'euros (375 millions de francs), soit **+ 30,4 %**.

A présentation constante, le résultat courant après impôt (part du Groupe) aurait été de **84,3 millions d'euros** (553 millions de francs) par rapport à 63,4 millions d'euros (416 millions de francs), soit une progression de **+ 33 % supérieure à l'objectif annoncé** lors de la dernière Assemblée Générale (540 millions de francs).

RESULTAT NET AVANT SURVALEURS (PART DU GROUPE) : + 52,2 %

Avant prise en compte de l'amortissement des survaleurs, le résultat net provisoire s'établit à **108,5 millions d'euros** (712 millions de francs) et marque une progression de **+ 52,2 %** par rapport au résultat de 71,3 millions d'euros (468 millions de francs) réalisé en 1999. Par action, la progression est de **+ 48,5 %**.

Compte tenu des survaleurs, le résultat net est estimé à **100 millions d'euros** (656 millions de francs), soit une hausse de **+ 40,1 %** par rapport à celui de 1999 (71,4 millions d'euros, soit 468 millions de francs). Par action, la progression s'établit à **+ 37 %**.

Cette hausse importante résulte de deux profits exceptionnels particulièrement élevés :

- La cession de la filiale ANFA (fournitures de bureau), qui n'avait pas de vocation stratégique à demeurer au sein du Groupe, a été réalisée pour un montant de 50,6 millions d'euros (332 millions de francs) et a permis d'enregistrer une plus-value après impôt de **29,4 millions d'euros** (193 millions de francs).

- L'apport de BANKWATCH à FITCH (notation) a dégagé un profit exceptionnel de **25 millions d'euros** (164 millions de francs).

DIVIDENDE 2000 : + 21 %

Compte tenu des bonnes performances enregistrées en 2000, Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIERE devrait proposer au prochain Conseil d'Administration un dividende de **0,90 €** par action, avant prise en compte de l'avoir fiscal, soit une progression de **+ 21 %** par rapport à l'année dernière.

EVOLUTION DU COURS EN 2000 : + 47 %

L'action FIMALAC a progressé de **+ 47 %** en 2000, son cours passant de **24,40 €** le 3 janvier 2000 à **35,88 €** le 29 décembre 2000, alors que le CAC 40 a de son côté connu une évolution légèrement négative.

Il est à noter que le PER actuel, qui n'est que de 15,7 sur la base du résultat courant après impôt de l'année 2000, et de seulement 11,7 si l'on raisonne sur le résultat net 2000 incluant les plus-values, laisse encore une marge substantielle d'appréciation du cours de bourse, compte tenu de la qualité des métiers du Groupe et de leurs perspectives de développement.

OBJECTIF DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2001 : + 25 %

Pour 2001, sauf imprévu et à périmètre actuel, l'objectif est d'atteindre une croissance de l'ordre de **+ 25 %** au niveau du résultat d'exploitation consolidé.

CONTACTS
 Presse :
 Véronique MORALI
 +33(0)1.47.55.61.71
 Image Sept - Anne France MAHRELL
 +33(0)1.55.70.74.70
 Actionnaires et Analystes Financiers :
 Robert GIMENEZ
 +33(0)1.47.55.61.48
 www.fimalac.com

MUNICIPALES L'Elysée est mobilisé pour tenter d'éviter que la gauche ne l'emporte aux élections cantonales et municipales en Corrèze, l'un des fiefs du chef de l'Etat depuis plus de trois décennies.

● BERNADETTE CHIRAC, conseillère générale (RPR) de Sarran, multiplie les déplacements dans le département pour soutenir les candidats de droite. ● LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL GÉNÉRAL, actuelle-



ment détenue par Jean-Pierre Dupont (RPR), pourrait être menacée par la gauche si celle-ci ajoute quatre nouveaux cantons aux six gagnés en 1998. ● FRANÇOIS HOLLANDE est bien placé pour gagner la

marie de Tulle. Toutefois, le premier secrétaire du PS assure qu'une telle victoire ne devrait pas être considérée comme « un élément majeur de remise en cause du président de la République ».

François Hollande menace le fief corrézien de la famille Chirac

L'entourage du président de la République – au premier rang duquel son épouse Bernadette – s'emploie à défendre la majorité détenue par la droite au conseil général et dans les principales villes du département. Le premier secrétaire du PS et la gauche espèrent notamment l'emporter à Tulle

LORSQUE Bernadette Chirac est sortie, mardi 6 mars au soir, de la tour HLM de Souillac, dans la commune de Tulle, elle est tombée nez à nez avec... François Hollande. Depuis deux après-midi, l'épouse du chef de l'Etat, conseillère générale de Corrèze, visitait systématiquement les familles logées par la ville, en compagnie du maire RPR sortant, Raymond-Max Aubert. Et la nouvelle, parfois criée entre voisins, « viens voir, Bernadette est dans la tour ! » est arrivée jusqu'aux oreilles de l'adversaire socialiste le plus coriace de M. Chirac : le premier secrétaire du PS.

L'échange a été à l'image de la bataille et des personnages en lice : « Voyez-vous, je fais campagne », a lancé tout souriant M^{me} Chirac. « Car nous, les Chirac, nous sommes tenaces, nous passons et nous repassons. J'étais là hier, je suis encore là aujourd'hui. » « Eh bien nous n'avons plus qu'à passer derrière vous, pour remettre les choses à l'endroit », a répliqué M. Hollande.

La Corrèze, fief de la « chiraquie », est en effet, pour la première fois, menacée par la gauche plurielle. Ce n'est pas seulement Tulle qui pourrait être ravie, lors des municipales, par M. Hollande lui-même, donné grand favori. C'est aussi le département qui pourrait rebasculer à gauche lors des cantonales, après plus de seize ans de pouvoir chiraquien.

L'Elysée est si conscient de la menace, si inquiet de l'effet symbolique que pourrait avoir un échec en Corrèze, après la défaite annoncée à Paris, qu'il multiplie les signes de soutien à la droite locale. Jacques Chirac, qui revenait pourtant peu en Corrèze depuis son élection à l'Elysée, est allé trois fois en six mois dans le département, pour rencontrer les agriculteurs à Saint-Augustin, pour inaugurer le « musée du président » à Sarran, pour présenter ses vœux à Ussel. M^{me} Chirac, surtout, a fait plusieurs déplacements pour soutenir non seulement le combat du maire de

Tulle, mais aussi les candidats à Egletons, et dans deux cantons ruraux susceptibles d'être gagnés par la gauche, ceux de Sornac et Meyssac.

Certes, les Chirac n'ont rien perdu de la formidable aura acquise en trente années de présence dans le département. Mais l'élection à l'Elysée de leur « héros » avait suscité d'immenses espoirs (ce fut un raz-de-marée en sa faveur aux présidentielles) qui ont été parfois déçus. Habités à voir un Chirac déverser sur eux les aides de l'Etat ou de Paris (lire ci-dessous), les corréziens s'attendaient à tout obtenir du chef de l'Etat.

PRISE DE DISTANCE

Or dès son élection, le président, alors conseillé par Jacques Pilhan, s'est attaché à ne plus être systématiquement associé à la Corrèze, afin de devenir le « président de tous les Français ». Les visites ont été largement espacées, les légions d'honneur moins nombreuses, les référen-

ce aux paysans du plateau de Millevaches plus rares.

Certes, le président avait assuré aux Corréziens : « Ma femme sera le lien qui vous unira toujours à moi. » « Bernadette » reste effectivement une élue très active, démarchant les entreprises et négociant depuis plusieurs années avec la société du Tour de France pour que le peloton cycliste fasse chaque année un crochet dans son canton de Sarran. Mais l'Elysée, surtout en période de cohabitation, ne dispose plus des marges de manœuvres d'antan.

M. Chirac maire de Paris avait entretenu des liens très étroits avec la Corrèze. A Matignon et surtout à l'Hôtel de Ville, Annie Lhéritier, vice-présidente du conseil général de Corrèze de 1979 à 1992, menait une petite équipe de trois à quatre personnes, rémunérées sur le budget municipal parisien mais presque exclusivement chargées des demandes du département. A l'Elysée, l'équipe a été sensiblement réduite. M^{me} Lhéritier, devenue chef

de cabinet du président, a choisi d'abandonner ses mandats et sa fonction de « M^{me} Corrèze » de l'Elysée lorsqu'elle a été nommée préfet hors cadre, en 1996. Les affaires corréziennes ont alors été confiées à Jean-Louis Fargeas. Mais, depuis juillet 2000, Jean-Jacques Brot, qui a repris le dossier, souligne qu'il est aussi conseiller sur les dossiers plus vastes de la décentralisation et de l'intérieur.

Les conflits avec Jean Tiberi, les instructions menées par la justice à Paris, n'ont pas arrangées les choses. M. Tiberi, mis en cause et se sentant « lâché » par le président, s'est appliqué à couper les multiples subventions aux associations corréziennes que distribuait la mairie. Plusieurs « figures » corréziennes, Georges Pérol notamment, ancien maire de Meymac et initiateur de M. Chirac à la Corrèze, ont été mises en examen. Ce dernier, à 75 ans, se retrouve aujourd'hui candidat dissident sur le canton de Meymac, dont M. Chirac fut l'élú,

face à Marie-Françoise Signoret qui lui a été préférée par le RPR. L'éviction du gouvernement Juppé de M. Aubert dès l'automne 1995 a été mal admise par les corréziens. La dissolution mal comprise. Et, en 1997, le PS a enlevé deux des trois sièges de député. En 1998, la droite a perdu au profit du PS six des seize cantons renouvelables qu'elle détenait. Sur les dix-huit sièges renouvelables aujourd'hui, douze sont détenus par la droite, et il suffirait que la gauche en gagne quatre sans en perdre un seul pour qu'elle s'empare de la majorité au Conseil général.

Jeu de matin, pourtant, M. Hollande refusait de faire de la Corrèze « un enjeu national ». Le premier secrétaire du PS a estimé sur France Inter que les électeurs corréziens « ne veulent pas qu'on fasse jouer au scrutin municipal ou au scrutin cantonal un rôle de premier tour d'élection présidentielle ». « Cela viendra en 2002 », a-t-il dit.

Raphaëlle Bacqué

Le duel RPR-PS s'annonce serré pour la présidence du conseil général

USSEL (Corrèze)

de notre envoyé spécial

Ce premier soir de mars dans la salle polyvalente d'Ussel, quatre cents sympathisants socialistes, venus écouter François Hollande pour la campagne cantonale, ont fait un rêve, celui de la fin de la « chiraquie ». Les affiches ornées de la rose au poing l'anticipent : « Puisque certains sont persuadés que la Corrèze c'est le 21^e arrondissement de Paris, alors nous aussi, ici en Corrèze, les 11 et 18 mars, on change d'ère. » « Nous avons la prétention, la folle ambition de prendre la responsabilité du département et des principales villes de Corrèze », martèle le premier secrétaire du PS, avant de corriger son propos : « Il y a peut-être, je dis bien peut-être, une chance historique. »

Aux cantonales de 1998, le PS a gagné six sièges, ce qui en a donné quinze à la gauche. Il lui en faut quatre de plus pour emporter la présidence du conseil général, promise à René Teulade, soixante-neuf ans, ancien ministre des affaires sociales et suppléant de M. Hollande. Peu à peu, le PS a grignoté l'espace du Parti communiste qui était, depuis la Libération, l'autre puissance, face aux radicaux-socialistes d'abord puis aux gaullistes. Jusqu'en 1981, les seuls députés de gauche étaient communistes et le PCF a présidé, de 1982 à 1985, le conseil général. Tout a basculé en 1988 quand M. Hollande a été élu député. Depuis le PS n'a cessé d'affirmer sa suprématie en voix sur ses alliés communistes.

Sur les dix-huit cantons renouvelables, la gauche en détient six et a des espérances pour neuf. Le PS se donne des chances sérieuses dans quatre : à Tulle-Urbain-Nord, où une élection de M. Hollande à la mairie favoriserait celle de Pierre Diederichs, candidat unique de la gauche, face à M. Aubert, vice-président du conseil général ; à Vigeois et à Sornac ; à Meymac, où il compte sur les divisions de la droite. A Egletons, Bernadette

Bourzai joue une partie difficile pour être réélue. La gauche peut aussi perdre les deux cantons de Tulle-Campagne-Nord, détenu par le PS, et de Brive-Sud-Ouest par un des quatre élus du PCF.

Ce premier soir de mars, M. Hollande pronostique un match serré, avant d'égratigner encore la « chiraquie ». « Le RPR en Corrèze, enchaîne-t-il, c'était la plus grande fédération de France. Où sont-ils ? On ne les voit plus. Aujourd'hui, ils ne mettent plus de photos de Jacques Chirac sur leurs affiches. » Un temps d'arrêt et M. Hollande ravit les rieurs : « Peut-être Bernadette apporte-t-elle des photos et... des icônes. »

M. N.

Sur les buffets des fermes des Millevaches, la photo du « grand Jacques »

DANS bien des fermes du plateau des Millevaches, dans les cafés de Meymac, dans de minuscules hameaux, on trouve encore sa photo, là, sur le buffet. Prononcer son nom, revient aussitôt à voir tracer un portrait de légende : nature généreuse, appétit spectaculaire, un mot gentil pour chacun, des aides pour tous. « Ah, si vous aviez vu le grand Jacques, à cette époque-là... » Foulant à grandes enjambées les chemins cotés, « le grand Jacques » n'était « pas fier » et, revenu sous les lambris parisiens, il plaquait la cause d'un des départements les plus déshérités de France.

Même simple député, M. Chirac régnait en maître : il fallut que quelques socialistes soudain s'émeuvent pour que, alors même que François Mitterrand entamait son second septennat, il ne s'installe plus systématiquement à la préfecture, comme il l'avait toujours fait lors de ses séjours dans la région.

C'est peu dire que, dans la mystique chiraquienne, la Corrèze se tailla une place particulière. C'est là que M. Chirac construisit cette utile image d'élú du terroir alors même qu'il tenait

simultanément la Mairie de Paris. C'est aussi là que, pendant les vingt-sept années qu'il passa, d'abord comme conseiller municipal, puis très vite comme député (de 1968 à 1995, les périodes à Matignon exceptées) ou président du conseil général du département (1970-1979), M. Chirac fit pleuvoir les subventions, faisant remonter le Limousin, qui était bon dernier pour les dotations de l'Etat, dans les six premières places.

LIAISONS DANGEREUSES

Premier ministre, M. Chirac fit chaque fois de ce bout déshérité du Massif central un des axes de sa politique d'aménagement du territoire. Maire de Paris, il établit comme jamais on ne l'avait fait jusqu'à alors des liens, entre la capitale et le département, dont les instructions judiciaires en cours ont mis en lumière le caractère parfois parfaitement abusif.

Corrézien, ancien membre du comité départemental du RPR et ex-chargé des relations extérieures à la direction de la propreté de la Ville de Paris, Gérard Merle, qui fut l'une des sources du juge Halphen, vient de publier un livre, *Un mili-*

tant exemplaire. Au cœur de la Chiraquie (éd. Denoël, 2001). Il y raconte les « liaisons dangereuses » entre la Corrèze et Paris. Certaines entreprises, à l'instar de Plastic Omnium, fournisseur de l'Hôtel de Ville, durent ainsi installer des usines à Bort-les-Orgues, commune dont le maire RPR Jean-Pierre Dupont, actuel président du conseil général, était alors le suppléant du député Chirac. Penauille, filiale de l'ex-Générale des eaux, a toujours une usine à Sarran (275 habitants), dans le canton de Bernadette Chirac.

De généreux mécènes firent d'importants dons au « Centre d'art contemporain » de Meymac (moins de 3 000 habitants), ville dont le maire fut, de 1977 à 1995, Georges Pérol, patron de l'OPAC de la ville de Paris. Des dizaines d'élus ou responsables associatifs corréziens furent chargés de mission dans la capitale. Récemment encore, la Mairie de Paris versait 70 000 francs de subventions à la troupe corrézienne du théâtre du Volcan bleu.

Rle. B.

La longue marche du premier secrétaire du PS vers la mairie de Tulle

TULLE (Corrèze)

de notre envoyé spécial

Mollement, il se défend de jouer l'« homme providentiel ». Pourtant, dans la profession de foi de sa liste « Engageons-nous pour Tulle », François Hollande veut, « avec le soutien des pouvoirs publics et du gouvernement, affirmer le rôle de Tulle en tant que chef-lieu du département ». Dans une ville de 17 000 habitants où la faiblesse du taux de chômage (5 %) révèle l'exode massif des jeunes, le premier secrétaire du Parti socialiste, conseiller municipal depuis 1989, qui brigue pour la première fois la mairie, veut « favoriser des implantations nouvelles d'activités ». Alors que, avec la restructuration de l'armement, GIAT-Industries a perdu 1 200 emplois, il s'attribue ainsi le mérite de l'implantation, avec l'appui du ministère de l'Industrie, du centre d'appels de Transcom, qui offrira, à terme, 550 emplois.

Les municipales de 2001 se jouent à fronts renversés par rapport à 1995. Il y a six ans, l'homme providentiel s'appelait Raymond-

Max Aubert. Ancien collaborateur de M. Chirac à la Mairie de Paris, il avait bénéficié de sa nomination comme secrétaire d'Etat au développement rural, pour ravir, dès le premier tour, au communiste Jean Combasteil le fauteuil de maire que celui-ci occupait depuis 1977. Le 7 novembre 1995, M. Aubert était débarqué par Alain Juppé du gouvernement, en même temps que les « juppettes », avec une brutalité qui lui fait nourrir, aujourd'hui encore, une vive amertume à l'égard du maire de Bordeaux. A cinquante-trois ans, l'ancien délégué à l'aménagement du territoire et de l'action régionale, inspecteur général de l'équipement, recherche un second mandat sans mettre en avant son étiquette RPR, à la tête d'une liste de « Tullistes de l'opposition nationale », et avec comme seul soutien extérieur Bernadette Chirac, qui est venue deux fois en un mois d'intervalle.

Les deux adversaires aux élections municipales se sont connus à l'ENA, où ils étaient dans la même promotion (Voltaire, 1980). « C'est

un camarade que j'aimais bien, se souvient le maire. Mais à force de se présenter l'un contre l'autre, ça limite les liens d'amitié. » M. Aubert et M. Hollande en sont à leur huitième confrontation : le second l'a battu deux fois aux législatives (1988 et 1997) et a été défait une fois (en 1993). Ils se sont également opposés aux municipales de 1989 et de 1995 et aux régionales de 1998. Voilà vingt ans que M. Hollande a tenté de planter son fanion en Corrèze. En 1981, sur les conseils de Jacques Delors, il affronte... M. Chirac aux législatives dans la circonscription d'Ussel. Il s'en faut de 350 voix pour qu'il le mette en ballottage. L'année suivante, il essuie un nouvel échec aux élections cantonales, à Bort-les-Orgues, avant d'être élu, en 1983, conseiller municipal d'Ussel. A quarante-six ans, une élection à la mairie de Tulle couronnerait ainsi sa longue marche corrézienne...

« On a des chances raisonnables de gagner », se rassure M. Aubert, sans nourrir d'illusions exagérées. Un sondage a attribué la victoire à

son adversaire, mais le maire sortant met en avant les 41 % de non-réponses. « Si la droite ne se mobilise pas, on risque d'avoir des élections municipales désastreuses », concède-t-il. Mais, souligne-t-il aussitôt, « si Hollande gagne, ce ne sera pas un triomphe, car ce serait une ville qui retournerait à gauche. S'il perd et que les municipales sont favorables à la majorité, c'est une claque ». Peu habitué au terrain, M. Aubert arpente les commerces et goûte les joies du porte-à-porte. Avec sa liste « Tulle, une équipe pour tous », il vante le « renouveau du dynamisme » de la ville et centre son projet sur de nouvelles activités susceptibles d'« encourager nos jeunes à s'épanouir professionnellement sans quitter la ville ».

« MAIRE À TEMPS PARTIEL »

Décidé à abandonner le conseil régional en cas de succès, M. Hollande a pris la tête de liste sur le constat que « les communistes ne pouvaient pas regagner la ville ». « Le rapport de forces électoral a évolué en faveur du PS », recon-

naît Dominique Grador, président du conseil national du PCF, proche de Robert Hue, en sixième position. Quant à M. Combasteil, à qui est promis le poste de premier adjoint, il récuse l'argument de M. Aubert selon lequel le premier secrétaire du PS sera un maire « à temps partiel ». « Tulle a besoin d'avoir quelqu'un qui puisse assurer sa promotion, et moi je peux aider à la gestion quotidienne », dit-il. Sur les trente-trois membres de la liste, le PCF a douze candidats, aux côtés de trois Verts et d'un Mouvement des citoyens. L'émergence in extremis d'une liste de socioprofessionnels, menée par un notaire de cinquante-deux ans, Christian Pradayrol, susceptible de grignoter des voix à la droite, peut contraindre les duellistes à un second tour. « Nous exprimons un certain ras-le-bol », se défend M. Pradayrol, d'une ville utilisée comme un tremplin pour des ambitions nationales. »

Michel Noblecourt

Les Municipales
côté Web sur

www.wwwwwwww

www.wwwwwwww

Le Monde.fr

Analyses - Chats - Forums - Résultats

Un dispositif unique sur les enjeux de la campagne

- Un réseau de correspondants régionaux et départementaux pour offrir une couverture optimale des élections, ville par ville.
- En exclusivité, les résultats des scrutins municipaux depuis 1977 dans plus de 1 200 villes, pour permettre une analyse complète de l'évolution de l'électorat.
- Des chats en direct pour dialoguer avec des personnalités de la campagne (en partenariat avec I2planet.com).
- Des forums pour réagir.
- Tous les résultats en direct.

www.lemonde.fr/municipales



Eric Robert/Corbis - Sygma

Sonia Rolland
Miss France 2000

"Quand le sexe est tabou comme dans certaines cultures, le préservatif est une initiative impensable pour une femme. Pourtant c'est faire l'amour sans préservatif qui devrait être impensable."



Frédérique Veysse/H&K

Virginie Ledoyen

"C'est quand même débile, cette étiquette douteuse qu'on colle aux femmes qui prennent l'initiative du préservatif. Ça s'utilise à deux non ?"



Frédérique Meylan/H&K

Estelle

"Face au sida, la question n'est pas de savoir qui va prendre l'initiative de parler à l'autre du préservatif. L'essentiel, c'est finalement d'en utiliser un."



K. Westenberg/H&K Music

Lââm

"Je crois qu'aujourd'hui une femme n'a plus honte de demander à un homme de faire l'amour. Il ne faut donc plus avoir honte de proposer aux hommes de mettre des préservatifs."



Disney - Laetech/Canal +

Mademoiselle Agnès

"Les accessoires sont de retour. Le must cette saison est discret, facile à porter, se décline en plusieurs couleurs, finition col roulé, petit prix, grande distribution. Je n'ai qu'un mot : indispensable."



Passalunghi/Sipa-press

Chantal Lauby

"J'adore les préservatifs à la fraise, j'aime bien aussi à la banane et à la vanille. On varie selon les saisons, c'est marrant. Je me dis que les fruits c'est bon pour la santé, les préservatifs aussi. Pourquoi s'en priver ? Des fois, j'aime aussi les préservatifs naturels quand je suis au régime, juste avec un peu de gel. Hum, c'est bon."

Alice

**8 mars, journée internationale des femmes.
Toute l'année, journée du préservatif.
Sida info service : 0 800 840 800**

**Le sida
on en
meurt
encore.**

Incidents de campagne à Paris chez Jean Tiberi et chez Jacques Toubon

L'ambiance s'envenime dans la capitale

À TROIS JOURS du premier tour, il semble que tous les coups soient permis dans certains secteurs exposés de la capitale. Ainsi, le 5^e, où Jean Tiberi, se représente aux suffrages des électeurs. Dans la nuit du 6 au 7 mars, sur les panneaux officiels de la campagne, les visages des onze têtes de liste ont été masqués d'une feuille blanche, à l'exception de celui du maire de Paris.

Réunis devant la mairie d'arrondissement, les principaux rivaux de M. Tiberi, Lyne Cohen-Solal (PS), Henri Guaino (RPR) et Aurélie Filipetti (Verts) ainsi que Jean-Charles de Vincenti (divers droite), ont dénoncé ensemble devant la presse, mercredi 7 mars, ce que M. Guaino a appelé « une action pitoyable et pathétique ». « Il faut que ces gens s'en aillent !, a déclaré le candidat séguiniste. Ils ne supportent pas les règles du jeu démocratique. »

La riposte du maire de Paris a été immédiate. Qualifiant de « mensonges » les propos tenus contre lui, M. Tiberi a accusé M. Guaino « d'une manœuvre misérable d'avant-veille de scrutin ». « Que M. Guaino en soit arrivé à faire chorus avec M^{me} Cohen-Solal, on voit bien où en sont les choses », a-t-il conclu.

Les « choses » ne vont pas franchement mieux dans le 13^e arrondissement, dans lequel s'affrontent l'actuel maire, Jacques Toubon (RPR) et le député socialiste Serge Blisko, qui lui a ravi sa circonscription en 1997. A l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd, le 5 mars, M. Toubon, sa tête de liste, Françoise Forette, et deux colistières d'origine maghrébine, Fatima Zellaoui et Fatima Kerfouf, ont pris l'initiative d'envoyer leurs vœux à des habitants censés appartenir à

la communauté musulmane. Plusieurs destinataires, choqués, selon M. Blisko, d'avoir été ainsi considérés sur la foi de leur nom, s'en sont émus auprès de lui. Il a dénoncé, dans un communiqué, « l'utilisation des listes électorales » et « la mise en place d'un fichier musulman ».

« Protestation sans fondement », a répondu le maire du 13^e. « Des militants ont consulté la liste électorale, qui est en communication libre, conformément à la loi, indique M. Toubon dans un communiqué. Ils ont relevé des identités et des adresses pour établir un courrier de vœux de nos candidats aux élections pour la fête de l'Aïd el Kébir. »

Le problème est que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rappelé, le 22 février, que les listes électorales peuvent être consultées librement, mais qu'il est « interdit d'opérer des tris sur la consonance des noms qui permettraient de s'adresser à des électeurs en fonction de leur appartenance supposée à telle ou telle communauté ethnique ou religieuse ».

Après avoir pris connaissance de cet avis, M. Toubon, interrogé par *Le Monde*, a légèrement rectifié le tir en insistant sur le fait que M^{me} Zellaoui et Kerfouf avaient eu cette « bonne » idée. « Elles ont, avec notre accord, envoyé cette carte à des gens qu'elles connaissaient, et il est tout à fait possible qu'elles aient consulté les listes pour vérifier des adresses », nous a déclaré M. Toubon. Le maire du 13^e préfère mettre ce « petit incident » au compte de la « fébrilité » qu'il croit déceler chez son adversaire socialiste.

Christine Garin

Jean-Guy Talamoni défend le « processus » contre Emile Zuccarelli, à Bastia

Les accords de Matignon sont au cœur de la bataille dans la préfecture de Haute-Corse

Les élections municipales mettent aux prises, à Bastia, le maire sortant, Emile Zuccarelli, radical de gauche et ancien ministre, avec Jean-Guy Talamoni, chef de file de Corsica Nazione à l'Assemblée de Corse. Hostile au « processus » engagé par Lionel Jospin et aux accords de Matignon sur

l'avenir de la Corse, M. Zuccarelli est visé par une campagne de l'hebdomadaire nationaliste *U Ribombu* mettant en cause la mairie de Bastia.

l'avenir de la Corse, M. Zuccarelli est visé par une campagne de l'hebdomadaire nationaliste *U Ribombu* mettant en cause la mairie de Bastia.

BASTIA
de notre envoyée spéciale

Le slogan vante, au dos de *U Ribombu*, l'hebdomadaire des nationalistes de Corsica Nazione, les mérites d'une eau de source corse : « La pureté par-dessus tout ». Un hasard, bien sûr, mais l'on se prend à

MUNICIPALES

voir des signes partout, tant la campagne municipale des nationalistes à Bastia, derrière Jean-Guy Talamoni, s'orchestre avec soin autour de la « transparence » et de « la lutte contre la fraude ». Dans les rues, leurs petits tracts jaunes demandent un scrutin « senza scruccone », sans escroc.

Le gros coup est venu, le 4 mars, à huit jours du premier tour : *U Ribombu*, qui paraît normalement le jeudi, publie l'interview d'un ancien chef d'entreprise, décrivant un système de corruption à la mairie. Alors qu'il était entendu, la veille, par le tribunal correctionnel de Bastia, où il comparait notamment pour abus de biens sociaux, Maurice Lerouillois n'en a soufflé mot, laissant parler ses anciens employés. En plusieurs années d'instruction, il s'est montré tout aussi discret. La riposte, le 5 mars, est cinglante : Emile Zuccarelli (PRG), le maire sortant, dénonce, dans un communiqué, une « accumulation de mensonges inqualifiables », « une machination grossière à une semaine des élections municipales » et annonce qu'il porte plainte. Une enquête préliminaire a été ouverte, le 6 mars, par le parquet, sur ces accusations (*Le Monde* du 8 mars).

Si l'affaire n'émeut pas outre

mesure les autres candidats, dont certains sont venus serrer la main de « Milou », dimanche, sur le marché, la situation du sortant n'en est pas moins inconfortable, pour d'autres raisons. Passé au premier tour en 1989 et en 1995, prenant ainsi la succession de son père, Jean, M. Zuccarelli doit affronter six listes, avec de fortes chances de connaître une triangulaire, voire une quadrangulaire. L'ancien ministre de la fonction publique, écarté du gouvernement pour son opposition aux accords de Matignon sur l'avenir de l'île, s'oppose à trois listes qui les défendent. Celle des nationalistes, celle de Marie-Jean Vinciguerra, un ancien inspecteur de l'éducation nationale, proche de José Rossi (DL) et celle de Laurent Croce (PS), l'ancien allié, président du district, avec qui la guerre est désormais ouverte.

Avec les nationalistes, dont il se dit « la bête noire », M. Zuccarelli n'a pas de surprise. M. Talamoni s'applique à gagner une respectabilité institutionnelle – c'est le second versant de sa campagne – en distribuant généreusement son rapport sur l'« ambition européenne » de la Corse, rédigé en tant que président de la commission des affaires européennes de l'assemblée territoriale. Son ambition

avouée est de renforcer la « position de première force d'opposition » que les nationalistes y occupent. Grâce à M. Vinciguerra, il est quasiment prêt à renoncer, dans le projet de loi, à l'enseignement du corse. Homme de culture et de réseaux, l'ancien inspecteur général – qui a créé le Capes de Corse lorsque Lionel Jospin était ministre de l'éducation nationale – s'amuse : « On peut très bien le faire autrement. » Pour eux, l'essentiel est de faire aboutir le projet de loi, qui ne satisfait pas une autre liste nationaliste, Rinnovu.

LA DROITE MAL À L'AISE

L'affaire est plus compliquée avec M. Croce, cogestionnaire de la municipalité. Il y a eu des mots que M. Zuccarelli ne veut pas oublier. Comme ce « porteur d'eau de la violence », lancé au maire de Bastia parce qu'il refusait les accords de Matignon. « Ma liste est faite pour le premier, pour le deuxième et même pour le troisième tour. Il n'y aura aucune fusion et aucun arrangement », tranche le maire sortant. M. Croce, qui attend le soutien de François Hollande, en a autant dans sa besace. Il ne pardonne pas à « Emile » de s'opposer à un texte « susceptible de ramener la paix en Corse ». Il en fait même une

affaire de lutte de classes : le fils de l'ancien facteur contre l'héritier, polytechnicien.

La droite officielle, représentée par le RPR Jean-Louis Albertini, semble avoir du mal à faire entendre sa voix, même si sa liste est assurée d'arriver en deuxième position. Peu à l'aise sur la question institutionnelle, M. Albertini préfère se recentrer sur « les rideaux baissés des commerçants, la politique sociale désastreuse, le manque d'équipements structurants » de la ville. Il admet pourtant qu'il sera candidat contre M. Zuccarelli – si celui-ci provoque une élection législative partielle pour retrouver son siège de député – afin de défendre ses convictions lors de l'examen du projet de loi sur la Corse.

Pour brouiller davantage le jeu, une septième liste, menée par Pierre Chiarelli, un pharmacien de quarante-six ans, et Antoine de Zerbi, un médecin de quarante-cinq ans, pourrait créer la surprise. Intitulée Nouvelle Génération, composée de « bleus » de la politique, elle se concentre sur des enjeux locaux : trottoirs propres, équipements culturels et sportifs... Mais, à Bastia, c'est surtout le second tour qui promet du sport.

Béatrice Gurrey

Comment le jospinisme se dissout dans la politique ajaccienne

SIX MOIS après la victoire triomphante du maire sortant, Marc Margangeli, aux municipales partielles du 17 septembre 2000 et la défaite de son rival, José Rossi (DL) – qui a cette fois rejoint le bercail bonapartist –, voilà la gauche ajaccienne sérieusement désunie. Le PCF a quitté la liste de gauche conduite par Simon Renucci, ex-socialiste, et le Parti radical de gauche, qui s'était imposé à l'automne comme une possible force d'alternance, en totalisant 33 % des suffrages au second tour. Cette fois-ci, le chef de file communiste, Paul-Antoine Luciani, qui s'était fait violence pour voter les accords de Matignon à l'assemblée territoriale, se présente avec le soutien des deux minuscules formations que sont, dans l'île, le PS et le MDC.

Les ennuis ont commencé lorsque cette liste s'est proclamée, il y a quelques semaines, liste de « la gauche plurielle ». Le PRG est, à Ajaccio, plus « giacobbiniste » que « zuccarelliste » – c'est-à-dire favorable au président du conseil général de Haute-Corse, Paul Giacobbi, fervent défenseur du processus de Matignon, et non au maire de Bastia, Emile Zuccarelli, qui y est oppo-

sé – et représente, surtout, la principale force politique de gauche de l'île. Il s'est donc indigné de cette usurpation. Rien n'y a fait. « Le PRG n'est pas la composante essentielle de la gauche plurielle », balaie M. Luciani.

PHOTO EXHUMÉE

Les choses se sont compliquées, il y a quelques jours, quand la liste PCF-PS-MDC, qui ne compte pas dans ses rangs – c'est un euphémisme – les plus fervents supporteurs du « processus » engagé en Corse par le premier ministre, a affiché sur son matériel de campagne le « soutien » de François Hollande. « Un engagement massif du PS au plus haut niveau, c'est absolument nouveau », se flatte M. Luciani. « Pour Ajaccio, pour la Corse, pour la République », a aussi écrit Robert Hue, tandis que Jean-Pierre Chevènement salue, sur le même tract, les « convictions républicaines » d'une liste qui « se rassemble autour d'un projet novateur ».

Le gouvernement n'est pas en reste. Laurent Fabius et Claude Bartolone y sont allés, l'un de ses « encouragements », l'autre de son « amical soutien ». Le journal de campa-

gne a aussi exhumé une photo de M. Luciani en compagnie de Lionel Jospin, en septembre 1999 – avant le « virage » du premier ministre – et une autre du candidat avec Jean-Claude Gayssot et... le maire bonapartiste. Du coup, M. Renucci, assuré en principe d'arriver en tête des deux listes au premier tour, a demandé son soutien au ministre de la recherche, le radical de gauche Roger-Gérard Schwartzberg. Celui-ci lui a écrit que M. Renucci et ses amis radicaux de gauche – « animateurs du comité de soutien à Lionel Jospin en 1995 », rappelle-t-il – offrent la « seule possibilité d'alternance ».

Ministre contre ministres, le combat est aussi déséquilibré qu'étrange, et l'affaire occupe le cours Napoléon. M. Renucci s'indigne : « Je prends acte qu'ils ne viennent pas soutenir ceux qui, avec quarante-trois autres, ont voté, à Ajaccio, les accords de Matignon. La preuve est faite, une fois de plus, qu'ils se foutent de la Corse. Qu'y faire ? Comme dit le proverbe corse, quand le bœuf ne veut pas boire, ça ne sert à rien de siffler. »

Ar. Ch.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Participation et de la Coordination des Réformes

Sollicitation de manifestations d'intérêt pour les services d'un Cabinet International d'Expertise Juridique pour le Projet d'Appui à la Privatisation (PAP)

Cette sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite à l'avis général de passation de marchés du projet indiqué ci-dessus, publié dans la revue "U.N. Development business" du 30 juin 2000.

Le gouvernement algérien a contracté un prêt auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour financer le projet "Appui à la Privatisation" (PAP). Une partie de ce prêt financera les services de consultants nécessaires à ce projet.

Le Ministère de la Participation et de la Coordination des Réformes (MPCR) souhaite faire appel aux services d'un cabinet juridique international pour des missions d'expertise ponctuelles portant principalement sur les aspects juridiques du renforcement du dispositif institutionnel et législatif de la privatisation et de la régulation économique du marché, ainsi que dans la mise en œuvre de la privatisation.

La mission pourra s'étendre à d'autres aspects juridiques relatifs aux missions du ministère. Le cabinet sélectionné devra avoir une expérience affirmée dans ces domaines ainsi que dans les économies en transition et les pays émergents.

Le MPCR invite tous les candidats intéressés et répondant aux critères d'éligibilité susmentionnés de fournir toutes les informations indiquant leurs qualifications pour effectuer ces services.

Le cabinet sera sélectionné conformément aux dispositions des directives de la Banque Mondiale "Sélection et Emploi de Consultants"

Les candidats intéressés peuvent obtenir toutes les informations nécessaires à l'adresse ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 31 mars à 16 h.30.

- K.N.ABID, Coordonateur du Projet. - Cellule de Coordination du Projet. Ministère de la participation et de la Coordination des Réformes. Chemin Ibn Badis el Mouiz - El Biar, ALGER
- Tél. : 213 21 92 98 85 // à 93, Poste : 384 ou 213 21 92 98 74
- Fax : 213 21 92 17 55 ou 213 21 92 62 82 - E-mail : ABIDKN@hotmail.com Knabid@Wissal.dz

PLACE AUX FEMMES

8 mars, les ministres féminisent leurs agendas

ELLES n'ont été prévenues que la veille, par l'ANPE ou par leur administration. Ont dû organiser à la hâte leur remplacement au travail, leur voyage en train ou en avion. Et, un peu gênées, se demandent discrètement ce qu'elles font là, en cette veille de Journée internationale des femmes, à prendre l'apéritif dans un salon ministériel. Les vingt-trois femmes conviées, mercredi 7 mars, au ministère de l'emploi et de la solidarité, apprennent officiellement, sur un document distribué à la fin du déjeuner, qu'elles « illustrent la politique du gouvernement » : femmes-35 heures embauchées à la suite d'accords de réduction du temps de travail, femmes emplois-jeunes ou encore des femmes « exerçant des métiers d'hommes ouverts depuis peu aux femmes ». Une soudeuse, une ajusteuse, une menuisière, une cariste, une chef d'équipe peinture dans une usine d'automobiles, une adjointe de sécurité, une capitaine de gendarmerie... Certaines même, comme Estelle, emploi-jeune, écogarde équestre à l'ONF, réussissent le tour de force d'incarner deux victoires de la gauche à la fois.

Tentant de briser la glace, un conseiller d'Elisabeth Guigou, seul homme de l'assemblée, explique que la ministre a tenu « à cet échange direct malgré un calendrier très chargé » : « Elle repart cet après-midi pour Avignon, où elle est en pleine campagne. » A l'heure du café, M^{me} Guigou apparaît, souriante, serrant les mains de toutes, entourée de photographes. En campagne. « Vous êtes superbe, dans cet uniforme ! », à la capitaine de gendarmerie. « Vous êtes superbe, dans cet uniforme ! », à l'adjointe de sécurité. Une jeune Lilloise, sourde, raconte son sentiment d'exclusion. « Si je peux vous donner un conseil, répond en riant M^{me} Guigou, c'est de voter

pour Martine Aubry. Avec elle, vous avez plus de chance que les choses évoluent dans le bon sens. »

Le soir, à quatre jours toujours de la victoire-historique-de-la-parité-remportée-par-Lionel-Jospin, Roger-Gérard Schwartzberg tient lui aussi son assemblée de femmes. Trente chercheuses, professeuses, directrices de l'Ecole normale supérieure ou de l'INRA, ont été conviées à dîner. « Niveau Nobel », vante le ministre devant quelques invitées gênées, le revers de tailleur déjà discrètement décoré, en tout cas, pour beaucoup d'entre elles. « Quand un homme intervient pour défendre les droits des femmes, il est souvent suspecté de démagogie », tente l'hôte dans un petit discours. « Puis-je cependant plaider l'argument d'antériorité, puisque, il y a vingt-six ans, j'avais présenté, à la demande de Françoise Giroud, un rapport sur les femmes en politique ? » Les conversations sur le principe de précaution, la tremblante du mouton ou la bataille des tests ES8 reprennent à voix basse. Le ministre, lui, raconte « la vraie vie » sur le marché de Villeneuve-Saint-Georges, Roger Hanin, qui est passé samedi, MC Solaar, qu'il espère avant le second tour.

A 23 heures, Nicole le Douarin, secrétaire perpétuelle de l'Académie des sciences, fait tinter son verre et remercie « le ministre ». « Bonne chance au politique ! – Le ministre est candidat », ajoute gentiment l'ancienne rectrice de Paris Hélène Ahrweiler, pour celles qui étaient placées loin de lui. Une à une, les invitées se sont levées. « Vous vous rendez compte, se faire quitter par trente femmes à la fois ! », fait mine de se plaindre M. Schwartzberg. Poliment, elles ont souri.

Ariane Chemin et Pascale Krémer

Patrick Devedjian inaugure les « chats » politiques du « Monde »

Le porte-parole du RPR a répondu en direct aux questions des internautes

A l'occasion des municipales, Le Monde interactif organise des dialogues en direct avec les internautes. Le premier a eu lieu, mercredi 7 mars, avec Patrick Devedjian,

porte-parole du RPR. Un deuxième était prévu, jeudi, avec Noël Mamère, député (Verts) de Gironde. Le compte-rendu de ces « chats » est sur www.lemonde.fr

PARIS, bien sûr, la sécurité, la droite et l'argent, le cumul des mandats, quelques questions locales et d'autres posées de Californie ou de Madrid... Plus d'une heure durant, Patrick Devedjian, porte-parole du RPR, a inauguré, mercredi 7 mars, le premier « chat » organisé sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr), dans le cadre de la campagne pour les élections municipales. Questions et réponses courtes au rythme moyen d'une par minute, le député des Hauts-de-Seine, rompu à toute la palette des médias, a trouvé l'exercice séduisant. « Dans la presse écrite, on manque souvent de place. A la télévision, il faut faire attention, en permanence, à ses attitudes. A la radio, dès qu'un mot est lâché, c'est trop tard. Là, on peut corriger, mais il faut surtout concentrer ses idées », a estimé M. Devedjian, après coup. Florilège.

« Cela vous fait quoi de voir le petit-fils de Gaulle à l'extrême droite ? », demande Yann. Réponse : « Le gaullisme n'est pas héréditaire (...) C'est un comportement, une affaire personnelle et non de famille. » La stratégie

du retrait républicain, adoptée par Philippe Séguin en vue du second tour, à Paris, intéresse de nombreux internautes. M. Devedjian ne veut rien dire qui puisse gêner le candidat : « Mon espoir est que le problème [de la fusion] ne se pose pas (...) Mais il revient à celui qui conduit la bataille de décider de la stratégie. »

Une réflexion d'« Espana » : « Je suis atterré par l'image que Paris et la droite parisienne donnent, vu depuis Madrid. » Commentaire en retour : « Je ne suis pas beaucoup plus enthousiaste que vous et je me suis engagé en politique pour que ça change. » Un ancien habitant d'Antony, commune dont M. Devedjian est le maire, vante le mode de vie américain. Réponse : « Comme vous, je considère que la société française doit faire plus de place à l'auto-nomie de l'individu, mais j'ai choisi de lutter pour cela et non pas d'aller vivre ailleurs car on n'emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers, comme disait Danton. »

Le nom du futur premier ministre, en cas de réélection de Jacques Chirac à l'élection présidentielle ? « Une annonce ne pourrait que des-

servir la personne à laquelle je pense ! », répond prudemment M. Devedjian. Et le « système RPR qui a utilisé Paris comme une tirelire ? » L'ancien avocat de M. Chirac botte en touche : « Tout le monde ne peut pas avoir le Crédit lyonnais. » « Zzz » exerce son droit de suite : « C'est du propre de justifier les actes douteux de son parti en disant que les autres font pareil ! », M. Devedjian est contraint de s'expliquer : « Il fut un temps où tous les partis ont eu recours à des méthodes aujourd'hui refusées par la loi. Personne n'est autorisé à faire la morale aux autres. »

« Au fait, pourquoi venir s'exprimer sur Internet », demande « Jarjar ». Réponse : « Faire de la politique, c'est essayer de convaincre. Aucun média qui ne serait pas dégradant ne doit être refusé à cette fin. C'est en outre une expérience pour moi, comme pour Le Monde je crois, et elle est intellectuellement stimulante. Elle me paraît aussi d'une relative authenticité par la spontanéité du dialogue. »

Jean-Louis Saux

François Logerot a été nommé président de la Cour des comptes

MM. Chirac et Jospin ont choisi un homme du sérail, qui a successivement occupé des postes-clés au sein de la juridiction financière et a été associé aux changements initiés par son prédécesseur

JACQUES CHIRAC et Lionel Jospin n'ont guère tardé à trouver un successeur à Pierre Joxe, qui vient d'entrer au Conseil constitutionnel : le conseil des ministres a procédé, mercredi 7 mars, à la nomination de François Logerot, soixante-quatre ans, au poste de premier président de la Cour des comptes. En cette période de cohabitation difficile, le président de la République et le premier ministre n'ont pas fait le choix d'un politique, comme l'était M. Joxe, mais d'un homme de la « maison », qui quittera son poste dans quatre ans, quand il aura atteint la limite d'âge, fixée à soixante-huit ans.

Président de la première chambre depuis 1997, celle qui contrôle le ministère des finances, les grandes institutions financières publiques (Caisse des dépôts et consignations, Banque de France, La Poste, etc.) et surtout l'exécution du budget de l'Etat, M. Logerot a occupé des postes-clés au sein de la haute juridiction financière, comme celui de secrétaire général, entre 1982 et 1987, ou de rapporteur général du rapport public, de

1993 à 1997, le document dans lequel la Cour des comptes épingle chaque année la mauvaise gestion des administrations et des organismes publics ou parapublics.

Les deux têtes de l'exécutif se sont aussi entendues sur une solution de continuité, M. Logerot ayant été associé à tous les changements intervenus durant la présidence de M. Joxe. Ce dernier aura marqué son passage rue Cambon, même si certaines attributions nouvelles de la Cour (comme le rapport annuel sur la Sécurité sociale) lui ont été données par le gouvernement. Il a, en particulier, considérablement renforcé les liens entre la Cour des comptes et le Parlement, les députés et les sénateurs manquant singulièrement d'outils d'expertise.

QUELLE PRODUCTIVITÉ ?

La Cour a aidé les parlementaires dans leur travail, qu'il s'agisse des enquêtes de la Mission d'évaluation et de contrôle (MEC) créée en 1999 ou de la réforme en cours de l'ordonnance du 2 janvier 1959,

qui encadre sévèrement la préparation du budget de l'Etat. La Cour des comptes a aussi engagé une évaluation des rémunérations des fonctionnaires (finances, éducation nationale, intérieur...), dont certaines – notamment à Bercy – sont injustifiées, a conclu son enquête. Cet audit se poursuit et doit porter sur l'ensemble des administrations.

M. Logerot veut aussi « conforter le rôle international de la Cour ». L'ONU vient, en effet, de désigner la Cour française (avec celles des Philippines et du Nigeria) pour contrôler certains de ses organismes (Unicef, réfugiés). La France a acquis un savoir-faire dans ce domaine dans les années 80 et, depuis trois ans, elle est à pied d'œuvre à la FAO et au Programme alimentaire mondial. Reste une interrogation : la Cour a-t-elle la productivité qu'elle exige des autres organismes ? On attend la réponse de son homologue néerlandaise, que M. Joxe avait saisie de cette question.

Jean-Michel Bezat

Gaston Flosse n'est plus électeur en Polynésie

GASTON FLOSSE, SÉNATEUR RPR et président du gouvernement de Polynésie, a été radié de la liste électorale de la commune de Pirae, mercredi 7 mars, par décision du juge du contentieux électoral de Papeete, Régis Molat. Le tribunal lui a également refusé une inscription dans la commune d'Arue, où il est domicilié, en raison d'une présentation hors délai de cette requête. En droit, un « non-électeur » devient non éligible ; et il risque la déchéance de tous ses mandats électoraux.

M. Flosse, qui a déposé un recours en cassation, a fait part de sa volonté d'être malgré tout candidat aux municipales à Pirae, ainsi qu'aux territoriales du 6 mai. Dans un communiqué, les dix-sept ministres du gouvernement territorial lui ont apporté leur soutien « inconditionnel ». – (Corresp.)

Le FN accusé de fausses candidatures aux municipales

LE PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL, Jean-Marie Le Pen, a expliqué à ceux qui seraient tentés, à Paris, de voter Tiberi « pour faire pièce à Séguin » que « c'est une erreur ». « Ils sont pareils... C'est torchon sale et sale torchon », a-t-il commenté lors d'un meeting organisé par son parti, à Paris, mercredi 7 mars. « N'égarez pas vos voix sur les formations politiques à l'agonie comme celles de Pasqua ou de Villiers... », a-t-il poursuivi. M. Le Pen s'est gaussé des accusations de fausses candidatures portées contre certaines listes du MNR de Bruno Mégret.

Le FN n'est pas exempt des mêmes accusations. La Licra a porté plainte contre le candidat FN à la mairie de Vitry-le-François (Marne) pour « inscription abusive » d'une personne de quatre-vingt-quinze ans. De même, à Beauvais (Oise), au moins neuf personnes ont écrit au préfet pour s'étonner de leur présence sur une liste FN.

Le Medef ouvre un nouveau front avec le gouvernement

LE MEDEF S'APPRÊTE à ouvrir un autre front avec le gouvernement. Il s'agit de l'application de son accord sur les retraites et plus précisément du statut de l'AGFF, l'Association pour la gestion du fonds de financement. Cet organisme doit remplacer l'ASF, la structure créée en 1983 pour financer le départ à soixante ans dans les régimes complémentaires.

Le Medef vient de faire savoir qu'il convoquait, le 14 mars, l'assemblée constitutive de l'AGFF. Or, pour le gouvernement, qui fait valoir des arguments juridiques (Le Monde du 26 février), l'AGFF ne peut être une simple association, mais un institut de retraite complémentaire, ce qui impose un agrément des pouvoirs publics et la présence d'un représentant de l'Etat.

DÉPÊCHES

■ **COHN-BENDIT** : Daniel Cohn-Bendit est revenu, mercredi 7 mars, dans la campagne électorale, après huit jours de réflexion, pour soutenir le secrétaire national des Verts, Jean-Luc Bennhamias, candidat aux municipales à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Le député européen a raconté avoir « pris un coup à l'estomac », après la polémique venue des pages de son livre de 1975 *Le Grand Bazar*. Ceux qui instruisent le procès de Mai 68 « croient faussement qu'ils en tiennent l'icône, qu'ils veulent abattre », ajoute « Dany », qui s'explique aussi longuement dans *Libération* du 8 mars. « Libéral libertaire, je signe et je persiste », déclare-t-il au quotidien.

■ **35 HEURES** : le gouvernement, embarrassé par le refus des partenaires sociaux de mettre la Sécurité sociale à contribution pour financer les 35 heures, a décidé de repousser sa décision après les élections municipales. Ce dossier a été au centre du déjeuner que Lionel Jospin a organisé, mercredi 7 mars, avec Laurent Fabius, ministre de l'économie, Florence Parly (budget) et Elisabeth Guigou (emploi et solidarité). « Il n'y a aucune urgence, car il n'y a aucun problème de trésorerie », affirme-t-on à Matignon. Les allègements de charges liés à la réduction du temps de travail ne sont pas intégralement financés sur 2000 et 2001.

2000 ANNÉES D'ATTENTIONS POUR ATTEINDRE LA PLÉNITUDE ET LA SÉRÉNITÉ



Atteindre une parfaite plénitude est affaire de temps. Nous avons donc appliqué à notre compagnie, ANA, les mêmes idées et la même méthode qu'emploient depuis des siècles les jardiniers japonais.

A côté des jardins spectaculaires s'étendant à perte de vue, il en existe d'autres, tout aussi beaux, guère plus grands qu'une table. Mais tous, quelle que soit leur taille, tirent parti des éléments naturels pour créer un environnement qui inspire au visiteur un sentiment absolu de tranquillité et de bien-être.

C'est dans cette tradition que s'enracine cette impression de plénitude que vous ressentez sur nos vols, et c'est également la raison pour laquelle nous sommes la plus grande compagnie aérienne au Japon et en Asie.*

La qualité du service est pour nous une forme d'art. C'est peut-être pourquoi nous sommes l'une des sept compagnies aériennes dans le monde auxquelles ont été décernées 5 étoiles.** Alors, mettez-vous à votre aise, détendez-vous et succombez au charme de l'hospitalité.

Vous apprécierez la délicatesse et le raffinement des plats japonais et européens, qui marient harmonieusement le plaisir des yeux et les saveurs appétissantes.

En choisissant la Première Classe, oubliez que vous voyagez... Laissez-vous porter par les airs ! Rêvez que vous êtes confortablement allongé dans l'un de nos sièges Fullflat qui s'incline à 180° pour devenir un véritable lit. Si vous choisissez de voyager en CLUB ANA, vous bénéficiez du confort de nos sièges inclinables Business Class. Ils sont parmi les plus spacieux qui soient avec 1,27 m d'espacement entre les sièges.

Et si jamais vous parvenez à rester éveillé au milieu de tout ce confort, les films, les programmes de télévision et les jeux vidéo mis à votre disposition par ANA vous feront presque regretter d'être déjà parvenu à destination.

Mais nous n'oublions pas que la rapidité reste un élément essentiel : c'est pourquoi nos vols sont directs entre Paris et Tokyo. Et si vous voyagez en Première Classe ou en CLUB ANA, nous veillons à ce que tout soit mis en œuvre pour que vous parveniez à l'aéroport le plus rapidement possible, en mettant gracieusement à votre disposition une voiture avec chauffeur pour assurer vos transferts entre Paris et Charles-de-Gaulle.***

Nous vous offrons également l'hébergement à l'hôtel si vous séjournez à Tokyo, Narita, Osaka ou New Kansai, pour vous être agréable.***

Nous sommes aussi membres du réseau Star Alliance; vous pourrez ainsi gagner du mileage et l'utiliser en voyageant confortablement avec nous et avec nos compagnies partenaires.

Vous recherchez plénitude et tranquillité ? Alors, venez rejoindre les 40 millions de passagers qui voyagent chaque année sur les vols ANA.

ANA, 114, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris. Tél : 01 53 83 52 52. N° Vert province : 0 800 05 37 35. www.ana.fr ou votre agence de voyages.



A STAR ALLIANCE MEMBER 

*Classées par nombre de progrès transportés en 1999 (compagnies aériennes membres de l'ATAA). **Source: Inflight Research Services (IRS) pour l'année 2000. ***Sources à consulter.

ÉDUCATION Lionel Jospin a déclaré, mercredi 7 mars, que la violence en milieu scolaire est « devenue une question politique à part entière », dans un discours prononcé

pour la clôture de la première conférence mondiale consacrée à ces questions. ● LE PREMIER MINISTRE a estimé que, face à ces violences qui traquent « une inégalité sociale »,

l'école doit « faire bouger son enseignement ». ● RECONNAISSANT que « l'école n'est plus un refuge à l'intérieur de la ville », M. Jospin a indiqué que « le meilleur moyen de lut-

ter contre la violence scolaire, c'est d'abord de remotiver tous les élèves, de lutter contre l'échec scolaire ». ● UN VADE-MECUM ministériel destiné aux enseignants précisera dans

les jours à venir l'usage qu'il convient de faire des sanctions. « Les lignes et les zéros doivent être proscrits », indiquait une circulaire, que ce nouveau guide vient compléter.

Face aux violences, M. Jospin appelle l'école à faire « bouger son enseignement »

Le premier ministre a saisi l'occasion de la clôture de la première conférence mondiale consacrée aux « violences à l'école et politiques publiques » pour prononcer un discours de fond sur l'éducation. Il a appelé à « la mobilisation de tous » pour relever « l'enjeu fondamental de la mixité sociale »

« LA VIOLENCE en milieu scolaire est devenue une question politique à part entière. » C'est sur un ton très solennel que Lionel Jospin a clôturé, mercredi 7 mars, au palais de l'Unesco à Paris, la première conférence mondiale consacrée aux « violences à l'école et politiques publiques ». Le premier ministre n'avait pas prononcé de discours de fond sur l'éducation depuis les Assises nationales des zones d'éducation prioritaire (ZEP), en juin 1998, à Rouen. Pour son retour sur le terrain éducatif, le chef du gouvernement, entouré de quatre ministres - Jack Lang, Daniel Vaillant, Marie-George Buffet et Claude Bartolone -, a plaidé, « face à l'ampleur prise par les violences en milieu scolaire », dont « les premières victimes sont les élèves eux-mêmes », en faveur d'une école plus juste, plus accueillante et plus ouverte. L'école a « changé », elle doit maintenant « combattre » et « combattre avec détermination » la violence.

Longtemps restée taboue, désormais au cœur des préoccupations des parents et des enseignants, la violence scolaire revient ainsi à la « une » de l'actualité à quatre jours des élections municipales, dont la campagne a fait la part belle aux questions de sécurité. Le sujet est devenu politique parce qu'il traduit, a justifié Lionel Jospin, « une inégalité sociale » et

qu'il « interroge le fonctionnement de l'école ». En écho aux propos tenus par Jack Lang lundi 5 mars sur la même estrade (*Le Monde* du 6 mars), le premier ministre a appelé à la « mobilisation de tous » pour relever « l'enjeu fondamental » que représente « la mixité sociale ». Cette dernière est devenue inexistante dans les quartiers où « se concentrent » la violence scolaire et les familles en grande difficulté. Pour préserver ses objectifs de démocratisation, l'école doit « évoluer avec son temps, s'adapter aux enfants qu'elle accueille » et être un lieu de vie. Il convient ainsi « d'assurer une meilleure insertion des établissements dans les quartiers en les ouvrant à d'autres activités et services destinés à la population ».

STABILISER LES ÉQUIPES

Quant aux enseignants, à qui Lionel Jospin « rend hommage », ils doivent « assumer de façon de plus en plus marquée un rôle d'éducateur au sens large ». Alors que Jack Lang devrait prochainement annoncer une réforme du collège, le premier ministre semble prêt à assumer de véritables changements : « L'école doit faire bouger son enseignement » sans pour autant « craindre "la fin de l'école républicaine" ».

Lui qui fut ministre de l'éducation nationale de 1988 à 1992 et



l'initiateur de la loi d'orientation de 1989 n'a pas hésité à rappeler que l'élève devait être au centre du système éducatif. « Le meilleur moyen de lutter contre la violence scolaire, c'est d'abord de remotiver tous les élèves, de lutter contre l'échec scolaire. » Pour y parvenir « il faut que l'école soit un espace où ils se sentent bien parce qu'ils y sont écoutés et impliqués ». Reconnaissant que « l'école n'est plus un refuge à l'intérieur de la ville »,

Lionel Jospin a différencié deux types de violences : celles qui relèvent, « dans certains établissements », de formes « que l'on a voulu croire un temps réservées à d'autres pays (racket, organisation d'un climat de peur, trafic de drogue ou encore port d'armes blanches) » et celles, « plus quotidiennes », prenant « la forme d'incivilités multiples (insultes, agressivité, détérioration de matériel) ». L'ampleur exacte du phénomène

reste difficile à mesurer car « une part importante de subjectivité laisse aux chefs d'établissement rendre cette évaluation encore difficile ».

Pourtant, le premier ministre n'hésite pas à livrer des chiffres. Ainsi, « entre les deux dernières années scolaires, les actes de violence ont reculé environ de 6 % ». Pour améliorer ces résultats, Lionel Jospin fait confiance à Jack Lang. Un an après la démission du très controversé Claude Allègre, le premier ministre s'est « félicité du climat de confiance et de sérénité qui caractérise les relations entre les enseignants et le ministre de l'éducation nationale », et a tenu à « saluer [son] travail réformateur ».

Afin de lutter contre la violence dans les quartiers défavorisés, le premier ministre souhaite - comme le recommandent depuis plusieurs années bon nombre de chercheurs en sciences de l'éducation - améliorer la gestion des personnels enseignants et assurer la stabilité des équipes éducatives. « Notre administration sait mal affecter les fonctionnaires les plus expérimentés aux zones les plus difficiles », regrette-t-il. Actuellement, c'est le contraire qui est la règle : 5 000 jeunes enseignants frais émoulus des IUFM - soit 40 % d'une promotion annuelle - sont affectés chaque année aux deux académies les plus sensibles, Créteil

et Versailles. » M. Jospin a assuré qu'à la rentrée 2001, les équipes éducatives seront stabilisées « dans une centaine d'établissements de la région parisienne ».

« ÉCOLE DE L'INTÉGRATION »

Alors que les nouvelles circulaires sur la discipline et les sanctions sont actuellement âprement discutées dans les collèges et les lycées (*lire ci-dessous*), le premier ministre a soutenu ces textes : « Les sanctions doivent être justes et claires, quelles que soient les difficultés de leur mise en œuvre ». Il est, selon lui, « légitime de s'interroger sur la valeur pédagogique de l'exclusion qui conduit à un absentéisme de fait ». D'ailleurs « trop d'enfants désertent périodiquement l'institution scolaire, trop de jeunes l'abandonnent définitivement ». Alors que les résultats d'une étude menée sur ce sujet devraient être connus dans six mois, le chef du gouvernement considère que « trouver des réponses à la déscolarisation des jeunes doit être une priorité ».

Refusant « la fatalité » de la violence scolaire, M. Jospin estime enfin que « la seule école à même de neutraliser la violence » est « une école de l'intégration, sachant accueillir et donner une chance à chacun ».

Sandrine Blanchard

Un vade-mecum à l'usage des enseignants précise l'échelle et l'esprit des sanctions

COMMENT punir ? Comment sanctionner ? Pour répondre à ces questions, les personnels de l'éducation nationale disposent depuis la dernière rentrée scolaire de directives très précises, contenues dans plusieurs circulaires parues en juillet 2000. Leur élaboration a demandé de longs mois de travail, notamment avec des magistrats. La nouvelle organisation de ces « procédures disciplinaires » commence à s'appliquer dans les collèges et les lycées, appelés à réécrire leur règlement intérieur. Elle suscite de nombreuses critiques et interrogations (*Le Monde* du 6 mars). A tel point que le ministère a estimé nécessaire de fournir une explication de texte, « pour permettre à chacun de s'en saisir et d'en comprendre le sens », a précisé Jack Lang en ouverture de la conférence mondiale de l'Unesco, le 5 mars.

Un point a rapidement concentré les critiques : l'utilisation du zéro. Les recteurs viennent de recevoir, de la part du directeur des enseignements scolaires, Jean-Paul de Gaudemar, une lettre précisant dans quelles conditions les enseignants pouvaient infliger un zéro à un élève. La circulaire du 11 juillet 2000 indique que les punitions scolaires, « considérées comme des mesures d'ordre intérieur, peuvent être prononcées par les personnels de direction, d'éducation, de surveillance et par les enseignants ». Elle en fournit une liste graduée : « inscriptions sur le carnet de correspondance, excuse orale ou écrite, devoir supplémentaire, exclusion ponctuelle d'un cours s'accompagnant d'une prise en charge, retenue pour faire un devoir ». Dans

ce cadre, « les punitions doivent respecter la personne de l'élève et sa dignité » et « il convient de distinguer soigneusement les punitions relatives au comportement des élèves de l'évaluation de leur travail personnel ». Le texte précise : « les lignes et les zéros doivent être proscrits ».

« LE BON USAGE DU ZÉRO »

Pour M. de Gaudemar, il ne s'agit pas pour les enseignants de se priver définitivement d'attribuer une mauvaise note, mais de s'interroger sur « le bon usage du zéro ». En clair : un travail rendu peut écopé d'un zéro s'il est nul ; une copie blanche rendue le jour d'un contrôle aussi ; mais un travail copié sur un camarade ou une absence injustifiée à un examen peuvent mériter une évaluation pédagogique et une sanction disciplinaire distinctes, « car ils révèlent aussi un défaut de comportement ». « En aucun cas ceci ne va profiter aux cancracs », ajoute M. de Gaudemar.

Toutes les autres dispositions régissant la discipline et les sanctions vont faire l'objet, dans les jours qui viennent, d'un vade-mecum d'une quarantaine de pages, accessible sur le site Internet de l'éducation nationale. Il rappellera d'abord la philosophie des textes visant à renforcer « la cohérence, la transparence et l'effectivité du régime des sanctions ». La circulaire de juillet 2000 entend à cet effet introduire les principes généraux du droit à l'école : légalité des procédures, principe du contradictoire, de la proportionnalité et de l'individualisation des sanctions. Elle insiste sur les mesures de prévention, de réparation et d'accompagnement ; intro-

duit le sursis ; inscrit les sanctions au dossier administratif de l'élève. Le conseil de discipline (6 représentants des personnels, 5 des familles et des élèves) ne se réunit plus seulement pour étudier les exclusions supérieures à huit jours, mais peut être saisi pour toutes les sanctions inscrites au règlement intérieur. Pour les cas les plus graves, un conseil de discipline délocalisé et un conseil départemental sont créés.

Le guide pratique ministériel fera l'exégèse de tous ces points et donnera des conseils. Sur les sanctions collectives par exemple : le texte interdit de « coller » toute une classe pour les méfaits d'un seul, mais pas de punir un collectif (cette « collection d'individus »), si l'enseignant gradue et différencie la sanction entre les élèves. D'autres précisions, attendues, portent sur les mesures de réparation : organiser des excuses, prévoir un « travail d'intérêt scolaire » qui s'ajoute au travail non fait, imaginer des actions à caractère éducatif (ranger une bibliothèque, réparer un dommage à un bien, etc.).

« Ces textes introduisent un changement de culture et il faut s'en saisir comme d'une chance, estime le directeur des enseignements scolaires. Ils vont permettre d'asseoir beaucoup mieux l'autorité des adultes dans les établissements, et de la crédibiliser. Les élèves sauront désormais qu'ils ont à surveiller à la fois la qualité de leur travail et celle de leur comportement, et que ces deux choses sont différentes. Il faut que les enseignants contribuent à cette clarification. »

Nathalie Guibert

Un rendez-vous scientifique et politique

CE FUT un rendez-vous scientifique et politique. Organisé par Eric Debarbieux, professeur en sciences de l'éducation à l'université Bordeaux-II, et sa femme, la sociologue Catherine Blaya, respectivement directeur et coordinatrice de l'Observatoire européen de la violence scolaire, la première conférence mondiale consacrée aux « violences à l'école et politiques publiques » a offert une tribune pour la politique éducative gouvernementale. La proximité des échéances électorales a sans doute contribué à la venue de Jack Lang et de Lionel Jospin. Félicité pour son initiative par le ministre de l'éducation nationale et le premier ministre, M. Debarbieux a tenu, mercredi 7 mars, quelques minutes avant d'accueillir le chef du gouvernement, à préciser que cette visite était « saine ». « Pour les scientifiques, il ne s'agit pas d'une inféodation pour obtenir des crédits de recherche supplémentaires. Cet accueil relève de l'éthique de la discussion et de la responsabilité. »

Cette précision étant faite, l'universitaire a estimé que ces trois jours de conférence, qui ont réuni des spécialistes venus de 36 pays, constituaient « le début d'un

maillage » pour la mise en commun des difficultés et des réussites en matière de lutte contre la violence scolaire. Face à un phénomène qui « préoccupe tous les pays », Eric Debarbieux considère que « la prévention » et « le partenariat », aussi bien institutionnel que local - notamment avec les familles -, constituent « la base » de toute politique antiviolence.

« L'idée d'un hit-parade de l'insécurité scolaire n'a pas de sens », souligne-t-il. « Il faut faire des comparaisons à conditions sociologiques équivalentes et voir quels sont les établissements scolaires qui résistent le mieux », recommande l'initiateur de cette conférence. Il est « évident » qu'il « existe une sociologie de la violence qui recouvre celle de l'exclusion ».

Pour Sonia Henrich, présidente du Comité national de lutte contre la violence, « il apparaît clairement, à l'issue de ces trois jours, que nos préoccupations à tous se rejoignent ». Les actes du colloque seront publiés en septembre et une revue trimestrielle internationale consacrée à ce sujet sera prochainement créée.

S. BL.

Le thème de la sécurité en milieu scolaire suscite l'intérêt croissant des médias

EN QUELQUES ANNÉES, la violence scolaire a acquis une place importante dans les médias français. Mohammed Darmane, chercheur à Paris-X Nanterre, a étudié cette montée en puissance depuis une vingtaine d'années. Le phénomène n'est pas typiquement français mais seuls quelques autres pays européens tels que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Ecosse s'en préoccupent sérieusement, selon le chercheur.

Ainsi, dans les années 1980, le fait divers scolaire ne donnait lieu qu'à une demi-douzaine de dépêches publiées tous les ans par l'Agence France Presse (AFP). Un basculement s'est produit au milieu des années 1990 : 315 dépêches paraissaient en 1996, plus d'une centaine les années suivantes, pour atteindre le chiffre record de 359 en 2000. Pourtant, souligne M. Darmane, dès 1986, des mesures anti-violence avaient été annoncées par les responsables de l'éducation nationale. Les chaînes

de télévision aussi se sont emparées du sujet : de 16 en 1995, le nombre de reportages diffusés par l'ensemble des chaînes est passé à 151 en 1996, une cinquantaine les années suivantes et 196 l'an dernier. Alors que, dans le même

temps, rappelle le chercheur, le ministère publiait des statistiques marquant une baisse des incidents en 1999.

M. Darmane relève aussi la prééminence du discours sécuritaire dans le traitement réservé par la

presse aux violences scolaires : au cœur des débats émergeant l'entrée de la police dans les établissements ou l'éventuelle réforme de la justice des mineurs.

FORTE SAISONNALITÉ

Les grandes lignes du plan anti-violence présenté par Claude Allègre en janvier 2000 sont ainsi résumées : « La police pourra intervenir dans les établissements », « L'école se dote de nouvelles armes », « Les règles du jeu associeront tout le personnel mais aussi la police »...

Pour illustrer les annonces ministérielles, les chaînes de télévision (TF1, France 2, France 3, M6) consacrent 9 reportages à la police dans les écoles, 4 aux classes-relais mais seulement 1 à l'instruction civique et 1 au barème des sanctions. Le concept de « tolérance zéro » est mis en avant, régulièrement illustré par des reportages aux Etats-Unis. En janvier 2000, un sondage réalisé pour le quotidien *La Croix* montre que 77 % des Fran-

çais sont favorables à la présence policière dans les établissements scolaires. Cinq mois après, ils ne sont plus que 40 %.

Autre constat tiré par le chercheur : la violence, ou tout au moins son traitement médiatique, est soumise à une forte saisonnalité. Ainsi, les mois de janvier et février seraient particulièrement sensibles. Ce fut le cas en 2000 : en janvier, 164 dépêches paraissaient à ce sujet, en février, 82 dépêches, alors qu'en décembre 1999, seuls 14 incidents avaient été rapportés par l'AFP ; en mars et avril 2000, leur nombre est tombé à 38, puis à 10. Les journaux télévisés du soir, en janvier et février, y ont consacré 66 reportages, auxquels il faut ajouter les magazines d'information portant sur ce thème. Il n'y en avait eu que 2 en décembre, puis 18 en mars. Ce calendrier a été respecté de la même façon au début de l'année 2001.

Stéphanie Le Bars

MEDAILLE D'OR de la distribution Label NF

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS

Vente par téléphone possible

fixes ou relevables - toutes dimensions.

SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...

Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...

CUIRS - TISSUS - ALCANTARA

Steiner - Durviller - Coulon - Sufren etc...

5500 m² d'exposition

LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO

• 239 à 247, rue de Belleville

Paris 19^{ème} - M^o Télégraphe

• 50, avenue d'Italie

Paris 13^{ème} - M^o Place d'Italie

01.42.08.71.00 - 7 j / 7

Les femmes sont de plus en plus touchées par l'épidémie de sida

Une campagne d'information a été lancée le 8 mars

EN FRANCE, les femmes ne sont plus à l'abri du sida. Il y a dix ans, un séropositif sur huit était une femme, tandis qu'aujourd'hui les femmes représentent le quart des personnes contaminées. Plus de la moitié des nouvelles contaminations affectent désormais la population hétérosexuelle. S'appuyant sur ces données, le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) a lancé, le 8 mars, une campagne d'information et de prévention - le budget est de 9,5 millions de francs -, qui, pour la première fois, cible les femmes.

« Les femmes ont des facteurs de vulnérabilité physiologique propres, lit-on dans le document édité par le CFES et le ministère de l'emploi et de la solidarité. Ainsi, dans le sens homme/femme, le risque est 3 à 8 fois supérieur au risque de transmission femme/homme. Les règles, l'immaturité du col utérin et les infections génitales favorisent la transmission. » Un mini-livre d'information écrit en collaboration avec Chantal Lauby, auteur-comédienne, sera largement distribué en avril. Il abordera les risques sexuels dans leur ensemble, informant sur les maladies sexuellement transmissibles, le sida et les grossesses non désirées. Il contribuera aussi à la promotion du préservatif féminin, qui reste encore peu diffusé.

Les femmes migrantes sont presque deux fois plus touchées par le sida que les Françaises et ignorent plus souvent leur séropositivité. En Ile-de-France, elles la découvrent pour 47 % d'entre elles au moment où le sida se déclare, contre 27 % chez les femmes françaises. Dans 36 % des cas, la séropositivité n'est découverte qu'au cours du bilan prénatal.

Depuis 1997, des actions spécifiques ont été lancées en direction

des femmes. « Des animatrices du Planning familial ont fait fonctionner des groupes de parole de femmes pendant sept semaines d'affilée, un après-midi par semaine, pour parler avec elles du corps, de la sexualité, de la contraception, du sida, du préservatif féminin », rapporte Janine Mosuz-Lavau, directrice de recherche au Centre d'étude de la vie politique française. Elles étaient recrutées via les centres sociaux, les foyers d'hébergement, les associations de RMistes, les Restos du cœur, les associations d'immigrées. »

PERTE D'AUTONOMIE

A la fin du programme, 5 000 femmes auront été touchées. Les chercheurs ont observé qu'après les sept séances prévues les femmes se mettaient à parler avec leur partenaire et surtout avec leurs enfants. « On s'attend à voir émerger un certain nombre de femmes-relais, qui pourront passer autour d'elles les messages nécessaires », ajoute la chercheuse.

En 1997, la direction générale de la santé a créé à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) un lieu d'accueil pour des femmes atteintes du sida ou séropositives. Sur les 295 femmes suivies, 280 sont originaires d'Afrique subsaharienne. « La précarisation due au VIH place ces femmes dans une situation inconfortable de perte d'autonomie car elles se voient contraintes de rester en France pour se faire soigner », rapporte Bernadette Rwegera, qui dirige ce centre. Ce sont les femmes qui apparaissent au carrefour des initiatives de prévention et de prise en charge et qui peuvent modifier les comportements devant le sida. Mais elles ont besoin d'être soutenues », plaide-t-elle.

Elisabeth Bursaux

Le plan de lutte contre les discriminations souffre de nombreux dysfonctionnements

Un rapport s'interroge sur le maintien des Codac dans leur forme actuelle

Un rapport, remis fin décembre aux ministères concernés et resté confidentiel, dresse un constat sévère de l'action des Codac (commissions départementales d'ac-

cès à la citoyenneté), mises en place pour lutter contre les discriminations raciales. Il souligne aussi le peu d'efficacité du numéro vert qui complète le dispositif.

LE DISPOSITIF gouvernemental de lutte contre les discriminations fonctionne mal. Les associations comme SOS-Racisme le dénonçaient depuis quelques mois. C'est aujourd'hui officiel. Selon un rapport remis fin décembre au ministère de l'intérieur et à celui de l'emploi et de la solidarité, et resté confidentiel, « le bilan global de l'action des Codac [commissions départementales d'accès à la citoyenneté] fait apparaître des résultats modestes par rapport aux moyens mis en œuvre ». Rédigé par trois inspecteurs généraux de l'administration et deux inspecteurs généraux des affaires sociales, il dresse un constat sévère, qui amène ses auteurs à s'interroger sur le maintien des Codac « dans leur fonctionnement actuel » et le peu d'efficacité du numéro vert.

Annoncées en janvier 1999, par Jean-Pierre Chevènement, ces commissions étaient censées dépister les discriminations raciales et conseiller les victimes. Mais leur mise en place s'est faite dans la précipitation et « sans concertation ni réel pilotage national ». Dès leur lancement, les « couacs » se sont accumulés. La campagne nationale annonçant leur création a été « peu mise en œuvre » : « L'effet de sensibilisation (...) n'a donc pu toucher directement les jeunes victimes de discriminations », assure le rapport.

Faible implication des élus, mise à l'écart des associations antiracistes et des organisations syndicales, investissement « inégal » des services de l'Etat (notamment de l'éducation nationale et des représentants des forces de l'ordre), participation « limitée » de l'autorité judiciaire... Les mots ne manquent pas

aux rédacteurs pour dire que les institutions ont boudé ou peu pris au sérieux ces instances. Les résultats se sont vite fait sentir : « Les Codac ont rarement dépassé leur cadre institutionnel » et les actions menées sont restées « en deçà des objectifs assignés », explique le rapport. Les commissions sont « restées au niveau des débats théoriques et des grands principes ».

FAIBLE NOTORIÉTÉ DU « 114 »

Précipitation et impréparation ont également prévalu lors du lancement du numéro vert - le 114 -, le 16 mai 2000, par Martine Aubry. Destiné à relancer le dispositif gouvernemental, ce numéro devait recueillir les plaintes et orienter les victimes vers les Codac pour permettre une réponse plus rapide aux signalements. Là encore, la campagne d'information nationale fut insuffisante, avec un nombre d'affiches « dérisoire » : « La notoriété du 114 reste faible », constatent les auteurs. Ainsi, de mai à novembre, le 114 a reçu 715 000 appels, mais seuls 15 000 ont fait l'objet d'une écoute et 4 900 d'une fiche de signalement aux Codac. Les appels émanent en majorité de personnes âgées de plus de quarante ans victimes de discrimination au travail. Peu de jeunes se manifestent. Par ailleurs, le travail d'écoute débouche rarement : seuls 0,66 % des appels donnent lieu à un signalement.

Enfin, la prise en charge des signalements par les Codac, dernier volet du dispositif gouvernemental, fonctionne mal. « L'organisation du suivi apparaît peu rigoureuse ou très sommaire, dans la plupart des départements visités », note le rapport. Le réseau des

« référents », qui décident des suites à donner aux plaintes, est constitué « exclusivement » de représentants de l'Etat, alors que leur regard « interne n'est sans doute pas suffisamment critique ». « Méfiantes » à leur égard, les administrations ont écarté les associations de ces fonctions. Et la coopération avec les procureurs dans le suivi des dossiers est demeuré « très timide ». Résultat : la prise de contact avec la victime intervient trop tardivement et les appels sont « trop fréquemment » classés sans suite. Le bilan chiffré est éloquent : « Le nombre d'appels utiles n'est que de 4 ou 5 pour 10 000 appels », insistent les inspecteurs.

En conclusion, la mission d'inspection a tenu à faire des propositions de réforme du dispositif. Tout d'abord, « un pilotage national amélioré » : implication des directions des administrations centrales (notamment celles du ministère de l'intérieur et de l'éducation nationale), nouvelles instructions aux procureurs pour « mieux définir [leur] rôle », campagne publicitaire nationale... Le fonctionnement des Codac doit être plus régulier et permettre la mise au point d'un « projet territorial » ciblé sur un domaine de discrimination particulier, qui comprendrait une « structure réactive » pour les cas les plus criants. Enfin, pour mieux traiter les signalements, des instructions devraient être données aux préfets pour que les victimes soient contactées plus rapidement et qu'elles connaissent la conduite à tenir en cas de mise en cause des fonctionnaires de l'Etat.

Sylvia Zappi

Controverse sur la diffusion d'un entretien avec Jean-Marc Rouillan

UN ENTRETIEN avec Jean-Marc Rouillan, l'un des militants d'Action directe, a finalement été diffusé jeudi 8 mars à 7 h 15 par France-Culture, après beaucoup d'hésitations. Le détenu avait été interrogé par téléphone le 1^{er} mars chez Catherine Vieu-Charier, une élue communiste de Paris. Une communication parfaitement autorisée, dont Catherine Vieu-Charier, qui dispose d'un permis de visite, prend « l'entière responsabilité ». Jean-Marc Rouillan évoque, comme dans son livre à paraître en mai chez Denoël, ses sept années à l'isolement : « Vous entrez dans un marais brumeux, sans limite, sans repères et les jours passent » ; « c'est un voyage intérieur, les murs de la cellule deviennent une autre peau » ; « c'est une torture, parfois, on a envie de dormir et que ça s'arrête ». Il a indiqué à nouveau qu'il était un « prisonnier politique » et menait toujours, sous d'autres formes, « un combat révolutionnaire ».

Un extrait de l'entretien avait été diffusé mardi 6 mars par LCI, accompagné de la réaction indignée du président de l'association professionnelle des magistrats (APM, droite). Cette prise de position avait inquiété Laure Adler, la directrice de France-Culture, qui a préféré différer la diffusion. La rédaction s'est inquiétée mercredi de cette « censure ». Le président de Radio-France, Jean-Marie Cavada, a finalement autorisé l'émission, encadrée par un entretien avec le directeur de la rédaction de France Culture, aussi long que celui de Jean-Marc Rouillan. Le militant d'Action directe a, lui, été convoqué par la direction de la prison d'Arles, sa cellule a été fouillée et une enquête administrative ordonnée.

L'ÉPARGNE ÉVOLUTIVE CIC :
Aujourd'hui, vous ne risquez rien à gagner plus.

www.cic-banques.fr

L'Épargne Évolutive CIC, c'est toute une gamme de solutions sûres et rentables, notamment :

- ▶ un compte à taux progressif, rémunéré par palier jusqu'à 6%*,
- ▶ un livret jusqu'à 100 000 F, avec un taux de rémunération de 4%**.

Pour en savoir plus, appelez-nous au **01 40 06 82 82**

coût d'une communication locale

CIC Crédit Industriel et Commercial
Parce que le monde bouge

*Compte à terme à taux progressif à la hausse sur 3 ans, de 3,50% à 6% (taux de rendement actuariel annuel brut de 4,51%). Taux en vigueur au 01/03/01, susceptible d'évolution. **Livret d'épargne au taux actuariel brut annuel de 4%, soit un taux actuariel annuel net de 3% après prélèvement libératoire et contributions sociales en vigueur le 30/01/01, susceptible d'évolution. Offre soumise à conditions, se renseigner en agence.



MUNICIPALES

Neuilly-sur-Seine, la riche voisine

Aux portes de Paris, cette commune mène une politique fiscale avantageuse pour les entreprises et les taux des impôts locaux sont particulièrement bas. Mais elle ne respecte pas le quota de 20 % de logements sociaux et perd des habitants

DANS Neuilly immobile, Nicolas Sarkozy marche à grands pas. Les vestes Barbour et les lodens remontent, toujours aussi nombreux, l'avenue du Roule. Les enfants de bonne famille portent encore des souliers à boucle et vousoient leurs parents. C'est à peine si quelques 4x4 à intérieur en cuir noir signalent la présence d'une bourgeoisie plus tape-à-l'œil. Au détour d'une rue, l'affiche du film *Chez les heureux du monde* semble avoir été choisie pour vanter le charme discret de la ville et de ses habitants. Heureux comme un habitant de Neuilly... qui ne paye pas trop d'impôts locaux !

La ville, qui compte l'un des plus forts taux de personnes assujetties à l'impôt sur la fortune, est aussi celle qui pratique les taxes locales les plus basses de France. Un effet de la bonté du maire : « Les gens, ici, sont très lourdement imposés. Et vous voudriez encore qu'ils payent des taxes locales élevées », s'indigne l'ancien ministre du budget. Dans son petit livre de campagne, M. Sarkozy, maire (RPR) depuis vingt-trois ans, consacre deux pleines pages à ce qu'il attribue à sa saine et bonne gestion. Que le calcul de la taxe d'habitation n'intègre pas les revenus ne laisse pas de ravir le premier magistrat de Neuilly : « Nous avons déjà deux impôts sur le revenu en France. Cela suffit, non ? »

Neuilly n'est pas seulement un petit havre de paix fiscal pour les ménages nantis. Le niveau de la taxe professionnelle y est bien plus faible que celui de toutes les villes de sa catégorie. « Je ne vais pas demander aux entreprises qui payent déjà très cher pour s'installer à Neuilly de payer encore une taxe élevée à la ville », argue le maire. Cette mansuétude fait le bonheur des grands patrons. En 2000, Axa et M 6 sont venus s'installer. En 2001, on annonce CNN, AOL et Warner

sur l'avenue Charles-de-Gaulle. M. Sarkozy a profité de son passage au dernier Festival du film américain de Deauville pour convaincre le patron de la firme de production américaine de venir s'installer chez lui. Mais Neuilly exploite surtout sa rente de situation : « Entre la place de l'Etoile et la Défense, je n'ai pas besoin de me prostituer pour faire venir les entreprises », résume le premier magistrat de la ville.

« Dans notre choix de venir à Neuilly, le niveau de la taxe professionnelle a été un élément motivant, reconnaît Nicolas de Tavernost, président du directoire de M 6, mais pas déterminant. » « Nous cherchions un site à l'ouest qui soit dans un site urbain. Ici, on peut boire son café au bistrot du coin et rencontrer un supporter du PSG tout en étant un supporter des Girondins », apprécie-t-il. C'est ce qui fait la richesse de la ville : « Neuilly doit préserver un équilibre entre bureaux et logements résidentiels », assure Louis-Charles Bary, premier adjoint (DL) à la mairie.

Neuilly marche sur deux jambes - la manne des entreprises ne représente qu'un peu plus de 50 % des recettes fiscales -, appuyée d'un côté sur ses sièges sociaux et de l'autre sur ses riches ménages. C'est ainsi qu'elle finance son cinéma municipal, sa double saison théâtrale et son nouveau jardin botanique sur l'île de la Jatte qui fait la fierté du maire. Mais pour continuer d'incarner les hérauts d'une basse fiscalité dans sa ville, M. Sarkozy doit recourir à quelques recettes.

A chaque fois que cela est possible, Neuilly n'hésite pas à solliciter l'Etat, le conseil général des Hauts-de-Seine ou le conseil régional d'Ile-de-France pour subventionner ses investissements. « Lors des délibérations pour la restauration des berges de la Seine, se sou-

vient Etienne Kling, conseiller municipal d'opposition, on nous a fait voter une résolution demandant la subvention la plus forte possible au conseil général. » M. Sarkozy sait convaincre l'Etat d'investir dans sa ville. Pour obtenir la couverture d'une partie de l'avenue Charles-de-Gaulle en 1992, il a conclu un marché avec la RATP : « J'ai donné mon accord pour la construction d'une sortie de métro à la Défense, en échange des travaux de couverture sur la RN 13 », se félicite-t-il. La ville n'a supporté que l'aménagement du sol, soit « 10 % des travaux », évalue un élu d'opposition. Alors que les immeubles alentour ont réalisé une jolie plus-value.

« On ferait mieux d'augmenter les impôts. La ville se meurt de la volonté du maire de ne pas ponctionner ses administrés. Parce que Neuilly c'est une ville morte »

Lucienne Buton (PS)

Mais cela ne suffit pas ! A force de pratiquer le dumping fiscal, la ville a dû décréter une pause de ses investissements pendant quelques années. Aujourd'hui, les Neuilliens se plaignent du manque de parkings, de places en crèche, de la carence des équipements sportifs. « Ce sont quatre générations de gamins qui ont été privés de piscine », tempête Catherine, professeur d'éducation physique au collège André-Maurois. En 1998, la piscine Inkermann qui jouxte le lycée Pasteur menaçait de tomber en ruine. La municipalité a dû se résoudre à la fermer. Et les travaux sont toujours en cours. Coût de l'opération : au moins 100 millions de francs.

« Beaucoup de gens ont déclaré leur maison secondaire comme lieu d'habitation pour pouvoir voter dans leur village », se défend la mairie, qui nie la perte de la population.

Mais plus que l'entropie, une autre perspective inquiète les bien-pensants de Neuilly. Boulevard du Général-Koenig, les riverains ont protesté en apprenant qu'il y aurait bientôt 210 logements sociaux. Et une pétition a circulé. « J'ai horreur des cons ! », fulmine M. Sarkozy. Le maire a toutefois dû tenir compte des fantasmes de ses administrés : « Ici, la ville de Neuilly construit 52 logements pour les familles », est-il annoncé sur la pancarte d'un chantier, avenue du

Roule. Chut ! « Je ne dis pas "logements sociaux" pour ne pas affoler les gens », se justifie-t-il. Neuilly compte actuellement 700 logements sociaux, à peine plus de 2 % des habitations. Pour se conformer à la nouvelle loi sur le renouvellement urbain qui impose un quota de 20 %, Neuilly devrait construire 6 000 logements sociaux en deux ans... Mais alors que la ville recense 750 demandes de logements sociaux, le maire ne prévoit d'en construire que 350 durant son prochain mandat. A ce rythme, la ville s'expose à une pénalité de 20 millions de francs en 2002. « Au titre des lois sur la péréquation entre communes riches et communes pauvres, Neuilly verse déjà 40 millions de francs. Si l'on doit payer encore pour la loi Gayssot, c'est abracadabrante ! », tonne M. Bary, adjoint au maire.

Pourtant, Neuilly aussi a ses fractures sociales. Elisabeth peut en témoigner. Seule avec trois enfants et un mari qui ne paie pas de pension alimentaire, elle s'est retrouvée sans revenu du jour au lendemain. Tout comme cette coiffeuse au chômage ou ce cadre dans l'informatique qui touche le RMI. La ville les loge.

En revanche, les autres, les déshérités venus d'ailleurs, doivent rester aux portes de la ville. Sur une péniche amarrée sur la Seine, une association accueille une douzaine de jeunes femmes sauvées de « la rue ». « Elles sont formidables !, s'emballent le maire venu leur rendre une petite visite. Vous allez voir comme elles prennent soin de leur chambre. » « Dans la loi Gayssot, les logements sur une péniche comme celle-là comptent double ! », remarque, au passage, l'ancien ministre en ralliant la terre ferme. Le nom de la péniche : Les Jours-Heureux.

Béatrice Jérôme



Population totale
59 874 hab.

(Communauté urbaine néant)

Evol. démographique - 1 920 (1990-1999)

Population étrangère 6 584

→ Europe 3 118
→ Hors Europe 3 466

Parc de logement social 2,5 %

Taux de chômage 7,2 %

(d'après l'Insee)

Taux de fiscalité locale

• Taxe d'habitation 3,94 %
• Taxe professionnelle 3,61 %

Revenu moyen/hab/an 196 642 F

(d'après les revenus imposables de l'année 1999)

Sources : Mairie, Insee



La gauche aimerait créer un « contre-pouvoir » face à Nicolas Sarkozy

IL Y A quelque chose de déconcertant et de drôle à entendre Nicolas Sarkozy (RPR) prôner la patience et rejeter « le passage en force », lui qui, à vingt-deux ans, était déjà conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), à vingt-quatre, adjoint chargé des affaires scolaires, et souffla, à vingt-huit ans, le siège de maire à Charles Pasqua. Beaucoup se souviennent de 1983. Le maire de l'époque, Achille Peretti (RPR), réélu en mars, décède, le 14 avril, d'une crise cardiaque. Tout le monde s'attend à ce que M. Pasqua alors président du groupe RPR au Sénat et conseiller municipal de Neuilly prenne la relève.

En fait, c'est le responsable des jeunes du parti gaulliste, le bouillant Sarkozy, qui se présente. Ce dernier est parvenu à convaincre le président du RPR et son mentor d'alors, Jacques Chirac, qu'il serait le meilleur candidat face à l'UDF, Louis-Charles Bary, soutenu par une dissidente RPR, Florence d'Harcourt. Le 29 avril, « Nicolas » comme l'appellent ses adjoints, est élu maire par 26 voix contre 21 à M. Bary et 2 à Lucienne Buton (PS).

Depuis cette date, M. Sarkozy est

régulièrement réélu dès le premier tour : en 1989 avec 75,77 % des suffrages (le FN en obtint 12,31 % et la gauche 11,91 %). En 1995, avec seulement 59,96 % des voix, mais des chiraquiens, mécontents de ses prises de position en faveur d'Edouard Balladur, lui avaient opposé un candidat, Gérard Avril, qui avait recueilli 23,43 % des voix (contre 8,45 pour la gauche et 8,14 % pour le FN). Cette année, il n'aura pas d'autres opposants que la représentante de la gauche plurielle, M^{me} Buton et, à l'extrême droite, Olivier Grosjean (MNR) et Gilles Néret-Minet (FN).

RUMEUR DE DÉPART

Mais, depuis, le maire de Neuilly a « récupéré sur sa liste 3 des 5 élus dissidents » car, « ayant perçu la fragilité d'un maire de vingt-huit ans, j'ai voulu rééquilibrer les choses par le travail », explique-t-il. Beaucoup l'attendaient au tournant. « Dès le lendemain de mon élection j'ai proposé à Louis-Charles Bary (...) d'être mon premier adjoint. Je fais attention à ce qu'il puisse s'exprimer (...) Je fais en sorte que les partenaires UDF estiment que Neuilly est tout sauf le fief d'un parti ou d'un homme », raconte-t-il en précisant qu'il

n'oublie pas que « ce qui est arrivé à Pasqua » peut lui arriver.

Ces propos sont confirmés par M. Bary, aujourd'hui à DL : « Depuis 1983, nous travaillons main dans la main », dit-il. « La grande différence d'âge entre Nicolas et moi a facilité les choses ! », continue-t-il. Ils font campagne ensemble et, quand ils se trouvent dans le canton sud de Neuilly, la campagne municipale se double d'une campagne cantonale car M. Bary y est candidat.

Il fut un temps où la rumeur courait d'une possible candidature de

M. Sarkozy dans ce canton afin de prendre la relève de M. Pasqua à la tête du conseil général. M. Bary affirme ne s'en être pas inquiété. Peut-être avait-il alors l'assurance que le maire lui laisserait son fauteuil à Neuilly. M. Sarkozy qui dit avoir « songé » à quitter sa mairie a bien vite chassé cette idée. « Charles Pasqua est venu à la mairie me dire qu'il voulait terminer son mandat au conseil général et qu'il ne se représentera pas dans trois ans. J'ai pensé que ce ne serait pas un service à rendre à la droite que de déclen-

Avis à la population

Il n'y a pas que les affiches dans une campagne, il y a aussi le texte. Et Neuilly aime bien lire. Depuis plus d'un mois, le livre de Nicolas Sarkozy, *Libre*, est dans toutes les librairies de la ville. « On en vend autant que le dernier roman de Tahar Ben Jelloun », relève un des libraires de la ville. L'ouvrage ne consacre pourtant pas un seul mot à la commune. « C'est volontaire, explique le cabinet du maire RPR. Nous ne voulions pas qu'il soit comptabilisé dans les comptes de campagne. » M. Sarkozy a « gratté » une lettre de candidature de deux pages à ses administrés. Le document lui a coûté plus de la moitié de ses dépenses de campagne. Lucienne Buton, tête de liste de la gauche plurielle, a, elle aussi, privilégié l'écrit. Sur ses tracts, un exposé de quinze lignes mange tout l'espace de la photo de groupe des candidats. Surtout, elle s'est équipée d'un site de campagne sur Internet qui diffuse des fiches sur la ville avec force notes et commentaires.

cher une nouvelle opposition entre lui et moi », explique-t-il en ajoutant : « Que se passera-t-il dans trois ans ? Je n'en sais rien. » En cas de victoire de la droite en 2002, M. Bary pense plus pour son maire à une carrière de ministre que de conseiller ou de président de conseil général.

A gauche, mais aussi à l'extrême droite on met un peu d'ombre à ce tableau idyllique. On raconte des scènes de conseillers de la majorité venant les inciter à intervenir sur des sujets qu'ils aimeraient voir aborder. Tous cependant reconnaissent être bien traités. Il semble qu'ils ne représentent pas une réelle menace pour le maire. A nouveau candidate de la gauche plurielle, M^{me} Buton fait campagne en faveur du logement social, des personnes défavorisées, des classes moyennes « qui quittent Neuilly » et de l'environnement. Dans ses tracts, elle appelle à voter pour la gauche afin de « créer un contre-pouvoir (...) au sein de la municipalité ».

Christiane Chombeau

Demain
SAINT-DENIS

B. J.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

M. Sharon et la sécurité

DES deux mots hébreux, « shalom » (la paix) et « bitaron » (la sécurité) qui dominent depuis longtemps le langage politique israélien, le second l'emporte aujourd'hui nettement sur le premier. En promettant à ses compatriotes qu'il saurait rétablir leur sécurité quotidienne, Ariel Sharon a pu accomplir l'improbable rêve de sa vie : devenir - enfin - premier ministre de l'Etat juif. C'est donc à cette tâche qu'il va désormais s'atteler en priorité, comme il l'a confirmé dans le discours d'investiture - sans surprise - prononcé mercredi devant la Knesset.

Rarement un premier ministre d'Israël aura été autant en phase avec son pays. Redécouvrant la peur, peu à peu oubliée depuis que l'OLP avait renoncé officiellement au terrorisme il y a plus de dix ans, les Israéliens connaissent à nouveau le désarroi et la morosité. Ils sont amers et désenchantés. La plupart d'entre eux n'aspirent pour l'instant qu'à une chose : mener une vie normale sans craindre pour leur vie et celle de leurs proches, après cinq mois d'une Intifada qui a fait 465 morts, dont la grande majorité sont pourtant palestiniens. C'est pourquoi Ariel Sharon leur semble être l'homme de la situation. Sa fermeté face aux Palestiniens, qui le faisait passer hier encore pour un dangereux extrémiste, représente aujourd'hui à leurs yeux le meilleur gage d'une diminution des violences.

Habile et pragmatique, Ariel Sharon a choisi d'asseoir sa stratégie sur le plus grand socle politi-

que possible. D'où son gouvernement attrape-tout - 26 ministres issus de 8 partis - où vont se côtoyer « faucons » et « colombes ». D'une équipe aussi compositée on ne doit attendre nulle aide diplomatique, mais plutôt un programme minimum, défensif et, par vocation, hautement sécuritaire. Modéré dans la forme et prudent sur le fond, Ariel Sharon n'a laissé poindre mercredi à cet égard aucun espoir particulier. Il n'a rien précisé du « dialogue » et des « accords » auxquels il se dit préparé. Et, surtout, il a répété le leitmotiv de tous ses discours : pas de nouvelle négociation avec les Palestiniens avant que ceux-ci ne mettent fin aux violences.

Ariel Sharon a peu de chances d'être entendu. Il y a quelques jours encore, Yasser Arafat affirmait que la révolte se poursuivait « jusqu'à ce que le drapeau palestinien flotte sur Jérusalem ». Le premier ministre israélien ne dispose au demeurant d'aucune solution-miracle. En Israël, comme ailleurs, la sécurité absolue n'existe pas. Sur un territoire aussi petit et aussi poreux, nul ne peut imposer, par un verrouillage hermétique, la « séparation » totale dont certains Israéliens rêvent entre l'Etat juif d'une part, la Cisjordanie et Gaza d'autre part. Les Palestiniens, au contraire, exigent, eux, la levée du bouclage imposé aux territoires. Il est peu probable que le nouveau premier ministre accomplisse un tel geste. Il devra pourtant garder à l'esprit que seule la politique - donc la négociation - donnera à Israël une sécurité durable.

CE N'EST PLUS une guerre d'usure, mais une véritable offensive : déterminés à reprendre totalement la situation en main avant l'élection présidentielle de juin, les adversaires du changement en Iran s'acharnent tous azimuts contre le président réformateur Mohammad Khatami et ses amis. Ils viennent de faire condamner, pour « complicité de fraude électorale », à un an de prison ferme et à six années de privation de ses droits civiques le vice-ministre de l'intérieur, Mostafa Tajzadeh. Le ministre, Abdolvahed Moussavi-Lari, ne perd rien pour attendre, puisqu'il doit être incessamment traduit, pour la même raison, devant un tribunal pour religieux.

La valse des mises en examen, procès et autres condamnations continue, la justice ayant depuis quelque temps pris le relais des bandes organisées pour réduire les Iraniens au silence.

M. Tajzadeh a été jugé coupable d'avoir refusé un troisième recomptage des voix à Téhéran, ordonné par le Conseil des gardiens, lors des

législatives du printemps 2000. Sous le même chef d'accusation, le gouverneur de Téhéran, Ayatollah Azami, a écopé d'un mois et demi de prison ferme et cinq ans de privation de ses droits civiques. Le premier est en outre interdit de toute fonction publique pendant trois ans et trois mois et le second pour vingt-trois mois, sans que l'on comprenne très bien à quoi correspondent les fractions.

MM. Tajzadeh et Azami - et éventuellement le ministre de l'intérieur s'il est condamné - « paient » en fait la facture du succès foudroyant des candidats réformateurs dans la circonscription de Téhéran, et du camouflet infligé à cette occasion à l'invincible ancien président de la République et actuel chef du Conseil de discernement des intérêts de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. Chacun se souvient en effet de la mascarade du recomptage des voix, qui a retardé de quelques semaines la publication officielle des résultats de la capitale.

A trois mois de l'élection présidentielle, les condamnations de MM. Tajzadeh et Azami ne présentent rien de bon. Ce sont en effet le ministère de l'intérieur et les gouverneurs qui supervisent les scrutins. Certains se demandent si la mise en cause directe des responsables de la supervision des législatives ne prélude pas à l'invalidation des résultats de ces élections. Cela paraît peu vraisemblable, dès lors que le Conseil des gardiens a accepté ces résultats, son imprimatur étant indispensable pour l'entrée en fonctions du Parlement.

Ainsi va néanmoins l'Iran depuis quelque temps, la lutte entre factions rivales passant par le canal d'une justice entièrement acquise aux idées les plus conservatrices, sinon les plus obtuses, et n'hésitant pas à qualifier de « subversif », « contre-révolutionnaire » et « anti-islamique », voire de « putschiste », le moindre écart de pensée. Les partisans des réformes en sont réduits, eux, à protester verbalement, se heurtant invariablement à la puissance d'institutions entièrement verrouillées par leurs adversaires.

Suspicion par Nicolas Vial



« LA PLUS GRANDE PRISON »

La presse libre est désormais bâillonnée. Non seulement les publications ont été suspendues ou fermées, mais il ne se passe pratiquement pas de semaine sans qu'au moins un journaliste soit arrêté et jeté en prison.

Dans son dernier « pointage », daté du 26 février, l'organisation Reporters sans frontières (RSF) - qui garde les yeux grands ouverts sur cet Iran devenu « la plus grande prison » et sur le Guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, qu'elle tient pour « l'un des vingt-deux pires ennemis de la liberté de la presse » - a recensé treize journalistes emprisonnés. Le dernier à avoir été arrêté (le 24 février) est Reza Alijani. Son épouse, Parvane Bakhtiari, était toujours sans nouvelles de lui dimanche 4 mars, aucune autorité n'ayant jugé utile de l'informer même de son lieu d'incarcération.

Plus inquiétant est l'état de santé d'Ezatollah Sahabi, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Iran e Farda*, arrêté à la mi-décembre 2000, condamné près d'un mois plus tard à quatre ans et demi de prison et dont l'état physique et psychologique, selon RSF, a « choqué » sa famille, le prisonnier n'ayant pas reconnu les siens. « Sa fille, qui souhaitait lui apporter des médicaments, a essuyé un refus des autorités judiciaires », affirme RSF.

Il n'est presque plus besoin de rappeler que des dizaines d'intellectuels croupissent eux aussi en prison pour pensée politiquement ou prétendument islamiquement non correcte, et quatre députés ont déjà été convoqués pour interrogatoire pour les mêmes raisons.

Le Parlement, à majorité réformatrice, a dit son intention de mener une enquête sur la manière dont s'exerce la justice à Téhéran. En admettant, ce qui est tout à fait hypothétique, qu'il puisse mener à bien son enquête, il n'est guère évident qu'il pourra changer le cours des choses. Quant au président Khatami, on ne sait toujours pas s'il sera, ou non, candidat à sa propre succession. Ses adversaires, ou du moins certains d'entre eux, ont poussé le cynisme jusqu'à l'encourager à poser sa candidature. Ironiquement, Mohsen Rezaï, l'ancien chef des Gardiens de la Révolution (pasdars), dont M. Khatami avait exigé et obtenu le limogeage, s'est fait leur porte-parole.

Mouna Naïm

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Royonnet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon (Éditoriaux et analyses) ;
Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ;
Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Enquêtes) ;
Éric Le Boucher (International) ; Patrick Jarnac (France) ; Anne Chemin (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises,
Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Conflits du travail en Lorraine

AU TRENTE-HUITIÈME jour de la grève sans grévistes - ou presque - les positions restent inchangées dans le bassin lorrain. La CGT ne veut pas qu'il soit dit que son action vise à diminuer la productivité française dans les secteurs industriels contribuant à la défense de l'Europe.

Elle donne comme preuve de la pureté de ses intentions le fait que, le 27 janvier, quand les ouvriers ont refusé d'effectuer la coulée des deux hauts-fourneaux encore en service à Micheville, le litige ne portait que sur une augmentation de 30 % de la prime de tonnage pour les fondeurs et sur l'examen immédiat de quelques revendications particulières. La menace, laisse-t-on entendre, n'était qu'un moyen d'intimidation.

Cependant la coulée ne s'est pas faite à l'heure voulue ; elle aurait pu être utilement effectuée à la relève des équipes, en admettant

qu'il n'y ait eu au début que mauvaise volonté de quelques-uns. Huit heures et même douze heures après le moment fixé, l'opération eût rencontré des difficultés techniques accrues, mais elle eût permis de sauver les fours désormais hors d'usage.

Sans donner à aucun moment l'impression que leur action n'était pas délibérée, les meneurs se sont opposés à ce qui pouvait conserver l'usine entière et lui faire retrouver assez vite son activité. Aux quatre hommes plus particulièrement responsables contre lesquels la compagnie a porté plainte, le parquet, après enquête, en a adjoint trois autres, qui seront jugés mardi à Nancy pour entrave à la liberté du travail ayant entraîné de graves dommages.

Raymond de Nys
(9 mars 1951.)

DaimlerChrysler : les ratés du modèle germano-américain

Suite de la première page

Après l'échec de sa tentative de diversification dans l'aéronautique, menée avec la bénédiction des pouvoirs publics allemands dans les années 1980 et 1990, le groupe décidait, avec l'arrivée aux commandes de M. Schrempp en 1995, de revenir à ses premières amours, l'automobile. Il se lançait sans remords dans la course à la taille, pour tirer son épingle du jeu de la mondialisation.

Pour survivre, il lui fallait, dans l'esprit de son patron, cesser de faire peu de voitures très chères, réservées à un public réduit, pour en fabriquer beaucoup sur une base mondiale : la prise de contrôle de Chrysler, en 1998, puis l'achat de 34 % du japonais Mitsubishi Motors, au printemps 2000, correspondaient à cette vision. Daimler rejoignait enfin General Motors et Ford, comme Toyota l'avait fait dans les années 1980, comme Renault le tenta de son côté avec le japonais Nissan. « L'alliance de croissance » promise par M. Schrempp devait illustrer l'émergence d'un capitalisme germano-américain, susceptible de concilier le meilleur des deux modèles. Avec plus ou moins de bonheur, d'autres grands patrons allemands se sont lancés dans une stratégie de croissance externe semblable, secouant les habitudes germaniques : Jürgen Schrempp, au volant depuis 1995, incarne à merveille cette génération. Pour le meilleur et pour le pire.

La fusion s'est en effet mal

déroulée. Les premières synergies atteintes, l'intégration est restée limitée : les échanges technologiques sont rares, Mercedes est soucieuse de protéger sa réputation, la communication avec les anciens dirigeants de Chrysler, remerciés peu à peu, a buté sur des problèmes culturels. Rentable au moment de la fusion, Chrysler a vu ensuite ses marges fondre avec le ralentissement du marché automobile américain. Le groupe est passé dans le rouge au second semestre 2000. Mitsubishi doit lui aussi amorcer un difficile redressement.

35 500 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Pour recoller les morceaux, M. Schrempp adopte une triple stratégie. Il s'agit tout d'abord de relever le défi industriel constitué par le redressement de Chrysler et de Mitsubishi Motors. Les dirigeants de DaimlerChrysler entendent « à l'américaine » couper sans états d'âme dans les coûts - 35 500 suppressions d'emplois à la clé -, puis remodeler leurs gammes. L'assainissement engagé prendra du temps. Il va coûter une fortune à la maison mère, qui annonce d'ores et déjà pour 2001 une perte opérationnelle record, entre 1,2 et 1,7 milliard d'euros (7,8 et 11,1 milliards de francs) ! Si M. Schrempp annonce un retour aux bénéfices en 2002 pour Chrysler, le succès est loin d'être assuré : « Personne ne sait comment vont évoluer les marchés asiatiques et américains. S'ils reculent fortement, les choses risquent d'empirer, repoussant le retour aux bénéfices de Chrysler », souligne Georg Stürzer, analyste automobile à l'Hypo-Vereinsbank.

Pour son deuxième chantier, M. Schrempp doit chercher à regagner la confiance de ses actionnaires. Récemment, il est allé présenter sa contre-attaque aux autori-

tés koweïtiennes, qui détiennent un peu plus de 7 % du capital de DaimlerChrysler. Il soigne ses relations avec la Deutsche Bank (12 %). L'ancienne banque maison garde patience mais elle est aussi, actionnaires obligés, de plus en plus attentive à la valeur de son imposant portefeuille de participations industrielles.

L'exercice de séduction est délicat. Les actionnaires américains, habitués à d'autres résultats, donnent de la voix. Ils n'ont pas apprécié que M. Schrempp reconnaisse l'autonomie dernier que « la fusion entre égaux » annoncée en mai 1998 était en fait un rachat pur et simple de Chrysler. Kirk Kerkorian, le milliardaire américain, alors troisième actionnaire du groupe, a déposé plainte contre DaimlerChrysler. Il a depuis décidé de vendre une partie de sa participation.

Enfin, M. Schrempp entend consolider sa position interne, un objectif sans doute plus facile à atteindre. La création d'un conseil automobile exécutif, qu'il présidera, doit lui permettre de superviser le rapprochement entre les trois pôles. Autre élément d'importance dans le capitalisme allemand, M. Schrempp continue d'être soutenu par les représentants du personnel, qui détiennent la moitié des sièges au conseil de surveillance. « Il n'y a pas

d'autres choses à faire », explique un syndicaliste, même si le climat actuel alimente l'inquiétude du personnel.

Restructuration difficile, management aux quatre coins du monde, personnel inquiet, actionnaires nerveux, Jürgen Schrempp n'est pas encore à l'abri d'une sanction du capitalisme à l'américaine auquel il a ouvert la porte. Pis, le groupe peut être menacé, vu le niveau actuel de sa capitalisation boursière, par une prise de contrôle hostile : Deutsche Bank et JP Morgan étudient un plan de défense pour parer à toute offre inamicale. La confirmation de cette nouvelle a jeté un froid.

C'est aussi pour éviter une attaque hostile sur Mercedes que le mariage avec Chrysler avait été engagé, en 1998. Si le nombre des éventuels assaillants est réduit, vu la taille et les problèmes de la cible, nul doute que cette hypothèse devrait décupler l'énergie légendaire de M. Schrempp. Cela sera-t-il suffisant ? Le chancelier Schröder en personne a apporté son soutien à ce patron décidément très allemand. C'est « un dirigeant de grande valeur (...) qui mènera à bien sa tâche », a affirmé le chancelier. Pour de nombreux observateurs, l'heure de vérité pourrait sonner dès 2002.

Philippe Ricard

RECTIFICATIFS

RENNES

Le groupe Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) de Rennes ne soutient pas la liste Motivé-e-s de Rennes (*Le Monde* du 6 février), ni aucune liste pour les élections municipales. Les membres d'Attac candidats sur cette liste le sont à titre individuel.

DANONE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 3 mars, Findim, société actionnaire de Danone, n'appartient pas à la famille Agnelli, mais à une famille proche, les Fossati. La famille Agnelli ne détient que 4,24 % du capital de Danone et reste le second actionnaire derrière Lazard, qui possède actuellement 4,9 %.

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Polyeucte et les talibans *par Gérard Fussman*

La destruction par les talibans des Bouddhas géants de Bamiyan a suscité un concert de protestations dont il faut se réjouir. Mais la lecture de certains articles incite à s'interroger sur le sérieux dont fait preuve la presse dite d'information. C'est ainsi qu'une interview parue dans *Le Monde* (4-5 mars) nous apprend l'existence d'un chef de la mission « de la Société des explorateurs français » en Afghanistan, qui allait se rendre « en mission d'inventaire du patrimoine archéologique de cette vallée », quatre-vingt ans après Alfred Foucher, des dizaines d'archéologues français, européens et afghans et des milliers de touristes. Ce chef de mission aurait même vu « des archéologues et des professeurs pleurer » à l'annonce de la décision de détruire ces statues. Il reste donc un service archéologique afghan à Kaboul ? Et qui a remplacé nos collègues exilés, morts de faim ou sous les bombes ? Qui donc les a formés ? Qui donc les paie ?

On parle depuis si longtemps des antiquités afghanes que les journalistes du *Monde* auraient pu facilement savoir que les deux derniers archéologues de terrain français ayant travaillé à Bamiyan étaient aujourd'hui un titulaire de la chaire d'archéologie d'Asie du Sud (la seule de ce genre en France) à l'université Paris-III, l'autre professeur au Collège de France – où, justement, se professait un cours sur Bamiyan –, et que l'ancien directeur du service archéologique afghan, auteur d'une thèse sur Bamiyan, était maître de conférences à l'université Marc-Bloch de Strasbourg.

Il aurait fallu rappeler que le visage du grand Bouddha a sans doute été détruit dès l'arrivée de l'islam, il y a plus de douze siècles, et ses jambes au XVIII^e siècle par les canons du Persan Nadir Shah ; que les destructions des peintures sont sans doute plus à déplorer que celle de ces spectaculaires géants, mais que celles-ci ont commencé dès que le gouvernement central n'a plus fait sentir son autorité.

A Hadda, les fouilles étaient protégées et gardées par l'armée. Au début de la guerre civile, quand cette garde fut retirée, le site archéologique et le petit musée de Jelalabad furent détruits. Les plus belles têtes se retrouvèrent sur le marché des antiquités. Le si généreux (*Le Monde* du même jour) Metropolitan Museum de New York en expose une qu'il n'a pas l'intention de rendre. Ce n'est pas exonérer les tali-

gés et gardées par l'armée. Au début de la guerre civile, quand cette garde fut retirée, le site archéologique et le petit musée de Jelalabad furent détruits. Les plus belles têtes se retrouvèrent sur le marché des antiquités. Le si généreux (*Le Monde* du même jour) Metropolitan Museum de New York en expose une qu'il n'a pas l'intention de rendre. Ce n'est pas exonérer les tali-

gés et gardées par l'armée. Au début de la guerre civile, quand cette garde fut retirée, le site archéologique et le petit musée de Jelalabad furent détruits. Les plus belles têtes se retrouvèrent sur le marché des antiquités. Le si généreux (*Le Monde* du même jour) Metropolitan Museum de New York en expose une qu'il n'a pas l'intention de rendre. Ce n'est pas exonérer les tali-

gés et gardées par l'armée. Au début de la guerre civile, quand cette garde fut retirée, le site archéologique et le petit musée de Jelalabad furent détruits. Les plus belles têtes se retrouvèrent sur le marché des antiquités. Le si généreux (*Le Monde* du même jour) Metropolitan Museum de New York en expose une qu'il n'a pas l'intention de rendre. Ce n'est pas exonérer les tali-

Les œuvres d'art qui subsistaient en Afghanistan ont dû leur survie soit au fait qu'elles étaient enterrées, soit à la protection armée donnée par le gouvernement afghan quand celui-ci se voulait éclairé (de 1922 à 1990)

bans, en effet, que de rappeler que, depuis la fin du premier siècle de l'Hégire, les musulmans détruisent les idoles. Les Indiens en savent quelque chose. L'islam traditionnel interdit aussi la reproduction du visage humain, l'homme ne devant pas rivaliser avec l'œuvre du Créateur.

Les œuvres d'art qui subsistaient en Afghanistan ont dû leur survie soit au fait qu'elles étaient enterrées, soit à la protection armée donnée par le gouvernement afghan quand celui-ci se voulait éclairé (de 1922 à 1990). Dès que le gouvernement afghan était affaibli, et plus encore maintenant qu'il est fondamentaliste (si l'on peut encore parler de gouvernement), les œuvres d'art accessibles étaient détruites.

Le marché de l'art s'en est aussi mêlé : depuis 1975 arrivent à Londres et à Tokyo, où les achètent musées et riches collectionneurs, objets de l'âge du bronze, monnaies, manuscrits, sculptures, bouddhiques ou non. Tout le monde le sait, surtout à Peshawar où se pressent les acheteurs et où on a l'habitude de trafiquer des antiquités bouddhiques, qu'elles proviennent du Pakistan ou d'Afghanistan.

vent aujourd'hui en Europe, au Japon, aux Etats-Unis. On peut même se demander si le pillage du musée de Kaboul n'a pas été commandité par les antiquaires de Peshawar ; ils savent que leurs clients occidentaux et japonais ne sont pas très regardants sur l'origine des objets qu'ils leur proposent.

A moins que la destruction d'un monument ne nous frappe d'abord comme symbole d'une barbarie qui ne recule devant le massacre ni des hommes ni des œuvres d'art. A ce titre, la destruction des bouddhas de Bamiyan serait le symbole de la tragédie que vit le peuple afghan – ses femmes privées de tout droit, ses enfants sans écoles ni hôpitaux, ses hommes aussi, qui ne sont pas tous des brutes ignorantes et sanguinaires, tant s'en faut.

Les ruines de Bamiyan témoigneraient de la tragédie afghane comme celles de la cathédrale de Reims symbolisaient les massacres sans nom de la première guerre mondiale, celles de Coventry et de Dresde la souffrance des hommes et des femmes écrasés sous les bombes incendiaires. Espérons pour l'humanité que c'est pour cette rai-

son que les intellectuels occidentaux s'émeuvent plus de la destruction de bouddhas plusieurs fois reconstruits que du martyre de tout un peuple.

Il faudra bien un jour que l'humanité reprenne le combat de Voltaire pour l'éducation, la tolérance et l'intelligence. Les paroles ne suffiront pas. Il faut aussi faire cesser les humiliations politiques et économiques qui transforment de paisibles agriculteurs en extrémistes. Il faut cesser de considérer comme des gouvernements fréquentables les gouvernements qui financent et appuient cet extrémisme, même quand ils nous fournissent du pétrole à bon marché et nous achètent des armements. Les nomades afghans (Pashtounes) n'ont jamais été un peuple très pacifique ni tolérant. Mais l'Arabie saoudite, fondamentaliste (wahabite) de par sa Constitution, et les Emirats arabes unis ne sont pas étrangers à la victoire des plus obtus sur les plus ouverts.

Qu'on ne prenne pas ces lignes pour une attaque contre l'islam. Cet extrémisme n'est pas inhérent à son essence. L'islam n'est pas obscurantiste. Il est des juifs extrémistes tout aussi condamnables que les extrémistes musulmans, et point n'est besoin de remonter jusqu'à Byzance, l'Inquisition et les guerres de religion pour savoir que des chrétiens peuvent être iconoclastes, obscurantistes et d'une inhumaine cruauté.

Critiquons les talibans et espérons qu'un jour l'œuvre de progrès commencée en 1919 en Afghanistan reprenne son cours. Mais n'oublions pas que nous donnons, ou donnions, en exemple à nos enfants ces destructeurs d'idoles que furent Moïse et Polyeucte ni que les statues africaines qui ornent nos musées ont survécu aux massives destructions ordonnées par nos missionnaires. Non, Voltaire n'a rien perdu de son actualité.

Gérard Fussman est professeur au Collège de France (chaire d'histoire du monde indien).

Allah, que de crimes en ton nom !

AINSI, nonobstant l'indignation quasi unanime des milieux politiques, diplomatiques et culturels internationaux, le régime des talibans serait sur le point de procéder à la destruction des statues de Bouddha, à Bamiyan, en Afghanistan. Prétexte : la fatwa émise par le mollah Mohammed Omar, émir autoproclamé du pays. Une fatwa, l'opinion publique le sait pertinemment, est une espèce d'édit qui n'engage et ne devrait engager que celui qui la prononce.

En islam, il n'y a pas d'autorité centrale aux décrets de laquelle la communauté musulmane est tenue d'obéir. La fatwa du mollah Omar n'a donc aucune légitimité doctrinale ou théologique, parce qu'elle n'a aucun fondement coranique.

L'islam est victime des agissements hystériques de quelques-uns

Au VII^e siècle, ayant conquis Jérusalem, le calife Omar, proche compagnon du prophète Mohammed, a dû prier à l'extérieur de l'église de Saint-Sépulcre de peur de la voir annexée après son départ. Par conséquent, pour cette action programmée qui offense l'esprit humain et outrage un patrimoine culturel universel, l'islam ne peut être ni responsable ni coupable. Seule la folie meurtrière des hommes peut y être invoquée.

Reprenant presque mot pour mot ce que disait Averroès (1126-1198), le philosophe arabo-andalou, après que des fanatiques de son temps eurent ordonné la destruction par le bûcher de ses manuscrits, Montesquieu écrit : « Comme la religion se défend beaucoup par elle-même, elle perd plus lorsqu'elle est mal défendue »

que lorsqu'elle n'est point du tout défendue. »

Dans cette affaire, l'islam est victime des agissements hystériques de quelques-uns, ce que nous ne pouvons cautionner. Comment accepter d'être l'otage d'un délire selon lequel le retour de l'idolâtrie serait proche et que cette idolâtrie mettrait l'islam en péril ?

Oui, l'islam risque un jour de disparaître sous le poids écrasant de régimes théocratiques ou de factions islamistes en métastase et qui, par leur absurdité, ont déjà démantelé une partie de ses idéaux. Ce n'est évidemment pas dans cet islam qui, jadis et naguère, avait donné au monde une des plus brillantes civilisations, qu'il faut chercher une quelconque explication à ce qui relève nettement de l'irrationnel et de l'idéologique. Si des crimes odieux sont commis par les talibans – le talibanisme n'étant qu'une branche du totalitarisme –, l'opinion publique doit savoir qu'ils ne peuvent être imputés aux autres musulmans, soit aujourd'hui plus d'un milliard d'âmes sur la planète. Ceux-ci vénèrent Dieu dans le respect de toutes les traditions culturelles et religieuses, qu'elles soient monothéistes ou non monothéistes. En tant qu'intellectuels de culture et de tradition musulmane, nous avons voulu exprimer notre indignation et rappeler notre solidarité avec les bouddhistes du monde entier. Nous leur disons que la sinistre entreprise qui vise des monuments vieux de mille huit cents ans ne relève plus, depuis longtemps, d'un registre connu en islam. Toute autre interprétation du Coran est selon nous tendancieuse et ne peut nous concerner.

Adonis est poète ; Malek Chebel est anthropologue ; Mohsen Draz est islamologue ; Mezri Haddad est philosophe ; Salah Stétié est poète et écrivain.

► www.lemonde.fr/afghanistan

Jusqu'au 31 mars 2001



300 FTTC offerts
sur *alapage.com*
pour tout achat
d'un coffret WAP
Itineris ou OLA*

Bénéfice Net
exclusivement dans votre
Agence France Télécom

Livres, Hifi, CD, Vidéo...
Votre shopping sur le Web
et désormais sur le WAP.



alapage.com

*Offre valable du 1^{er} au 31 mars 2001 inclus sous réserve de l'achat d'un coffret WAP Itineris ou OLA et la souscription concomitante à l'un des forfaits Itineris ou OLA (hors Abonnement à 49 FTTC/mois et Compte Mobile OLA) d'une durée minimum de 12 mois après la Période d'Essai de 3 mois. Prix de mise en service inclus. Forfaits de communications en France métropolitaine hors numéros spéciaux, dans la zone de couverture du service. Offre cumulable avec les promotions en cours. Bon d'achat d'une valeur unitaire de 300 FTTC (45,73 €) valable du 01/03/2001 au 30/06/2001 inclus sur www.alapage.com/wap-mars et <http://wap.alapage.com>, hors articles en téléchargement, pour tout achat d'un montant supérieur à 300 FTTC (45,73 €). Ce bon d'achat est non remboursable, non cumulable avec d'autres bons et promotions en cours sur www.alapage.com/wap-mars et <http://wap.alapage.com>. Téléphones utilisables exclusivement sur le réseau Itineris avec la carte SIM incluse dans le coffret. Wap : Wireless Application Protocol. Téléphones préprogrammés pour une connexion à la plateforme d'accès au Wap Itineris. Pour changer de plateforme d'accès, appeler le n° 0 800 124 134.



france tele.com
bienvenue dans la vie.com

Le retour de la fièvre aphteuse

La résurgence de la fièvre aphteuse en Grande-Bretagne renvoie le monde moderne aux grandes peurs épidémiques du passé. Si elle ne menace pas l'homme, cette maladie hautement contagieuse, susceptible de frapper de nombreuses espèces animales, a toujours accompagné le monde paysan. Fallait-il arrêter de vacciner ? Alors que les pays de l'Union européenne s'arc-boutent aujourd'hui pour contenir le fléau, la question resurgit forcément. En 1990, les autorités de la Communauté européenne avaient tranché : pour des raisons essentiellement commerciales, compte tenu de la division du monde en pays « propres » et « sales », il fallait passer dans la première catégorie pour partir à la conquête des marchés. Aujourd'hui, c'est tout le modèle de l'agriculture productiviste qui vacille, une nouvelle fois

Dossier réalisé par
Jean-Louis Andreani,
Dominique Buffier,
Sophie Gherardi,
Benoît Hopquin,
Jean-Yves Nau
et Marcel Scotto

Avant 1991 : un mal endémique

La fièvre aphteuse est redoutée par le monde paysan depuis des siècles. Le professeur Jean Blancou rappelle que sa première description clinique fiable date de 1546 : le célèbre médecin Girolamo Frascato – ou Frascator – décrit alors une épizootie en regardant dans la bouche voyaient d'abord quelques aspérités, puis de petites pustules sur le palais et dans toute la bouche... » (Histoire de la surveillance et du contrôle des maladies animales transmissibles, Editions de l'Office international des épizooties).

De nombreux épisodes épidémiques furent décrits par la suite, sans que l'on comprenne à quoi étaient dus ces symptômes chez les bovins, les ovins, les caprins et les porcs. Et, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, son caractère contagieux fut souvent ignoré, voire nié. On évoqua, au fil du temps, de nombreuses hypothèses, climatiques ou alimentaires. Fruit des progrès majeurs de l'époque pastorière, l'agent causal de la fièvre fut isolé, puis identifié en 1897 par les biologistes allemands Löffler et Frosch. Ce virus fut ainsi le premier isolé chez l'animal. L'année suivante, des vétérinaires français établissaient la grande susceptibilité des suidés domestiques (porcs), ainsi que la possibilité de contamination

naturelle du buffle, du chameau, de l'auroch, du yack, des antilopes. « La réceptivité des êtres humains à la fièvre aphteuse a été, et reste, un sujet très controversé », souligne le professeur Blancou. (...) De 1810 à 1840, des chercheurs allemands et français inoculèrent des volontaires avec des produits de lésions de mamelles de vaches atteintes. (...) Cette inoculation ne réussit que chez un enfant, qui guérit rapidement. (...) Dans certains cas, cependant, le virus de la fièvre aphteuse a pu être isolé et typé à partir de lésions observées chez l'homme. »

Un quart de siècle après l'isolement du virus, deux vétérinaires français, Vallée et Carré, annonçaient la découverte de deux variants, qu'ils baptisèrent « types O et A » pour les avoir découverts dans l'Oise et dans les Ardennes. Et c'est en 1925 que Vallée, Carré et Rinjard publièrent les premiers résultats positifs de vaccination à partir d'un virus purifié, obtenu *in vivo* et formolé. Depuis, de nombreux progrès ont été accomplis, même si l'immunisation des animaux demeure, là où elle est encore pratiquée, d'une efficacité parfois limitée.

Dès 1546, Frascator avait saisi qu'il fallait impérativement « séparer la bête isolée du reste du troupeau ». L'interdiction des mouvements d'animaux en cas d'épizootie de fièvre aphteuse apparut dans la réglementation à la fin du

XIX^e siècle en Grande-Bretagne. L'abattage ne commença à être mis en œuvre qu'à partir des années 1860 dans ce pays. « Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la fièvre aphteuse n'étant pas considérée comme économiquement grave et sa contagiosité restant controversée, aucune mesure d'abattage n'était prévue », explique le professeur Blancou.

Dès le début du XIX^e siècle, on chercha, via l'« aptionisation », à utiliser des matières virulentes recueillies sur des animaux malades et à les inoculer dans les organismes des animaux sains, de la même manière que Jenner avait préalablement réussi, avec la « variolisation », à protéger contre la variole humaine. De 1810 à 1930, on ne compte pas les multiples méthodes expérimentales mises en œuvre en Europe pour tenter d'immuniser les bêtes par une autre méthode que le vaccin. Avant que l'on commence à douter de la nécessité de la vaccination.

Contrairement à une idée répandue, les pays qui se déclarent aujourd'hui indemnes n'ont pas toujours été épargnés. L'Amérique du Nord notamment, où la dernière épizootie due au virus aphteux a été observée en 1954, n'a obtenu l'éradication que grâce à des campagnes systématiques de vaccination. Discussions et controverses professionnelles chez les spécialistes européens ont commencé en

1985. Cette année-là, une directive du 18 novembre du Conseil des communautés européennes préfigurerait les futures mesures d'abandon de la vaccination.

Par la suite, différents travaux sanitaires et économiques conduisirent les responsables européens à prendre, en pleine connaissance de cause, le pari de l'arrêt de la vaccination, estimant que cette politique était, tout bien pesé, plus rationnelle et offrait des avantages commerciaux. Les cent cinquante pays membres de l'Office international des épizooties (OIE) avaient parallèlement décidé d'imposer aux pays indemnes de ne pas importer « des animaux des espèces sensibles, des produits d'origine animale et certains produits potentiellement contaminés comme les plantes en provenance de pays atteints de fièvre aphteuse ».

Des dispositions antérieures facilitaient la décision de supprimer la vaccination, dans les pays européens en 1990-91. Dès 1948, l'article 20 du GATT consacrait en effet le droit des pays d'interdire l'importation d'un produit jugé menaçant pour la santé des humains, des animaux et des plantes, entérinant ainsi, de fait, le partage du monde en deux grandes régions : les pays ayant réussi à éradiquer le virus et ceux qui – qu'ils vaccinent ou non leurs cheptels – reconnaissent ne pas avoir pu s'en débarrasser. La division entre pays « indemnes »

et pays « non indemnes » était passée à l'intérieur de la Communauté européenne à partir de l'entrée de la Grande-Bretagne et de l'Irlande en 1973.

En 1995, un nouvel accord, dans le cadre du cycle de l'Uruguay, dit « accord SPS » (sanitaire et phytosanitaire), précisera les choses : la règle de base étant la liberté du commerce, il faut mettre en avant la preuve scientifique qui permet de déroger à la règle. L'accord SPS revient à reconnaître, sur le plan des normes commerciales, la légitimité des barrières sanitaires. L'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a succédé au GATT en 1995, ne s'occupe d'ailleurs pas directement de normes sanitaires. Elle laisse ici œuvrer l'OIE.

La vaccination était aussi, d'une certaine façon, une solution de facilité, qui pouvait dispenser d'une certaine hygiène. Dès les années 1980, avaient été créées en Bretagne, à l'initiative des éleveurs, des « zones indemnes » où les éleveurs prenaient le risque de ne pas vacciner. Après la décision européenne de 1990, l'Argentine, elle aussi, créa des « régions indemnes » : on n'y vaccine pas, mais on met dans des zones-tampon des « animaux sentinelles » très sensibles au virus et qui servent à donner l'alerte en cas d'épizootie. Du coup, la viande argentine « indemne » pourra être exportée dans l'Union européenne.

1990-1991 : la suppression de la vaccination

Nous militons pour la levée de l'arrêté de vaccination obligatoire contre la fièvre aphteuse. Une demande dans ce sens est introduite à Bruxelles. Lorsque la France sera devenue « zone propre », une énorme barrière sera levée. Nous pourrions accéder avec nos produits aux marchés de l'Extrême-Orient. » En mai 1990, Guy-Raoul d'Haranbure, patron d'une des plus grosses entreprises de la filière viande, la Socopa, ne cachait pas les motifs économiques qui motivaient sa volonté de voir disparaître la vaccination obligatoire. Le lobbying sera rapide et efficace. Il est dans l'air du temps. Un mois plus tard, le 26 juin 1990, une directive européenne interdit la vaccination sur le territoire de la CEE.

La directive substitue à la vaccination une politique « d'abattage total et de destruction des animaux infectés ». Pour arriver à cette déci-

jour après la directive européenne, l'Assemblée nationale adopte définitivement le projet de loi qui la transpose et interdit en France la vaccination obligatoire contre la fièvre aphteuse. Le texte n'a certes pas suscité de grands débats dans l'opinion, mais il n'est pas non plus passé comme une lettre à la poste ; une demande de « vote sans débat » a été repoussée. Sur cinq orateurs, un député PC rejette le projet, un apparenté UDF le vote comme à regret. Un RPR, un centriste, un socialiste, l'approuvent, avec des interrogations. Mais aucun n'est persuadé que la fièvre aphteuse fait partie du passé : tous ont une préoccupation commune, l'indemnisation des éleveurs en cas de retour de l'épizootie.

Face à cet accueil mitigé, le compte rendu officiel du débat montre un gouvernement conscient de prendre un risque – « calculé », dit Louis Mermaz,

de profession, aujourd'hui secrétaire d'Etat aux PME, au commerce à l'artisanat et à la consommation –, savent que la vaccination est supprimée alors que des foyers sont encore actifs aux portes de l'Europe. Une partie des orateurs exprime d'ailleurs leurs réticences, voire leurs désaccords.

Le rapporteur, pour sa part, précise que la fin de la vaccination « ne signifie pas la cessation de la lutte contre la fièvre aphteuse », mais « ouvre une nouvelle page de son histoire ». En effet, des « données objectives (...) d'ordres sanitaire, commercial et économique » autorisent, selon lui, à cesser la vaccination. M. Patriat rappelle que quatre pays membres de la Communauté européenne (Grande-Bretagne, Irlande, Danemark et Grèce) ont déjà cessé la vaccination et mettent « de facto certaines barrières à la circulation des animaux vivants ou des viandes à l'inté-

la division de l'Europe, avec une partie des pays en zone « propre ». Le ministre précise : « Une harmonisation (...) permettra de développer nos exportations vers de nouveaux marchés et de mieux nous protéger contre les importations de certains pays continuant de vacciner. »

Même si l'ajoute que la suppression de la vaccination représente une économie de 200 millions de francs (de l'époque) par an, M. Patriat n'ignore pas que le risque reste présent : « Il est bon que nous cessions de vacciner, mais il est nécessaire que, parallèlement, nous prenions des mesures de dépistage, de protection et d'indemnisation (...). Il subsiste des foyers infectieux tout près de nous, en Afrique du Nord par exemple, et quand on sait la virulence du germe de la fièvre aphteuse, on se doit d'être vigilant. »

De son côté, le ministre de l'agriculture rappelle que « dans les départements à forte densité porcine, les Côtes-d'Armor par exemple, seuls les bovins sont vaccinés » et que, « en dépit de cette situation de vaccination relative, aucun cas de fièvre aphteuse n'est apparu en France depuis 1981 ». M. Mermaz conclut : « Certains diront que (...) nous prenons un certain risque. On prend toujours un risque dans la vie. Les éléments de surveillance prévus, la longue connaissance, en France, des vétérinaires et des éleveurs en matière de lutte contre cette maladie, le fait que l'on sera excessivement vigilant nous permettent de prendre ce risque. Il est calculé. »

Pierre Goldberg (PC, Allier) est le premier orateur à s'exprimer. Il annonce que son groupe ne peut pas approuver le texte, réfute point par point l'argumentation du ministre et du rapporteur. Elu d'un bassin d'élevage fameux, il affirme : « Les éleveurs charolais sont inquiets (...). Ils estiment qu'il y a une contradiction dans le fait d'interdire cette vaccination qui a permis (...) l'éradication de la maladie. Ils ont en mémoire l'effroi provoqué à plusieurs reprises par les vagues déferlantes d'un fléau ruinant de nombreuses exploitations. » Le député pose plusieurs questions : après la suppression de la vaccination, « quel sera alors le fond immunitaire du cheptel si apparaît un foyer de fièvre aphteuse, compte tenu de l'extinction de la vaccination ? (...) Pouvons-nous être assurés que les contrôles aux frontières seront tels, demain, que toute entrée d'animaux contaminés sera impossible ? ». Eleveur lui-même, Roger Lestas (app. UDF, Mayenne) rejoint les criti-

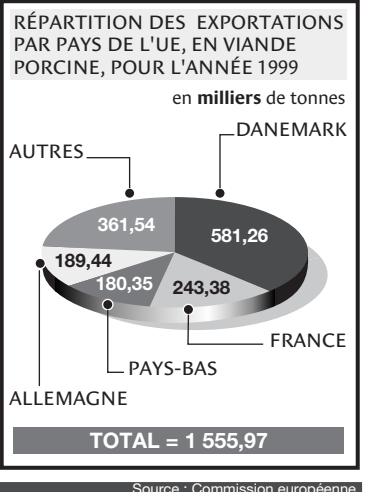
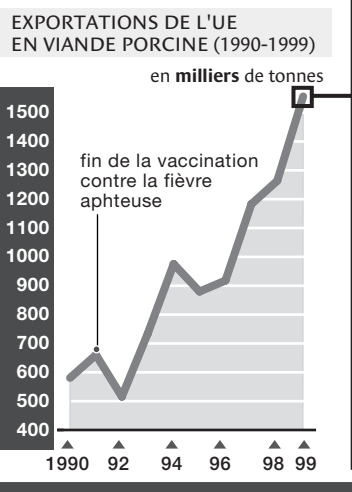
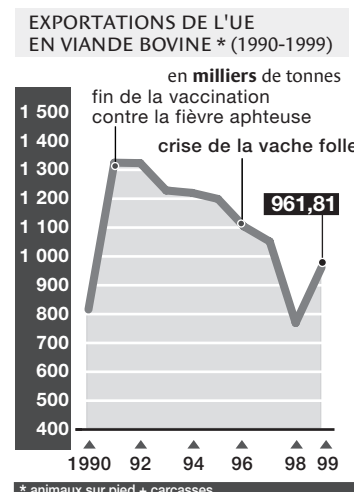
ques du député communiste de l'Allier, même s'il se refuse à mener un « combat d'arrière-garde » contre la directive européenne. Il évoque son expérience personnelle : « n'a-t-il pas été confronté personnellement, à trois étapes de sa vie, à la fièvre aphteuse ? « Croyez-moi, lance-t-il, voir les bulldozers creuser des fosses pour enterrer les animaux est un spectacle que nous n'avons pas envie de revoir (...). La

« Certains diront que nous prenons un certain risque. On prend toujours un risque dans la vie »
Louis Mermaz

« cocotte », comme nous l'appelions à l'époque, je connais ses ravages et ses conséquences. La perspective de devoir arrêter la vaccination ne soulève pas l'enthousiasme des éleveurs. On nous dit que cette décision nous permettra de devenir « zone propre » (...). Franchement, depuis qu'il n'y a plus eu de cas aphteux, nous n'avons pas la sensation d'être « sales ». Quant à la qualification de « zone propre », c'est une qualification commerciale édictée par les Etats-Unis. » A l'inverse, Gaston Rimareix (PS, Creuse), favorable à la fin de la vaccination, lance : « Les importations japonaises de viande bovine augmenteront de 400 000 tonnes d'ici à la fin du siècle (...). L'un des premiers obstacles à franchir pour conquérir ce marché [est] bien de devenir une zone propre. » La suite montrera que l'élu creusois était bien optimiste...

Le texte voté ce jour-là, qui deviendra la loi du 10 juillet 1991, indique donc, dans son article 4, que la vaccination est interdite « sur le territoire national et pour toutes les espèces ». Conformément aux orientations de la directive européenne, il précise : « Toutefois, lorsqu'une épizootie de fièvre aphteuse menace de prendre un caractère extensif, la vaccination de certaines catégories d'animaux sur un territoire et pendant une période déterminée peut être rendue obligatoire. » La loi prévoit aussi une batterie de mesures – celles-là mêmes qui sont appliquées aujourd'hui – « en cas de suspicion ou de constatation de fièvre aphteuse ».

L'arrêt de la vaccination a favorisé les exportations de l'Union européenne



sion, la directive souligne que, « en vue de l'achèvement du marché intérieur pour le 1^{er} janvier 1993, (...) il est indispensable de mettre en œuvre une politique uniforme dans toute la Communauté ». Elle évoque aussi un « risque inhérent (...) à la manipulation du virus [et] (...) à l'utilisation du vaccin ». La directive détaille ensuite l'ensemble des mesures destinées à prévenir le retour de l'épizootie, ainsi que celles qui doivent être mises en œuvre en cas de malheur. Elle précise qu'« il peut être décidé d'instaurer la vaccination d'urgence (...) lorsque la présence de fièvre aphteuse a été confirmée et menace de prendre un caractère extensif ».

Le 26 juin 1991, un an jour pour

alors ministre de l'agriculture. Il est motivé par des considérations économiques et commerciales, mais aussi par une sorte de confiance dans l'avenir, qui se révèle aujourd'hui excessive. Ainsi M. Mermaz, en commentant la mise en place d'un « réseau d'alerte » pour mettre en œuvre un plan d'urgence en cas de retour de la maladie, affirme qu'un tel réseau « annonce l'évolution des missions dévolues aux services vétérinaires (...) dès lors que les grandes maladies ont été ou sont en voie d'être éradiquées par les actions de prophylaxie collective ».

Le débat montre aussi que tous, ministre, parlementaires, rapporteur – ce n'est autre que François Patriat (PS, Côte-d'Or), vétérinaire

rieur de la Communauté ». Le rapporteur évoque « certaines difficultés » rencontrées par la France à l'exportation, pour rappeler crûment la situation économique : « Il n'existe pas de marché mondial de la viande. Les seuls débouchés se situent en Amérique du Nord, Canada et Etats-Unis, ou en Asie, Japon et Corée du Sud. Or ces pays n'importent pas notre production parce qu'ils nous considèrent comme une zone « sale », dans la mesure où le maintien de la vaccination laisse supposer la persistance de foyers de fièvre aphteuse. » M. Mermaz renchérit en rappelant qu'une directive européenne de 1985, établissant des mesures communautaires de lutte contre la maladie, « avalise »



MICHEL SPRINGER/AVAP

Un bûcher établi à Bondus, près de Lille, le 5 mars, après l'abattage de six cents moutons.

Cinq siècles d'épizootie

- **1546.** Première description de la maladie, par le médecin Girolamo Fracastor, à l'occasion de l'épizootie survenue en Italie en 1514.
- **1776.** La fièvre aphteuse apparaît en France dans la généralité de Moulins. On la retrouve en 1785 et 1786.
- **1812.** La maladie se répand dans tous les départements français, notamment dans le Nord.
- **1897.** Les bactériologistes allemands Löffler et Frosch démontrent l'existence du virus.
- **1922.** Les scientifiques Vallée et Carée prouvent qu'il y a plusieurs types antigéniques de ce virus, expliquant ainsi la possibilité d'infections successives chez le même animal. Ils publient deux ans plus tard les premiers résultats positifs d'une vaccination.
- **1937.** Amélioration par Charles Mérieux de l'efficacité du vaccin contre la fièvre aphteuse.
- **1952.** Ce vaccin permet d'enrayer une épizootie en France.
- **1967-1968.** La Grande-Bretagne subit une grande épizootie qui nécessite l'abattage de 210 000 bovins, 110 000 porcins, 100 000 ovins.
- **1973.** Une souche asiatique envahit le Moyen-Orient et atteint la Turquie, la Grèce et Israël.
- **1974.** La Bretagne est touchée, puis la Basse-Normandie en 1979 et en 1981. L'épizootie gagne la Grande-Bretagne.
- **1990.** Le 26 juin, une directive européenne interdit les vaccinations. En cas de maladie, il faut procéder à des abattages systématiques. Un an plus tard, la France adopte ces mesures.
- **1993.** Des cas de fièvre sont signalés en Italie, Bulgarie et Russie.
- **1996.** Des épidémies apparaissent en Albanie, Macédoine, Serbie et Monténégro, ainsi qu'en Bulgarie, en Turquie et en Grèce. La Commission européenne livre plus de 200 000 doses de vaccins français pour l'Albanie.
- **2001.** Le 19 février, le gouvernement britannique signale l'existence de cas dans l'Essex. Le 21, Londres interdit toute exportation d'animaux vivants et la Commission européenne décrète un embargo jusqu'au 1^{er} mars sur l'ensemble des bovins, ovins, caprins et porcs britanniques ainsi que sur les produits alimentaires qui en dérivent. Le 6 mars, le Comité vétérinaire permanent, réuni à Bruxelles, préconise l'interdiction dans toute l'Union européenne du transport de bétail sauf vers les abattoirs et de ferme à ferme. En Grande-Bretagne, jeudi 8 mars, un total de 96 foyers a été détecté, 80 000 animaux sont voués à être abattus.

1991-2000 : une réussite trompeuse

MOTIVÉE notamment par des raisons commerciales, la décision de l'Europe d'interdire la vaccination n'a pas reçu d'opposition des services vétérinaires internationaux. L'Office international des épizooties (OIE), qui dépend de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) l'avalisent. La Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse – qui, malgré sa dénomination trompeuse, n'est pas une structure de l'Union européenne mais dépend de la FAO –, militera pour sa part contre la vaccination. Cette structure, créée en 1954, quand l'Europe pullulait de foyers infectieux, donnait même à la fin de la vaccination une valeur prophylactique.

« L'Europe avait fait des progrès considérables contre la maladie, explique aujourd'hui Yves Cheneau, chef du service de santé animale à la FAO. Mais la vaccination systématique permettait au virus de survivre indéfiniment chez des animaux porteurs sains et de se déclarer dès que les pays baisseraient la garde. En revanche, en accompagnant la suppression de la vaccination de mesures de vigilance au niveau européen, comme cela a été fait, on pouvait détruire le virus. »

En 1992, les artisans de cette politique d'éradication peuvent faire état d'une réussite : la fièvre aphteuse a disparu du territoire de la Communauté. Mais des changements géopolitiques vont rapidement remettre en cause ce succès. La mise en place du marché unique en Europe, en 1993, intensifie les échanges entre les Etats membres. Parallèlement, la chute du mur de Berlin contribue à l'imbrication des pays de l'Est dans les relations commerciales avec l'Union. La fièvre aphteuse ne s'en importera que plus facilement.

« La discussion sur l'arrêt de la vaccination, débutée en 1985, n'avait pas anticipé le redécoupage politique de notre continent en 1990 ni l'effondrement du bloc communiste », résume le docteur François Moutou, l'un des meilleurs spécialistes français de la fièvre aphteuse.

Ce péril aux frontières inquiète les autorités européennes. Au point que quelques responsables politiques envisagent alors de demander la vaccination dans les pays limitrophes, afin de créer un cordon sanitaire... En 1993, l'Europe décide d'interdire l'importation d'animaux venus des pays de l'Est : elle s'attire reproches et menaces de rétorsion de ces voisins, qui sont autant de nouveaux marchés. Bruxelles renonce bien vite à l'embargo.

Le commerce prime. Les conséquences ne tardent pas. Dès 1993,

un premier foyer infectieux apparaît dans des élevages du sud de l'Italie. La maladie a été importée de l'ex-Yougoslavie. L'épizootie remonte jusqu'en Lombardie avant d'être circonscrite. En 1996, la Grèce, à son tour, est contaminée par une vague provenant d'Albanie. Les autorités grecques parviennent également à maîtriser la propagation.

Le péril reste présent et nécessite la vigilance. Entre protection sanitaire et protectionnisme, l'Europe prohibe plusieurs fois des importations de pays où la maladie s'est déclarée. Ces derniers, notamment le Japon et la Corée, n'ont pas manqué, ces dernières semaines, de faire de même.

Le statut de pays indemne reste donc largement une rhétorique commerciale. Malgré l'incertitude sanitaire, les exportations de viande bovine de l'Europe communautaire vers les pays tiers, notamment vers la Russie, les pays de l'Est et le Proche-Orient, effectuent un bond impressionnant. Dès l'année 1992, les ventes extérieures de la CEE atteignent 1,3 million de tonnes, soit 40 % de plus qu'en 1990. Ce niveau d'exportation est maintenu jusqu'en 1996, année de la crise de la vache folle. Aujourd'hui, il est revenu à hauteur de la fin des années 1980.

La flambée des ventes européennes sur le marché mondial tient aussi aux aides (dites « restitutions ») à l'exportation accordées par le budget de l'Union. Ces « restitutions » sont plus ou moins élevées selon que les cours mondiaux s'éloignent ou non du prix du marché communautaire. Autrement dit, plus les cours européens se rapprochent des prix internationaux, plus l'enveloppe financière consacrée aux exportations permet d'élargir les ventes. Ce qui est vrai pour le bœuf l'est aussi pour le porc.

A partir de 1992, les exportations de viande porcine sont montées en puissance, atteignant plus de 1,5 million de tonnes en 1999, soit trois fois plus qu'au début des années 1990. La Russie, le Japon et la Chine deviennent ainsi des débouchés importants. Outre le label de « viande propre » et les « restitutions », le phénomène tient au productivisme acharné de ce secteur, illustré par les élevages bretons : dans la même période, les exportations françaises ont été multipliées par huit.

Bien que fascinés par le mythe du « marché japonais », les Français ne réussiront pourtant pas à atteindre cette cible, symbolique d'une certaine époque : en réalité, seul le Danemark parvient à faire adopter sa viande de porc par les consommateurs nippons : en 1999, les ventes danoises y atteignent 205 000 tonnes, contre 12 000 pour la France.

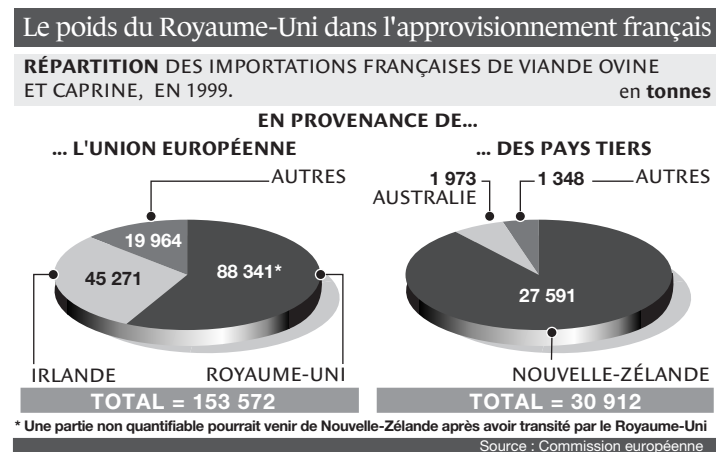
Le cas des moutons est particulier. L'Union est largement déficitaire, n'exportant que des quantités marginales (4 000 tonnes environ). En revanche, les échanges commerciaux entre Etats membres sont significatifs. Les principaux protagonistes sont le Royaume-Uni et la France, le premier pays exportant essentiellement vers le second – dont les importations représentent la moitié de la consommation intérieure. Le potentiel britannique à l'exportation s'explique par ses propres achats à la Nouvelle-Zélande (plus de 100 000 tonnes en 1999). Au titre de l'accord d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE, les Anglais sont autorisés à importer des antipodes des ovins à des conditions privilégiées.

L'impact commercial de la suppression de la vaccination est donc évident. La multiplication des foyers sur le Vieux Continent, même circonscrits rapidement après des abattages massifs, inquiète cependant la FAO. Le 17 février 1998, à Bruxelles, ses responsables lancent solennellement un « avertissement devant le risque croissant de ravages que des maladies animales épidémiques pourraient entraîner en Europe ». « Neuf des quinze grandes épidémies enregistrées dans le monde dans le secteur de l'élevage se sont produites en Europe », ajoutent les experts. Cet avertissement n'est pas entendu.

A l'été 2000, un nouveau foyer est repéré en Grèce, provenant vraisemblablement de Turquie. L'OIE et la FAO observent surtout avec inquiétude la propagation d'une fièvre aphteuse à souche particulièrement résistante, qui vole vers l'Europe. Elle a déjà sévi au Japon et en Corée en avril 2000. Elle a traversé les steppes durant l'été, apparaissant tour à tour en Mongolie, au Bhoutan, au Tadjikistan, au Kazakhstan, en Géorgie puis en Russie. A la mi-novembre 2000, lors d'une réunion qui se tient en Allemagne, à Leverkusen, la FAO signale aux autorités européennes cette menace. Le 19 février 2001, le premier foyer est signalé au Royaume-Uni.

Aujourd'hui encore, les services vétérinaires internationaux conti-

nent de plaider pour que ne soit pas rétablie la vaccination. « La conséquence tragique de la vaccination est d'exclure pour trois ans les pays qui vaccinent du commerce international », explique M. Cheneau, qui juge ce bannissement, décidé par l'OIE et entériné par l'OMC, justifié d'un point de vue scientifique. « Dans la population vaccinée, certains membres d'un troupeau peuvent être des porteurs sains. Il faut être certain qu'il n'y ait plus d'anticorps. » Dans le même temps, la FAO constate que l'explosion des relations commerciales se fait au détriment du tiers-monde. Un récent rapport de l'organisation constate ainsi « l'affaiblissement des productions de viande dans la plupart des pays en développement ».



2001 : une résurgence inexpliquée

LA réémergence du virus de la fièvre aphteuse, à la mi-février, sur le sol britannique, fut une absolue surprise pour la quasi-totalité des vétérinaires en charge de la surveillance épidémiologique. « Le dernier foyer de fièvre aphteuse constaté en Grande-Bretagne date de 1981, déclarait alors au Monde le professeur Marc Savey, directeur de la santé animale à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments. L'Union européenne était indemne de cette maladie depuis 1997. L'actuel foyer britannique constitue une véritable surprise, compte tenu du caractère insulaire de ce pays et de son éloignement géographique des zones à risque actuellement connues (...), essentiellement aux confins de la Turquie, du Caucase et de l'Iran. »

Pour le professeur Savey, la suppression de la vaccination dans les pays européens en 1991 n'a en aucune façon pu favoriser la réémergence épidémique britannique. Et pour deux raisons : la Grande-Bretagne n'a jamais vacciné ses animaux contre la fièvre

aphteuse et, dans les pays où la vaccination était obligatoire, elle ne concernait que les bovins. Dès lors, comment comprendre ? Pour le professeur Savey, l'origine de l'épidémie britannique ne pourra être déterminée qu'à l'aide de plusieurs informations sur l'identité moléculaire précise du virus.

« L'analyse du virus présent en Angleterre sera d'autant plus rapide que le laboratoire mondial de référence est situé à Pirbright, dans le Surrey, précisait le professeur Savey au lendemain de l'embargo décrété le 21 février par la Commission européenne sur l'ensemble des animaux d'élevage britanniques, ainsi que sur les produits, alimentaires ou non, qui en dérivent. Il faudra ensuite réaliser une minutieuse enquête épidémiologique parmi les nombreux vecteurs possibles (animaux et produits dérivés) pour comprendre comment cet agent pathogène a pu atteindre des porcs anglais. »

Quinze jours après l'embargo, plusieurs pays de l'Union européenne ont entrepris d'abattre et

de détruire les animaux pouvant être considérés comme suspects, et de multiples mesures sanitaires ont été prises en Europe, comme dans les pays tiers. Mais on ne dispose toujours pas de conclusions claires quant aux véritables raisons qui ont conduit le virus aphteux à retrouver les élevages et les campagnes des îles Britanniques. L'une des hypothèses les plus séduisantes veut que le virus soit arrivé dans un aéroport britannique, celui de Newcastle, et qu'il ait ensuite contaminé, via des résidus de plateaux-repas, un élevage de porcs voisin de l'aéroport. Les responsables de cet élevage – qui n'avaient pas le droit de nourrir ainsi leurs bêtes – auraient ensuite, volontairement ou non, ignoré les premiers symptômes, pourtant spectaculaires, de la fièvre aphteuse, tout en conduisant des bêtes infectées à plusieurs centaines de kilomètres au sud pour les tuer dans un abattoir de l'Essex.

Les durées d'incubation, la promiscuité des animaux et le très fort pouvoir d'excrétion virale des porcs infectés ont rapidement

conduit à la dissémination du virus. Mercredi 7 mars, le Royaume-Uni comptait 80 foyers touchant l'Angleterre, le pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande du Nord, tandis que l'épidémie menaçait toujours le continent.

L'extension éventuelle en Europe de l'épizootie suscite aussi de nombreux commentaires et réactive de bien vieux débats. « La fièvre aphteuse, c'est la crise d'un système. Elle va nécessiter de la part de l'Europe une réflexion approfondie sur le système d'agriculture qui a été mis en place en Grande-Bretagne mais qui se généralise malheureusement partout en Europe », analyse José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne.

Quant à Yves Leforban, secrétaire de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, il estime que « le retour en Europe à une vaccination préventive systématique annuelle est très improbable et pratiquement exclu pour des raisons de commerce international essentiellement. Ce serait mettre pratiquement l'Europe en position de ne plus pouvoir exporter ».

TRANSPORT AÉRIEN Le responsable des activités aériennes de SAirGroup, Moritz Suter, est le troisième dirigeant du groupe à annoncer son départ. ● LA DIRECTION de

la firme helvétique est divisée sur la façon de redresser le groupe, spécialisée dans le transport aérien et les services. ● LES PERTES accumulées pourraient atteindre 5 milliards de

francs suisses en 2000. Elles proviennent notamment des activités en France et en Belgique. ● LA COMPAGNIE belge Sabena est menacée par les turbulences de son actionnaire

suisse. ● ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE, actionnaire de la compagnie française AOM Air Liberté aux côtés de SAirGroup, cherche à prendre ses distances alors que ce qui devait être le

second pôle aérien français accumule les difficultés. Il annonce que la Banca commerciale italiana (BCI) est devenue actionnaire d'AOM, ce que dément la banque italienne.

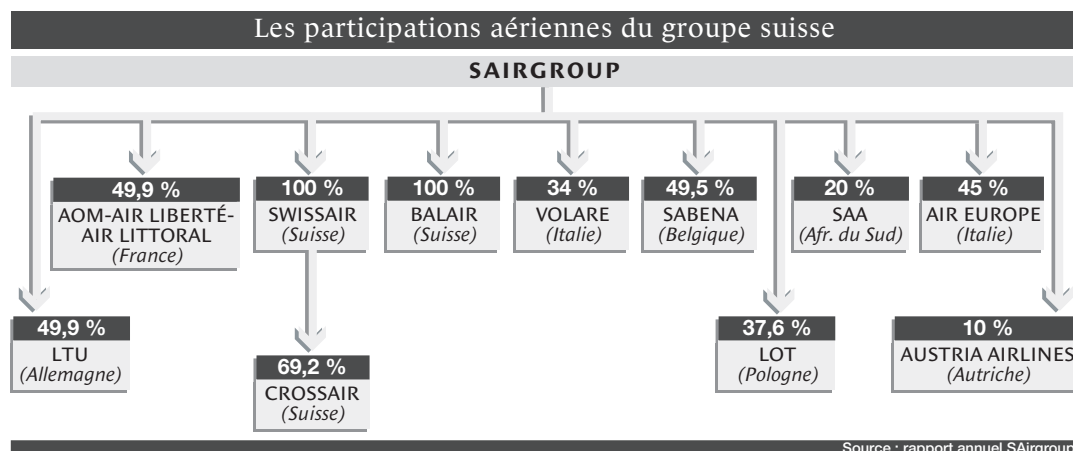
Les difficultés du suisse SAirGroup tournent à la catastrophe financière

La maison mère de la compagnie aérienne Swissair doit faire face à l'hémorragie de ses dirigeants, qui n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la stratégie à adopter pour sortir de la crise. Les pertes s'élèveraient à 3,3 milliards d'euros, soit plus de 21 milliards de francs

ET DE TROIS ! En moins de deux mois, trois des principaux dirigeants du SAirGroup ont quitté l'entreprise. Le dernier départ, en date du mercredi 7 mars, n'est autre que celui de Moritz Suter, l'homme choisi en catastrophe à la fin du mois de janvier pour redresser un avion en quête de pilote. Bombardé responsable de SAirLines (le secteur des activités aériennes), Moritz Suter n'aura finalement tenu que quarante-quatre jours dans ses nouvelles fonctions. Avec son départ, la direction générale du groupe suisse SAirGroup, holding de tête de Swissair, a été définitivement décapitée. Ce nouveau départ confirme et accentue la crise profonde dans laquelle se meurt la première compagnie aérienne suisse.

Le premier à partir a été Philippe Bruggisser, mardi 23 janvier. Sans fleurs ni couronnes, en une ligne et demie, au milieu d'un communiqué portant sur la stratégie du groupe et la réorganisation de la direction générale, le SAirGroup annonçait ainsi le départ de son directeur général et président de Swissair : « SAirGroup et Philippe Bruggisser se séparent d'un commun accord avec effet immédiat. »

Quinze jours plus tard, le 3 février, Paul Reutlinger, président du directoire d'AOM, d'Air Liberté et d'Air Littoral - filiales françaises



de SAirGroup - quitte ses fonctions. Huit mois après le « regroupement stratégique », sous la houlette de SAirGroup, d'AOM, Air Liberté et Air Littoral, qui devait donner naissance au « deuxième pôle aérien français ». Quant aux raisons du départ de M. Reutlinger, elles restent obscures. Ce Suisse de cinquante-huit ans, entré chez Swissair dès 1959, avait été nommé PDG du pôle français en août 2000, après avoir, croyait-on, redressé Sabena, compagnie détenue par l'Etat belge et par SAirGroup. Mais les mauvaises nouvelles se sont accumulées à la fois en France et en Belgique. En France, la stratégie de SAirGroup consistant à filialiser

de nombreuses activités (réservation, maintenance...) s'est heurtée à une intersyndicale unie et combative, forçant M. Reutlinger à renoncer à son projet. En Belgique, Sabena, moins bien portante que prévu, a eu besoin d'une recapitalisation (lire ci-dessous).

Dans ces conditions, le départ de Moritz Suter, ancien patron de Crossair et nommé depuis quarante-quatre jours responsable de SAirLines, laisse libre cours à toutes les hypothèses. Si l'on en croit les termes du communiqué publié mercredi 7 mars à Zurich, M. Suter quitte SAirGroup parce que « la structure actuelle de direction de SAirLines ne lui permet pas de mener à bien sa

mission ». En réalité, il semble bien s'agir d'une profonde divergence de vues sur la stratégie à adopter pour sortir le groupe de la crise. Qu'est-ce qui a pu pousser Moritz Suter à partir au bout de six semaines ? L'état des finances du groupe est-il plus préoccupant qu'avoué ou communément admis par les analystes financiers ? La politique expansionniste de Philippe Bruggisser a-t-elle fait plus de dégâts qu'estimé aujourd'hui ?

Il y a encore trois mois, il ne se passait pas une semaine sans que le nom de SAirGroup soit cité pour une probable prise de participation dans telle ou telle compagnie aérienne. Le groupe suisse se déclara

intéressé par une prise de participation dans Turkish Airlines, à la faveur de la privatisation de ce membre du Qualiflyer Group, l'alliance constituée autour de Swissair. Si l'on en croit certaines rumeurs, Malaysia et Olympic Airlines suscitaient encore, il y a quelques semaines, de l'intérêt de la part de SAirGroup. Il faudra attendre le départ de Philippe Bruggisser pour qu'un frein sérieux soit mis à cette politique expansionniste. Ainsi, dès le début du mois de février, SAirGroup avait annoncé qu'il renonçait à prendre 34 % du capital de TAP-Air Portugal, comme il s'y était engagé, et qu'il ne participerait pas à la privatisation de Turkish Airlines. Cette politique de développement à tout crin avait déjà provoqué le départ, au début de l'été 2000, du directeur général de Swissair, l'américain Jeffrey Katz.

Cette succession d'erreurs a eu un coût, qui pour l'instant est difficilement chiffrable. Cette stratégie aurait, selon les estimations, entraîné au moins 5 milliards de francs suisses (3,3 milliards euros). Le groupe devrait annoncer ses résultats pour l'année 2000 lundi 2 avril, et les analystes s'attendent à ce qu'il reconnaisse 770 millions de francs suisses de pertes pour l'exercice 2000, selon l'évaluation de la Banque cantonale de Zurich. En

1999, le bénéfice net avait atteint 230 millions de francs suisses.

Aujourd'hui, aucun bruit ne filtre du conseil d'administration. « Ses membres se serrent les coudes, preuve que la situation est grave » n'hésite pas à commenter un familier du secteur. Pourtant, il y a encore six mois, certains administrateurs avec à leur tête, Lukas Muehleman, patron du Crédit Suisse Group, aurait fait pression sur les dirigeants pour vendre Swissair.

Le conseil d'administration

« se serre les coudes, preuve que la situation est grave »

D'autres membres du conseil d'administration, à l'image d'Andres Leuenberger, vice-président du laboratoire pharmaceutique Roche ou de Mario Corti, directeur financier du groupe agro-alimentaire Nestlé, auraient également soutenu à l'époque la démarche du président du Crédit Suisse.

En France, Marc Rochet, patron d'AOM, Air Liberté et Air Littoral garde le soutien de SAirGroup. Dans un communiqué daté du 7 mars, il est précisé que « Marc Rochet confirme avoir eu ce jour, lors d'un entretien avec Eric Honegger, validation de la mission qui lui a été confiée lors de sa prise de fonction le 15 février, à savoir : l'élaboration d'une stratégie de redressement pour les compagnies françaises s'inscrivant dans le cadre des nouvelles orientations prises par le SAirGroup ». Sera-t-il suffisant pour convaincre M. Rochet de rester ?

Eric Honegger n'est pas issu du milieu aérien et la tâche va rester ardue pour l'ex-responsable des finances cantonales zurichoises. Selon Pierre Condom, directeur de la revue spécialisée Interavia cité par l'Agence télégraphique suisse, même le conseil d'administration du SAirGroup fait preuve d'amateurisme : « Pas un de ses membres ne connaît le secteur des transport » ! La bonne volonté d'Eric Honegger risque de ne pas être une arme assez efficace pour redresser le groupe suisse, dont la crise ne manquera pas d'affecter la Confédération, dont plusieurs institutions en sont actionnaires.

François Bostnavaron, avec Jean-Claude Buhner à Lausanne

De Swissair à SAirGroup

● **Historique** : Swissair, créée en 1931, devient en 1947 le transporteur national helvète. En 1997, la compagnie, réorganisée en filiales, prend le nom de SAirGroup. Le groupe emploie 68 500 salariés.

● **Activités** : transport de passagers et de fret ; maintenance aérienne (SAirServices) ; logistique (SAirLogistics) ; restauration collective et hôtellerie (SAirRelations). SAir Group est le pivot de l'alliance Qualiflyer Group, qui regroupe onze compagnies (Lot, Turkish Airlines, Tyrolian Airlines, TAP Portugal...).

● **Résultats** : 13 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires (8,4 milliards d'euros) en 1999, 273 millions de résultat net. Au premier semestre 2000, le résultat net a atteint 3 millions pour un chiffre d'affaires de 7,5 milliards.

● **Actionnariat** : banques et assurances (23,1 %) ; institutions publiques (12 %) ; fonds de pension (12,4 %) ; entreprises industrielles (7,8 %) ; investisseurs privés (18 %) ; compagnies aériennes partenaires (1 %).

La direction de Sabena veut croire que le plan de sauvetage reste d'actualité

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Ce qui se passe à SAirGroup ne change rien à notre détermination de montrer à nos deux actionnaires que Sabena peut être remise sur les rails et qu'ils ont eu raison de verser 10 milliards de francs belges (248 millions d'euros) dans la recapitalisation de notre compagnie. » Cette réaction, mercredi 7 mars, d'un porte-parole de la compagnie belge dénotait un optimisme de commande, qui n'emportait guère la conviction. Officiellement, la direction de Sabena n'est pas « inquiète », même si elle reconnaît qu'il existe une forte incertitude. Rien n'indique en effet que lorsque Erich Honegger, président par intérim de SAir, présentera ses « options stratégiques », le 2 avril, Sabena en sera partie intégrante. Actuellement, la holding suisse détient 49,5 % de son capital et l'Etat belge le solde.

Le patron du groupe aéronautique suisse n'a pas caché son intention de redéfinir les stratégies d'alliances de SAir, et il est fort probable que les soubresauts actuels du groupe vont renforcer sa volonté de renégocier le récent accord intervenu avec l'Etat belge pour sauver Sabena. Comme M. Honegger avait évoqué, le 22 février, « la possibilité d'un désengagement à moyen terme » de SAirGroup, l'avenir de la compagnie belge paraît de nouveau incertain. Pourtant, les choses se présentaient mieux depuis la

décision du conseil d'administration de Sabena d'approuver le plan de recapitalisation de la société, qui s'élève à 250 millions d'euros (150 millions d'euros pour l'actionnaire suisse et 100 millions d'euros pour la Belgique).

SACRIFICES SOCIAUX

Cet accord était soumis à l'acceptation par les représentants du personnel d'un plan d'économies d'un montant total de 14,4 milliards de francs belges appelé « Blue Sky », se traduisant par des économies de gestion, et surtout par la suppression à terme de quelque 700 emplois. Mercredi, un porte-parole de Sabena se voulait rassurant, précisant qu'il ne s'agira pas de « licenciements secs », dans la mesure où certains agents devraient être « recasés » au sein du groupe. Le problème est que le plan de recapitalisation suppose des « économies d'échelle », un objectif devenu moins certain.

Ce n'est plus tout à fait une hypothèse d'école que d'imaginer un retrait pur et simple de la holding suisse de Sabena. Il est vrai cependant que ce retrait devra être négocié avec l'Etat belge, avec qui SAir est lié par un accord.

Le groupe suisse peut aussi essayer de trouver un repreneur, quitte, si sa propre situation financière est aussi grave qu'on le dit, à céder sa participation pour 1 franc symbolique. Mais quel « profil » industriel et aéronautique Sabena

- qui traîne une réputation tenace de compagnie déficitaire - devra-t-elle présenter pour attirer des candidats ? A coup sûr, le plan de recapitalisation actuel devrait se transformer en véritable plan de restructuration, ce qui signifie des sacrifices sociaux encore plus douloureux.

La Belgique, de son côté, n'a plus le droit d'augmenter sa participation. D'ores et déjà, la Commission européenne examine les informations que lui a transmises l'Etat belge, afin de décider si sa part du plan de recapitalisation est conforme à la réglementation européenne sur les aides publiques.

Au lendemain de la décision favorable du conseil d'administration de Sabena, quatre compagnies aériennes (British Airways, Lufthansa, SAS et KLM) avaient annoncé leur intention de porter plainte devant l'exécutif européen. A ce jour, seule British Airways a officiellement saisi la Commission pour lui demander de vérifier qu'il ne s'agit pas d'une aide d'Etat déguisée, et celle-ci n'a pas encore décidé d'ouvrir une enquête. « L'avenir de la Sabena reste donc à écrire », constatait, le 20 février, le quotidien *La Libre Belgique*, ajoutant : « Sa survie est assurée pour quelques mois, pas sa pérennité dans une industrie qui ne répond qu'aux seuls impératifs de compétitivité. » Le commentaire reste valable...

Laurent Zecchini

COMMENTAIRE

DANGEREUSE GYMNASTIQUE

Tel Janus, Ernest-Antoine Seillière est un personnage à double face. Il y a l'homme public : le président du Medef. Et puis il y a l'homme d'affaires : le patron de la CGIP et de Marine-Wendel.

L'homme public est connu. Il est le seul porte-voix de l'opposition. Surtout, il s'est fait le croisé du nouveau capitalisme auquel la France s'est convertie. Militant pour une « refondation sociale » - prolongement de la « refondation économique » induite par la mondialisation -, il veut donner de son organisation une image en rupture avec celle du passé. Autrefois, le patronat français, avec Ambroise Roux pour figure de proue, vivait dans un système d'endogamie avec le monde politique et ne dédaignait pas l'obscurité ou le clientélisme. Aujourd'hui, avec M. Seillière, il s'est rangé aux principes anglo-saxons du *corporate governance*, ceux de l'efficacité et de la transparence. Patron, Ernest-Antoine Seillière ne fait pourtant pas ce qu'il

préconise comme président du Medef. Pour maintenir un pouvoir familial, il a mis en place une cascade opaque de holdings qui lui permettent d'avoir sur ses sociétés un contrôle qui dépasse de très loin les parts effectives qu'il détient dans leur capital. On peine, donc, à se repérer dans ce labyrinthe de sociétés, pour certaines d'entre elles implantées aux Pays-Bas parce que le droit des affaires y est plus accommodant. On peine aussi à suivre les versions multiples qu'il a données ces derniers jours de sa participation réelle dans AOM-Air Liberté.

A cela, il y a une explication : tout laisse à penser qu'en réalité M. Seillière a fait du « portage » pour le compte de SAirGroup, permettant à la firme de contourner la législation interdisant à une compagnie aérienne n'appartenant pas à un pays de l'Union européenne de détenir plus de 50 % d'une compagnie de l'UE.

Gymnastique périlleuse. La déconfiture d'AOM-Air Liberté tout comme celle de SAirGroup va maintenant éclabousser les deux M. Seillière. Le patron aussi bien que le patron des patrons.

Laurent Mauduit

AOM-Air Liberté : la BCI contredit la version d'Ernest-Antoine Seillière

PLUS les difficultés s'accumulent chez AOM-Air Liberté, plus le dossier s'obscurcit. Les difficultés de SAirGroup, maison-mère de la compagnie aérienne française, risquent d'alourdir les problèmes. Qui est vraiment actionnaire de la compagnie ? Qui assumera la responsabilité en cas de défaillance ?

Anticipant des temps agités, Ernest-Antoine Seillière, actionnaire d'AOM-Air Liberté au côté de SAirGroup par le biais de sa société Marine-Wendel, a fait savoir, dans un premier temps, que sa responsabilité était « extrêmement limitée ». (Le Monde du 15 février). Un tiers, annonçait-il alors, s'était substitué à Marine-Wendel et à son fonds d'investissement Groupe Alpha, pour souscrire, en décembre, la moitié de l'augmentation de capital de 1,99 milliard de francs nécessaire pour renflouer AOM-Air Liberté. Pressé de s'expliquer sur l'identité de ce tiers, le patron de la CGIP et de Marine-Wendel révélait le 6 mars, dans le *Figaro* et le *Wall Street Journal*, que l'actionnaire était la Banca Commerciale Italiana (BCI). Cette banque, selon M. Seillière, est devenue actionnaire à hauteur de 25 % de Taitbout Antibes

BV, une holding néerlandaise qui porte une participation de 50,1 % dans la compagnie aérienne française, pour le compte de Marine-Wendel et Group Alpha.

« Nous avons mis en place au mois de décembre un financement structuré de 300 millions de francs (environ 1 milliard de francs) destiné à Taitbout Antibes BV pour financer sa part dans l'augmentation de capital de Taitbout Antibes. Les conditions en termes de garantie et de rentabilité étaient réunies (...). Mais la banque n'est pas devenue actionnaire de Taitbout Antibes en échange de ce prêt », assure un porte-parole de la BCI. Interrogée, Marine-Wendel maintient que la BCI est actionnaire de la holding néerlandaise et donc d'AOM. « Il ne peut être pas se déclarer actionnaire, à cause de la loi italienne », avance la porte-parole de Marine Wendel.

Qui a raison ? Ce nouvel épisode illustre la confusion régnant autour du capital d'AOM-Air Liberté. Depuis février 1999, date du rachat d'AOM, quatre versions ont été présentées concernant ce dossier. A cette époque, la compagnie appartient au CDR, la structure chargée de liquider les actifs du Crédit lyon-

nais. Plusieurs repreneurs sont sur les rangs : Air France, Accor, British Airways, Lufthansa et Swissair. M. Couvelaire, patron d'Euralair qui a ses entrées à l'Elysée, est favorable à la candidature suisse. Mais la compagnie helvétique est bloquée par une directive européenne. N'appartenant pas à l'Union européenne, elle ne peut pas prendre le contrôle de la société française.

DÉSENGAGEMENT

M. Seillière accepte d'être le partenaire financier. A l'époque, il apparaissait comme le futur actionnaire d'AOM, 50,1 % du capital étant détenu par Marine-Wendel, la holding de tête de la CGIP, et Groupe Alpha, les actions étant regroupées dans Taitbout Antibes. C'est en tout cas la version présentée à la commission de privatisation et à Bruxelles.

Avec l'apparition, à l'été 2000, de difficultés financières au sein du deuxième pôle aérien, M. Seillière commence à prendre ses distances. « Notre engagement dans AOM est limité à 300 millions de francs », assure-t-il lors de l'assemblée générale de Marine-Wendel, en novembre. Déjà, Groupe Alpha, bras armé de Marine-Wendel, qui a ses bureaux

au siège du groupe et à les mêmes dirigeants, a disparu ainsi que les 150 millions de francs qu'il a engagés dans AOM.

En février, alors que la compagnie craint de perdre 2,5 milliards de francs, le patron de Marine-Wendel marque encore plus son désengagement. « Nous n'avons pas participé à l'augmentation de capital en décembre », déclare-t-il au Monde. Un autre groupe a pris le relais, explique-t-il. Magré cela, Marine-Wendel et Groupe Alpha ne sont pas dilués, soutient le groupe.

Aujourd'hui, la version a évolué avec l'arrivée de la BCI comme actionnaire d'AOM, ce que conteste la banque italienne. En France, la Direction générale de l'aviation civile a obtenu, à sa requête, communication de l'actionnariat d'AOM. Elle se refuse à en divulguer les noms, précisant, toutefois, que « l'actionnariat d'AOM est majoritairement français et n'enfreint pas la réglementation ». Ces précisions paraissent accrédi-ter la thèse du prêt de la BCI et non de son entrée dans le capital dans AOM.

Martine Orange et Philippe Webster (à Milan)

Le départ annoncé du PDG de Yahoo ! illustre le malaise du premier portail Internet mondial

Sa valeur boursière a été divisée par dix en un an

Le premier portail mondial d'accès à Internet traverse la plus grave crise de sa courte histoire. Victime de la chute des recettes publicitaires,

Yahoo ! ne cesse de réviser à la baisse ses prévisions de bénéfices. Mercredi 7 mars, Tim Koogle, PDG depuis 1995, a annoncé son départ. Sous la

houlette de ce quadragénaire, la société californienne était devenue l'une des marques les plus connues de la nouvelle économie.

DÉPART annoncé du PDG, Tim Koogle, révision à la baisse des bénéfices, chute de la valeur boursière, rumeurs de rachat... Yahoo !, le premier portail d'accès à Internet du monde, traverse la plus grave crise de sa courte histoire. Emblématique de la nouvelle économie et de la montée en puissance du Web, l'entreprise américaine, créée en 1994, n'a pas réussi à échapper aux turbulences ayant bouleversé un secteur hier euphorique, aujourd'hui moribond. Symptomatique de ce profond malaise, l'annonce, mercredi 7 mars, du départ de Tim Koogle. « T.K. », comme on le surnomme au siège de la société à Santa Clara, dans la Silicon Valley, est l'homme qui avait donné une certaine maturité à Yahoo !

PDG depuis 1995, ce quadragénaire avait apporté son expérience dans le domaine du capital-risque aux fondateurs de l'entreprise, Jerry Yang et David Filo, deux jeunes thésards en électricité. C'est sous la houlette de ce « vétéran » que Yahoo ! devint l'une des marques les plus connues de la nouvelle planète dot.com. Le portail peut aujourd'hui se targuer d'un nombre record de visiteurs (180 millions de personnes en décembre 2000) et de plus de 900 millions de pages consultées chaque jour.

Les premiers ennuis sont apparus lors de l'éclatement de la bulle boursière spéculative autour des valeurs high-tech, à la mi-2000. De nombreuses entreprises qui, naguère, plaçaient des publicités sur Yahoo ! n'en ont plus eu les moyens. En outre, le climat général dans l'économie américaine a

commencé à se détériorer. Or ce portail est financé essentiellement par la publicité. La tendance n'a fait que s'accroître à l'automne, à tel point que Tim Koogle a dû se résoudre, le 11 janvier 2001, à émettre un premier avertissement sur ses résultats pour l'année en cours. L'action Yahoo ! avait alors plongé de 20 % en une journée sur le Nasdaq.

Rebelote, mercredi 7 mars. Après une journée de rumeurs suscitée par l'annulation subite d'un discours que devait prononcer jeudi la directrice financière de l'entreprise, le conseil d'administration de Yahoo ! annonça la nouvelle : les résultats pour le premier trimestre seront nettement moins bons que prévu. Ainsi, le bénéfice net ne devrait-il être qu'à l'équilibre, alors que les analystes tablaient auparavant sur des gains de 28 millions de dollars. Quant au chiffre d'affaires, il devrait s'échelonner entre 170 et 180 millions de dollars, en net retrait par rapport aux prévisions des analystes. Pour l'ensemble de l'exercice, Yahoo ! estime pouvoir atteindre l'équilibre.

« Alors que la confiance des ménages et leurs dépenses se sont encore détériorées, une large palette de clients ont reporté leurs dépenses dans tous les médias jusqu'à ce que leur situation économique s'améliore », a expliqué M. Koogle dans un communiqué. Quelques paragraphes plus loin, la firme annonçait qu'elle recherchait désormais un nouveau PDG en dehors de ses murs. La tâche a été confiée à un cabinet de chasseurs de têtes. Pour certains analystes, le fait qu'un successeur n'ait pas déjà

été trouvé et nommé mercredi traduit l'ampleur de la crise frappant Yahoo ! et ses doutes quant à la façon d'en sortir. En attendant la découverte du « candidat idéal » – il devra notamment allier « vision » et « passion » –, Tim Koogle assurera l'intérim. En tout état de cause, il restera président du conseil d'administration. Depuis le début de l'année, plusieurs autres dirigeants de Yahoo !, dont les directeurs pour les régions Europe et Asie, avaient quitté le navire.

RUMEURS DE RACHAT

L'action Yahoo ! s'est inévitablement ressentie de ces mauvaises nouvelles, malgré l'annonce, dans la foulée, du lancement d'un programme de rachat de ses titres pour 500 millions de dollars. Elle est tombée en dessous de 18 dollars lors d'échanges après la clôture, contre un cours de 21 dollars juste avant la suspension de sa cotation, mercredi. En janvier 2000, elle valait 235 dollars. La valeur boursière de Yahoo ! avoisine actuellement 11 milliards de dollars, contre plus de 100 mil-

liards à ses plus beaux jours.

D'inattaquable, la société de Santa Clara est désormais devenue une proie éventuelle. Ces dernières semaines, certains rumeurs ont circulé, sans qu'il soit possible d'en vérifier la teneur. Ce qui est sûr, c'est que le PDG de Disney, Michael Eisner, avait confié, début février, qu'il serait intéressé par l'acquisition du portail, à condition que son prix soit revu à la baisse. D'autres informations font état de discussions discrètes entre Vivendi Universal et Yahoo ! en vue d'une alliance, voire d'un rachat. Les activités de cette dernière (moteur de recherche, messagerie, chats, enchères, e-commerce) sont susceptibles d'intéresser le groupe de Jean-Marie Messier, à la recherche de positions plus fortes sur Internet. L'américain Viacom, propriétaire notamment de la chaîne CBS, serait également intéressé. Pour décourager tout acquéreur indésirable, Yahoo ! a mis sur pied, le 1^{er} mars, un dispositif anti-OPA.

Antoine Jacob

France Télécom boucle une émission obligataire record

L'opérateur a vendu pour 115 milliards de francs de titres. Il s'agit d'un montant sans précédent, assorti d'un taux d'intérêt élevé

FRANCE TÉLÉCOM a lancé une émission obligataire géante d'une valeur équivalente à 16,4 milliards de dollars (115 milliards de francs). Il bat ainsi le record détenu par l'allemand Deutsche Telekom, qui avait recueilli 14,6 milliards de dollars en juin 2000. Devant le bon accueil réservé par les investisseurs, la société dirigée par Michel Bon a décidé de doubler le montant initial de l'opération orchestrée par BNP Paribas, Crédit suisse First Boston, Salomon Smith Barney et Morgan Stanley. Au départ, celle-ci devait porter sur 7 à 8 milliards de dollars. Finalement, s'y est ajouté l'équivalent en euros et en livres sterling.

L'appétit des investisseurs a été suscité par des conditions de rémunération attrayantes, qui seront automatiquement revues à la hausse en cas de dégradation du crédit de l'opérateur par les agences de notation. Sur les tranches en euros, l'emprunt France Télécom rapportera 1,45 % de plus qu'un emprunt d'Etat français à trois ans et 2,1 % de plus qu'une obligation du Trésor à 7 ans. L'opérateur a renoncé à emprunter à 15 ans. « Depuis l'émis-

sion d'obligation à 10 ans ans qu'il a faite en octobre, l'écart de prix qu'il doit payer par rapport aux taux de référence a doublé », constate un opérateur. Autre comparaison, le groupe de distribution Casino a fait une petite émission d'obligations à 7 ans fin février en payant un écart de prix inférieur de près de moitié à celui de France Télécom.

DETTE MASSIVE

Cette émission est destinée à refinancer la dette que France Télécom a contractée en se développant à l'international et en se portant acquéreur de licences de téléphonie mobile du futur (UMTS). Cette dette massive s'élevait à 60 milliards d'euros fin 2000. Le directeur financier de l'opérateur s'est engagé à la réduire drastiquement, et a précisé à nouveau ses engagements : « France Télécom compte réduire son endettement de 20 à 30 milliards d'euros en deux ou trois ans, grâce notamment à des cessions d'actifs non stratégiques. »

Sophie Fay
et Laurence Girard

Des actionnaires de BTF pourraient saisir la justice américaine sur Adidas

DES ACTIONNAIRES minoritaires de la holding Bernard Tapie Finance (BTF), rebaptisée CEDP depuis son absorption par le Consortium de réalisation (CDR) chargé de solder les comptes du Crédit lyonnais, veulent déposer une plainte aux Etats-Unis contre la Citibank et le Crédit lyonnais USA pour « opération frauduleuse », indique *Le Figaro* du jeudi 8 mars. Cette procédure concerne le rachat d'Adidas par des sociétés « offshore » financées par le Crédit lyonnais, et mises à disposition, en 1993, par la Citibank et Warburg. M^{re} Maurice Lantourne, l'un des avocats à l'origine de la procédure, indique, jeudi, que l'assignation définitive n'a pas encore été rédigée. Le Crédit lyonnais fait savoir, de son côté, qu'il a « été approché ces derniers jours par Bernard Tapie en vue d'un règlement du dossier Adidas ». Avant d'ajouter : « Nous lui avons dit que nous ne céditions pas à ce genre de chantage, puisqu'il a évoqué la procédure Executive Life aux Etats-Unis ». Bernard Tapie dément, de son côté, avoir rencontré « quiconque à propos d'Adidas ». « Je n'y suis pour rien, et je trouve que, pour des petits porteurs, lancer une procédure aux Etats-Unis est assez dangereux. »

Coca-Cola rappelle plus de 7 000 packs de bouteilles en verre

LA SOCIÉTÉ Coca-Cola Entreprise, responsable de l'embouteillage de la boisson américaine, a décidé de procéder en France au rappel de 7 362 packs « de 8 petites bouteilles en verre de 25 cl » de Coca-Cola. Lors d'un contrôle qualité, son usine de Clamart (Hauts-de-Seine) a constaté, sur une ligne de remplissage, un taux de 3 bouteilles cassées sur 10 000. « Les bouteilles cassées et les bouteilles voisines ont été éliminées lors de la production », explique l'embouteilleur, mais « on ne peut cependant exclure [la] projection de particules de verre dans un nombre limité d'autres bouteilles ». Les lots concernés par le rappel portent les codes E12P et E13P imprimés en noir sur le goulot des bouteilles. Le géant américain, qui vend son concentré de cola à l'embouteilleur Coca-Cola Entreprise, a visiblement tiré les leçons du passé. En juin 1999, lors d'une affaire européenne d'intoxication alimentaire impliquant ses produits, le groupe avait été fortement critiqué pour son opacité. Il applique désormais à la lettre le principe de précaution.

La Corée presse General Motors de se prononcer sur le rachat de Daewoo

DAEWOO, actuellement en négociation pour être repris par l'américain General Motors (GM), pourrait chercher une autre solution à ses difficultés, a déclaré jeudi 8 mars, le ministre sud-coréen du commerce et de l'industrie, Shin Kook-Hwan. « Si GM ne formule pas explicitement son offre de rachat avant avril, nous examinerons des mesures pour aider Daewoo Motors à s'en tirer tout seul », a indiqué M. Shin. « Le pays peut difficilement laisser le problème Daewoo durer plus longtemps », a-t-il ajouté. La principale usine Daewoo a repris le travail, mercredi, après trois semaines de fermeture afin de réduire ses stocks de 30 %. Le groupe, qui supporte 80 milliards de dollars de dettes, survit grâce à des prêts bancaires d'urgence. 6 884 emplois ont été supprimés. Les ventes de Daewoo se sont effondrées de plus de 50 % depuis le début de l'année. « Je crois savoir qu'un fabricant autre que GM est intéressé par Daewoo », a ajouté M. Shin.



498 F/mois* pour voir grandir ses enfants.

Pour moins de 500 F par mois, vous êtes partiellement protégé, vous évitez les embouteillages et vous rentrez plus tôt chez vous à bord du BMW C1, deux-roues innovant offrant un niveau de sécurité encore inégalé. Sans casque et avec ceintures de sécurité, ABS en option, le BMW C1 se conduit avec un simple permis auto (permis B de plus de deux ans) ou avec un permis moto pour le C1 200. Pour l'essayer, appelez votre Partenaire C1 (liste disponible sur www.bmw.fr) ou le 01 34 58 75 00.

* 497,92 France après le 1^{er} versement. Prix du BMW C1 : 30 000 F. Premier versement de 10 000,50 F (soit de garantie de 5057 F) + Premier versement de 13 000,50 F (1^{er} trimestre) + 20 versements mensuels de 497,92 F (1^{er} trimestre). Après le paiement du dernier versement, vous pouvez restituer le véhicule à votre Partenaire C1. Tous droits de rachat et de location sont réservés au constructeur. Les prix sont en euros TTC hors taxes. Option rachat au fin de contrat de 21 395 F. Coût total avec crédit en fin de contrat de 41 210,06 F. Baux et crédits sont des opérations de financement. Sous réserve d'approbation par BMW Leasing - SAC au capital de 1 000 000 Euros. RCS VERSAILLES B 343 636 843. 1^{er} lieu assurance facultative. Offre valable du 05/03/01 au 31/05/01.

BMW C1

www.bmw.fr/c1



Le plaisir d'être en ville

Lionel Jospin doit arbitrer le dossier de l'audiovisuel public

Réunis à Matignon vendredi 9 mars, Catherine Tasca et Laurent Fabius vont présenter les différents chantiers, souvent en panne, dans les médias. France Télévision attend notamment avec impatience des décisions concernant la télévision numérique hertzienne

L'AVENIR de l'audiovisuel public devrait être au centre des discussions entre Lionel Jospin, Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, et Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, vendredi 9 mars, à l'Hôtel Matignon. Cette réunion, qui doit avoir lieu en petit comité entre les ministres et leurs plus proches collaborateurs, a pour but de préparer les décisions sur le niveau de financement qu'apportera l'Etat aux différents secteurs de la communication. Quelques semaines avant que débutent les travaux d'élaboration du budget 2002, Catherine Tasca et Laurent Fabius devraient exposer leurs points de vue afin de permettre au premier ministre de préparer les arbitrages.

Cette rencontre se situe à un moment où France Télévision se trouve affaiblie par son audience et sa stratégie (*Le Monde* du 8 mars). Il est vrai que depuis plusieurs mois, le financement de la télévision publique et de son développement, notamment sur le numérique hertzien, fait l'objet de toutes les supputations. Récemment, Laurent Fabius a démenti tout projet de suppression de la redevance dans le prochain budget. Les quelque 15,6 milliards de francs (2,38 milliards d'euros) que représente cette taxe resteront donc la ressource principale des radios et des télévisions publiques.

Par ailleurs, trois jours avant cette réunion, le Parti socialiste a « réaffirmé son attachement à un service public fort de l'audiovisuel (...) [qui] constitue une garantie pour la défense de notre identité culturelle et un gage de qualité et de diversité (...). Le développement du numérique hertzien et de ses nouvelles chaînes thématiques donne au

service public l'occasion de se renforcer et de se rénover. Le PS souhaite que France Télévision dispose des moyens de cette ambition. » Les décisions prises dans ce domaine, qui pourraient être annoncées assez rapidement, concernent aussi les opérateurs privés de télévision, dont certains ne se privent pas de faire savoir leur hostilité aux mesures attendues. D'autres dossiers devraient être évoqués par les responsables gouvernementaux tels que l'avenir de la Société française de production (SFP), la restructuration du secteur de la distribution de la presse, l'AFP, la publicité sur les sites Internet et le projet de loi sur la société de l'information.

● LE NUMÉRIQUE HERTZIEN

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est fixé la fin 2002 comme date-but pour le lancement de ce nouveau système de diffusion. Pour pouvoir faire les premiers appels à candidature dès l'été, le CSA doit savoir combien l'Etat, qui est prioritaire dans l'attribution des fréquences, souhaite en attribuer à France Télévision. Cette décision devra prendre en compte deux éléments : l'équilibre entre le nombre de chaînes gratuites et payantes pour assurer la viabilité économique du système et le montant du financement accordé à la télévision publique. Marc Tessier, le PDG de France Télévision, qui a bâti toute sa stratégie de développement sur cette technologie, réclame la création de six chaînes thématiques. Il estime à 1,5 milliard de francs sur cinq ans les moyens nécessaires à la création de ces programmes.

Une autre difficulté de ce débat est l'interdiction faite à un opérateur de détenir plus de 49 % d'une

chaîne numérique. Cette mesure, inscrite dans la loi sur l'audiovisuel, sert d'argument aux opérateurs privés, notamment à TF1, pour manifester leur hostilité à ce mode de diffusion, qui, par ailleurs, concurrence le satellite. Les parlementaires socialistes avaient fini par reconnaître l'inanité de cet article. Mais la récente prise de contrôle de Bertelsmann dans RTL Group, qui possède RTL et partiellement M6, semble en avoir fait changer d'avis quelques-uns.

● LES CONTRATS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La loi sur l'audiovisuel du 1^{er} août 2000 prévoit la signature de tels documents entre l'Etat et quatre sociétés, France Télévision, Radio France, Réseau France Outre-mer (RFO) et Radio France Internationale (RFI). Actuellement en négociation, ces contrats sont prévus pour une durée de cinq ans. Ils devraient être signés avant l'été. Les entreprises ont présenté leurs projets à la fin 2000. Elles y décrivent leurs missions, leurs objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. La présentation diffère suivant les entreprises. Certaines l'ont faite pour chacune de leurs chaînes, d'autres ont préféré une présentation transversale par thèmes. Après l'accord sur les orientations, la discussion porte en ce moment sur ce que chaque partie, l'Etat d'un côté et l'entreprise de l'autre, apportera pour la réalisation de cette politique. Un jeu subtil où chacun a tendance à minorer ses ressources.

Du côté du gouvernement, c'est la direction du développement des médias (DDM) qui se charge d'or-

ganiser les réunions, au rythme de trois par mois, auxquelles participent des représentants des ministères des finances et de la culture.

● LES DÉCRETS QUI CONCERNENT LA PRODUCTION

Les réunions ont été nombreuses depuis l'été pour préparer les décrets d'application de la loi sur l'audiovisuel concernant les droits de diffusion des œuvres audiovisuelles. Les producteurs, qui en font une des conditions de leur santé économique, réclament une limitation de la durée des droits afin

● LE PROJET DE LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Le projet de loi sur la société de l'information se fait attendre. En août 1999, Lionel Jospin avait annoncé qu'il le présenterait au Parlement « au début de l'année 2000 ». Un an plus tard, le texte est encore dans les cartons : son bouclage est « une question de semaines », précisait-on mercredi 7 mars à Matignon. Le projet de loi sera alors transmis au Conseil d'Etat pour avis, puis à l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) et à la Commission nationa-

lions l'Etat contribuera-t-il à la réforme du système de distribution de la presse ? Le gouvernement a été sollicité pour accompagner le plan de restructuration des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) – contrôlées par les éditeurs et le groupe Hachette – dont le volet social prévoit près de huit cents suppressions d'emplois. Evaluée entre 200 millions et 250 millions de francs, cette intervention devrait compenser le surcoût des charges induites par la distribution des quotidiens nationaux et des titres d'information générale et politique, « à l'évidence les plus fragiles », a reconnu Catherine Tasca lors du congrès de la presse française, en novembre, à Lille. Afin de préserver le système actuel de distribution, « garantie du pluralisme », le gouvernement doit toutefois éviter de se heurter aux directives européennes sur les aides directes à un secteur industriel. Au risque de s'attirer les foudres du conseil de la concurrence, il ne peut non plus subventionner directement les NMPP. Le projet qui doit s'inscrire dans une réforme plus globale des aides de l'Etat à la presse, devrait être élaboré pour la présentation du budget 2002.

● LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES SOCIÉTÉS D'AYANTS DROIT

La loi sur l'audiovisuel du 1^{er} août 2000 a créé une commission de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits (SRPD). Les décrets d'application sont imminents – ils devraient être soumis au Conseil d'Etat lundi 12 mars – mais ne sont pas encore publiés. Le premier président de la Cour des comptes a désigné Jean-Pierre Guillard, conseiller-maître à la Cour des comptes pour présider cette nouvelle commission. Composée au total de cinq membres nommés par décret pour cinq ans, cette nouvelle entité sera chargée de contrôler les comptes et la gestion des SRPD et de leurs filiales et rédiger un rapport annuel sur ces questions. Si les dirigeants de SRPD refusent de lui communiquer des informations, ils encourront jusqu'à un an d'emprisonnement et 100 000 francs d'amendes.

Service Communication

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Participation et de la Coordination des Réformes

Sollicitation de manifestations d'intérêt pour les services de Banques d'affaires pour le Projet d'Appui à la Privatisation (PAP)

Cette sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite à l'avis général de passation de marchés du projet indiqué ci-dessus, publié dans la revue "U.N. Development business" du 30 juin 2000.

Le gouvernement algérien a contracté un prêt auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement pour financer le projet "Appui à la Privatisation" (PAP). Une partie de ce prêt financera les services de consultants et banques d'affaires nécessaires à ce projet.

Le Ministère de la Participation et de la Coordination des Réformes (MPCR) souhaite faire appel aux services de banques d'affaires pour la privatisation d'entreprises publiques économiques relevant principalement des secteurs suivants : cimenteries et autres matériaux de construction, chimie, tourisme et hôtellerie, textiles et cuirs, sidérurgie/métallurgie, fabrications électriques et électroniques, industrie agro-alimentaire et grande distribution.

Les cimenteries seront privatisées en premier lieu. Les banques d'affaires sélectionnées devront avoir une expérience affirmée en privatisation dans ces domaines ainsi que dans les économies en transition et les pays émergents.

Le MPCR invite tous les candidats intéressés et répondant aux critères d'éligibilité susmentionnés de fournir toutes les informations indiquant leurs qualifications pour effectuer ces services.

Les banques d'affaires seront sélectionnées conformément aux dispositions des directives de la Banque Mondiale "Sélection et Emploi de Consultants"

Les banques candidates intéressées peuvent obtenir les informations nécessaires à l'adresse ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 31 mars 2001.

- K.N.ABID, Coordonateur du Projet. - Cellule de Coordination du Projet. Ministère de la participation et de la Coordination des Réformes
Chemin Ibn Badis el Mouiz - El Biar, ALGER
- Tél. : 213 21 92 98 85 // à 93, Poste : 384 ou 213 21 92 98 74
- Fax : 213 21 92 17 55 ou 213 21 92 62 82 - E-mail : ABIDKN@hotmail.com
Knabid@Wissal.dz

● LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION (SFP)

Le gouvernement s'est engagé à donner une réponse fin mars sur l'avenir de cette entreprise de 430 salariés issue de l'ORTF. Le rapport de Roland Peylet a récemment confirmé que « ne rien faire revient, sauf miracle, à programmer implicitement la liquidation de l'entreprise à un horizon de deux à trois ans ». La direction de l'entreprise est candidate à la reprise des activités (*Le Monde* du 6 mars) mais à la condition d'un assainissement de ce secteur de la prestation audiovisuelle considéré comme surcapacitaire en moyens de production et où les entreprises se livrent à une guerre des prix. A ce propos, M. Peylet estime que cette situation « peut justifier qu'il soit demandé au conseil de la concurrence de procéder à un examen du marché en question et à l'inspection du travail de renforcer ses contrôles. » La décision du gouvernement sur ce dossier aura donc des conséquences sociales, industrielles et patrimoniales.

Bruxelles se mêle de la publicité sur Internet

Pour avoir tardé à se prononcer sur l'autorisation de la publicité télévisée pour les sites Internet de la presse, de l'édition, de la distribution et du cinéma, le gouvernement risque de devoir agir sous la pression de Bruxelles. Ces secteurs, auxquels il est interdit de faire de la publicité à la télévision, estiment qu'ils devraient pouvoir vanter les mérites de leurs sites sur le petit écran. Depuis septembre, le Comité Pourquoi?, qui regroupe des agences de publicité, des distributeurs, des journaux et des syndicats de presse, a lancé une intense opération de lobbying. Après une phase de concertation, Catherine Tasca a évoqué, le 10 janvier, une possibilité d'assouplissement de la réglementation, en envisageant d'autoriser ces publicités sur les futures chaînes numériques hertziennes. Une avancée jugée insuffisante par l'Association des agences conseils en communication (AACC), qui a saisi la Commission européenne. Selon l'AACC, l'exécutif européen devrait bientôt interpellier le gouvernement.

de faciliter le second passage et la commercialisation des programmes. Les décisions sur ce dossier ont pour conséquences d'imposer aux chaînes une importante hausse du prix des produits qu'elles diffusent. Ce qui signifie, d'une part, de donner à la télévision publique les moyens de financement correspondant et, d'autre part, d'affronter la mauvaise humeur des chaînes privées, notamment TF1.

le de l'informatique et des libertés (CNIL) pour consultation. « S'il n'y a pas de dérapage », le Parlement devrait être saisi avant la fin de la saison parlementaire, en juin, pour un examen en première lecture. Son adoption finale avant les élections du printemps 2002 n'est pas exclue par les services du Premier ministre. Le gouvernement doit avancer, avec ce texte important, sur un terrain mal connu et vaste. Il abordera des aspects à la fois techniques, commerciaux, juridiques, philosophiques et éthiques soulevés par l'émergence des nouvelles technologies. Lutte contre la cybercriminalité, commerce en ligne, droits d'auteurs, signature électronique sont autant de thèmes que le texte a l'ambition d'embrasser, sous le regard attentif des différents lobbies.

● LE SYSTÈME DE DISTRIBUTION DE LA PRESSE

Le principe semble acquis. Il reste à en définir les modalités : comment et dans quelles propor-

"La nouvelle économie, mais ... en quoi est-elle vraiment nouvelle?"

L'emploi, la Bourse, les impôts, l'euro, les start-up, les stock-options...
Comment s'y retrouver ? Comment comprendre ?
Vite, clairement.

DICTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE :

- 640 pages
- 320 illustrations
- 800 articles

195 €
29,68 €

Un véritable portail d'entrée dans l'économie d'aujourd'hui !

LAROUSSE Le Monde

VOUS PARCOUREZ
LE MONDE.



VOUS AVEZ BIEN
MÉRITÉ D'ALLONGER
VOS JAMBES.

Des sièges avec plus d'espace pour les jambes sont spécialement aménagés en classe United Business® et dans une nouvelle section de United Economy®, Economy PlusSM. Economy Plus est réservée aux voyageurs "privilégiés" (membres Premier® ou d'un statut supérieur, membres Star Alliance™ Gold et Silver, et voyageurs plein tarif catégories Y et B). Ils sont à votre disposition dans la mesure des places disponibles. Réservez-les le plus tôt possible.

Profitez de vos voyages comme de la vie.

 **UNITED
AIRLINES**

MEMBRE DU RESEAU STAR ALLIANCE 



www.united.fr

Toute la flotte internationale de United sera réaménagée à cet effet fin 2001.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **GUCCI-PPR : la Chambre des entreprises d'Amsterdam** a ordonné, jeudi 8 mars, la tenue d'une enquête sur les conditions de l'alliance conclue le 19 mars 1999 entre Pinault-Printemps-Redoute (PPR) et Gucci. Il accède ainsi à une requête du géant du luxe français LVMH.

● **MERCK : le groupe pharmaceutique américain**, critiqué comme le reste de l'industrie pour les prix exorbitants pratiqués sur les médicaments anti-SIDA, a annoncé, mercredi 7 mars, qu'il allait vendre dans les pays en développement ces médicaments à prix coûtants.

● **SHELL : le groupe pétrolier anglo-néerlandais** a annoncé, mercredi, avoir fait une offre d'achat sur la compagnie d'exploration et de production de gaz naturel américaine Barrett Resources pour 1,8 milliard de dollars (1,93 milliard euros).

● **MITSUBISHI : le constructeur automobile japonais** a démenti, jeudi, remettre en cause l'alliance conclue avec le suédois Volvo dans le secteur des poids-lourds. Le quotidien *Asahi Shimbun*, avait affirmé, mercredi, que cette alliance pourrait être dénoncée après la prise de participation de 34 % de DaimlerChrysler dans Mitsubishi.

● **OPEL : la filiale allemande de General Motors** va tester pendant 5 mois la vente de voitures sur Internet. L'entreprise proposera une ristourne de 7 à 11 % sur le prix des modèles.

SERVICES

● **DEUTSCHE BAHN : s'estimant lâché par le gouvernement**, Dieter Vogel, président du conseil de surveillance de la compagnie des chemins de fer allemands, a fait parvenir, mercredi, sa démission au ministre des transports. Son successeur sera l'actuel patron du groupe allemand Preussag, Michael Frenzel.

● **ALCATEL : l'équipementier français** a annoncé que ses ventes de téléphones mobiles étaient en baisse sur le premier trimestre 2001, mais que la croissance du chiffre d'affaires pour cette période devrait être proche du niveau annoncé.

● **CARADISIAC : le site de vente de véhicules d'occasion** sur Internet a annoncé, jeudi, l'acquisition de son concurrent Procar pour 20 millions de francs (3,04 millions d'euros).

● **EQUANT : la Commission Européenne a décidé**, mercredi, de repousser au 21 mars sa décision concernant la prise de contrôle, pour 3,47 milliards d'euros, de l'opérateur Equant par France Telecom. L'opérateur français tente d'éviter les cessions d'activités.

● **BRITISH AIRWAYS : la compagnie aérienne britannique a annoncé**, jeudi, le lancement d'une offre amicale de reprise sur le groupe British Regional Air Lines qui contrôle les compagnies aériennes locales British Regional Airlines et Manx Airlines.

● **VIZZAVI : la filiale internet mobile, commune aux groupes Vodafone et Vivendi**, devrait atteindre l'équilibre fin 2003, selon Vodafone. L'entreprise a revu à la baisse ses objectifs pour 2001.

FINANCES

● **HYPOVEREINSBANK : la deuxième banque privée allemande** a indiqué, mardi, qu'elle allait fermer 150 agences, soit environ une sur dix, et supprimer jusqu'à 800 emplois d'ici la fin de l'année.

● **DEUTSCHE BANK : le président du directoire de la première banque allemande Rolf Breuer** a déclaré, mercredi, que sa banque ne menait pas de négociations « particulières » avec Axa sur la distribution de produits financiers. Deutsche Bank mène actuellement des discussions avec l'assureur allemand Allianz.

● **CRÉDIT SUISSE : une filiale de la banque helvétique**, Crédit Suisse Financial Products, a été reconnue, jeudi, coupable d'obstruction aux autorités de tutelle japonaises et condamnée à une amende de 40 millions de yens (334 000 euros). C'est la première fois qu'une banque étrangère est ainsi condamnée par la justice nipponne.

RÉSULTATS

● **CARREFOUR : le groupe de distribution français** a enregistré, en 2000, une progression de 18,6% de son bénéfice net part du groupe à 1,066 milliard d'euros. Le résultat d'exploitation après amortissement des survalueurs progresse de 34,7% à 2,422 milliards d'euros.

VALEUR DU JOUR

Sidel abaisse ses prévisions de résultats

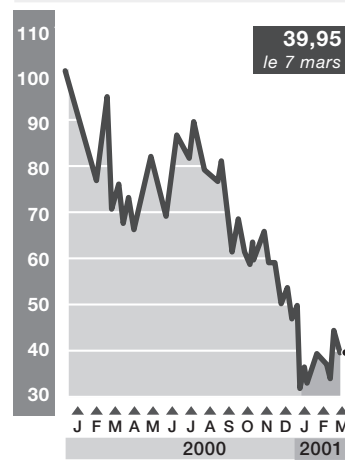
L'ACTION DU GROUPE français Sidel, leader mondial des machines de soufflage et de conditionnement de bouteilles plastique, a chuté, mercredi 7 mars, de 6,64 % à 39,95 euros, suite à la révision à la baisse par l'entreprise de ses résultats 2000, qui seront publiés le 26 mars, en raison de charges complémentaires pour la gestion courante.

Dès l'ouverture, le titre était réservé à la baisse et perdait 8,86 %. Il atteignait un plus bas à 38,10 euros avant de se ressaisir. La veille, un communiqué de l'entreprise alertait les investisseurs : « Au vu des premiers travaux de clôture des comptes, Sidel tient à préciser que les résultats pour l'exercice clos au 31 décembre 2000 devraient être inférieurs aux estimations précédentes de la société. » En janvier, le groupe s'attendait à « une stabilité de son résultat d'exploitation, ce qui correspondrait à une marge opérationnelle après participation et intéressement des salariés de l'ordre de 11 % contre 12,8 % pour l'exercice 1999 ».

Suite à cette annonce, l'action Sidel avait déjà été fortement chahutée. Les investisseurs s'attendaient à une croissance de 10 % du résultat d'exploitation et non à une stabilité du résultat à 113 millions d'euros. Nouvelle déconvenue en février. A l'occasion de la publication du chiffre d'affaires en hausse de 16,7 %, le conseil d'administration de Sidel demandait « qu'en com-

Action Sidel

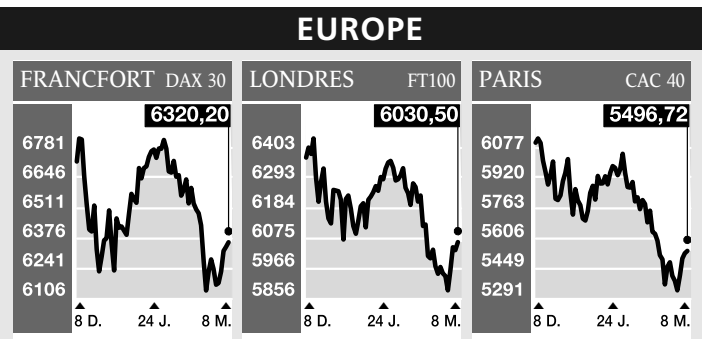
en euro à Paris



plément des mesures de rationalisation industrielles » à l'étude s'ajoutent des mesures pour améliorer le suivi de la rentabilité du groupe.

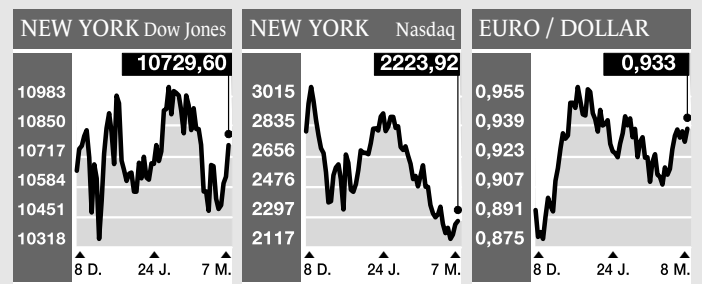
Simultanément à cet avertissement sur les résultats, le communiqué du 6 mars revient sur les bruits en Bourse d'un rachat par le suédois Tetra Laval, fabricant des emballages Tetra Pak. « Au cours des dernières années, de nombreuses rumeurs de marché ont fait état d'alliance entre Sidel et différents partenaires. Compte tenu de son excellent positionnement stratégique et technologique, la société est régulièrement en contact avec d'éventuels partenaires et n'a pas pour habitude de commenter les rumeurs », poursuit le communiqué publié par le groupe.

Dominique Gallois



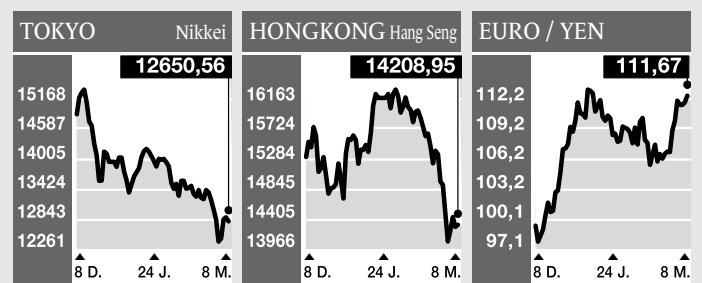
Europe 12 h 30	Indices sélection	cours 08/03	Var. % 07/03	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	4431,60	0,41	- 7,14
EUROPE	STOXX 50	4223,52	0,61	- 7,32
EUROPE	EURO STOXX 324	369,59	0,35	- 5,67
EUROPE	STOXX 653	341,28	0,41	- 5,14
PARIS	CAC 40	5496,72	....	- 7,25
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3764,30	....	- 6,42
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	599,66	0,22	- 5,95
BRUXELLES	BEL 20	2971,27	- 0,45	- 1,76
FRANCFORT	DAX 30	6320,20	0,23	- 1,76
LONDRES	FTSE 100	6030,50	0,48	- 3,09
MADRID	STOCK EXCHANGE	9952,30	0,29	9,25
MILAN	MITEL 30	40240,00	0,73	- 7,96
ZURICH	SPI	7602	- 0,04	- 6,56

AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57	Indices sélection	cours 07/03	Var. % 06/03	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10729,60	1,31	- 0,53
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1261,89	0,63	- 4,42
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2223,92	0,88	- 9,98
TORONTO	TSE INDEX	8301,78	1,17	- 7,07
SAO PAULO	BOVESPA	16395,21	....	7,44
MEXICO	BOLSA	354,37	1,51	12,14
BUENOS AIRES	MERVAL	479,02	0,56	14,94
SANTIAGO	IPSA GENERAL	....	....	....
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7905,25	0,58	15,82

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57	Indices sélection	cours 08/03	Var. % 07/03	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	12650,56	- 0,58	- 8,23
HONGKONG	HANG SENG	14208,95	0,22	- 5,87
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1905,17	- 0,29	- 1,12
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	72,47	1,90	14,40
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3289,40	- 0,51	4,27
BANGKOK	SET	21,22	- 1,30	13,90
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	4104,97	1,44	3,34
WELLINGTON	NZSE-40	2074,63	0,64	9,10

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40 était en hausse de 0,15 % jeudi en milieu de journée, atteignant 5 491,68 points. L'indice avait terminé mercredi en hausse de 0,48 %, mercredi, à 5 483,68 points. L'indice technologique IT CAC 50 était resté stable, à 2084,95 points.

FRANCFORT

THERMOMÈTRE des valeurs allemandes, le Dax progressait de 0,37 %, jeudi à la mi-séance, à 6 328,98 points. La Bourse de Francfort avait terminé mercredi à 6 305,64 points, en hausse de 0,34 %. L'indice technologique Nemax 50 a progressé de 1,14 %, à 2 067,60 points.

LONDRES

RÉFÉRENCE de la Bourse de Londres, le Footsie gagnait 0,50 %, jeudi à la mi-journée, à 6031,70 points. Mercredi, l'indice Footsie avait perdu 0,17 %, à 6 001,8 points. L'indice techMARK des cent principaux titres de la technologie avait cédé 0,16 %, à 2 394,16 points.

TOKYO

LES VALEURS NIPPONES se sont repliées, mercredi 7 mars, après trois séances de hausse. Le Nikkei a perdu 0,58 %, à 12 650,56 points. Selon l'agence Reuters, les opérateurs s'attendent à ce que l'indice peine à franchir les 12 800 points et craignent une grande instabilité à l'approche du règlement des contrats et options sur indices vendredi.

NEW YORK

LES MARCHÉS AMÉRICAINS ont continué leur rebond, mercredi 8 mars. L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a gagné 0,88 %, pour terminer la séance à 2 223,92 points, et l'indice Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a progressé de 1,31 %, atteignant 10 729,60 points. Le Standard & Poor's 500, un indice représentant un plus large éventail de valeurs, s'est établi en hausse de 0,65 %, à 1 261,89 points. Le moral des investisseurs continuait à se raffermir mercredi, le Nasdaq enregistrant une hausse pour la troisième séance consécutive, et le DJIA pour la quatrième séance d'affilée. Abby Joseph Cohen, la principale analyste de la banque d'affaires Goldman Sachs, a notamment recommandé aux investisseurs d'augmenter de 5 %, pour la porter à 70 %, la part d'actions dans leurs portefeuilles, estimant que le Standard & Poor's 500 terminera l'année à 1 650 points et que le Dow Jones dépassera le seuil de 13 000 points.

TAUX

LE RENDEMENT des emprunts d'Etat européens se détendait, jeudi 8 mars, dans les premiers échanges, à 4,73 % pour le Bund allemand à dix ans et à 4,87 % pour son homologue français, l'OAT.

MONNAIES

L'EURO rebondissait jeudi matin face au billet vert, à 0,9311 dollar. Le yen restait faible, à 119,71 pour un dollar.

ÉCONOMIE

Les budgets des pays de la zone euro critiqués par Bruxelles

LA COORDINATION des politiques économiques dans la zone euro a été « exempte de tensions » en 2000, mais les Etats membres, dans leur ensemble, « n'ont pas saisi l'occasion qui se présentait à eux de renforcer leur position budgétaire », selon la Commission européenne. La Commission a adopté mercredi 7 mars un rapport dressant une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre des grandes orientations de politique économique (GOPE) de l'UE pour 2000. Les réformes économiques engagées et la transition vers une société fondée sur les technologies de l'information « ont permis de développer le potentiel de croissance et l'emploi », dans la ligne des GOPE pour 2000, souligne la Commission.

Ce rapport indique que l'année 2000 a vu l'Union enregistrer son plus fort taux de croissance de la décennie (+ 3,4 %), malgré une légère décélération l'été dernier due à la hausse des prix du pétrole. L'inflation (+ 2,1 %) s'est accélérée en raison de la hausse des prix des biens importés mais l'inflation sous-jacente est restée peu élevée à + 1,3 %. Bruxelles déplore que les Etats membres, pris dans leur ensemble, « n'ont pas saisi l'occasion qui se présentait d'améliorer leur position budgétaire sous-jacente ». La Commission juge également « impérative » une réforme des retraites que seuls quelques pays ont engagé. Le document adopté mercredi servira de contribution au prochain sommet de Stockholm, les 23 et 24 mars, qui fera le bilan de la politique économique et sociale engagée et fixera les priorités pour 2001-2002.

● **UE : les prix à la production industrielle** dans la zone euro ont augmenté de 0,1 % en janvier après une baisse de 0,4 % en décembre, selon Eurostat. En glissement annuel, la hausse est de 4,8 %. Dans l'UE-15, les prix à la production industrielle sont restés stables en janvier et ont augmenté de 4,1 % sur un an.

● **GRANDE-BRETAGNE : le ministre britannique des finances, Gordon Brown**, a évalué mercredi l'excédent budgétaire à 23 milliards de livres (38,3 milliards d'euros) au titre de l'exercice 2000-2001, qui s'achève début avril, et à 17 milliards de livres pour l'année fiscale 2001-2002. Il a présenté mercredi un budget 2001-2002 basé sur une croissance

ce du produit intérieur brut située entre 2,25 % et 2,75 %. Le chancelier de l'Echiquier a maintenu son objectif d'inflation à 2,5 % pour 2002. A la veille des élections, M. Brown a annoncé des baisses d'impôts de 6 milliards d'euros.

● **ALLEMAGNE : les entrées de commandes dans l'industrie** ont nettement reculé en janvier, renforçant les craintes d'un ralentissement plus sévère que prévu dans la première économie de la zone euro, où le chômage vient aussi d'augmenter pour le deuxième mois consécutif.

● **JAPON : la masse monétaire** a progressé de 2,7 % sur un an en février après avoir augmenté de 2,4 % en janvier, a annoncé jeudi la Banque du Japon dans un rapport préliminaire. La définition japonaise de la masse monétaire recouvre M2 (liquidités, comptes à vue et à terme) et les certificats de dépôts bancaires (CD).

● **Les dépenses des ménages** japonais ont reculé de 0,5 % en janvier sur un an après avoir progressé de 2,1 % en décembre, a annoncé jeudi le ministère de la gestion publique, de l'intérieur et des postes et télécommunications.

● **Les commandes de biens d'équipement** du secteur privé ont continué de progresser au Japon en janvier, pour le treizième mois consécutif, mais à un rythme peu élevé de 0,8 % sur un an, a annoncé jeudi le Bureau du gouvernement. La progression s'est nettement ralentie en début d'année puisqu'elle avait atteint 13,5 % en décembre.

● **ÉTATS-UNIS : la croissance de l'économie américaine a été faible ou modeste dans la plupart des régions en février** et certaines d'entre elles ont fait part de conditions économiques mitigées, constate le Livre beige de la Réserve fédérale américaine (Fed) publié mercredi. Ce Livre beige fait l'état des lieux de l'économie des Etats-Unis toutes les six semaines. Le marché de l'emploi est resté tendu, mais environ la moitié des douze régions couvertes par le système fédéral de Réserve ont noté des signes de détente. « Les employeurs ont fait part d'une certaine diminution des pressions salariales mais d'une augmentation des coûts d'assurance santé », indique le Livre beige. « Des prix plus élevés pour l'énergie, surtout pour le gaz naturel, ont été enregistrés dans toutes les régions mais les pressions sur les prix pour de nombreux autres produits ne semblent pas avoir augmenté », affirme le document.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Euro contre	07/03
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245	COURONNE DANOISE.....	7,4628
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE.....	8,2155
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774	COUR. SUÉDOISE.....	9,0540
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238	DOLLAR TCHÈQUE.....	34,8880
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,8137
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703	DOLLAR CANADIEN.....	1,4395
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894	DOLLAR HONGKONG.....	7,2592
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660	DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,1917
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607	LEUNT HONGROIS.....	266,3000
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324	FOR. ROUMAIN.....	25273
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503	ZLOTY POLONAIS.....	3,6802

Cours de change croisés

08/03 12 h 30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,83630	0,93375	0,14235	1,46970	0,60566
YEN.....	119,67500	.....	111,67500	17,02500	175,79000	72,44500
EURO.....	1,07095	0,89546	.....	0,15245	1,57440	0,64870
FRANC.....	7,02500	5,87400	6,55957	.....	10,32565	4,25535
LIVRE.....	0,68041	0,56890	0,63515	0,09685	.....	0,41210
FRANC SUISSE.....	1,65110	1,38040	1,54155	0,23495	2,42665	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 07/03	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,81	4,66	4,90	5,44
ALLEMAGNE.....	4,80	4,76	4,75	5,32
GDE-BRETAG.....	4,97	5,52	4,88	4,48
ITALIE.....	4,80	4,71	5,18	5,82
JAPON.....	0,18	0,13	1,14	1,73
ÉTATS-UNIS.....	5,47	4,72	4,96	5,35
SUISSE.....	3,25	3,40	3,41	4,03
PAYS-BAS.....	4,77	4,71	4,90	5,39

Matif

Cours 12 h 30	Volume 08/03	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
MARS 2001.....	40197,00	90,06	89,90
Euribor 3 mois			
MARS 2001.....	NC	NC	NC

Matières premières

En dollars	Cours 07/03	Var. % 06/03
MÉTAUX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS.....	1817	- 0,06
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1563,50	+ 0,10
PLOMB 3 MOIS.....	518,50	+ 0,10
ETAIN 3 MOIS.....	5128	- 0,23
ZINC 3 MOIS.....	1027,50	- 0,24
NICKEL 3 MOIS.....	6045	- 0,90
MÉTAUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME.....	4,45	+ 0,23
PLATINE A TERME.....	144517,00	- 0,35
GRAINES DENRÉES		
BLÉ (CHICAGO).....	270	.....
MAIS (CHICAGO).....	213,25	.....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	158,50	.....
SOFTS		
CACAO (NEW YORK).....	1064	+ 2,01
CAFÉ (LONDRES).....	.....	.....
SUCRE BL. (LONDRES).....	.....	.....

Pétrole

||
||
||

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre Nokia a perdu mercredi 7 mars 2,84 %, pour coter 28,03 euros. Le courtier Lehman Brothers a abaissé sa prévision sur le numéro un mondial des téléphones portables, après que ses concurrents Samsung et Texas Instruments l'eurent accusé de s'engager dans une guerre des prix.

L'action MAN a chuté de 5,67 %, à 29,44 euros. Le groupe industriel diversifié (camions, bus, machines-outils et imprimerie) a annoncé mardi qu'il misait sur des bénéfices stables, voire en baisse, pour 2001, en raison des « incertitudes conjoncturelles » et des coûts des nouveaux modèles.

Le titre de la holding italienne HdP a gagné 4,10 %, atteignant 3,98 euros, au lendemain de commentaires sur une possible cotation en Bourse de Rizzoli Corriere della Sera (RCS), sa filiale spécialisée dans la presse.

Table of stock prices for the Automobile sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, and BMW.

Table of stock prices for the Banking sector, including companies like ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, and ALL & LEICS.

Table of stock prices for the Construction sector, including companies like ACCIONA, ACS, and AGGREGATE IND.

Table of stock prices for the Basic Products sector, including companies like ACERALIA, ACERINOX R, and ALUMINIUM GREEC.

Table of stock prices for the Chemical sector, including companies like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, and BASF AG.

Table of stock prices for the Conglomerates sector, including companies like RHODIA, SOLVAY, and TESSENDERLO CHE.

Table of stock prices for the Conglomerates sector, including companies like RHODIA, SOLVAY, and TESSENDERLO CHE.

Table of stock prices for the Telecommunications sector, including companies like ATLANTIC TELECO, EIRCOM, and BRITISH TELECOM.

Table of stock prices for the Construction sector, including companies like ACCIONA, ACS, and AGGREGATE IND.

Table of stock prices for the Basic Products sector, including companies like ACERALIA, ACERINOX R, and ALUMINIUM GREEC.

Table of stock prices for the Chemical sector, including companies like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, and BASF AG.

Table of stock prices for the Conglomerates sector, including companies like RHODIA, SOLVAY, and TESSENDERLO CHE.

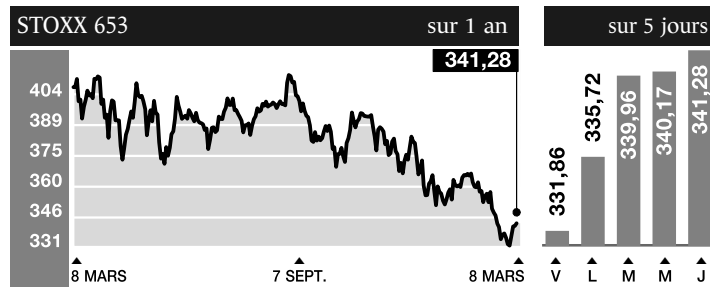


Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including THE SWATCH GRP, THOMSON MULTIME, and WILSON BOWDEN.

Table of stock prices for the Pharmacy sector, including companies like ACTELION N, ALTANA AG, and ASTRAZENACA.

Table of stock prices for the Equipment sector, including companies like ABB N, ADECCO N, and AEROPORTI DI RO.

Table of stock prices for the Energy sector, including companies like BG GROUP, BP AMOCO, and CEPSA.

Advertisement for the Volkswagen Sharan, featuring an image of the car and text: 'Nouveau Sharan. ESP de série'.

Table of stock prices for the Energy sector, including companies like PETROLEUM GEO-S, ROYAL YPF, and REPSOL DUTCH CO.

Table of stock prices for the Financial Services sector, including companies like 3I GROUP, ALMANIJ, and ALPHA FINANCE.

Table of stock prices for the Consumer Goods sector, including companies like ACCOR, ADIDAS-SALOMON, and AGFA-GEVAERT.

Table of stock prices for the Food and Beverage sector, including companies like ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRIT F, and BASS.

Table of stock prices for various companies, including COCA COLA HBC, HELLENIC SUGAR, and KAMPS.

Table of stock prices for the Equipment sector, including companies like ABB N, ADECCO N, and AEROPORTI DI RO.

Table of stock prices for the Energy sector, including companies like PETROLEUM GEO-S, ROYAL YPF, and REPSOL DUTCH CO.

Table of stock prices for the Energy sector, including companies like PETROLEUM GEO-S, ROYAL YPF, and REPSOL DUTCH CO.

Table of stock prices for the Financial Services sector, including companies like 3I GROUP, ALMANIJ, and ALPHA FINANCE.

Table of stock prices for the Consumer Goods sector, including companies like ACCOR, ADIDAS-SALOMON, and AGFA-GEVAERT.

Table of stock prices for the Food and Beverage sector, including companies like ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRIT F, and BASS.

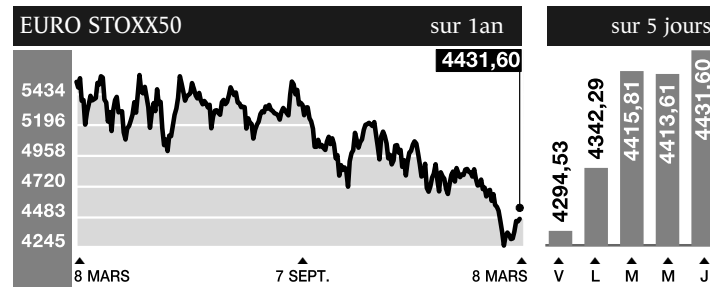


Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX50 index, including VIVENDI ENVIRON, VOLVO-A, and WILSON BOWDEN.

Table of stock prices for the Insurance sector, including companies like AEGIS GROUP, AEGON NV, and AGF.

Table of stock prices for the Media sector, including companies like MONDADORI, B SKY B GROUP, and CANAL PLUS.

Table of stock prices for the Media sector, including companies like MONDADORI, B SKY B GROUP, and CANAL PLUS.

Table of stock prices for the Consumer Goods sector, including companies like AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

Table of stock prices for the Consumer Goods sector, including companies like AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

Table of stock prices for the Consumer Goods sector, including companies like AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

Table of stock prices for various companies, including VALORA HLDG N, VENDEX KBB NV, and W.H SMITH.

Table of stock prices for the Technology sector, including companies like AIXTRON, ALTCATELA-A, and ALTEC SA REG.

Table of stock prices for the Technology sector, including companies like AIXTRON, ALTCATELA-A, and ALTEC SA REG.

Table of stock prices for the Collectives Services sector, including companies like ACEA, AEM, and ANGLIAN WATER.

Table of stock prices for the Collectives Services sector, including companies like ACEA, AEM, and ANGLIAN WATER.

Table of stock prices for the Collectives Services sector, including companies like ACEA, AEM, and ANGLIAN WATER.

EURO NOUVEAU MARCHÉ
08/03 12h19
Cours en euros % Var. 07/03
AMSTERDAM
AIRSPRAY NV 17,75 - 0,56
ANTONOV 0,47 ...
CT/CAC 3,95 ...
CARDIO CONTROL 3,48 - 0,57
CSS 23,90 ...
HITT NV 6,55 - 3,68
INNOCONCEPTS NV 19 + 1,33
NEDGRAPHICS HOLD 11,50 + 2,68
SOPHEON 2,25 + 2,27
PROLION HOLDING 94 ...
RING ROSA 1,65 - 4,62
RING ROSA WT 0,02 ...
UCC GROEP NV 6,40 + 1,59
BRUXELLES
ARTHUR 6,30 ...
ENVIPO HDL CT 0,59 ...
FARDIS B 19 - 0,52
INTERNOC HLD 0,70 ...
INTL BRACHTYHER B 8,50 + 2,41
LINK SOFTWARE B 5,50 ...
PAYTON PLANAR 0,45 ...
FRANCFORT
UNITED INTERNET 17,24 ...
AIXTRON 115,50 ...
AUGUSTA TECHNOLOGIE 20,32 ...
BB BIOTECH ZT-D 84 ...
BB MEDTECH ZT-D 15,69 + 1,23
BERTRANDT AG 22 + 0,46
BETA SYSTEMS SOFWA 6,16 - 1,44
CE COMPUTER EQUIPME 9,90 + 6,34
CE CONSUMER ELECTRO 14,20 - 1,25
CENIT SYSTEMHAUS 21,25 - 1,16
DRILLSCH 4,98 + 5,96
CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.
CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède
GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark

DISPARITIONS

Gabriel Lisette

Un dirigeant africain des années 50

ANCIEN PREMIER MINISTRE du Tchad nouvellement indépendant, Gabriel Lisette vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-un ans.

D'origine guadeloupéenne, Gabriel Lisette était né en 1919 à Puerto Bello, au Panama. Breveté de l'École Nationale de la France d'Outre-mer, il entame au Tchad après la guerre une double carrière d'administrateur et d'homme politique. Sous la IV^e République, il représente le Tchad à deux reprises à l'Assemblée nationale française et devient maire de Fort-Lamy, la capitale. Aux côtés du député – et futur président – ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, il est l'un des fondateurs du RDA, le Rassemblement Démocratique Africain, dont il crée la section tchadienne, le « Parti progressiste tchadien ».

C'est l'époque – la fin des années 40 – où le RDA, apparenté au parti communiste, sent le soufre, dans les colonies comme à Paris, notamment chez les gaullistes, prompts à dénoncer cette formation « stalinienne ». Houphouët-Boigny, Gabriel Lisette et ses amis sont accusés d'entretenir l'agitation, le leader ivoirien échappant même de justice à une arrestation. Les chefs du parti rentrent en grâce en 1951 après s'être éloignés des communistes et avoir apparenté leur formation à l'UDSR, le parti de René Plevin –

alors chef du gouvernement – et de François Mitterrand, son ministre de la France d'Outre Mer.

Comme d'autres prestigieux élus africains du RDA – Hamani Diori au Niger, Modibo Keita au Soudan-Mali, tous deux futurs présidents de leur pays – le dirigeant tchadien subit une éclipse, après avoir perdu son siège au Parlement. Il jouera néanmoins loyalement le jeu des institutions. Réélu député en 1956 lors de la loi-cadre Defferre, il devient vice-président du gouvernement tchadien puis président du gouvernement en novembre 1958 après le référendum qui crée la communauté franco-africaine.

Premier ministre du gouvernement provisoire, puis vice-premier ministre du Tchad indépendant, il est destitué puis évincé de la scène politique par le chef de l'Etat, François Tombalbaye. Gabriel Lisette commence alors une autre vie, et, devenu gaulliste, renoue avec le continent de ses origines, comme représentant de la France auprès de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine, la CEPAL, dont le siège est à Santiago du Chili. Il occupera ce poste pendant plus de vingt ans et y rappellera souvent l'attachement des Antilles à la République française.

Jean-Pierre Langellier

■ GUY SERBAT, ancien résistant, est mort, dimanche 4 mars, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Sous le nom de code de « Raymond Cayrol », Guy Serbat a notamment commandé, en 1943, la 3^e subdivision des Francs-Tireurs Partisans (FTP) qui regroupait la Résistance dans le sud de la France, en particulier les régions de Toulouse, de Montpellier et de Marseille. Les FTP étaient une organisation paramilitaire contrôlée par le PCF. Commissaire aux opérations en zone Sud, il est de ceux qui ont vu, à l'époque, le danger

qu'il y eut d'improviser un maquis, sur le plateau des Glières, en Haute-Savoie, dont l'anéantissement par les Allemands et les miliciens, en mars 1944, devait entraîner la mort de plus de 200 maquisards. En mai de la même année, la direction militaire FTP de la zone Sud, où il est chargé des départements alpins, est décapitée, victime d'un agent ennemi infiltré. Après la guerre, Guy Serbat enseigne la linguistique à la Sorbonne. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la médaille de la Résistance, Guy Serbat était officier de la Légion d'honneur.

NOMINATIONS

SÉNAT

François Fortassin, président (PRG) du conseil général des Hautes-Pyrénées, est devenu sénateur des Hautes-Pyrénées après le décès de François Abadie (*Le Monde* daté 4-5 mars), dont il était le suppléant depuis 1983. Des élections sénatoriales auront lieu dans les Hautes-Pyrénées en septembre prochain.

[Né le 2 août 1939 à Sarp (Hautes-Pyrénées), enseignant, François Fortassin est maire (MRG, puis PRG) de sa commune natale depuis 1977. Conseiller général des Hautes-Pyrénées, élu du canton de Mauléon-Barousse, depuis 1979, il préside l'assemblée départementale depuis avril 1992. François Fortassin est aussi conseiller régional de Midi-Pyrénées depuis 1986.]

COUR DES COMPTES

François Logerot a été nommé, mercredi 7 mars, en conseil des ministres, premier président de la Cour des comptes, en remplacement de Pierre Joxe, qui vient d'entrer au Conseil constitutionnel.

[Né le 18 juillet 1936 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), François Logerot a fait l'essentiel de sa carrière à la Cour des comptes, où il est entré comme auditeur, en 1962, à sa sortie de l'ENA. Après quelques passages dans les ministères (rapatriés, mer) et à la DATAR, il devient secrétaire général adjoint de la Cour en 1979, puis secrétaire général (1982-1987). Il est nommé conseiller maître en 1986. Il a été rapporteur général du rapport public que la Cour publie chaque année (1993-1997). Depuis 1997, il était président de la 1^{re} chambre.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 5-mars di 6 mars est publié :

● **Accord international** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Cameroun sur le transfert transfrontière de déchets dangereux, signé à Paris le 25 avril 2000.

LE MONDE TELEVISION

avec *Le Monde*
DATÉ DIM./LUNDI

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Camille et Allan PADOL sont heureux d'annoncer la naissance de leur frère,

Julien, Loïc,

le 19 février 2001, à Paris.

16, rue de Chaumont,
75019 Paris.

Germain

a la joie d'annoncer la naissance de sa sœur,

Alice,

le 23 février 2001, à Dole.

Marie-Noëlle et Gilles GUILLAUD,
3, rue du 8-Mai,
39120 Neublans-Abergement.

Alain ZIVIE

et Jia ZHONG sont heureux d'annoncer la naissance de

Jade Salomé,

à Paris, le 5 mars 2001.

32, rue Saint-Paul,
75004 Paris.

Anniversaires de naissance

8 mars 2001

– Pour ton premier anniversaire,

Jade,

nous t'offrons le Monde.

A toi de le conquérir... mon Joyau.

Tendrement,
Ta maman et ton papa.

Saigon, 9 mars 1961,
Lyon, 9 mars 2001.

Bienvenue au Club des Quadras !

Marie.

Le monde t'appartient.

Ton petit Prince.

Décès

– Strasbourg. Saint-Avold. Paris.

Jean-François Alliot, son époux,
Gustave et Louis, ses fils,
Son père René Pierrard, Ses frères, sœurs et leurs enfants, Claude, Marie-Jo Alliot et leurs enfants,
Les familles Alliot, Pierrard, Dechoux, Grémont, Prégniard, Quéau, Soarès, ont la douleur de faire part du décès de

Véronique ALLIOT-PIERRARD,

survenu dans sa quarantième année, des suites d'un cancer.

La cérémonie aura lieu le samedi 10 mars, dans la plus stricte intimité.

S'abstenir de toutes condoléances.

– Le docteur Liliane Bardis, son épouse, fait part du décès du

docteur Claude BARDIS,
psychiatre honoraire des hôpitaux,

survenu le 28 février 2001, à l'âge de soixante et onze ans.

« Il séchera toutes larmes de leurs yeux. Plus de mort ni de deuil, plus de cris ni de peine, l'ancien monde s'en est allé. »

Pierre ESPAGNE

est mort à Paris, le 5 mars 2001.

Tous ceux qui l'aiment sont invités à se joindre à sa famille, le lundi 12 mars, à 10 heures, dans l'église Saint-Germain-des-Prés.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Chassignolles (Indre).

Denise COSTA

a enfin rejoint son fils

Hughes,

décédé à Delhi, le 30 mars 1981.

Elle sera inhumée dans le caveau familial le 9 mars 2001, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

Une fleur pour Denise et Hughes.

– Sa famille et ses amis vous prient d'avoir une pensée pour

Denise COSTA

et pour son fils

Hughes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– M^{me} Philippe Fichéfeux, Alain Fichéfeux et Anne-Marie Sirmain, Jean-Michel et Christine Rochecoste, Patrice et Hélène Tripodi, Denis et Nicole Oswald, Jérôme et Marie-Noëlle Favre de Thierrens, Jean-Philippe et Guylaine Fichéfeux, François et Françoise Chauvet, et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe FICHEFEUX,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, président d'honneur de la Fédération de la métallurgie, CFE-CGC,

survenu le samedi 3 mars 2001, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse, suivie de l'incinération, a eu lieu à Marseille, dans l'intimité familiale.

Henri

n'est plus.

Malgré un désir de vivre et un courage exceptionnels, il est mort le 7 mars 2001, à l'hôpital Cochin (Paris-14^e).

Il sera inhumé le 10 mars, à Plouguernevel, à 15 h 30, dans le caveau familial, où

François

l'a précédé le 13 juillet 1995.

Cécile Grabner, Pierre, Carole, Thomas, Marie-Hélène, Caroline, Et toute la famille.

– Pierre Jacob, son mari, Philippe et Catherine Jacob, Véronique et Jean-Bernard Desjardins, ses enfants,

Arnaud, Quentin, Bastien, Clément, Arthur et Marie, ses petits-enfants, Henri et Danièle Favre, Odile Jacob et Emmanuel Uribes, ses frères, belles-sœurs et beau-frère, Hélène Favre, sa nièce, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Noëlle JACOB,

née FAVRE, administrateur civil en retraite,

survenu accidentellement le 5 mars 2001, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 9 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13^e.

L'inhumation des cendres aura lieu le samedi 10 mars, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

59, rue Brillat-Savarin,
75013 Paris.

– La Société des amis du président Gaston Monnerville

a le vif regret d'annoncer la disparition de

M. Gabriel LISETTE,

un de ses membres fondateurs.

Elle tient à saluer la mémoire d'un homme politique d'outre-mer, ancien premier ministre du Tchad, qui fut aussi un grand Français et qui laisse une leçon exceptionnelle de lucidité, de rigueur et de courage.

(Lire ci-contre.)

– Geneviève Mesguich, Claude Sabag-Mesguich, ses filles,

Cyril, Géraldine, Jérôme et Julien, ses petits-enfants, Sacha, Lisa, Eliott et Jonathan, ses arrière-petits-enfants, Ses frères et sœurs, Ses beaux-frères et belles-sœurs, font part, avec une infinie tristesse, du décès de

Esther Lucienne MESGUICH.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 9 mars 2001, à 10 heures, au cimetière d'Alfortville (Val-de-Marne).

16, avenue du Buisson,
94100 Saint-Maur.

– Mamadou, Samba, Sara, Rachel, Aziz, Astou et Adja, ses enfants,

P^r Marc Gentilini, Henri et Michelle Gourarier, M^r Daniel Jacoby, Claude Meillassoux, ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès, à M'Bour (Sénégal), le 4 mars 2001, de

Sally N'DONGO,

présidente de l'Union générale des travailleurs sénégalais en France (UGTSF).

BP 16693,
Dakar Fann,
2, rue Bellini,
appartement 179,
92800 Puteaux.

– Ses amis ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Germaine MORSKOÏ,
dite Nane GERMON,
comédienne.

Elle sera incinérée le samedi 10 mars 2001, à 9 h 45, au Père-Lachaise.

Anniversaires de décès

– Les 3 et 11 mars 1990,

Hélène BLOCHE

et Anne-Marie BLOCHE,
née JALOUNEIX,

nous quittaient.

Onze ans plus tard, leur souvenir si présent s'inscrit dans le nouveau millénaire.

Souvenirs

– A la mémoire de

Louis et Solange GEX,

assassinés dans leur ferme, en Algérie, près de Beni-Amran, le 18 juillet 1962, une célébration aura lieu le dimanche 11 mars 2001, à 15 heures, au Couvent de Paris, 7, rue Marie-Rose (14^e), M^e Alésia).

Tous ceux qui les ont aimés sont invités.

Pierrette Gex,
1, allée des Orangers,
Le Mas-Laurent,
91940 Les Ulis.

– Trente ans déjà. Le compositeur

Jean-Pierre GUÉZEC

nous quittait à l'âge de trente-six ans.

Souvenez-vous.

M^{me} Le Bail,
5, place Saint-Hubert,
77300 Fontainebleau.

– 9 mars 1972 - 26 février 2000.

Guillaume,

tes vingt-neuf ans frémissent dans nos esprits et nos cœurs endeuillés.

Mirjana,

tu es partie, les couleurs aussi...

Mars 1994 - mars 2001.

Familles Dizdarevic-Philip.

Assemblées générales

La Société française d'anesthésie et de réanimation informe ses membres de la tenue de son assemblée générale ordinaire, le **vendredi 16 mars 2001, à 16 heures**, au siège social : 74, rue Raynaud, Paris-16^e.

Celle-ci sera suivie, à 17 heures, d'une assemblée générale extraordinaire proposant une modification des statuts et du règlement intérieur.

Conférences

PSYCHANALYSE ET SYMBOLES, par Michel Cazenave, vendredi 16 mars, à 20 heures, 5, rue Las-Cases, Paris-7^e. Réservation : 01-46-07-03-67.

– A l'invitation du Bné Brith Ben Gourion, le professeur Maurice-Ruben Hayoun traitera du thème suivant : « **Entre le mythe et le rite : la symbolique du Shofar (corne du bœlier)** ». **Jedi 15 mars, à 20 h 15**, à la mairie du 16^e arrondissement, 71 avenue Henri-Martin, 75116 Paris. Renseignements : tél. : 01-40-82-26-02.

Colloques

– Le Centre de droit américain de l'université Panthéon-Assas (Paris-II) organise, avec le concours des services culturels de l'ambassade des Etats-Unis, un colloque sur « **Le droit dans la culture américaine** », le vendredi 16 mars 2001, de 9 heures à 18 heures.

12, place du Panthéon,
75005 Paris (salle des conseils).
Programme consultable :
<http://www.u-paris2.fr>

Cours

Découvrez l'informatique chez vous avec le premier organisme de formation à domicile. Prise en main du matériel, Internet, bureautique.

ALDISA. Tél. : 01-46-67-18-90

Communications diverses

Célébration du 8 mars à la mairie du 18^e.

A l'occasion de la célébration du 8 mars, Journée internationale des femmes, une fête sera organisée à la mairie du 18^e arrondissement sur le thème : « **Les femmes musiciennes** ».

Se produiront de jeunes groupes mixtes de musique et de danse : Gospel, avec Joëlle Esso. Rap, avec le groupe Enigmatik. Percussions brésiliennes, avec le groupe Mulékéto.

Capoeira, avec le groupe de la Capoeira Viola. Chansons populaires, avec André Dumas.

L'entrée est libre à partir de 19 h 30, dans la salle des mariages.

SOUTENANCES DE THÈSE

85 F TTC - 12,96 € la ligne

Tarif étudiants année 2001

Le Monde
MARS 2001

L'œil des femmes sur le combat des femmes

Waris Dirie est mannequin vedette. Elle est née en Somalie et comme des dizaines de millions de femmes dans le monde, elle fut excisée. Elle incarne le combat contre les violences et les injustices dont les femmes sont victimes. Pour *Le Monde*, de grandes photographes illustrent ce dossier.

N°5

M 5009 - 5 - 20,00 F

20F

MUNICIPALES TRENTÉ ET UN MAIRES PHOTOGRAPHIENT LEUR COMMUNE. TRENET CARTES POSTALES D'EPOQUE POUR CHANTER SA DOUCE FRANCE. SIRVEN IMAGES RETROUVEES APRES SON ARRESTATION AU JAPON. STAR WARS LES NOUVELLES ARMES AMERICAINES DE L'APRES-GUERRE FROIDE. BALTHUS HOMMAGE AU GRAND PEINTRE DES FORMES ET DES LUMIERES.

LIRE ET VOIR ET AUSSI... KABILA : CES ENFANTS-SOLDATS QUI L'ONT ASSASSINE. KILIMANDJARO : LES NEIGES NE SONT PLUS ETERNELLES. RUGBY : AU BANQUET ANNUEL DES PILIERS DU XV DE FRANCE. CLUB MED : LE TEMPS DES CASES ET DES PAILLOTES. DELORS ET HAVEL : PLAIDOYER POUR LA GRANDE EUROPE. PARIS : PHOTOS DE CANDIDATS EN CAMPAGNE.

Belgique : 108 F8 - Suisse : 8 F8 - Luxembourg : 148 F.
Maroc : 38 Dh - Canada : 8 \$ can.

MAGAZINE MENSUEL - 20F

SCIENCES Les producteurs de 2001, *L'Odyssée de l'espace* profitent de l'année de référence du film pour le ressortir sur les écrans. La fiction de Stanley Kubrick et Arthur Clarke

a-t-elle été rattrapée ou dépassée par la réalité de la science ? ● LES PROGRÈS se sont révélés, en fait, beaucoup moins rapides que ne l'espéraient les auteurs du scénario.

● HAL, l'ordinateur du vaisseau spatial, conserve une avance considérable sur les possibilités de l'informatique actuelle, à l'exception de la miniaturisation des puces, non pré-

vue par les concepteurs du film. ● L'ESPACE à la portée de l'homme demeure également beaucoup plus limité et les voyages vers Jupiter ne sont pas à l'ordre du jour. ● LES

EXTRATERRESTRES, de même, ne se sont toujours pas manifestés, contrairement à ce que montrait le film à travers la présence obsédante des mystérieux monolithes.

En 2001, « L'Odyssée de l'espace » reste de la science-fiction

Le film mythique réalisé par Stanley Kubrick en 1968 ressort sur les écrans. Une occasion de confronter le monde tel que l'imaginait le cinéaste à la réalité d'aujourd'hui. Si sa vision de notre temps ne s'est pas concrétisée, rien ne dit que le futur ne lui donnera pas partiellement raison

PLUS DE TRENTE ANS se sont écoulés depuis la sortie, avenue de Wagram, à Paris, au cinéma Empire, du film 2001, *L'Odyssée de l'espace*. Plus de trente ans ont passé depuis que le héros du chef-d'œuvre de Stanley Kubrick, l'astronaute David Bowman, seul survivant d'une odyssée tragique sur fond de technologie spatiale, a servi de prétexte à une réflexion sur l'évolution de l'homme. Ce monde n'est pas le nôtre.

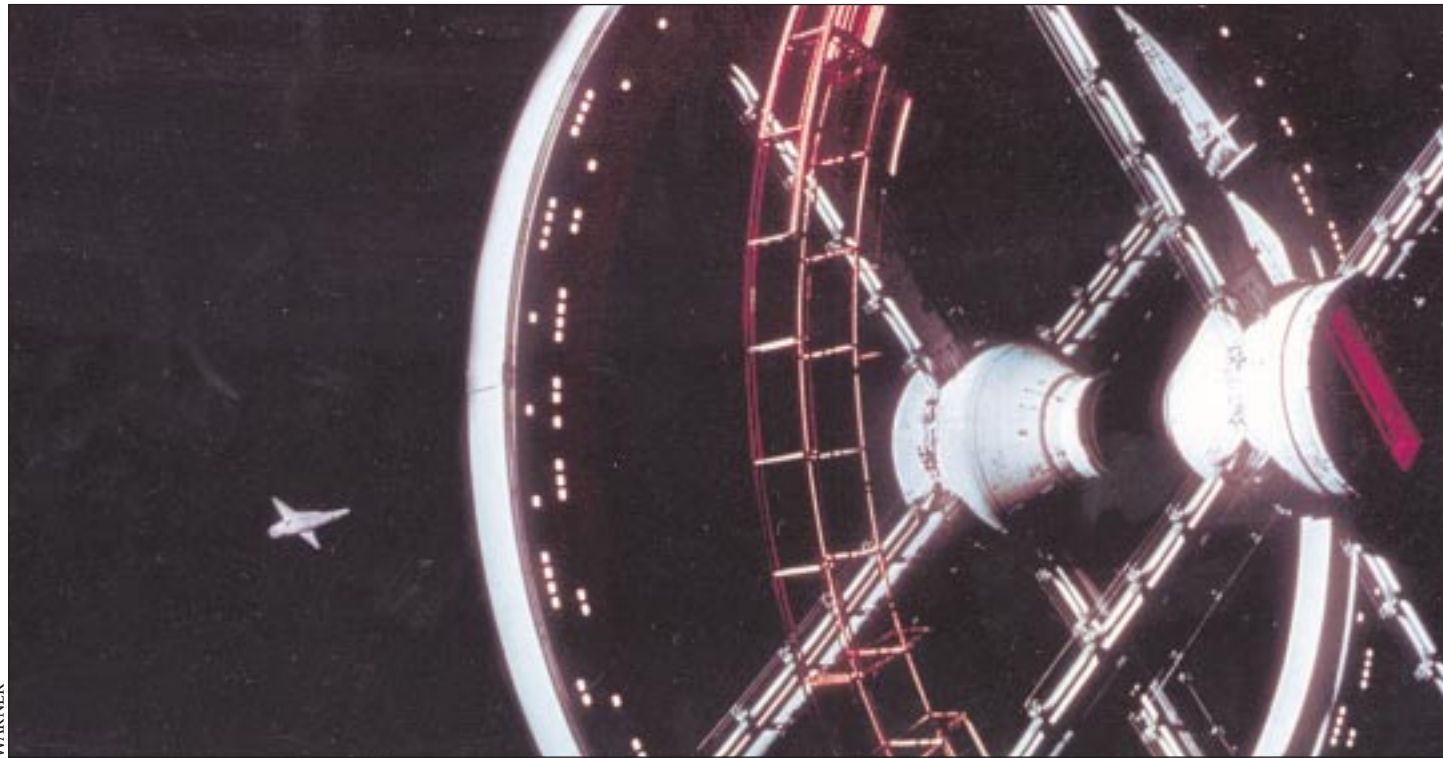
Nos engins spatiaux étriés n'ont pas l'intelligence du vaisseau Discovery de Bowman. Nos ordinateurs ne sont ni omniscients ni sujets à l'Œdipe comme Hal, l'ordinateur central du vaisseau. Notre technologie est bien pauvre comparée à celle de Stanley Kubrick, pourtant issue des idées colportées par la NASA dans les années 1960. Pas question d'espérer avant longtemps naviguer entre la Terre et Mars. Quant à Jupiter, objectif de Bowman, il vaut mieux ne pas y penser. Dommage que le fil à la patte qui nous retient à la Terre soit encore trop gros pour mener un rêve en toute liberté.

Un rêve que cette double roue qui tourne lentement dans le ciel aux accents du *Beau Danube bleu*. Un rêve que cette station spatiale immense où les phénomènes d'apesanteur sont abolis. Rien à voir avec la station imaginée en 1923 par Hermann Oberth pour servir de plate-forme à des missions vers la Lune et Mars. Mais un petit air de famille avec celle, l'Habitat Wheel, dessinée en 1928 par Hermann Noordung.

CONFORT SPARTIATE

L'idée a d'ailleurs été reprise plus tard par Wernher von Braun, le père des V2 allemands et des fusées Saturne de la conquête de la Lune. Pour le magazine *Collier's* et les studios Disney, il dessina une station en forme de double roue, dont le principe a été repris par l'auteur de science-fiction Arthur C. Clarke et mis en scène ensuite par Stanley Kubrick pour 2001. Ce n'est cependant qu'en 1975 que des chercheurs de Ames Research Center de la NASA imaginèrent les conditions de vie d'une colonie humaine autonome dans l'espace. Un projet séduisant certes mais irréaliste pour l'époque.

A l'heure où les Russes s'apprêtent à détruire la station Mir, force est de constater que le vol spatial ne s'est pas banalisé. Les missions spatiales sont plus affaires de spécialistes – le plus souvent des anciens pilotes de chasse – que



Les stations Mir ou même l'ISS, composées de modules disparates, sont loin de ressembler à la double roue du film.

d'hôtes charmantes chaussées de bottines souples à semelle de Velcro pour contrer les effets de l'apesanteur. Trop cher. Les astronautes continueront donc encore longtemps à flotter comme les héros de Hergé dans *On a marché sur la Lune*.

plus quelques personnes. Pas question d'y combattre les effets de l'apesanteur. Trop cher. Les astronautes continueront donc encore longtemps à flotter comme les héros de Hergé dans *On a marché sur la Lune*.

COÛT EXORBITANT

Même décalage temporel pour les bases permanentes construites sur la Lune par les scénaristes. Les

archives des grandes agences spatiales fourmillent de tels projets qui, par manque d'argent, de moyens de transport réellement économiques ou d'objectifs d'occupation à des fins stratégiques ou minières, ont été vite abandonnés. Rien d'étonnant à cela : un vol de navette coûte de 300 à 500 millions de dollars pour une mission d'une dizaine de jours et l'envoi dans l'espace, au mieux, d'un équi-

page de sept personnes. Comparé à ces sauts de puce, la Lune semble encore un peu loin. Quant à Mars, elle est pratiquement inaccessible.

Interrogés sur le sujet, des experts ont d'ailleurs estimé qu'il faudrait de 110 à 180 jours pour s'y rendre. Et encore avec une fusée GTI qui pour l'heure n'existe pas. Pour le retour, même long voyage pour les six astronautes aguerris qui seront restés cinq

cents à six cents jours sur la Planète rouge. Une aventure si difficile à mettre sur pied que personne ne songe, comme Stanley Kubrick, à envoyer le moindre vaisseau habité vers Jupiter ou Saturne.

SOUCI DE RÉALITÉ

Même si notre technologie a considérablement réduit les dimensions de la Terre au point de rendre son corset difficile à porter, des dizaines d'années s'écouleront encore avant que la réalité égale les fictions de Kubrick. « Voyez les équipages de la station Mir quand ils reviennent sur Terre, commente Roger Bonnet, directeur des programmes scientifiques de l'Agence spatiale européenne (ESA). Une armée de médecins et de spécialistes les attend. » Quand ils atterrissent, « ils sont blancs comme des linges. On les installe [alors] avec précaution dans des fauteuils pour qu'ils reprennent des couleurs. » Faudra-t-il pour l'exploration de Mars, ironise-t-il, « envoyer une telle escouade en éclaireurs pour les accueillir » ?

Quant à les congeler pour qu'ils supportent mieux la longue durée du voyage, mieux vaut ne pas y penser. Certes, on sait le faire pour des cellules en suspension et même aussi pour des animaux entiers. Mais ces derniers sont des animaux à sang froid : insectes ou grenouilles. Pour le candidat de demain aux longs voyages vers les étoiles, le ciel devra donc attendre. Mais de là à penser qu'Arthur Clarke et Stanley Kubrick se sont joués de nous, il y a un pas qu'il faut se garder de franchir.

Jamais auteur et réalisateur n'ont été aussi soucieux de réalisme. Au point que la NASA et les industriels du secteur spatial leur ont apporté à l'époque un précieux concours. D'ailleurs, les décors de 2001, imaginés au milieu des années 1960 par Harry Lange et Frederick Ordway, deux des conseillers de Stanley Kubrick, ne sont pas si différents de ceux que l'on saurait faire pour aller après-demain dans les étoiles. Ce sera comme pour la conquête de Mars, dont l'ancien ministre de la recherche Hubert Curien assure : « Nous irons, vous verrez. L'humanité ne résistera pas à un tel défi. » Pas plus qu'elle n'évitera de se lancer un jour, sans doute, à la conquête d'étoiles et de leurs systèmes de planètes dont la découverte se multiplie depuis peu. Qui sait si notre avenir n'est pas là ?

S. Bd

Jean-François Augereau

« A.I. », le projet de Kubrick mené à bien par Spielberg

EN 1974, Stanley Kubrick entre en contact avec l'auteur de science-fiction anglais Brian Aldiss, qui lui envoie un de ses livres de nouvelles. L'une d'entre elles, *Supertoys Last All Summer Long*, attire l'attention de Kubrick. Elle prend place dans un futur proche, dans une société surpeuplée où les parents doivent obtenir une autorisation gouvernementale avant d'avoir des enfants. En attendant, ils peuvent acheter un robot ayant l'apparence d'un enfant. *Supertoys* suit un de ces androïdes, David, qui recherche désespérément l'amour d'une mère incapable de ressentir pour lui ce qu'elle éprouverait pour un enfant humain.

Kubrick est pris, en 1982, après la découverte d'*E.T.*, d'un regain d'intérêt pour cette nouvelle qu'il rebaptise *A.I.* (pour *Artificial Intelligence*). Il y voit une fable pas très éloignée de *Pinocchio*, dont l'approche trop sentimentale déconnaît Brian Aldiss. Kubrick se tourne alors vers d'autres écrivains, dont Arthur C. Clarke

– qui lui faxe quelques notes –, Bob Shaw et Ian Watson.

Un des livres de référence de Kubrick est alors *Mind Children : The Future of Robot and Human Intelligence*, du chercheur en intelligence artificielle Hans Moravec, avec qui il va entretenir un fructueux et long dialogue. Au cours de ses diverses réécritures, l'histoire d'*A.I.* dépasse largement son point de départ, très proche finalement d'*E.T.*

SORTIE LE 24 OCTOBRE EN FRANCE

Dans un futur lointain où New York et de vastes régions de la Côte est des Etats-Unis sont submergées, un garçon artificiel cherche à devenir humain. On imagine comment *A.I.* prolonge ainsi le point de vue de 2001 en décrivant un robot suffisamment avancé pour éprouver des sentiments, transformant HAL, l'ordinateur meurtrier de 2001, en une machine sensible.

A.I. a été progressivement mis de côté par

Kubrick, faute de moyens techniques à la hauteur de son ambition. La découverte de *Jurassic Park*, en 1993, et l'utilisation – alors révolutionnaire – par Spielberg de la technologie numérique, qui donnait un réalisme inédit à ses dinosaures, convainquit Kubrick de la faisabilité d'*A.I.* Il contacta deux spécialistes des effets spéciaux d'ILM, la compagnie de George Lucas, tandis que Steven Spielberg se voit confier la charge de producteur exécutif.

Kubrick devait en principe s'atteler au tournage d'*A.I.* juste après le montage d'*Eyes Wide Shut*, en 1999. Après sa disparition en mars 1999, Steven Spielberg reprend le projet. Il a achevé le film dans le plus grand secret, à la fin de l'année 2000. Kubrick sera mentionné au générique d'*A.I.*, qui doit sortir le 29 juin aux Etats-Unis et le 24 octobre en France, en tant que producteur exécutif.

S. Bd

Jean-François Augereau

Aucune machine actuelle n'est aussi « intelligente » que l'ordinateur du film

AU MOMENT où ils s'attellent à la production de 2001, *L'Odyssée de l'espace*, Arthur C. Clarke et Stanley Kubrick conçoivent un ordinateur, le HAL 9000, à partir des prévisions des chercheurs en intelligence artificielle (IA). Les capacités de HAL restent bien supérieures à celles des machines actuelles les plus modernes. L'ordinateur ressemble à un humain enfermé dans une boîte en métal. Il parle, pense, planifie et meurt, comme une personne. Cette vision, toujours inconcevable, paraissait plausible dans les années 1960.

Dans un article fondateur intitulé « Heuristic Problem Solving : The Next Advance in Operations Research », publié en janvier 1958 dans la revue *Operation Research*, les scientifiques Alan Newell et Herbert Simon prédisaient que, dès 1970, les ordinateurs composeraient de la musique classique, écriraient *A la recherche du temps perdu*, découvriraient des théorèmes mathématiques, joueraient aux échecs, comprendraient et tradMetaient les langues. 2001 souscrit à cette utopie.

Cette vision du futur de la machine reste-t-elle pertinente aujourd'hui ? Assurément, même si Clar-

ke et Kubrick, en bâtissant un ordinateur d'une taille gigantesque, n'avait pas anticipé une des avancées majeures de ces dernières années : la miniaturisation des composants électroniques. De plus, HAL prétend avoir été activé le 12 janvier 1992. Une complète incohérence : qui expédierait aujourd'hui un ordinateur vieux de neuf ans en mission dans l'espace ?

SENSIBILITÉ ARTISTIQUE

En revanche, côté logiciel, HAL conserve l'avantage. Il dialogue, par exemple, avec les deux astronautes de la navette Discovery. La reconnaissance de la parole a fait d'importants progrès mais elle est encore loin de permettre une communication aussi « humaine » avec la machine. Les produits de deux compagnies américaines – IBM et Lernout & Hauspie – permettent tout juste de commander un ordinateur à la voix et lui dicter des textes.

Le HAL 9000 est équipé d'une système de télésurveillance capable de suivre Poole et Bowman dans les moindres recoins du vaisseau. S'il est possible de réaliser des systèmes capables de reconnaître une personne au milieu d'un groupe ou des objets dans une



Les concepteurs de HAL n'avaient pas prévu la miniaturisation des composants électroniques.

peinture, on ne peut toujours pas envisager une machine susceptible de posséder le système de vision panoramique de HAL. Sans parler de sa sensibilité artistique qui peut apprécier les progrès en dessin d'un des astronautes de Discovery.

Le Graal de l'intelligence artificielle reste la compréhension des langues naturelles et le bon sens. Deux qualités dont HAL déjà est doté. Le mathématicien anglais

Alan Turing avait imaginé un test révélateur du niveau d'intelligence d'une machine. Si, en dialoguant par écrit sans voir son interlocuteur, un utilisateur ne peut pas distinguer un homme d'une machine, le test est concluant. Selon Turing, l'acquisition du langage et le bon sens constituent l'essence de l'intelligence humaine. Comme dans les années 1960, il reste impossible de concevoir aujourd'hui un ordinateur doué d'intelligence. Les pre-

mières avancées de l'IA se sont attachées à apprendre aux ordinateurs à jouer aux échecs car ce qui relève de l'apprentissage est programmable. Mais les défis majeurs de l'IA concernent les domaines de l'inné tels que les mécanismes exacts de la pensée.

Le magazine en ligne *Transfert.net* affirmait dans son édition du 5 mars que la société israélienne Artificial Intelligence Enterprises avait développé un logiciel,

baptisé HALone, capable de parler comme un enfant de quinze mois. Ses concepteurs prévoient de réaliser un agent conversationnel remplaçant les interfaces graphiques, sans toutefois donner d'échéance.

RENDEZ-VOUS EN 2099

La grammaire générative, élaborée par le linguiste Noam Chomsky dans les années 1960 et précisée dans les années 1980, tentait de définir des paramètres communs à toutes les langues. L'acquisition du langage étant innée, il suffit d'analyser ses règles, de définir une grammaire universelle susceptible d'être programmée à une machine. Malgré des avancées significatives, bien des paramètres restent encore à établir. L'ordinateur capable d'apprendre une langue naturelle n'est pas pour demain.

Dans *The Age of Spiritual Machines* (Penguin, 1999), Ray Kurzweil estime qu'en 2099 l'intelligence de la machine égalera celle de l'homme, puis la dépassera. Une perspective suffisamment éloignée pour limiter tout risque d'erreur. Le futurisme de 2001 a donc encore de beaux jours devant lui.

S. Bd



Les Terriens découvrent un monolithe, preuve du passage sur la Lune des extraterrestres.

Hommes verts ou monolithes noirs, les extraterrestres restent des inconnus

LE PREMIER visionnage de 2001 laisse un goût d'énigme, d'inexpliqué, des questions en suspens. Ce sentiment d'obscurité, Stanley Kubrick l'avait voulu, se refusant, comme il l'expliqua dans une interview, à « établir une carte routière verbale pour 2001 que tout spectateur se sentirait obligé de suivre sous peine de passer à côté de l'essentiel ». Pourtant, la clé principale de l'œuvre est accessible à tous : il suffit soit de retourner à La Sentinelle, la nouvelle d'Arthur C. Clarke parue en 1951 qui servit de base au film, soit de se plonger dans 2001, L'Odyssée de l'espace, le livre que Clarke tira du scénario.

Dans La Sentinelle, court texte d'une dizaine de pages, quelques géologues explorant la Lune en 1996 découvrent une étrange « pyramide étincelante » – précurseur du mystérieux monolithe noir – protégée par un bouclier de force invisible. Lorsque les hommes détruisent cette défense – ou lorsque, dans le film, les Américains déterrent le monolithe –, un signal est envoyé. Vers qui ? Vers ceux qui jadis ont laissé l'objet – la sentinelle – attendant que l'homme s'extrait de sa gangue primitive et invente la technologie nécessaire pour conquérir les étoiles. « Notre civilisation ne les intéresserait que si nous prouvions notre capacité à survivre – en franchissant l'espace, échappant ainsi à notre berceau, la Terre », devine le narrateur de La Sentinelle. A la fois jalons et signaux d'alerte, les grands parallélépipèdes de 2001 symbolisent donc les extraterrestres, personnages centraux du film que Kubrick se garde bien de montrer.

Lorsque l'œuvre est projetée sur les écrans en 1968, la recherche par l'homme des êtres d'ailleurs a déjà commencé. En 1960, l'astronome américain Frank Drake pointe son radiotélescope vers deux étoiles, en vain. C'est le début d'une quête de l'autre qui prendra

plus tard le nom de SETI (Search for Extraterrestrial Intelligence) fondée sur l'écoute des sources radio provenant des étoiles. Aujourd'hui, plus d'une demi-douzaine de programmes SETI existent, balayant différentes parties du ciel à différentes fréquences. Mais rien n'a pour l'heure été détecté.

Il n'est pas farfelu de penser que nous avons déjà été détectés

Dans l'autre sens, l'homme, se sentant un peu seul dans son petit coin d'univers, ne s'est pas privé d'envoyer des bouteilles à la mer galactique (Le Monde du 7 février). Les plus célèbres sont les plaques gravées des sondes Pioneer-10 et 11 et les vidéodisques embarqués à bord des sondes Voyager-1 et 2. Mais bien qu'ils aient décollé dans les années 1970, ces quatre vaisseaux spatiaux se traînent encore aux confins du système solaire et mettront des millions d'années avant d'atteindre leur première étoile...

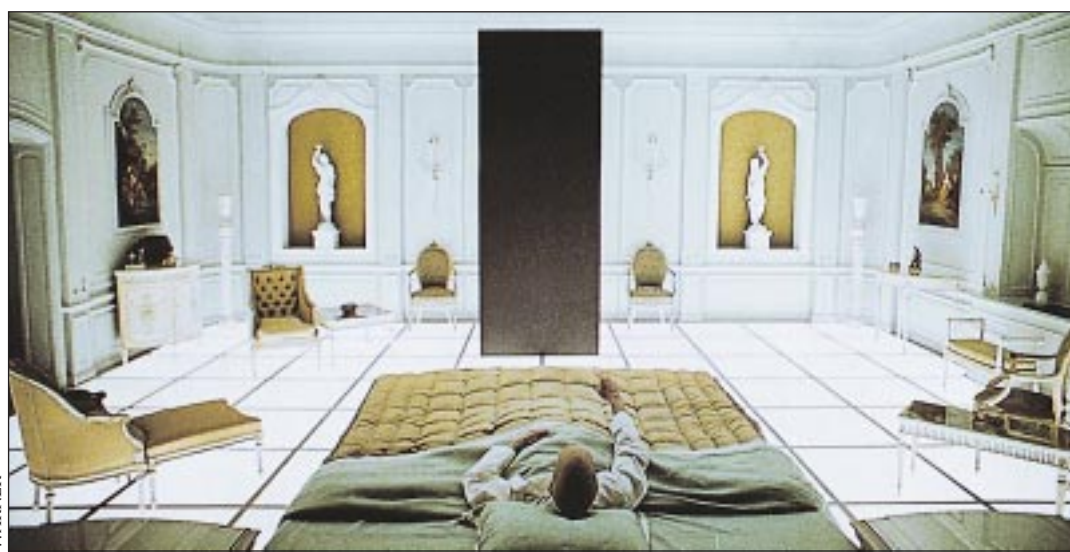
Beaucoup plus rapides (300 000 kilomètres par seconde), les messages radio envoyés à d'éventuels extraterrestres en 1974 et 1999 et qui ont déjà franchi des distances considérables à notre échelle. Par ailleurs, l'homme s'est involontairement manifesté par le biais des émissions de radio et de télévision diffusées depuis des décennies. A priori, n'importe quelle civilisation évoluée se situant dans le voisinage de notre étoile devrait avoir reçu en nombre des messages aussi divers que des spots de publicité, des retransmissions sportives ou, comme le mon-

trait le film Contact, un des discours de Hitler à Nuremberg...

Il n'est donc pas farfelu de penser que nous avons peut-être déjà été détectés. Imaginons des extraterrestres dotés d'une technologie performante et habitant une planète située à 50 années-lumière de la Terre, soit notre proche banlieue. C'est en 1988 qu'ils ont reçu la célèbre adaptation radio de La Guerre des mondes par Orson Welles, qui sema la panique aux Etats-Unis en 1938. La vitesse de la lumière étant la même pour eux que pour nous, leur réponse, s'ils ont décidé de nous l'envoyer instantanément, n'arrivera que dans trente-sept ans...

A moins que, comme le fait l'astronome David Bowman dans 2001, les extraterrestres n'empruntent une faille de l'espace-temps leur permettant de franchir les immenses vides interstellaires en moins de temps que ne met le métro pour aller de la place de la Concorde à celle de... l'Etoile.

Pierre Barthélémy



Dans le film, le monolithe symbolise l'étude de l'évolution des hommes par les extraterrestres.

Arthur C. Clarke, auteur de science-fiction et inspirateur du film

« Je suis déçu que les programmes spatiaux aient été aussi réduits »

« Quand avez-vous vu 2001 pour la dernière fois ?

– Je ne l'ai pas vu depuis très longtemps. Bien que connaissant le film par cœur, j'ai l'impression de découvrir un nouveau film à chaque fois que je le revois.

– Plusieurs intuitions du film se sont révélées très en avance sur la date du titre. Pensiez-vous vraiment dans les années 1960 qu'un ordinateur de la capacité de HAL serait concevable dans les trente prochaines années ?

– Je préfère me poser en extraplateur plutôt qu'en prophète. J'essaie d'anticiper sur des futurs possibles plutôt que de me laisser aller à la voyance. La recherche en intelligence artificielle n'est pas allée aussi loin que je le croyais. Je pense que nous pourrions concevoir une machine aussi intelligente que HAL en 2020. La grande question sera : aura-t-elle une conscience ? Pourra-t-elle dire « Je pense donc je suis » ? Marvin Minsky a dit : « Je suis une machine, donc je pense. » Et je crois qu'il a raison.

– Avez-vous été déçu par l'absence de progrès de la NASA ? 2001 décrit un voyage vers Jupiter, mais aujourd'hui il n'y a même pas encore de colonies sur la Lune.

– Pas du tout. Nous sommes en fait allés beaucoup plus loin que je ne l'imaginai. Lorsque Prelude to Space est sorti en 1951, je pensais pêcher par optimisme en estimant que nous marcherions sur la Lune en 1978. La NASA a été en avance de presque dix ans sur mes prédictions. Je n'aurais jamais cru que nous pourrions visiter le système solaire. J'ai à ma disposition des photos magnifiques de Mars, nous pouvons virtuellement ramasser n'importe quel grain de sable sur cette planète. Je suis bien sûr déçu que les programmes de conquête spatiale aient été aussi réduits et que l'on envoie aussi peu de monde dans l'espace, mais ils finiront par reprendre. Je m'attends à une nouvelle génération de sondes ou de robots susceptibles d'explorer de nouvelles planètes, et à de nou-

velles formes de propulsion dans l'espace qui pourraient rendre plus faciles les explorations futures.

– Quels changements anticipiez-vous pour le siècle présent ?

– Je m'attends à beaucoup d'avancées dans le domaine de la biologie. Je pense aussi que l'on va trouver de nouvelles sources d'énergie qui nous permettront de ne plus du tout dépendre du sous-sol terrien. Nous quittons l'âge du pétrole, ce qui va avoir des conséquences géopolitiques considérables. Nous n'aurons plus à nous préoccuper de l'effet de serre, mais du refroidissement de la planète.

– Quels films de science-fiction offrent une vision du futur que l'on peut considérer comme crédible ?

– 2001 était manifestement en avance de plusieurs décennies. Blade Runner reste pour moi un classique. Jurassic Park m'apparaît également comme une grande réussite. »

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

Le mat « psychologique » de HAL

LA SCÈNE ne dure qu'une trentaine de secondes. Frank Poole, l'un des deux astronautes du vaisseau Discovery 1, joue aux échecs contre l'ordinateur HAL. De sa voix monocorde, ce dernier annonce un mat en trois coups. Poole abandonne sans discuter. Passionné d'échecs depuis l'adolescence, Stanley Kubrick savait que, dans l'imaginaire occidental, les échecs représentent le jeu intelligent par excellence. Montrer HAL écrasant son adversaire visait donc à prouver au spectateur le degré supérieur d'intelligence auquel était parvenu cet ordinateur.

Cependant, l'équation échecs = intelligence n'est – dans le cas des logiciels tout du moins – pas valide, comme le prouve le plus célèbre des programmes existants, Deep Blue, d'IBM, qui a vaincu en 1997 le champion du monde de

l'époque, le Russe Garry Kasparov. Les logiciels actuels n'ont pas la moindre once d'intelligence. Ils ne raisonnent pas. Là où un grand maître sélectionne en un clin d'œil une poignée de variantes pour y concentrer ses analyses, la machine répertorie tous les coups possibles – y compris les plus stupides – et attribue à chacun d'eux une note. Or la complexité du jeu est telle que, à horizon de quelques coups, leur nombre est astronomique. Deep Blue était ainsi capable d'analyser de 100 à 200 milliards de coups en trois minutes, réussissant péniblement à évacuer de ses calculs les variantes entachées de bourdes.

L'Américain Murray Campbell, un des concepteurs de Deep Blue et coauteur du livre HAL's Legacy (« L'Héritage de HAL », ouvrage collectif publié par le Massachu-

setts Institute of Technology en 1996), estime que si HAL joue comme Deep Blue, « cela n'est pas un signe d'intelligence ». HAL fait-il appel à un quelconque type d'intelligence ? La réponse est sans doute... oui. Pour cette courte séquence, Kubrick a repris une partie disputée en 1913 à Hambourg par deux obscurs joueurs allemands. Le réalisateur l'a retenue car elle présente un mat simple et spectaculaire avec sacrifice de dame.

UN COUP DÉLIBÉRÉMENT FAIBLE

La scène commence par l'erreur fatale de Frank Poole, qui est tombé dans un piège tendu par HAL. Pour arriver à ses fins, la machine joue un coup faible qui crée une situation complexe propre à tromper son adversaire. « Si Frank avait pu trouver le meilleur coup, il aurait pris l'avantage », analyse Murray Campbell. En conduisant Frank dans ce piège, (...) HAL exploite délibérément le manque d'expérience de Frank. (...) Les programmes d'échecs actuels ne jouent normalement pas ce genre de coups « piégeux » (...) car ils supposent que l'adversaire trouvera toujours la meilleure réponse. Une machine comme Deep Blue jouera donc le meilleur coup. La capacité de HAL à tendre des pièges est [au contraire] le signe d'un joueur subtil. »

Autre point plus surprenant : dans l'annonce du mat, HAL se trompe sur la dénomination d'une case (bévue ou détail diabolique de Kubrick ?), mais Frank Poole ne relève pas l'erreur. Et ne s'aperçoit pas que quelque chose cloche déjà chez ce bon vieux HAL...

P. B.

Des premiers gourdins aux vaisseaux spatiaux, la maîtrise de l'outil comme clé du pouvoir

DANS UNE SAVANE désolée, un homme-singe, pauvre créature à la merci des prédateurs, concurrencé par des cochons sauvages broutant de rares plantules, chassé de son point d'eau par ses congénères, a soudain l'illumination : ce gros os ne ferait-il pas une massue parfaite ? Désormais, cochons et félins n'ont plus qu'à bien se tenir. Un rival fera d'ailleurs bientôt les frais de cette arme, premier outil qui fera de l'homme un omnivore bientôt maître de la planète, et même plus : en un fulgurant raccourci, Kubrick change ce gourdin tournoyant dans le ciel en un gracieux vaisseau spatial en partance pour la Lune...

« Cette scène est très forte, le raccourci de l'homme et de l'outil m'avait fasciné », se souvient Pascal Picq, paléoanthropologue au Collège de France. La fable de Kubrick et de Clarke n'en est pas moins marquée par le contexte scientifique de l'époque. « A la fin des années 1960, le modèle dominant pour l'origine de l'homme était le mythe du singe tueur », indique Pascal Picq, qui y voit aussi l'influence du mythe de Prométhée, qui confia le feu à l'homme. Les théories de Konrad Lorenz sur le conditionnement du comporte-



L'image du mâle tout-puissant et inventeur de l'outil, véhiculée par le film, a été depuis démentie.

ment par l'agressivité connaissent alors un grand engouement et les premières descriptions de chasse chez les chimpanzés

venaient d'être rapportées. L'ensemble était imprégné de néodarwinisme, pour qui le milieu entraîne des adaptations. « La

vision générale était la suivante, résume Pascal Picq : nos ancêtres vivaient peinarés dans la forêt, dans les arbres protecteurs, puis ils se retrouvent bipèdes, poussés dans la savane. Mais contrairement aux babouins, dotés de crocs redoutables, ils sont sans défense. On imagine alors que les mâles vont compenser par l'invention de l'outil. »

Mais cette vision mécaniste commence à la même époque à s'effriter, notamment à l'occasion d'un colloque intitulé « Man, the Hunter » (« L'homme, le chasseur », pure projection du modèle patriarcal moderne, « la femme à la maison, l'homme au boulot », s'amuse Pascal Picq. L'arrivée de femmes dans les recherches de terrain change le regard scientifique, tant dans l'étude du comportement animal que de celle des divers groupes humains. « Chez les animaux, les singes en particulier, on ne dispose d'aucune observation d'utilisation d'outils pour tuer d'autres animaux, mais on constate que pour d'autres usages – broyage de noix, pêche aux termites, etc. –, ce sont les femelles qui s'en servent le mieux. De même, dans les sociétés de chasseurs-collecteurs, on a observé que les femmes, chargées de la cueillette, contribuent pour les deux tiers à

la subsistance du groupe. » Autant dire que les représentations du mâle tout-puissant et inventeur de l'outil, comme celle véhiculée par 2001, ont du plomb dans l'aile.

DES INDICES PARTIELS

Mais pour la préhistorienne Hélène Roche, directrice de recherches à la Maison de l'archéologie et de l'ethnologie (CNRS, université Paris-X), rien n'indique que l'ethnologie et l'éthologie fournissent des modèles plus justes des hommes des origines. Elle préfère s'en tenir aux objets trouvés en regard des ossements des premiers hominidés. Cette méthode l'a conduite à chahuter un autre dogme, celui qui veut qu'homme et outil aillent de pair. De fait, chaque fois qu'on retrouvait des outils de pierre anciens, on les associait à des fossiles du genre Homo, considérés comme nos ancêtres directs. Jusqu'au jour où on a retrouvé des outils plus anciens que le plus ancien Homo...

Après Jean Chevallon et Yves Coppens qui, dans les années 1960, avaient décrit des artefacts de quartz vieux de 2 à 3 millions d'années dans la vallée de l'Omo (Afrique de l'Est), Hélène Roche a trouvé en 1976, toujours en Ethiopie,

des éclats de galets façonnés vieux de 2,6 millions d'années, alors que le genre Homo était encore en devenir. Depuis, l'existence d'une véritable « industrie lithique », dite oldowayenne (d'après la gorge d'Olduvai, en Tanzanie), avec ses ateliers et ses dépotoirs a été confirmée dans l'Est africain.

Plus récemment, la chercheuse française a découvert au Kenya un atelier vieux de 2,34 millions d'années (Le Monde du 7 mai 1999), qui démontre de la part des tailleurs « un apprentissage et une gestuelle adaptée ». Qui étaient-ils ? Des hominidés archaïques, comme les australopithèques, ou d'autres encore, qui restent à découvrir ?

Hélène Roche devient cependant que les préhistoriens doivent se contenter des seuls indices qui ont résisté au temps : les éclats de galets. Il est probable que les premiers hominidés utilisaient d'autres outils, voire des armes, faites d'os ou de végétaux, « qui ont sans doute joué un grand rôle ». Mais ces vestiges ont depuis longtemps disparu, laissant toute latitude aux artistes comme Kubrick pour présenter leur propre version des origines.

Hervé Morin

Sorti de la Ligue des champions, Paris SG devra subir une cure d'austérité

Après avoir mené 3-0, le PSG s'est effondré en vingt-six minutes et s'est incliné (3-4) sur le terrain du Deportivo La Corogne. Privé de compétition européenne, le club parisien abordera la saison prochaine avec un budget en forte réduction

Le Paris - Saint-Germain s'est incliné (4-3) à La Corogne (Espagne), mercredi 7 mars, dans une rencontre comptant pour la 5^e journée de la 2^e phase de la Ligue des champions. Les Parisiens menaient 3-0 peu avant

l'heure de jeu, mais ont encaissé quatre buts en moins d'une demi-heure. Un tel renversement de situation ne s'était produit qu'une seule fois dans l'histoire de la Ligue des champions (ex-Coupe des champions).

Éliminé de la compétition et privé de toute perspective de qualification européenne pour la saison prochaine, le club parisien va devoir réduire son budget d'environ 25 %. Quant à son vainqueur espagnol, il jouera

sa qualification pour les quarts de finale mardi 13 mars face au Milan AC : une défaite en Italie l'empêcherait de rejoindre le Galatasaray Istanbul (Turquie), qui a assuré sa qualification à la faveur de sa victoire

sur le Milan AC (2-0), mercredi soir. Les autres clubs déjà qualifiés pour les quarts de finale de la Ligue des champions sont le Real Madrid, Leeds et Valence, qui est allé s'imposer mercredi face à Sturm Graz (5-0).

LA COROGNE (Espagne) de notre envoyé spécial

Ni rémission ni miracle. Sous des trombes d'eau, l'aventure européenne du Paris - Saint-Germain a pris fin, mercredi 7 mars, au stade de Riazor, à La Corogne, au terme d'une rencontre spectaculaire. Deux équipes portées sur l'offensive, sept buts et un scénario haletant : tout pour réconcilier les exégètes du football avec la Ligue des champions, si avare de sensations fortes depuis la refonte d'une formule qui traîne en longueur pour satisfaire les appétits financiers des clubs. Il n'en demeure pas moins que l'épilogue de la fête embrumera un peu plus les esprits déjà très tourmentés des joueurs parisiens.

Malgré le forfait de Nicolas Anelka, qui souffre d'une contracture à la cuisse droite, le PSG a livré pendant près d'une heure une production enfin digne de ses ambitions. Placé dans l'obligation de gagner pour prolonger l'espoir d'une participation aux quarts de finale de la compétition, les Parisiens ont, dans un premier temps, contré, avec un soupçon de réussite, les

offensives adverses pour s'émanciper au fil des minutes. Bien leur en pris. Un tir imparable de l'étonnant Augustine Okocha (29^e minute) annonçait la période d'état de grâce du vice-champion de France, et de son attaquant Laurent Leroy en particulier. Le remplaçant de Nicolas Anelka a sans doute réussi le plus beau but de sa carrière en éliminant Manuel Pablo et Donato avant d'expédier le ballon dans la lucarne gauche de Francisco Molina (43^e). Une figure libre somptueuse qui arrachait même quelques applaudissements aux supporters du Deportivo.

LA GUERRE DU COACHING

Le début de la seconde période ajoutait à la confusion des Galiciens avec un troisième but, nouvelle estocade signée Leroy (55^e). Dès lors s'engageait entre les deux entraîneurs un duel particulier autour du choix des remplacements, le coaching disent les spécialistes du ballon rond. La manœuvre, hautement stratégique, avait réussi au Parisien Luis Fernandez lors du dernier match

de championnat face à Toulouse (3-0), samedi 3 mars. L'entrée en jeu d'Okocha avait coïncidé alors avec le naufrage de l'adversaire.

Mais, à ce jeu subtil, c'est le roué Javier Irureta qui a administré, mercredi soir, une cruelle leçon. Premier acte avec l'apparition de Walter Pandiani (46^e). L'attaquant uruguayen plaçait une première tête victorieuse (56^e). Deuxième acte avec l'arrivée sur la pelouse de Diego Tristan (59^e), qui réduisit un peu plus l'écart dès son premier contact avec le cuir (60^e). Magistral.

Plus discutables furent les choix de Luis Fernandez, qui se priva coup sur coup de ses meneurs de jeu (Ali Benarbia puis Augustine Okocha) au profit de deux défenseurs (Eric Rabesandratana et Igor Yanovski) dont la lenteur contrastait alors avec le jeu virevoltant des champions d'Espagne. « Nous avons eu le tort de trop reculer », admettra plus tard Fernandez dans un acte de contrition involontaire.

Dès lors, La Corogne récupérait tous les ballons au milieu de ter-

rain et pointait les faiblesses défensives du PSG sur les coups de pieds arrêtés exécutés par le Brésilien Djalminha. Un régal pour Pandiani, qui enfilait le costume du héros avec deux nouveaux buts (76^e et 84^e) qui stoppaient net le parcours continental du PSG.

FIN DE SAISON SANS PASSION

« A 3-0 pour nous, je n'ai pas imaginé un seul instant que La Corogne avait les moyens de revenir dans le match », a déclaré Augustine Okocha, qui s'est gardé de polémiquer sur sa sortie controversée. Sage décision au moment où la paix sociale est déjà largement ébranlée par les déclarations vindicatives du milieu terrain international Laurent Robert (« Fernandez me parle mal, il aurait besoin de prendre du repos. »).

Alors que cette fin de saison prend une tournure franchement morose pour le club parisien, avec six matches de championnat sans passion, la suivante marquera forcément un nouveau coup d'arrêt, du moins en termes financiers. La Ligue des champions 2001-2002 se

passera du PSG, ce qui se traduira par un budget en repli de 25%, soit environ 450 millions de francs au lieu des 600 millions réunis pour l'exercice en cours.

Dans son édition du 23 février, le quotidien économique *La Tribune* a fait état d'un déficit prévisionnel de 200 millions de francs fin juin 2001. La direction du club a évoqué un solde positif de 110 millions de francs avant opérations sur joueurs et frais financiers. Le président délégué, Laurent Perrière, a cependant confirmé un déficit cumulé de 142,3 millions de francs portant sur les saisons 1998-1999 et 1999-2000.

L'inévitable cure d'austérité portera sur la masse salariale. Autrement dit, l'effectif sera resserré. Luis Fernandez en a pris son parti, ce qui ne l'empêche pas de manifester des ambitions élevées. « Nous jouerons le titre la saison prochaine », affirme l'entraîneur qui entend remodeler le secteur défensif et recruter « des joueurs dont la mentalité sera irréprochable ».

Elie Barth

La fiche technique

DEP. LA COROGNE-PARIS SG : 4-3

Ligue des champions 5^e journée de la 2^e phase-Gr. B

• Stade Riazor ; Temps pluvieux ; pelouse lourde ; 30 000 spectateurs ; arbitre : M. Meier (Suisse)

BUTS

LA COROGNE : Pandiani (57^e, 76^e, 84^e), Tristan (60^e)

PARIS SG : Okocha (29^e), Leroy (43^e, 55^e)

AVERTISSEMENTS

DEPORTIVO LA COROGNE : Emerson (14^e, jeu dangereux)

PARIS SG : Algerino (4^e, jeu dangereux) ; Leroy (82^e, jeu irrégulier)

LES ÉQUIPES

DEPORTIVO LA COROGNE (entraîneur : Irureta) :

Molina • Manuel Pablo, Donato, Naybet, Romero • Mauro Silva, Emerson (Pandiani, 46^e), Victor, Djalminha, Fran (cap.) (Tristan, 59^e) • Makaay (Scaloni, 85^e)

PARIS SG

(entraîneur : Fernandez) : Letizi • Algerino, A. Cissé, Déhu (cap.), Distin, Mendy • Duocrocq, Arteta (Luccin, 56^e), Benarbia (Rabesandratana, 62^e), Okocha (Yanovski, 74^e) • Leroy

LES RÉSULTATS

LIGUE DES CHAMPIONS

(deuxième phase, 5^e journée, mercredi 7 mars)

• Groupe A

Sturm Graz (Aut.) - FC Valence (Esp.) 0-5

Pan. Athènes (Gr.) - Manchester United (Ang.) 1-1

Classement : 1. FC Valence, 9 pts ; 2. Manchester United, 9 ; 3. Sturm Graz, 6 ; Panathinaïkos Athènes, 2.

Dernière journée (mardi 13 mars) : FC Valence - Panathinaïkos Athènes ; Manchester United - Sturm Graz.

• Groupe B

Deportivo La Corogne (Esp.) - Paris-SG (Fr.) 4-3

Galatasaray Istanbul (Tur.) - Milan AC (It.) 2-0

Classement : 1. Galatasaray Istanbul, 10 pts ; 2. Deportivo La Corogne, 9 ; 3. Milan AC, 6 ; 4. Paris-SG, 2.

Dernière journée (mardi 13 mars) : Milan AC - La Corogne ; Paris-SG - Galatasaray Istanbul.

Les deux premiers de chaque groupe sont qualifiés pour les quarts de finale.

DANS LA NET ÉCONOMIE, POUR ANTICIPER, IL FAUT Y VOIR CLAIR.

Le Nouvel Hebdo
LE JOURNAL DE LA NET ÉCONOMIE

Internet: C'est parti pour 1000

Interview Philippe Jaffré s'explique

Business Amazon revisite son business model

Marchés et Finances L'e-banking passe les frontières

15 F

LA NET ÉCONOMIE, ÇA S'ANALYSE LE VENDREDI.

Linda Ferga et Nicole Ramalalanirina rivalisent amicalement sur les haies

MÊME SI, en cette période hivernale, elles s'entraînent chacune à un bout de la piste couverte de l'Insep (dans le bois de Vincennes, près de Paris) sans se prêter la moindre attention, Linda Ferga et Nicole Ramalalanirina ont davantage de points communs qu'on pourrait le supposer. D'abord, il y a cette finale olympique du 10 m haies à Sydney, en septembre 2000, dont elles se sont respectivement classées 7^e et 6^e, mais aussi la demi-finale, disputée l'une contre l'autre, mais qui les a rapprochées. Toutes deux s'en souviennent comme d'un moment d'une grande intensité. « On regardait les résultats tomber, c'était horrible, long, mais j'ai senti que Nicole espérait que je rentre en finale aussi, dit Linda Ferga. Même si, dans les blocks, c'est chacun pour soi, à deux Françaises, c'est un peu plus facile. J'appelle ça une saine rivalité. »

Sans se concerter, elles regrettent de conserver l'éclipse de leurs performances olympiques par les petites mésaventures des stars de l'équipe de France d'athlétisme. Elles ont pourtant fait partie des rares athlètes capables de s'extraire de l'ambiance délétère qui régnait à Narabeen, le camp d'entraînement australien. « Peu à peu, les médias se sont intéressés à nous, admet Linda. Mais c'était plutôt pour nous mettre la pression au fil des tours et pour se montrer déçus lorsque nous n'avons pas ramené de médailles. »

TRADITION DES « HAIES HAUTES »

A elles deux, Linda et Nicole animent les « haies hautes » féminines, une discipline dans laquelle la France se distingue depuis les années 80 avec Michèle Chardonnet, Monique Ewanje-Epée, Laurence Elloy, Florence Colle, Anne Piquereau ou, plus récemment, Patricia Girard, médaillée de bronze aux Jeux olympiques d'Atlanta en 1996 et encore en activité. « Les haies n'exigent pas un gabarit exceptionnel et offrent un travail varié et intéressant qui convient bien à la mentalité des Françaises », explique François Pépin, entraîneur de Ramalalanirina et de Girard.

Nicole s'est adressée à lui après sa deuxième participation olympique, en 1996, à Atlanta « à cause de ce

qu'il avait réalisé avec Patricia Girard ». Mariée à un Poitevin depuis deux ans, elle avait encore la nationalité malgache et vivait à Poitiers, où l'avait amenée une bourse de coopération en 1991. Ex-internationale de basket, elle est venue à l'athlétisme parce que sa taille (1,64 m) la handicapait sur les parquets. Aujourd'hui, âgée de vingt-huit ans, elle admet sa préférence pour la vie provinciale et partage son temps entre le centre d'entraînement de Poitiers, dirigé par Gérard Lacroix, les séances de François Pépin à l'Insep et son travail d'attachée de communication à la Caisse d'épargne de Poitiers.

A vingt-quatre ans, Linda Ferga a passé dix années sous la houlette de Jacques Piasenta, compagnon de Michèle Chardonnet. Lorsqu'il a annoncé, à la fin des Jeux olympiques de Sydney, la dissolution de son groupe d'entraînement d'une quinzaine d'athlètes, elle a songé à mettre fin à sa carrière sportive. « J'ai toujours travaillé avec lui, explique-t-elle, et je ne voyais pas à qui d'autre m'adresser en France. Et puis, un exil à l'étranger ne m'intéressait pas du tout. » Sur les conseils de son entraîneur, elle avait renoncé en 1998 au saut en longueur, malgré des performances prometteuses, pour se concentrer sur les haies. « Je manquais de maturité physique, de puissance à l'impulsion, explique la nouvelle conseillère-clientèle de l'agence Gaz de France de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Les haies, c'est plus fin, même si j'ai encore un gros travail technique à accomplir. » Devant sa foi et celle de la sprinteuse Muriel Hurtis, Piasenta a rempli pour des « cours presque particuliers ».

Si Linda Ferga - comme Nicole Ramalalanirina - est persuadée de disposer du meilleur entraîneur français en matière de haies, les deux jeunes femmes savent ignorer la rivalité et les différences de méthodes qui opposent leurs mentors, et se servir l'une de l'autre pour garder intacte leur motivation. Mi-février, Linda Ferga s'est adjugé le titre de championne de France en salle du 60 m haies devant Nicole Ramalalanirina, mais elle n'a pas réalisé comme cette dernière plusieurs chronos à moins de 8 s. La belle aura donc lieu à Lisbonne, aux championnats du monde en salle, vendredi 9 mars.

Patricia Jolly

Entreprises au parfum

A l'instar d'un logo, des signatures olfactives cherchent à affirmer l'identité d'une firme

EN AOÛT 2000, Havas Voyages, l'un des principaux acteurs du marché du tourisme en France, dépose à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) la « première marque olfactive » jamais acceptée par cette institution. Champion du *global marketing*, Havas a demandé à une jeune PME spécialisée de la région toulousaine, Indigo, d'élaborer une fragrance diffusée dans sa boutique parisienne de l'avenue de l'Opéra pour lui servir de « signature olfactive ».

Les ambiances faisant appel au cinquième sens ne sont pas une grande nouveauté. Depuis une décennie, coiffeuses et restauration rapide y ont largement recours. Mais, remarque Marc Loiseau, sociologue, associé de Publicis Consultants, « si la tendance à l'exaltation des sens est un souci qu'on observe du côté de l'offre marketing comme des consommateurs depuis de nombreuses années, l'odorat a jusqu'ici été le moins sollicité ».

C'est bien ce que pense Pascal Charlier, directeur général adjoint d'Indigo : « Dans leur recherche d'identité, les grandes entreprises font appel aux perceptions sensorielles. Elles créent des logos et des codes couleur pour la vue, elles exploitent ou fabriquent de toutes pièces des musiques pour l'ouïe. Mais l'appel à l'olfactif est toujours très en retrait, alors qu'il est très prometteur en termes de marketing. » Ainsi, selon une étude sur l'influence des senteurs dans les espaces commerciaux de janvier 2000, la diffusion d'une senteur dans l'air a pour effet de « comprimer le temps ». Les personnes circulant dans une atmosphère odorante ont l'impression de rester moins longtemps dans « la pièce odorisée ».

Le client d'une boutique ainsi traitée passerait en moyenne 10 à 15 % de temps supplémentaire dans l'endroit. Autre effet non négligeable des senteurs, on mémorise mieux une odeur qu'une image (5 % de déperdition moyenne au fil du temps pour l'olfactif contre 20 %

pour le visuel). D'où, corollaire de la meilleure mémorisation de la marque, une fidélisation optimisée de la clientèle.

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi le marketing olfactif est encore rudimentaire, malgré ses récents progrès (il n'y a en France que quatre PME spécialisées, réalisant chacune entre 4 et 15 millions de francs de chiffre d'affaires). Ainsi, en mars 2000, l'Hôtel Sofitel Paris - Arc-de-Triomphe a, dans le cadre d'un *concept room*, installé un diffuseur permettant d'envoyer sans bruit, par micro-nébulisation, d'invisibles molécules parfumées dans les chambres (*Le Monde* du 9 mars 2000). Le client a le choix entre dix-sept parfums différents qu'il peut varier à son gré.

TROIS SEGMENTS DE MARCHÉ

Le problème, pour qu'une telle avancée ne reste pas confinée à un établissement de luxe (le prix d'une nuit dans ce type de chambre équipée des technologies de pointe est de 2 854 francs (434 euros) pour deux personnes), est que l'équipement est très onéreux : de 15 000 francs à 20 000 francs pour deux ans par chambre. « Les responsables se demandent légitimement si la satisfaction du client sera à la hauteur du coût », reconnaît aisément Pascal Charlier.

Le marché des senteurs d'entreprise comprend trois segments que distingue le directeur général adjoint d'Indigo : celui de la destruction des mauvaises odeurs, qui intéresse fortement les sociétés gérant de vastes espaces publics (SNCF, gestionnaires d'aéroport par exemple) ; le « marché du bien-être », axé sur l'odorisation des points de vente (80 % du marché total) ; la signature olfactive proprement dite, qui permet à de grandes entreprises (Havas, Galeries Lafayette, France Télécom, Caroll, Chausse-land, etc.) « d'affirmer leur territoire ». A ce dernier niveau, le plus sophistiqué, les coûts sont impor-



DESSIN ERIC GIRIAT

tants. Ainsi, explique Pascal Charlier, pour « avoir quelque chose de basique, une odeur d'ambiance à son domicile et des objets faisant appel à la même fragrance, un simple particulier devrait déboursier au moins 60 000 francs ».

LOBBYS ANTI-ODEURS

Le processus de fabrication n'est déjà pas simple. Le marketing olfactif joue sur les correspondances entre les senteurs, dont aucune, explique André Holley, directeur du Centre européen des sciences du goût de l'université de Bourgogne, à Dijon, « n'est identique à une autre », et les « valeurs » que l'entreprise veut affirmer.

Avant de commander à des parfumeurs de Grasse la fragrance désirée, Indigo effectue un travail de recherche à mi-chemin entre marketing et sociologie pour définir les attentes de son client. Reste ensuite à ne pas se tromper, à trouver la meilleure analogie, à la façon du

poète établissant les concordances entre les voyelles et les couleurs. Puis, bien sûr, à mettre en place les technologies de diffusion.

Une erreur peut être fatale. Diffusée dans un point de vente ou dans le bureau d'une société, la senteur peut avoir des effets désastreux. Aux Etats-Unis, note André Holley, existent des lobbys qui réclament la suppression de toute odeur – justifié aux parfums personnels – dans les lieux publics, afin de prévenir une pathologie psychosomatique liée à la « sensibilité chimique multiple ». Comme « chacun réagit très personnellement à une odeur et à son taux de concentration », on trouve des individus qui se fixent obsessionnellement sur certaines senteurs. Cette indisposition peut aller jusqu'au syndrome dépressif, avec tout un cortège de migraines et... d'arrêts de travail.

Il est vrai que, comme les madeleines de Proust, les odeurs ravivent des sensations oubliées, pas forcé-

ment agréables. Pascal Charlier ne nie d'ailleurs pas que le marketing olfactif tire une part de son impact des « processus inconscients » qu'il active. De là à déceler un danger de manipulation subliminal, il y a cependant un pas que refuse de franchir André Holley : « Si l'on va trop loin, si tout l'espace public est saturé de senteurs, l'intérêt des consommateurs sera limité, comme il l'est pour les ritournelles musicales d'ambiance. Ce qu'il faudrait idéalement, c'est laisser la maîtrise de la diffusion au consommateur. Enfin, nous constatons qu'on cesse vite de percevoir une odeur trop présente ou qu'elle finit par écoeurer. Le marketing olfactif doit être discret pour rester efficace. » Un avis qui semble partager les professionnels. Pour Pascal Charlier, qui ne nie pas le risque de « sombrer dans un politiquement correct de l'odeur », c'est « le marché qui sanctionnera ».

Marc Coutty

Trivial Pursuit spécial nostalgie

QUINZE ANS après sa création et après de nombreuses versions (baby boomers, juniors, famille, génus...), Trivial Pursuit lance une nouvelle édition, exclusivement consacrée aux années 1980 : « Trivial Pursuit : Nos années 80 » (229 F, 34,91 €). Souvenez-vous... de la victoire de Yannick Noah à Roland-Garros, de « Touche pas à mon pote », de la chute du mur de Berlin, de la naissance de Canal+, de l'OM de JPP, du clip « Billie Jean » de Michael Jackson, du slogan de la première campagne présidentielle de François Mitterrand... Jouez et gagnez. Une nostalgie offerte à travers 1 800 questions réparties en six catégories : actualités, divertissement, la vie des années 1980, célébrités, En musique et C'est du sport.

Interrupteurs et prises customisés

ILS NE PASSERONT plus inaperçus. Les interrupteurs et les prises intérieures peuvent désormais changer de couleur ou d'imprimé. Arnould, un fabricant de matériel électrique, a lancé des kits « prêts à peindre » qui incluent le mécanisme électrique, l'habillage (« la façade ») enduit d'un apprêt capable de supporter l'acrylique ou la glycéro, un gant et des cartonnets de protection.

Avec un peu d'imagination, un brin de talent... et les prises d'antenne télé ou de téléphone, les interrupteurs prennent des allures de gadget décoratif : fluos, façon bayadère, léopard ou treillis... Ce kit, disponible dans les grandes surfaces de bricolage, permettra aux victimes de la mode de répandre les tendances jusqu'aux derniers recoins de leur maison.

Entre harangue et expression corporelle, le « slam » démocratise la poésie pour servir la communauté

DEVIENS LE POÈTE que tu es ! Slogan possible pour les événements slam, des soirées de poésie servies au pied levé dans certains bistros parisiens. Slam (de l'anglais *to slam* : claquer), un mot qui gifle et vous retourne comme un coup de vent. Slam donc, pour flamber ses humeurs du moment dans trois rimes bien balancées. Chaque mardi soir à 22 h 30, au café des Lucioles dans le 20^e arrondissement de Paris, on dégage un coin de salle, on branche la sono et go ! Un poème dit, un verre offert, la poésie c'est l'ivresse ! Sous la houlette de Pilote le Hot, directeur artistique de Slam Productions, slameur-né et ambianqueur à la hauteur de ses gimmicks type « L'union fait la soupe, l'oignon fait la force », les slameurs défilent et taillent des textes à vif, au point que des thèmes archibattus comme l'amour, le sexe, la solitude, la violence sortent comme décapés.

Pas de musique, rien que des mots, la voix : « Ici, on peut déclamer, vomir, hululer, aboyer, meugler les mots, harangue Pilote le Hot en invitant un jeune homme à venir prendre la parole. Je ne sais pas ce qu'il va dire, mais il va le dire. Bienvenue sur scène et merci d'être vivant ! »

Vivants, ces poètes improvisés d'un soir ou habitués à faire jaillir les vers comme des bouchons de champagne le sont. Vieil anar espagnol ou jeune fille vulnérable en proie à des émois qui la débordent, garçon timide la tête dans son bonnet ou beau frimeur le cœur en ban-

douillère, ils font mouche à tout coup dans un silence respectueux. Même maladroits, fanfarons, au bord des larmes ou bégayant de trac, ils flanquent à la tête du monde leur vérité intime sans peur, ni tabou.

« Il n'y a pas de bon ou de mauvais slameur », précise Christine Gabin, directrice de production de l'association et poétesse à ses heures. Nous ne privilégions pas la compétition comme il est d'usage aux Etats-Unis où le mouvement est né dans les années 1980. Elle existe de toute façon car chacun veut dire le poème le plus beau, le plus fort, le plus écouté, mais il nous semble important de ne pas uniformiser les textes. Ici, nous défendons tous les styles, tous les genres, sans porter aucun jugement sur ce qui est dit. Nous ne sommes pas là pour critiquer. Le respect et la qualité d'écoute sont des valeurs slam, qui est autant un mouvement artistique, que culturel et social. »

« ÇA DONNE ENVIE D'ÉCRIRE »

Exercice de liberté et de reconnaissance individuelle, le slam a l'esprit d'ouverture et la générosité qui va avec. Pas question de moufter quand un slameur (ou une slameuse !) y va de son coup de colère politique ou d'une confidence si intime qu'elle fait baisser les yeux. Cette délicatesse-là dans un bistro de nuit vaut le détour et en dit long sur l'impact du slam. « Je passais juste boire un verre vite fait avant de rentrer chez moi, ça fait deux heures que je les écoute, commente une étudiante. C'est jubilatoire, complètement

inédit et franchement perturbant par moments. Et puis ça donne vraiment envie d'écrire. Mais de là à monter sur scène, je ne sais pas encore. »

En redistribuant la parole à qui veut, le slam démocratise la poésie. A en juger par le besoin de s'épancher qui préside à ces soirées, tout le monde a soif de partager. « Il y a évidemment un côté exutoire dans le slam qui se situe à mi-chemin entre harangue et expression corporelle, poursuit Christine Gabin. Ce sont des sensations fugitives que l'on livre à chaud, des coups de colère, mais ça fait du bien de s'en débarrasser comme ça plutôt que de se prendre la tête dessus pendant des jours. »

Confiant dans le pouvoir des mots de revitaliser les esprits, Slam Productions prend d'assaut tous les lieux, aussi improbables soient-ils : bureau de poste, église, maison d'arrêt... et met en verve, par le biais d'ateliers, les slameurs qui s'ignorent encore. Marc Smith, personnalité américaine du mouvement, aimait à dire : « Le slam, ce n'est pas pour glorifier le poète, c'est pour servir la communauté. »

Rosita Boisseau

★ Événements slam, tous les mardis soir aux Lucioles, 102, boulevard de Ménilmontant, 75020 Paris. Le premier jeudi du mois à l'Abacadabar, 123, avenue Jean-Jaurès 75019 Paris.

★ Autour du Printemps des poètes, vendredi 9 mars, galerie Librairie Artazart, 75010 Paris de 20 heures à 21 heures. Mardi 20 mars au Salon du livre. Salle culture, stand du ministère de la culture de 21 à 22 heures. Mercredi 21 mars Fnac Etoile de 15 à 18 heures. Samedi 24 mars Fnac Saint-Lazare de 10 à 13 heures.

★ Pour la semaine officielle du Printemps des poètes, lundi 26 mars, collège Jean-Lurçat à Sarcelles. Mercredi 28 mars à la Conciergerie, 75001 Paris.

★ Autres rendez-vous : renseignements 06-61-15-45-17 ou www.slameur.com.

2001 L'ODYSSÉE DES ENFOIRÉS

en simultanée et en stéréo sur

et

Ce soir à 20h55

avec All'Zeo, Jean-Marie Bigard, Isabelle Boulay, Jean-Claude Brialy, Patrick Bruel, Francis Cabrel, Julien Clerc, Richard Cocciante, David Douillet, Patrick Dupond, Elsa, Lara Fabian, Faudel, Patrick Fiori, Liane Foly, Carole Fredericks, Mia Frye, Charlotte Gainsbourg, Garou, Jean-Jacques Goldman, David Hallyday, Aïme Jacquet, Michael Jones, Gérard Jugnot, Patricia Kaas, Sandrine Kiberlain, Lââm, Michèle Laroque, Marc Lavoine, Maxime Lofrestier, Thierry Lhermitte, Daniel Levi, Mimie Mathy, Maurane, Karen Mulder, Pascal Obispo, Pierre Palmade, Gérard de Palmas, Muriel Robin, Guy Roux, MC Solar, Roch Voisine, Zazie, Zinedine Zidane.

Retrouvez la fréquence RTL2 de votre région au 08 92 68 78 02 (2,21 €/mn) ou sur www.rtl2.fr

Envoyez vos dons aux Restaurants du Cœur - 75515 Paris Cedex 15 (CCP 830 03 B)

SALONS HAUT DE GAMME,
canapés et fauteuils en cuir, tissus Alcantara.
Contemporain & Art déco

OFFRE EXCEPTIONNELLE
fauteuils club 9 800 F* les 2

meubles Decor Actuel 80, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69

*A partir de. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

Temps très doux mais perturbé

VENDREDI. Le temps est doux et perturbé avec un système dépressionnaire centré au large de l'Irlande. Une perturbation pluvieuse remonte du sud dans la journée de jeudi et se décale vers l'est. Elle est suivie par un front secondaire qui balaie la moitié nord le matin. Une nouvelle perturbation abordera les côtes atlantiques vendredi après-midi.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. Le temps est couvert avec un peu de pluie le matin. Une accalmie temporaire se fait en fin de matinée puis de nouvelles pluies arrivent à partir de la mi-journée. Le vent de sud-ouest reste modéré. Les températures sont douces, entre 12 et 14 degrés.

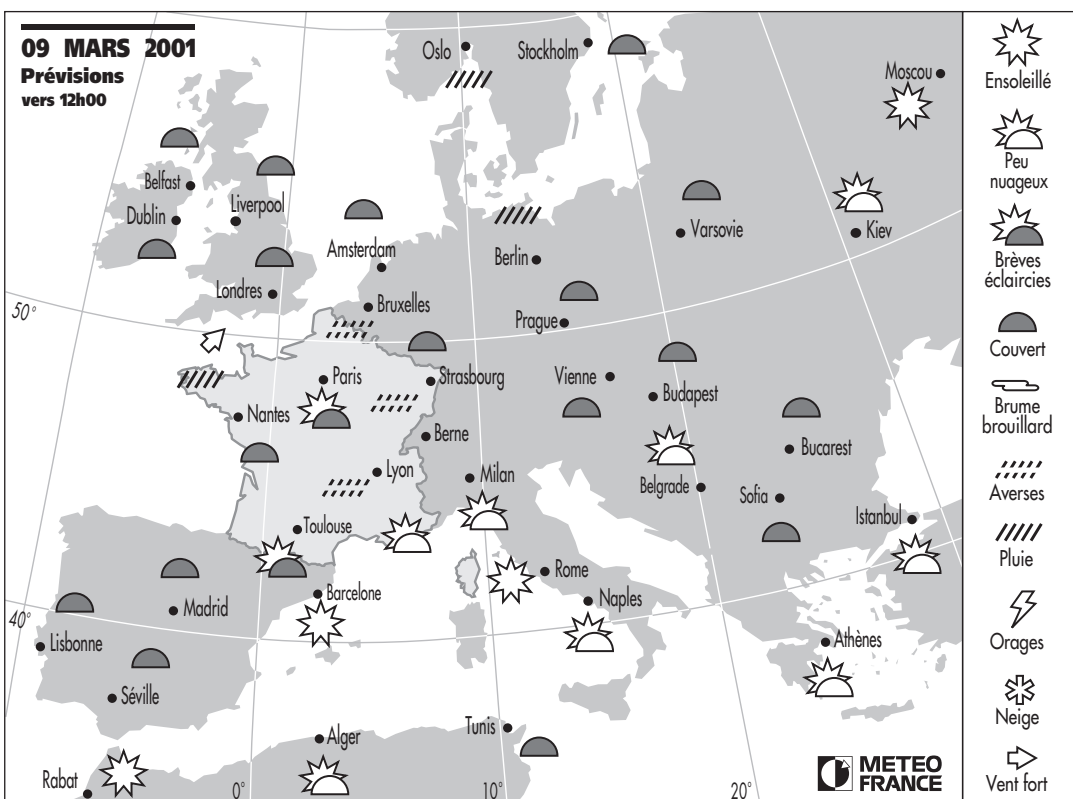
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. La matinée s'annonce sous de petites pluies puis des averses se produisent entrecoupées de quelques éclaircies. Le vent de sud-ouest est modéré. Le thermomètre indique entre 10 et 14 degrés du nord au sud de ces régions.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel sera souvent nuageux avec des petites pluies ou des averses. Le vent de sud-ouest est faible à modéré. Les températures sont douces, entre 9 et 12 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel est assez nuageux le matin et la pluie arrivera dans l'après-midi. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 2 200 mètres. Le vent de sud-ouest sera faible à modéré. Il fera très doux, entre 13 et 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le ciel est assez nuageux avec quelques averses. Il neigera un peu sur les Alpes, à partir de 1 700 mètres. Les températures seront douces, entre 10 et 15 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le ciel est assez ensoleillé avec juste des nuages élevés. Les températures sont douces et comprises entre 13 et 17 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 09 MARS 2001

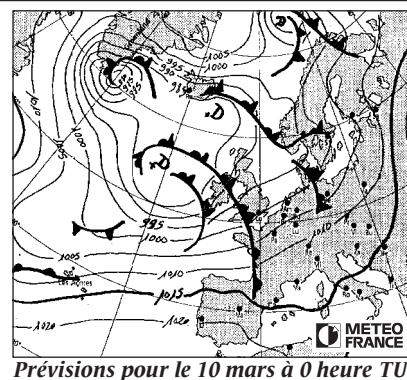
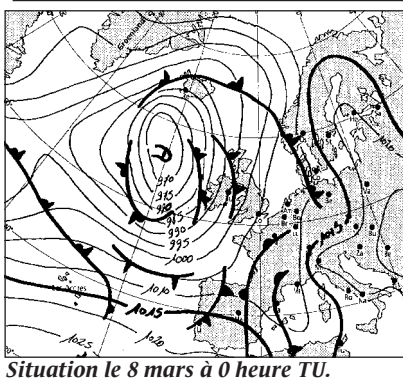
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	7/11 P
AJACCIO	10/16 S	NANTES
BIARRITZ	11/14 C	NICE
BORDEAUX	9/15 C	PARIS
BOURGES	8/13 P	PAU
BREST	9/12 P	PERPIGNAN
CAEN	7/12 N	RENNES
CHERBOURG	7/10 N	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	7/13 N	STRASBOURG
DIJON	6/12 P	TOULOUSE
GRENOBLE	5/12 P	TOURS
LILLE	7/12 P	
LIMOGES	8/12 N	
LYON	7/14 P	
MARSEILLE	9/17 S	

EUROPE	AMSTERDAM	8/10 C
ATHENES	9/17 S	
BARCELONE	10/16 S	
BELFAST	6/9 C	
BELGRADE	7/16 S	
BERLIN	4/9 P	
BERNE	5/9 C	
BRUXELLES	10/14 C	
BUCAREST	-4/12 C	
BUDAPEST	3/9 C	
COPENHAGUE	2/6 P	
DUBLIN	5/10 C	
FRANCFORT	7/10 C	
GENEVE	5/11 C	
HELSINKI	-10/1 C	
ISTANBUL	8/12 S	

AMÉRIQUES	BRASILIA	18/29 S
BUENOS AIR.	21/31 S	
CARACAS	22/29 S	
CHICAGO	-6/1 S	
LIMA	20/26 P	
LOS ANGELES	12/15 C	
MEXICO	6/25 S	
MONTREAL	-1/2 P	
NEW YORK	2/6 C	
SAN FRANCIS.	9/12 C	
SANTIAGO/CHI	13/28 S	
TORONTO	-6/2 S	
WASHINGTON	2/8 S	

ASIE-Océanie	BANGKOK	25/30 P
BEYROUTH	15/19 S	
BOMBAY	20/29 S	
DJAKARTA	27/29 C	
DUBAI	17/29 S	
HANOI	11/15 P	
HONGKONG	16/22 S	
JERUSALEM	12/19 C	
NEW DEHLI	13/28 S	
PEKIN	-3/12 S	
SEOUL	-5/-1 S	
SINGAPOUR	26/32 C	
SYDNEY	22/24 P	
TOKYO	2/27 S	



VENTES

ADULÉ de son vivant, puis oublié ensuite, le peintre et graveur Louis Icart (1888-1950) a connu une résurrection à la fin des années 1970, avec la mode de l'art déco. Il s'est depuis affirmé comme une des valeurs sûres de la peinture de l'entre-deux-guerres, apprécié dans les salles de vente

Une valeur sûre de l'entre-deux-guerres, appréciée dans le monde entier

du monde entier, par conséquent aussi à Saint-Dié (Vosges), où seront dispersées, dimanche 11 mars, une vingtaine de gravures, estimées entre 8 000 et 15 000 F (entre 1 220 et 2 300 €). Autodidacte de la peinture, Icart travaille d'abord dans un atelier de cartes postales, puis en réalisant des dessins de robes qu'il vend aux couturiers. Rapidement publié dans des revues de mode, il commence à graver en 1910.

Captivé par la représentation du corps féminin, il en fait son thème d'élection, inventant son image de la Parisienne. Gracieuse, exubérante, sensuelle et presque effrontée, la femme selon Icart se révèle osée pour l'époque. Tout en courbes douces et tons pastels, elle évoque une vie frivole et opulente.

Il expose à Paris en 1912, à Bruxelles l'année suivante, où la critique lui reproche déjà sa monotonie. Dès 1914, ses gravures

sont commercialisées aux Etats-Unis, où son art enjoué séduit un large public. Au faite de son succès entre 1920 et 1940, Louis Icart grave, réalisant lui-même ses plaques, avec la particularité d'utiliser différentes techniques pour une seule œuvre.

Il peint également, dans un style notablement différent qui le rapproche des impressionnistes, et illustre de nombreux livres. Tirées à des milliers d'exemplaires, ces estampes sont rarement

numérotées, sauf pour les éditions limitées. C'est le cas de l'ensemble présenté à Saint-Dié, où toutes les œuvres sont signées, datées et justifiées.

Dans la série des gravures dites d'« alcôves », *Méditations* est une des plus connues. Particulièrement suggestive, elle montre une jeune femme alanguie, nue sous des dentelles dorées, tenant un long fume-cigarette (10 000 à 12 000 F, 1 500 à 1 800 €). *La Dame aux roses* est vêtue d'une

superbe robe du soir qui laisse deviner ses seins (8 000 à 10 000 F, 1 220 à 1 250 €).

Tout aussi glamour, *Le Sofa* met en scène le même genre d'élégante sur un sofa typiquement art déco, paradoxalement plus rare dans l'œuvre d'Icart que les meubles XVIII^e (12 000 à 15 000 F, 1 800 € à 2 300 €). *Les Orchidées*, *la Glycine*, *les Lys* sont là pour mettre en valeur la jolie créature qui constitue le cœur du sujet (8 000 à 10 000 F, 1 220 à 1 520 €). *Vitesse* figure une jeune femme entraînée par trois lévriers bondissants qu'elle tient en laisse (10 000 à 12 000 F, 1 520 à 1 800 €).

Tayis, une hétéaire du temps d'Alexandre le Grand représentée sur fond de paysage avec deux félins à ses pieds, valut à son auteur la Légion d'honneur, qui lui fut remise par le président de la République, Paul Doumer, en 1927 (12 000 à 15 000 F, 1 800 à 2 300 €). Encore très en vogue en 1940, Louis Icart tomba dans l'oubli immédiatement après la guerre, même aux Etats-Unis où ses gravures avaient continué de se vendre en série malgré la crise

économique des années 1930. Il aura finalement reconquis sa place auprès du public peu de temps après sa mort, survenue en 1950.

Catherine Bedel

★ **Hôtel des ventes, 65, rue de la Prairie, 88100 Saint-Dié, dimanche 11 mars. Exposition la veille, de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures, le matin de la vente, de 10 à 12 heures. Etude Guérin, tél. : 03-29-56-99-99.**

■ **FOIRE.** La soixante et unième édition de la Foire à la brocante et aux jambons ouvre ses portes, samedi 10 mars, sur l'île de Chatou quelques jours avant l'arrivée du printemps qu'elle annonce chaque année. Charcutiers venus de province et antiquaires vont voisiner pendant une semaine dans une ambiance sympathique pour proposer meubles, bibelots et produits de bouche. Au total, 800 stands vont être montés pour le plaisir des habitués de ce rendez-vous pittoresque. Du samedi 10 au dimanche 18 mars, de 10 à 18 heures, entrée 25 F; tél. : 01-47-70-88-78.

Des gravures de Louis Icart proposées à Saint-Dié

Calendrier

ANTIQUITÉS-BROCANTE

- **Vivaise** (Aisne), du vendredi 9 au dimanche 11 mars, tél. : 03-23-25-75-16.
- **Vals** (Haute-Loire), du vendredi 9 au dimanche 11 mars, tél. : 04-71-77-14-57.
- **Paris** (hippodrome d'Auteuil), du vendredi 9 au lundi 19 mars, tél. : 01-44-88-52-60.
- **Castres** (Tarn), du vendredi 9 au lundi 12 mars, tél. : 05-63-35-16-54.
- **Tarascon** (Bouches-du-Rhône), samedi

- 10 et dimanche 11 mars, tél. : 04-90-59-95-20.
- **Périgueux** (Dordogne), samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 05-57-43-97-93.
- **Orthez** (Pyrénées-Atlantiques), samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 05-58-89-18-29.
- **Paris** (place de la Nation), samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 01-40-71-07-63.
- COLLECTIONS**
- **Bordeaux** (Gironde), livres anciens, samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 05-56-51-22-26.
- **Bar-le-Duc** (Meuse), vieux papiers, samedi 10 et dimanche

- 11 mars, tél. : 03-29-79-11-13.
- **Wittelsheim** (Haut-Rhin), minéraux et fossiles, samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 03-89-75-65-08.
- **Grigny** (Rhône), minéraux et fossiles, samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 04-74-85-42-98.
- **Lyon** (7^e), disques, samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 04-78-05-09-71.
- **Paris** (place de la Bourse), numismatique, samedi 10 mars, tél. : 04-93-87-66-87.
- **Albi** (Tarn), disques, samedi 10 et dimanche 11 mars, tél. : 05-63-47-07-69.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 058

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Ses petites opérations peuvent lui rapporter gros. - II. Maintenant plus facile à manipuler. Négation. - III. Personnel. Sa vision est bonne, mais il se trompe souvent. - IV. Signaux sonores. Passage obligé vers les grandes écoles. Tous ceux d'avant. - V. Monte des gradins. Renonça à tout. - VI. Solidement fixé ou laissé sur place. D'un auxiliaire. - VII. Donnait de la hauteur aux belles du Moyen Age. Sur place. - VIII. Absolument nécessaire s'il suit la condition. - IX. Porteur du disque

solitaire. Assure une bonne prise. Tellement occupée qu'il lui arrive de faire vinaigre. - X. Monte le ton. Sont entrés en Espagne dès la fin du néolithique.

VERTICALEMENT

1. Aime faire la fête. - 2. Avec le blé, le trèfle et les radis. Paresse dans les arbres. - 3. Font partie des habitudes. Ouvriers agricoles. - 4. A quatre, ils font un carré à table. Très proches. - 5. Jade en Nouvelle-Zélande. Bien entourée. - 6. Fait le vide à l'intérieur. Grande école bien mal bâtie. - 7. Se

manifeste d'un coup de langue. Relatif ou interrogatif. - 8. Oui en picard. Egalement un peu vieux. - 9. Résultat d'un mélange. Rendue en partant. - 10. Travailler sur la pièce. - 11. Un inconnu. Belle Hellène statique et archaïque. - 12. Repris avec attention.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 057

Horizontalement

I. Transmetteur. - II. Retapes. Anse. - III. OPE. Motus. - IV. Nullarde. Ers. - V. Clientèle. lu. - VI. Ase. Arbitres. - VII. Tirelire. Arc. - VIII. If. Dy. Isis. - IX. Oasis. Veut. - X. Normes. Veste.

Verticalement

1. Troncation. - 2. Répulsif. - 3. Atelier. Or. - 4. Na (Nana). Le. Edam. - 5. Sp. Analyse. - 6. Meurtri. Is. - 7. Es. Débris. - 8. Méliès. - 9. Tao. Et. Ive. - 10. Ente. Rasés. - 11. Usurier. Ut. - 12. Ressuscité.

L'ART EN QUESTION

N° 212 En collaboration avec



Une peuplade mythique et historique

NÉE en Pologne en 1941, Léna Vandrey, dès la fin de la guerre, vit avec sa famille à Hambourg, qu'elle quitte à l'âge de dix-sept ans pour s'installer quelque temps à Paris, puis en Provence. Dès son plus jeune âge, elle commence à peindre, à sculpter et à écrire, et s'engage assez vite dans le féminisme. Par son travail d'artiste, elle veut redonner aux femmes la dimension de leur histoire, et parle de ces femmes dans les douze cycles qui composent son œuvre.

Qu'il s'agisse des *Amantes impu-trescibles*, des *Anges*, ou des *Boîtes de Pandore*, elle fait revivre les amazones, les saintes et les martyres, découpe des anges dans du carton, fait d'une boîte un petit théâtre de mémoire où s'accumulent des objets trouvés, des fossiles, des papiers anciens. Dans ses tableaux, elle incorpore toutes sortes de matériaux qu'elle trouve au cours de ses promenades. Elle colle, découpe, peint et utilise les



Léna Vandrey (1941) : série « Les Anges » (1976-1982), technique mixte. Jusqu'au 6 mai, à la Halle Saint-Pierre, à Paris, pour l'exposition « Léna Vandrey, la beauté inconfortable »

techniques les plus variées, comme celle très particulière des bas-reliefs à l'encaustique. Qui avant elle avait utilisé cette technique :

- Les Aborigènes ?
- Les Egyptiens ?
- Les Grecs ?

Réponse dans *Le Monde* du 16 mars.

Réponse du jeu n° 211 paru dans *Le Monde* du 2 mars.

Dans l'épisode biblique consacré à la chaste Suzanne, les vieillards sont convaincus de mensonge en déclarant qu'elle a commis l'adultère l'un sous un lentisque, l'autre sous une yeuse.

FESTIVALS Deux créations du chorégraphe albanais Angelin Preljocaj ouvriront à la fois la 11^e Biennale de la danse du Val-de-Marne, le 8 mars, et le Festival Exit de Créteil,

le lendemain. « *J'ai voulu que ces deux pièces soient vues en miroir* », déclare l'auteur. Construit à partir d'une musique de Karlheinz Stockhausen, *Helikopter* met en scène

une humanité robotique alors que *MC 14/22 (Ceci est mon corps ?)*, pièce pour douze hommes, se livre à une analyse du mouvement. ● AUTRE ÉVÉNEMENT attendu à la

Maison des arts de Créteil, *La Face cachée de la lune*, nouveau spectacle largement autobiographique du Québécois Robert Lepage, seul en son vaisseau théâtral. ● EXIT, de son

côté, accorde une place de plus en plus importante aux créateurs pluridisciplinaires, qui mêlent musiques électroniques et univers visuels autour d'un même ordinateur.

Angelin Preljocaj réinvente le ballet d'hélicoptères

Deux créations du chorégraphe albanais, « *Helikopter* », sur une musique de Karlheinz Stockhausen, et « *MC 14/22 (Ceci est mon corps)* » ouvrent à la fois la 11^e Biennale de la danse du Val-de-Marne et le Festival Exit de Créteil

AVEC LA VOIX du pilote qui, en pleine action, demande à son second à quelle heure les renforts sont attendus, Angelin Preljocaj crie, en direction de la régie : « *Et les violons, ils arrivent quand ?* », tentant de couvrir le barouf de quatre hélicoptères en phase d'envol. « *Les violons ? Dans une minute vingt !* », annonce un homme dissimulé derrière la console. « *Ça va être à toi, Holger !* », lance alors le chorégraphe. Holger, c'est Holger Förterer, vidéaste et plasticien. Alors que les violons s'imposent dans le fracas des hélices, il bombarde le plateau d'images de trous d'air tourbillonnants, de lignes, de lettres, autant de points de mire pour repérer les six danseurs, agrippés deux par deux au sol. La terre tremble. La musique *Helikopter* *Streichquartett*, du compositeur Karlheinz Stockhausen, souffle jusqu'au vertige. Elle donne son nom à la danse. *Helikopter* mais aussi *MC 14/22 (Ceci est mon corps ?)*, une pièce pour douze hommes, sont les deux créations qui ouvrent, à la Maison des arts de Créteil, la Biennale de la danse du Val-de-Marne, le 8 mars, et le Festival Exit, le lendemain.

Soulevé par la musique, un casse-cou dévale les marches pentues du théâtre en faisant l'avion : c'est Adrien, six ans, le fils de Philippe Combes, un des danseurs. « *Cette musique de Stockhausen*, dit le chorégraphe, *est une immersion totale alors qu'on est supposé être dans les airs. Cette implosion totalement indansable possède cependant une charge émotionnelle indiscutable.* »

L'hélicoptère renvoie-t-il le chorégraphe, Albanais né à Champigny-sur-Marne, à l'émotion d'une rencontre survenue en 1994 (*Le Monde* du 8 juillet 1999) ? Le président Sali Berisha mit à sa disposition un hélicoptère pour qu'Angelin Preljocaj, dansant à Tirana, aille saluer, loin dans les montagnes, les membres d'une famille qu'il n'avait jamais vus... On a pu découvrir Holger Förterer – il travaille à Karlsruhe – lors du Festival Exit 2000, où il présentait *Fluidum*, dispositif qui offrait au visiteur un double lumineux... Dans *Helikopter*, il projet-



« *Cette implosion totalement indansable possède cependant une charge émotionnelle indiscutable* » dit Angelin Preljocaj de la musique de Stockhausen utilisée pour « *Helikopter* ».

te sur le sol une matière vibrante et bleue que les danseurs repoussent devant eux au fur et à mesure qu'ils bougent, et qui se reforme après leurs passages, véritable jungle artificielle qui brouille les pistes et le regard.

« *D'un côté, je voulais de la chair rugueuse, crue, parce que, de l'autre, j'allais vers le corps dématérialisé, abstrait* »

Le silence a reconquis l'espace, en même temps que six tables ont envahi la scène. Commence la répétition de *MC 14/22 (Ceci est mon corps ?)*. Sur chaque table, un homme est empoigné par un collègue qui le plaque, le relâche

pour mieux le reprendre, le plie pour l'allonger de tout son long d'un coup dans le dos. Etals de bouchers perdant la boule, repasseurs se vengeant à coups de fer sur le linge ? Savoir juste où appuyer sur l'épaule pour que le partenaire fasse la toupie. Comprendre comment retourner le bras sans le déboîter pour freiner. On est dans l'analyse du mouvement jusqu'au cou. Les danseurs heurtent avec dureté la table.

« *J'ai voulu que ces deux pièces soient vues en miroir*, explique Angelin Preljocaj. *A cet effet, j'ai réduit leurs formats à une demi-heure. Il y a longtemps que je voulais rendre compte des matières dont le corps masculin est constitué. D'un côté, je voulais de la chair rugueuse, crue parce que, de l'autre, j'allais vers le corps dématérialisé, abstrait. J'ai inventé dans MC 14/22 un rituel qui serait une réappropriation obligée de son propre corps à travers le corps de l'autre. Une sorte de "contrainte par corps", de rééducation quasi juridique.* » Et ça barde ! Le masculin, c'est musclé ! Loin du mysticisme des filles qui peuplaient *Hallali Romée*, en 1987. « *J'ai oublié la spécificité du corps des femmes, c'était il y a longtemps. Je débute* », répond-il.

La danse contemporaine ne cesse d'être traversée par cette question de la différence sexuée. Ce thème est aussi le fondement de *Sacre du printemps*, que le chef d'orchestre Daniel Barenboïm a convaincu Angelin Preljocaj de monter au Staatsoper de Berlin – la première aura lieu le 6 mai. L'avant-propos du livre *Le Sexe et l'Effroi*, de Pascal Quignard, auteur qui a déjà accompagné le chorégraphe pour la création de *L'Anoure*, en 1995, sert d'appui à sa réflexion : « *Dans le sexe masculin, qui croît puis qui gicle, c'est la vie elle-même qui déborde subitement dans la semence fécondante, très en deçà des traits qui définissent l'humanité.* »

La part d'animalité dans l'homme ? Evidemment qu'elle hante les chorégraphes, parce qu'ils la débussent chaque jour dans les corps qu'ils travaillent. « *C'est*

pour toutes ces raisons que la danse reste un champ d'exploration infini », insiste Angelin Preljocaj. Des danseurs-robots d'*Helikopter* aux danseurs-animaux du *Sacre*, il balaie le spectre de nos pulsions. Il abordait déjà l'animal humain en 1989 dans *Liqueurs de chair*, répertoire des diverses humeurs du corps. Il y revenait avec *L'Anoure*, grenouille-femme fatale. En juin 2000, *Portraits in corpore*, installation déambulatoire où le visiteur rôdait de box en box pour observer les danseurs mis en scène devant des vidéos, donnait le sentiment presque gênant d'être au Salon de l'agriculture.

Angelin Preljocaj passe pour être un monstre de travail. Trois créations menées de front. *Le Sacre du printemps* est déjà vendu vingt-cinq fois en France. Plus de cent représentations annuelles de son répertoire données dans le monde entier. La compagnie revient d'une tournée aux Etats-Unis avec *Paysage après la bataille*, œuvre de 1997 ; elle y retournera fin avril. Bulldozer qui ne serait préoccupé que de sa propre avancée ? A Aix-en-Provence, le Centre chorégraphique national (CCN) qu'il dirige – dont les travaux devraient commencer dans les prochains mois – lui vaut d'être installé depuis 1996 dans une ancienne usine d'allumettes.

« *Ce n'est pas pour moi que je veux que ce bâtiment sorte de terre*, affirme le chorégraphe. *Avec plusieurs dizaines de représentations par an, je n'ai pas de problème de visibilité. Je me suis battu pour avoir quatre studios afin d'accueillir d'autres projets. Nous n'avons pas attendu d'être dans nos murs pour recevoir Alain Buffard, Christophe Haleb. Dans le même esprit, j'ai exigé une salle de quatre cents places afin que, pour la première fois, un CCN ait la responsabilité d'une vraie programmation.* » Dans une volte-face, il ajoute : « *Vous n'avez pas vu grand-chose des répétitions, mais c'est mieux ainsi. Je crains ces petits bouts entraperçus qui amoindrissent l'impact de la première fois.* »

Dominique Frérot

Musiques électroniques et performances visuelles

L'ARRIVÉE progressive de créations pluridisciplinaires n'a pas échappé à Exit, qui intègre depuis trois ans les musiques électroniques à son programme, en les accompagnant toujours d'un exercice de VJ'ing, double graphique du DJ'ing – exercice d'échantillonnage des images, de mise en boucle, de création libre par ordinateur calqué sur le travail du DJ. Comme démontré en juin 2000 à Barcelone lors du Sonar, Berlin est l'un des pôles d'expérimentation de ces nouvelles formes, où la vidéo, la musique, les arts graphiques se trouvent réunis par un même outil, l'ordinateur, et la même culture, celles des clubs, des labels de disques considérés comme des tribus singulières, et des espaces libres créés à l'origine par le mouvement techno.

Exit explore cet univers, où se côtoient un minimalisme hérité de la techno industrielle et la logorrhée des performances, en deux nuits berlinoises, les 16 et 17 mars, prolongées par un after (de 5 heures du matin à midi) au Batofar, ancré devant la Bibliothèque nationale de France à Paris. La direction artistique en a été en partie confiée à Transmediale, festival frère d'Exit, organisé dans la métropole allemande en février. Invité également à bâtir les nuits d'Exit, WMF, lieu phare de la nuit berlinoise.

Die Kometen utilisent les musi-

ques de séries télévisées allemandes des années 1970. Rolf Sudmann y joue de la thérémine, un instrument à antennes inventé en 1919 par le physicien russe Léon Theremin – on entendra également Rolf Sudman les 9 et 10 mars avec le compositeur Jacques Remus. Les Barcelonais Mastretta et de Manoukian (le 15 mars) n'ont pas d'affinités particulières avec le hip-hop abstract et le minimal techno de Rechezentrum (un collectif appartenant au label berlinois Kitty-Yo), mais présentent la face baroque de la nouvelle scène espagnole.

En 1998, Exit accueillait judicieusement la scène électronique indienne de Londres. Trois éditions plus tard, Loïc Magnan, programmateur des Nuits électroniques d'Exit, a fait le pont entre Londres et New York par le biais d'un Britannique installé aux Etats-Unis, Karsh Kale, le joueur de tabla de Talvin Singh. Au même programme, le collectif Globe Sonic, dont l'un des meneurs est Sultan 32, DJ électrocuté et New-Yorkais d'origine cubano-irakienne. Enfin pour relier Bruxelles à Londres (le 10 mars), le label belge Elf Cut rejoint le britannique Warp, représenté par le collectif de Sheffield Gescom. Derrière, le VJ Re Play pile le Net pour créer des visuels fous.

Véronique Mortaigne

Le théâtre de Robert Lepage au miroir de la Lune

motivé par la curiosité mais par le narcissisme. »

Philippe (Robert Lepage) a pour frère André (Robert Lepage). Autant Philippe se complait dans le célibat et l'incommunicabilité, autant André s'épanouit dans le couple (homosexuel) et la communication de masse (il présente la météo à la télévision). Philippe et André ne sont pas seulement interprétés par Robert Lepage, ils lui ont emprunté de larges pans de biographie. Né quelques jours après le lancement du premier Spoutnik (4 octobre 1957), l'auteur serait revenu sur son enfance à la suite du décès de sa mère. La face cachée de l'astre mort serait là, dans les replis d'un voyage à l'époque des premiers assouplissements humains sur la Lune.

NARCISSISME EN APESANTEUR

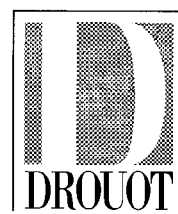
Le générique se déroule devant un lavomatique aux allures d'aérogare, évoquant 2001 (Kubrick). Avec son ouverture circulaire, la machine à laver présente un véritable sas de sortie dans l'espace. Un accès inattendu au rêve. La pleine lune impose sa forme, y compris au bocal d'un poisson rouge – autre célibataire menacé. Chaque élément du décor est appelé à tenir au moins deux discours. L'histoire s'écrit encore en noir et blanc, dans les images tremblées d'autres frères rivaux dans la conquête : les cosmonautes (soviétiques) et les astronautes (américains).

En écrivant son « *histoire déguisée* », Robert Lepage emprunte des voies théâtrales romanesques, où le quotidien du Québec contemporain, sa société, ses mœurs, jouent leurs rôles. Avec tous les moyens offerts par le multimédia. Une manière de passer simplement du présent au passé, du je au vous, d'interroger la grammaire avec le style, comme le pratiquent Simon McBurney et le Théâtre de complicité (*Le Monde* du 26 février). Cinéma, vidéo, marionnettes font glisser plus vite, plus précisément, les couches d'espace et de temps les unes sur les autres.

L'auteur est apparemment seul à bord de son vaisseau théâtral.

Passant de Philippe à André en un tournemain, il s'expose doublement, mais n'en laisse pas moins paraître entre eux un metteur en scène-narrateur, pour lequel le cosmos est impalpable et réservé aux aventuriers du beau. Une représentation de la scène selon Robert Lepage, où il se mettra à danser, par un simple jeu de miroirs, Narcisse en apesanteur. L'écriture est d'un virtuose patient du théâtre total, qui se reconnaît dans le *Théâtre/Roman* d'Aragon : « *Un théâtre de moi, d'en moi, où je suis tout, l'auteur, l'acteur, la scène.* »

Jean-Louis Perrier



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél : 01 48 00 20 20 - Fax : 01 48 00 20 33
Calendrier des ventes au : 01 48 00 20 17
Internet : http://www.gazette-drouot.com

Expositions :
la veille de la vente, 11h à 18h
le matin de la vente, 11h à 12h

Régisseur O.S.P., 47, rue Louis Blanc,
92984 LA DEFENSE CEDEX - 01 49 04 01 83

JEUDI 15 MARS

S.9 - Meubles et objets mobiliers. Me de RICQLES.

VENDREDI 16 MARS

S.5 - Armes. Objets d'art et d'ameublement. PIASA.

PIASA. PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES

5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10

de RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009) 01.48.74.38.93

George Crumb, un musicien exigeant dans un monde de ténèbres

Le festival caennais rend un hommage soigné au compositeur américain

AU MOMENT de broser un portrait du compositeur américain George Crumb, auquel le festival Aspects des musiques d'aujourd'hui de Caen a choisi de rendre un juste hommage du 8 au 11 mars, on se souvient d'une clé pour l'appréciation de sa musique, livrée lors d'un récent entretien téléphonique : « Je ne travaille pas à partir d'un plan préconçu, mais je cherche en permanence à ce que la mélodie, l'harmonie, le rythme et, bien sûr, le timbre soient traités à égalité. » Au graphisme minutieux de ses partitions qui entrecroisent des portées chargées de notes ou agencent de manière symbolique quantité d'éléments musicaux hétérogènes correspond la douceur d'une voix servant avec humilité des propos d'une extrême variété.

L'homme connaît une vie sans histoire que résume une biographie excessivement lisse : études dans les universités de l'Illinois puis du Michigan couronnées par un doctorat ; enseignement dispensé pendant plus de trente ans à l'université de Pennsylvanie ; série de distinctions inaugurées par les

bourses des fondations Koussevitzky et Guggenheim puis prolongées, entre autres, par un prix Pulitzer - décerné, en 1968, à *Echoes of Time and River*. Le compositeur a-t-il constaté des changements notables d'hier à aujourd'hui aux Etats-Unis ? « Les excellents interprètes sont nombreux et les compositeurs se font une certaine concurrence, ce qui aboutit à un ensemble esthétique sans doute plus varié qu'en Europe et nous éloigne définitivement des années 1950 où régnait un style international coupable de tant de créations institutionnelles. »

INSTRUMENTS EXOTIQUES

Dans ses œuvres, Crumb est loin d'avoir le comportement de M. Tout-le-Monde ainsi qu'en témoignent ses exigences pour *Music for a Summer Evening* (rapportées par Fuat Kent, directeur artistique de l'Ensemble New Art, dans la notice d'un disque monographique publié par le label Col legno). « Les percussionnistes jouent sur presque soixante-dix instruments différents, dont certains particulièrement exotiques :

carillons de temples japonais, tam-tams, maracas, petites plaques de verre suspendues, cymbales suspendues, claves, wood-blocks, crécelle, glockenspiel, grandes timbales, chalumeau, feuille de métal suspendue, crotales, quijada (mâchoire inférieure de l'âne)... »

Un tel non-conformisme, éventuellement assimilable à la prospection d'avant-garde, est-il l'apanage, aux Etats-Unis (Morton Feldman, Earle Brown) comme en Europe (Pierre Boulez, Karlheinz Stockhausen, György Ligeti, Luigi Nono), d'une génération, celle des compositeurs nés dans les années 1920 ? « Etant né fin octobre 1929, je n'appartiens aux années 1920 que pour environ deux mois... et plutôt que la décennie, je pense que ce sont les influences musicales qui caractérisent nos orientations personnelles. » Et de citer John Cage et Charles Ives. Quid alors de la tendance nationale ? « Je me considère plutôt comme le résultat d'un grand mélange, ayant reçu une éducation classique avant de m'intéresser, par exemple, aux traditions asiatiques. Quant aux compositeurs réellement américains, on les reconnaît à la dimension résiduelle du jazz qui existe dans leur musique même si cela ne s'entend pas. »

Au fait d'une multitude de traditions musicales, Crumb n'en finit pas d'apprendre. « Comme Debussy, qui a été mon modèle. Il a tout assimilé de l'Espagne à la Russie, en passant par l'Asie, et a su en tirer un langage personnel. Mahler et Bartok en ont fait de même. » Les trois maîtres cités ici réapparaissent dans bien des questions abordées par George Crumb. Le canevas symboliste des partitions motivé par des idées extramusicales, d'abord : « Ma musique comporte de nombreuses références, dans la notation, les dessins, les titres et les sous-titres.



PHILIPPE GONTIER

« Je cherche à ce que la mélodie, l'harmonie, le rythme et le timbre soient traités à égalité », explique George Crumb

J'aime les chiffres, comme Bartok, et les éléments enfouis, comme Mahler et Ives. »

L'invention du « piano étendu » (« extended piano ») qui, dès 1962, a révélé l'originalité de Crumb, différente de celle de Cage, et du « piano préparé » : « Je voulais montrer que le piano pouvait être réinventé à chaque époque. Comme il en a été avec Debussy et Bartok. » L'absence apparente d'évolution esthétique : « Toutes mes œuvres sont étroitement liées les unes aux autres comme celles de Mahler et de Debussy. Je ne suis pas quelqu'un qui essaye d'innover à chaque fois. » L'identité de compositeur de mélodies (notamment au contact de l'extraordinaire chanteuse Jan De Gaetani) : « Je suis un compositeur de Lieder, comme Mahler qui, bien que dirigeant des opéras, n'en a pas écrit. »

Traversée d'éclairs éblouissants, la musique de George Crumb se déploie dans un univers de ténèbres explicites (titres liés à la mort) ou implicites (la guerre du Vietnam en filigrane de *Black Angels*, quatuor à cordes amplifié qui a déterminé la vocation du Kronos Quartet).

Sachant le compositeur intéressé par les signes du Zodiaque (à l'origine de son grand cycle *Makrokosmos*), on voudrait rapporter ces partis pris à une date de naissance emblématique : le 24 octobre 1929, le « jeudi noir » de Wall Street. « Il y eut en fait trois jours noirs et je suis né au cours du premier. Quant à dire que cela a joué sur le caractère sombre de ma musique... » A vérifier dans des partitions en forme de ciel astral.

Pierre Gervasoni

Programme monographique à Caen

La 19^e édition du festival Aspects des musiques d'aujourd'hui permet d'aborder la production de George Crumb sur plusieurs plans. Une exposition de partitions (dans le hall du conservatoire de Caen) pour découvrir les mille et une implications de l'écrit musical, des master classes placées sous sa direction (avec auditions publiques) pour dépasser le registre anecdotique de l'insolite instrumental, et une série de concerts au Grand Auditorium de Caen pour prendre la mesure d'une expression haute en couleurs. Au programme, quinze œuvres écrites entre 1955 et 1998 dont plusieurs références telles que *A Haunted Landscape* (par l'Orchestre de Caen), *Apparition*, *Makrokosmos* (par la soprano Anne-Sophie Duprels et le pianiste Jay Gottlieb), *A Little Suite for Christmas*, *Five Pieces for Piano* et *Black Angels* par des membres de l'Ensemble Intercontemporain, sans oublier *Mundus Cani* (dernière pièce écrite à ce jour) et ses clins d'œil aux chiens.

★ Du 8 au 11 mars. Grand Auditorium, 1, rue du Carel, Caen.
Tél. : 02-31-30-46-86. Internet : www.ville-caen.fr/orchestredeCaen/

Une Exposition « internationale » aux portes de Paris

Un nouveau concept dont pourrait bénéficier la Seine-Saint-Denis en 2004

APRÈS la Coupe du monde de football, et peut-être avant les JO de 2008, la Seine-Saint-Denis (93) pourrait bien accueillir l'Exposition « internationale » de 2004. La France est en effet le seul pays officiellement candidat à l'organisation de cette manifestation, après la défection des Philippines pour 2002. Le dossier, présenté le 6 mai 2000 au nom de Lionel Jospin et du gouvernement, avait été retenu par le Bureau international des expositions (BIE). La mission d'enquête de cet organisme, qui s'est achevée le 23 février, a semblé satisfaite des réponses obtenues sur le projet préparé par le département du nord de Paris. Le feu vert pourrait donc être donné à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire du BIE prévue le 28 mars à Paris.

Après l'Exposition mondiale de Lisbonne en 1998 et l'Exposition universelle de Hanovre en 2000, l'Exposition « internationale » est un nouveau concept inventé par un BIE échaudé par le succès plus que miti-

gé de la capitale de la Basse-Saxe, déficitaire de 1,23 milliard d'euros.

L'Exposition « internationale », d'une durée limitée à trois mois, du 7 mai au 7 août 2004, devrait s'établir sur 25 hectares. Il s'agirait de l'aire des Vents, sur la commune de Dugny (93), à côté de l'aéroport du Bourget.

Le thème unique choisi par la France pour répondre au cahier des charges du BIE est celui des « Images ». Le sujet peut paraître séduisant. L'audiovisuel emploie près de 45 000 personnes dans 6 000 entreprises en France. Des entreprises étrangères ne peuvent qu'être tentées par l'occasion de présenter leurs dernières découvertes. Reste à savoir si l'imagerie virtuelle, accessible via Internet, pourra attirer, sur place, les 8,5 millions de visiteurs attendus. D'autant que, deux ans auparavant, Disneyland Paris aura ouvert, sur un thème voisin et avec ses moyens, son deuxième parc d'attractions à quelques kilomètres de là, à Marne-la-Vallée (77).

Le conseil général de Seine-Saint-Denis, dirigé par le communiste Robert Clément, à l'origine du projet, se dit prêt à prendre tous les risques financiers. Le département attend plus de 1 milliard de francs de recettes de la billetterie, soit environ la moitié du budget prévisionnel de l'opération. Le gouvernement ne s'est encore engagé que pour une centaine de millions de francs.

Christophe de Chenay

Ce train prend des jeunes avec bagages...

le train de l'emploi
Où vos talents sont attendus

> Du 5 au 19 mars 2001, Le Monde lance "le train de l'emploi". A son bord, 33 entreprises vous proposent 30 000 postes.

Jeunes diplômés bac + 4/5, jeunes cadres de 1 à 5 ans d'expérience, montez dans ce train à destination de votre avenir. Ne manquez pas ce rendez-vous dans 11 villes de France. Faites valoir vos talents pour trouver la meilleure voie.

> Inscription obligatoire sur le site emploi.lemonde.fr

3 KEYBUS

Le Monde

Strasbourg, Lille, Rouen, Nantes, Poitiers, Bordeaux-Mérignac, Toulouse-Matabiau, Amiens, Montpellier, Lyon, Paris, Metz

MARS - AVRIL

QUELQU'UN POUR VEILLER SUR MOI
de Frank McGuinness
> CRÉATION
Mise en scène : Étienne Pommeret
Dates : du mercredi 7 au samedi 24 mars 2001
03 88 24 88 24 • www.tns.fr

IPHIGÉNIE EN AULIDE
de Jean Racine
Mise en scène et scénarographie : Daniel Jeanneteau
Dates : du mardi 20 mars au samedi 7 avril 2001

Théâtre National de Strasbourg
Ecole supérieure d'art dramatique

LES RENDEZ-VOUS CHOREGRAPHIQUES DE SCEAUX

WILLIAM FORSYTHE
BALLET DE L'OPERA NATIONAL DE LYON
"Second détail" - "Quartette" - "Steptext"
7 au 9 mars - 20h45

MARIE-CLAUDE PIETRAGALLA
BALLET NATIONAL DE MARSEILLE
"Sakountala" - Première en Ile de France
16 et 17 mars - 20h45 / 18 mars - 17h

MARYSE DELENTE
BALLET DU NORD
"Le feu dérobé" - Première en Ile de France
23 et 24 mars - 20h45

PHILIPPE CHEVALIER
Dans le cadre de la résidence "2000 bal" - Création
29 au 31 mars - 20h45 / 1^{er} avril - 17h

CLAUDE BRUMACHON
"Les chemins oubliés ou le temps d'un songe"
3 avril - 20h45
"Embrasés" - Première en Ile de France
"Rebelles" - Création
6 avril - 20h45

LES GEMEAUX/SCENE NATIONALE
01 46 61 36 67

CULTURE

Publicités

EN

RÉGIONS

Création **9mm**
de Lionel Spycher
27 février au 1^{er} avril
Mise en scène Gilles Chavassieux
Théâtre les Ateliers
Tél. 04 78 37 46 30
www.theatrelesateliers.com

THÉÂTRE **GYPTIS**
CHATÔT - VOUGOUCAS
du 20 mars au 14 avril 2001
Britannicus
Jean Racine
Mise en scène Françoise Chatôt
Deux monstres fascinants s'affrontent pour le pouvoir...
04 91 11 00 91 - Marseille

Renseignements publicité : 01.42.17.39.65 - Fax : 01.42.17.39.24

La performance d'une « femme-insecte » aux Festins d'« aden »

Une soirée consacrée à l'exploration de singuliers matériaux vocaux et sonores

LES FESTINS D'ADEN : Sandy Dillon & Hector Zazou, Doctor L, Finley Quay. Le Bataclan, Paris, le 7 mars. Prochains concerts : Cousteau, Bertrand Burgalat, Calexico et ses invités (Jean-Louis Murat, Dominique A, François Breut), au Bataclan, le 8 mars. Tom McRae, Frank Black, à l'Elysée-Montmartre, le 9 mars.

Pendant que, sur la scène de l'Elysée-Montmartre, Guru accueillait quelques invités surprises – MC Solaar, les Nubians – pour célébrer avec lui les fusions entre rap « conscient » et nu-soul concenée, l'autre volet du festival Les Festins d'Aden s'ouvrait, au Bataclan, sur une soirée consacrée à l'exploration de singuliers matériaux vocaux et sonores. En commun chez Sandy Dillon, Finley Quay et Doctor L, le goût de l'âpreté et de la recherche au-delà des conventions de style.

« Son corps et sa voix me font flipper », confie à sa copine une jeune spectatrice secouée par la performance d'une « femme-insecte » au timbre de rocaïlle. Américaine exilée à Londres depuis quinze ans, Sandy Dillon (*Le Monde* du 6 mars) n'a pas renoncé à ses racines blues. Mais elle en a « extrémisée » la théâtralité et le tranchant, à la manière d'un Tom Waits. Tout en éraïlement corrosif, sa voix s'accompagne de danses de mante – plus païenne que religieuse. Aux côtés d'une chanteuse qui joue aussi des touches d'un vieux clavier Fender Rhodes, un groupe de musiciens assèche les marécages du Mississippi par la grâce tendue d'une acoustique anguleuse. Parmi eux, l'ancien Pogues David Coulter, mais aussi un instrumentiste et compositeur français, Hector Zazou (guitare, clavier et onde Theremin), avec lequel elle a enregistré un album,

12 (*Las Vegas is Cursed*). Ce sont pourtant essentiellement des titres de ses deux disques solos, *Electric Chair* et le tout récent *East Over-shoe*, qu'elle défend pour ce premier concert en France.

Si Sandy Dillon fuit les clichés du blues, Liam Farel – alias Doctor L – s'invente un monde hors des tics du hip-hop et des musiques électroniques. Après avoir débuté, dans les années 1980, comme batteur, ce Parisien d'origine irlandaise a fait ses classes de producteur de sons au service de rappeurs comme Assassin ou Stomy Bugsy. Une collaboration avec Rodolphe Burger, chanteur de Kat Onoma, pour l'album *Meteor Show*, puis des expériences en solo comme le double CD *Temple On Every Street*, l'ont vu tenter des approches plus organiques des textures et des rythmes. Sur la scène du Bataclan, Doctor L s'agenouille devant ses ordinateurs comme un joueur de tablas devant

ses percussions. Autour de lui, s'affairent une pléiade d'instruments traditionnels : guitare, contrebasse, cithare, basse, percus, piano, batterie... On a l'impression de voir à l'œuvre un sculpteur psychédélique malaxant des matières en quête de formes inédites. Parfois laborieuse, pouvant accoucher de bavardages jazz-rock, cette recherche fait aussi naître des grooves captivants, dont les aptitudes hypnotiques doivent autant au funk qu'au folk et au rock, à Prince qu'à Dylan et Lou Reed.

Une rumeur parcourt un instant la salle parisienne : « *Finley Quay est trop défoncé pour monter sur scène*. » La réputation d'imprévisibilité de ce métis mi-écossais mi-ghanéen est telle que tout devient crédible. Caché derrière des lunettes de soleil, ce chanteur râblé se pointe pourtant sans encombre ni conviction sur les planches du Bataclan. Comme s'il s'agissait d'une

répétition, il expédie en introduction une reprise de Jimi Hendrix – *Voodoo Chile* – d'une totale platitude. Aussi inspirés qu'un groupe de pub, ses musiciens font étalage de raideur et d'un manque absolu d'émotion. Un comble pour une voix délicieusement étranglée, censée incarner ce que les métissages insulaires peuvent offrir de plus bouillonnant. Le public s'accroche d'abord à la qualité des chansons des deux excellents albums, *Maverick A Strike* et *Vanguard*.

Sur le tard, l'excitante fusion de reggae, de soul et de pop prend un peu d'ampleur. Finley Quay semble enfin s'apercevoir qu'il ne chante pas dans le vide. D'autres reprises : *It's a Man's Man's Man's World*, de James Brown, *Wild Horses* des Rolling Stones... Et, de nouveau, *Voodoo Chile*, plus habité, pour un rachat de dernière minute.

Stéphane Davet

INSTANTANÉ

L'HYMNE À L'AMOUR

DE RICHARD DESJARDINS

Sans autre préambule qu'un « *Bonsoir M'sieurs-Dames* » lapidaire, il empoigne sa guitare. Au programme : les sortilèges du désir, les miracles de l'amour. Cela donne « *Quand tu souris, le monde entier respire* » (*Boom Boom*) ou bien encore *Tu m'aimes-tu ?*, chanson titre d'un album qui le consacra au début des années 1990. Loin des lieux communs, il dit la magie du coup de foudre chaque nuit renouvelé pour le corps aimé. Richard Desjardins chante l'amour triomphant sous une belle lumière et puis celui auquel des vents contraires arrachent les ailes. Avant d'interpréter *Lomer*, l'histoire de deux hommes mis à mort pour s'être aimés, au

XV^e siècle, sur la scène de L'Européen, il stigmatise l'intolérance, lançant au passage quelques piques contre l'extrême droite française, cite son frère de cœur Julos Beau-carne, en colère lui aussi contre les errements des hommes. Avec le chanteur wallon qui suggérait dans les années 1970 la création d'un Front de libération des arbres fruitiers (FLAF) pour répondre aux blessures infligées à l'environnement, dans lequel il dénonce le massacre de la forêt du Nord canadien orchestré par les compagnies forestières.

Dans la salle de L'Européen, on est au courant de sa croisade. Des applaudissements jaillissent quand il évoque le film qui a fait des vagues au Québec et entraîné la création d'une Coalition pour la protection des forêts nordiques. Chez

Desjardins, il y a des plaidoyers pour la vie, des sujets sérieux et puis des histoires au souffle poétique passionné. Des sagas, des épopées (*Le Prix de l'or, Nataq*) qu'il chante ou déclame, avec un talent de conteur époustoufflant. Il use et abuse de l'emphase, mais, lorsqu'on est à deux doigts de saturer d'un trop-plein de lyrisme, il glisse une légèreté, un trait surréaliste, une ironie. *La Chanson italienne*, par exemple, conçoit simplement avec des noms de villages d'Italie mis bout à bout, ou bien *Kooloo kooloo*, interprétée façon chanson, écrite en joul, en « français périphérique ».

Patrick Labesse

★ Jusqu'au 10 mars à L'Européen (20 h 30), 3, rue Biot, Paris-17^e. M^o Place-de-Clichy. Tél. 01-43-87-97-13. 100 F et 130 F (15,24 € et 19,82 €).

Course à la mort, course à la vie !

« Imaginaire » n'est pas l'opposé de « réel ». Jean-Jacques Rousseau dit qu'il voit les événements imaginaires avec plus de force que ce qu'il vit en réalité. Certaines souffrances imaginaires sont moins guérissables que des douleurs physiques. Argan est plus atteint qu'un malade pur et simple. La pièce est toute faite de ce jeu de bascules. Deuxième signe particulier du *Malade imaginaire* : la mort. Elle arrive d'abord de biais, en avant-garde, par la prison. « *Il vous faut apprendre à vivre. En prison ! Vite en prison !* » Puis c'est le fiancé qui fait sa cour sans douceur : « *Je vous invite à venir voir l'un de ces jours, pour vous divertir, la dissection d'une femme* », dit-il à sa jeune promise – notons qu'au XVII^e siècle n'étaient disséqués que les corps des criminels.

Il est simple, le fil de l'action : Argan est malade, il a peur de mourir. Il lui faut, jour et nuit, un médecin, un aide-soignant qui ne le quitte pas. Sa femme, Béline, se défiant, il décide de marier sa fille à un médecin. Echec : sa fille aime un autre homme. Qu'il se fasse médecin, je le prends pour gendre !, déclare Argan. Nouvel échec. Le frère de notre malade lui suggère, en dernier recours, de devenir médecin lui-même. Il accepte. Délire. Fiction de cérémonie. Folle extase.

La lâcheté, l'égoïsme sont bien réels chez Argan : Molière les dénonce. Sa charge contre la méde-

cin est, elle, de pure fantaisie. Histoire de faire beaucoup rire. N'oubliez pas que ce n'est pas Argan, qui mène cette longue attaque, mais son frère. Argan – et c'est ici Molière qui, par sa voix, s'exprime – prend la défense des docteurs. Depuis 1665, Molière est soigné par le généraliste Jean-André de Mauvillain. Il lui est fidèle au point de le convier aux conseils de famille. Mauvillain n'a pas guéri la mélancolie, ni la phthisie, de Molière, ce n'était alors pas soignable. Mais l'auteur du *Malade* a su recevoir, de son médecin, une aide inestimable.

L'OBSESSION DES « MATIÈRES »

Dans cette pièce, Molière dit savamment, crûment, la maladie de la mort. Il s'y est trouvé conduit par l'un des traitements de l'époque : le clystère. Argan est atteint d'une obsession fréquente chez les malades en fin de vie : celle de leurs « matières ». Dans *Le Malade imaginaire*, c'est monsieur Fleurant, apothicaire, qui doit renifler la chose, « *examiner si la matière fleurie agréablement* ». « *Mon lavement d'aujourd'hui a-t-il bien opéré ?* », demande Argan. Et, quoique Molière semble avoir voulu qu'Argan « *aïlle à ses affaires* », hors scène, dans « *garde-robe* », il ne faut pas critiquer Claude Stratz d'avoir mis cela en montre, carrément, par l'entremise de Toinette, la servante, qui met le nez, trempe le doigt dans le vase, et même en

sirote quelque peu le contenu. Si choquant que ce soit, les malades en fin de vie, aussi bien chez eux qu'en soins palliatifs, poussent au-delà du croyable l'« imaginaire » de leurs selles. Ils y reprennent de l'allant, ils y voient la preuve flagrante du prolongement de leur vie, et sans le jeu de cette misère, la mise en scène de Claude Stratz n'aurait ni sa force ni sa vérité.

Aucun acte d'indiscipline, chez les acteurs. Catherine Sauval, l'épouse d'Argan, joue sa vilaine nature sans forcer, avec style. Alain Lenglet, le frère d'Argan, invente une douce extravagance qui éclaire son parti-pris contre médecine et médecins. Alain Pralon, Argan, est l'un des grands de la troupe, mais il est ici contrarié par une faute énorme de costume. Sous une chemise qui ne cache rien, ouverte devant, derrière comme le sont aujourd'hui les chemises d'hôpital, Argan est paré de la couche-culotte que les infirmières fixent à présent sur les malades du dernier âge qui ne peuvent se mouvoir d'eux-mêmes. Cette couche empêche le grabataire de maculer ses draps. Accessoire si pénible à voir, signe d'une telle misère, que les spectateurs, spontanément, détournent le regard de l'acteur qui la porte, là devant eux, sur scène. Claude Stratz ferait bien de corriger cette erreur inexcusable. Sinon son *Malade imaginaire* créera, chaque soir, un malaise.

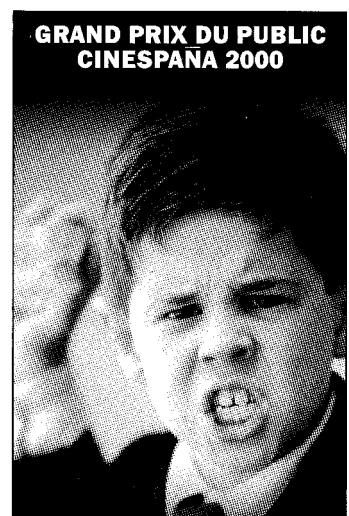
Michel Cournot

LE MALADE IMAGINAIRE, de Molière. Mise en scène : Claude Stratz. Avec Alain Pralon, Catherine Hiegel, Catherine Sauval, Alain Lenglet, Julie Sicard, Jean Dautremay. COMÉDIE-FRANÇAISE, 2, rue de Richelieu, Paris-1^{er}. M^o Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. En alternance jusqu'au 25 juillet. De 60 F (9,15 €) à 190 F (28,97 €). Durée : 2 h 15.

Cette mise en scène du *Malade imaginaire* est paradoxale : Claude Stratz nous fait oublier que nous nous trouvons au théâtre. Molière, c'est vrai, y est pour beaucoup. Il y a dans cette pièce un tel envol de gestes brusques, de méchancetés prises sur le fait, d'élan de la conscience qui nous tiennent à bras-le-corps, que nous sommes sans cesse emportés. Or Claude Stratz n'en perd pas une miette, avec une verdeur spontanée. Aussi oublions-nous les données du théâtre pour courir en pleine vie.

Un mot, très vite, sur le titre.

GRAND PRIX DU PUBLIC CINESPANA 2000



LA LANGUE DES PAPILLONS

AU CINÉMA LE 14 mars

GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

« Tableaux pour un musée 1945-1949 »

6, avenue Matignon - 75008 PARIS - Février - Mars 2000

SORTIR

PARIS

Paris planètes

Avec un ou deux concerts par mois depuis le 10 novembre 2000, le premier festival Paris planètes, sous-titré « Rendez-vous des nouvelles musiques traditionnelles » (Pays basque, Bretagne, Auvergne...), a parié sur la fidélisation d'un public et sur le long terme. Pour conclure cette manifestation déjà prête à vivre une deuxième étape, une soirée consacrée à la Gascogne permettra d'entendre le chanteur et collecteur Peire Boissière avec le joueur de cornemuses et inventeur d'instruments Alain Cadeïllan au sein de Cap Nègre. Le même Cadeïllan œuvrera ensuite avec Ténarèze, quartette avec vielle, violons, clarinette et nombreuses percussions.

GUIDE

FESTIVAL CINÉMA

23^e Festival international de films ethnographiques et sociologiques

Rétrospective Asie centrale, en présence d'une dizaine de réalisateurs à l'ouverture (20 h 30, le 10). Séances spéciales, avec notamment *La sociologie est un sport de combat*, de Pierre Carles (France, 2000) (rencontres filmées pendant trois ans avec Pierre Bourdieu) ; films coups de cœur dans « Histoire, mémoire, paroles » ; compétitions française et internationale des films documentaires de l'année 2000. Centre Georges-Pompidou, entrée par la piazza, place Georges-Pompidou, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. A partir du 9, jusqu'au 18. Tél. : 01-44-78-44-21. 27 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Elizabeth Creseveur

Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris-7^e. M^o Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 9 mars au 8 avril. Entrée libre.

Gillian Wearing, Ann-Sofi Sidén

Musée d'art moderne de la ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. M^o Alma-Marceau. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30, du mardi au vendredi ; De 10 heures à 18 h 45, les samedi et dimanche. Fermé lundi et fêtes. Du 9 mars au 6 mai. De 15 F à 30 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Discothèque

De et avec la Compagnie Kung-fu Créteil (94). Maison des Arts, place Salvador-Allende. 22 h 30, les 9 et 10. Tél. : 01-45-13-19-19. De 55 F à 100 F.

Les Iles flottantes

Théâtre, lectures, musiques par douze femmes metteuses en scène – dont Irina Dalle, Isa Mercure – ou chefs de chœur et leurs équipes.

Cartoucherie - Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manoeuvre, Paris-12^e. M^o Château-de-Vincennes. 20 heures, les 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17 ; 16 heures, les 11 et 18. Tél. : 01-43-28-97-04. 50 F et 70 F.

Compagnie Roc in Lichen

Bezons (95). Théâtre Paul-Eluard, 162, rue Maurice-Berteaux. 21 heures, les 9 et 10. Tél. : 01-34-10-20-20. 95 F.

Laurent Lefèvre (basson),

Alexandre Tharaud (piano)

Œuvres de Saint-Saëns, Glinka, Boutry, Hindemith. Châtelet - Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. 12 h 45, le 9. Tél. : 01-40-28-28-40. 55 F.

Orchestre philharmonique de Radio France

Œuvres de Beethoven, Martin, Chostakovitch. Matthias Goerne (baryton), Myung-Whun Chung (direction). Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. 20 heu-

Le tout témoigne de la vitalité des musiques de ce pays d'oc où l'imaginaire et la fête se mêlent.

La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris-20^e. M^o Gambetta. Le 9 mars, 20 h 30. Tél. : 01-40-33-30-60. De 60 F à 80 F.

Hadouk Trio

Formation voyageuse menée collectivement par Didier Malherbe (saxophones, flûtes), Loy Ehrlich (claviers) et Steve Shehan (percussions du monde entier). Hadouk Trio est ouvert à tous les sons, toutes les mélodies et tous les rythmes, puisant dans un vaste corpus de quoi nourrir sa musique joyeuse et toujours surprenante.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. Les 9 et 10 mars, 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. De 80 F à 100 F.

res, le 9. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 250 F.

Anthony Ortega Quartet

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. 21 heures, les 9 et 10. Tél. : 01-42-33-22-88. 100 F.

Paul Hubweber, Peter Kowald, Paul Lovens

Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 9. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Franck Black & The Catholics,

Tom McRae. Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers. 19 heures, le 9. Tél. : 01-55-07-06-00. De 125 F à 150 F.

Les Têtes raides

La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^o Pigalle. le 9, 10 et 11. Tél. : 01-49-25-89-99. 143 F.

The Del McCoury Band

Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris-6^e. M^o Saint-Placide. 20 h 30, le 9. 20 heures, le 10. Tél. : 01-45-44-41-42. De 60 F à 130 F.

Soirée Festinho do Brasil,

Da Lata, Zuco 103. Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers. 23 h 30, le 9. Tél. : 01-55-07-06-00. De 90 F à 100 F.

Juan José Mosalini

et son Grand Orchestre de tango Conflans-Sainte-Honorine (78). Théâtre Simone-Signoret, 12, place Romagné. 21 heures, le 9. Tél. : 01-34-90-90-90.

Rachid Taha

Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 9. Tél. : 01-69-43-03-03. De 60 F à 120 F.

RÉGIONS

Orchestre national de Lyon

Œuvres de Tippett, Bartok, Beethoven. Pierre-Laurent Aimard (piano), Paul Daniel (direction).

Lyon (69). Auditorium Maurice-Ravel, 149, rue Garibaldi. 18 heures, le 10. Tél. : 04-78-95-95-95. De 80 F à 280 F.

Les Fiançailles au couvent

de Prokofiev. Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, Oleg Caetani, Thomas-Michaël Gribow (direction), Patrice Caurier, Moshe Leiser (mise en scène).

Lyon (69). Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie. 20 heures, les 10, 12, 14 et 16. 16 heures, le 18. Tél. : 04-72-00-45-45. De 70 F à 400 F.

Orchestre national de Montpellier

Œuvres de Schnebel, Liszt, Schubert. Christian Zacharias (direction).

Montpellier (34). Opéra Berlioz - Le Corum, esplanade Charles-de-Gaulle. 17 heures, le 10. Tél. : 04-67-60-19-99. De 90 F à 150 F.

Compagnie Geneviève Sorin

Geneviève Sorin : *Un petit air*. Marseille (13). Théâtre des Bernardines, 17, boulevard Garibaldi. 19 h 30, les 10, 14, 15 et 17 ; 21 heures, les 13, 16 et 20. Jusqu'au 24. Tél. : 04-91-24-30-40. 60 F.

Compagnie les Danses de Dom

Dominique Jégou et Sylvain Prunec : *Landscape 1, Landscape 2*. Dominique Jégou : *Un caillou dans la chaussure, Un appui dérobé*.

Rennes (35). Le Triangle, boulevard de la Yougoslavie. 19 h 30, le 10. Tél. : 02-99-22-27-28. 90 F.

Compagnier Aterballetto

Mauro Bigonzetti : *Constructions, Pression, Kazimir's Colours*. Toulouse (31). Théâtre du Capitole, place du Capitole. 20 h 30, le 10 ; 15 heures, le 11. Tél. : 05-61-63-13-13. De 60 F à 200 F.

NANTERRÉ ÉMAMANDIERS

L'APOCALYPSE JOYEUSE

TEXTE ET MISE EN SCÈNE OLIVIER PY

« Servi par une troupe magnifique, inspirée, virtuose, Olivier Py mène une épopée maritime galement assassine, un roman feuilleton vaste comme le désir et la peur. » *Le Monde*

DU 3 AU 25 MARS 2001 / 01 46 14 70 00

EN VUE

■ Les Berlinoises ayant voyagé dans des pays où sévit la fièvre aphteuse sont interdits d'entrée dans les zoos de la ville.

■ Les éleveurs norvégiens s'apprentent à repousser, pour éviter la propagation de l'épizootie, des soldats britanniques en manœuvres sur leur sol.

■ D'un point de vue démographique - 105 femmes pour 100 hommes -, 23 millions de femmes manquent à l'appel en Inde : elles sont mortes à la naissance ou n'ont pas survécu à de mauvais traitements.

■ La surmortalité des hommes en Russie s'explique en partie, selon le sociologue Igor Kon, par le fatalisme slave qui, « dans les conditions très dures que connaît la population en ce moment, donne des résultats très mauvais ».

■ Bill Gates, fondateur de Microsoft, qui attend un troisième enfant, demande un permis de construire pour ajouter une chambre à sa maison de 3 400 mètres carrés.

■ Si, d'après une étude de l'Institut de psychologie rationnelle de Munich, une majorité de couples préfèrent le téléphone pour maintenir une relation amoureuse à distance, les lettres érotiques expédiées par la poste l'emportent sur les chatrooms, espaces de discussion sur l'Internet.

■ Les communistes italiens tendent la main à des bénédictins « vivant d'aumônes » incapables de payer le loyer de leur couvent toscan, propriété de l'Etat.

■ Sœur Belinda, 82 ans, est morte de peur dans la nuit à General Roca, en Argentine, après s'être trouvée nez à nez avec un débile mental qui hantait son couvent sur la pointe des pieds en susurrant sous cape « Je suis un vampire, je suis un vampire... »

■ La Cour suprême a suspendu l'exécution d'Ernest McCarver, vendredi 2 en Caroline du Nord. Ronald Spivey a échappé de peu à la chaise électrique, mardi 6 en Georgie. Les Etats-Unis ont dû attendre, mercredi 7 mars, l'injection mortelle de Dennis Dowthitt au Texas, pour franchir la barre des 700 exécutions depuis le rétablissement de la peine de mort.

■ Des crânes servaient de cendrier et un cerucuel d'enfant de table basse au domicile de Richard Paineau, employé des pompes funèbres, condamné par le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence pour avoir écumé les cimetières de la région.

■ Le savetier Han Qizhi, cédant à l'appel des cimes, a escaladé en chaussures de ville la tour la plus haute du monde, dimanche 18 février à Shanghai.

Christian Colombani

Le « non » massif des électeurs suisses à l'Europe

La presse helvétique, généralement plus favorable que la population à l'adhésion, estime que cette dernière est hypothéquée pour longtemps

« LE "NON" rassemble les Suisses », proclamait une affiche de 24 Heures de Lausanne. « Nein! Non! No! Un peuple uni par-delà les cantons », lui faisait écho le quotidien populaire Blick de Zurich, tout en relevant que, pour une fois, il n'y avait pas de clivage entre les régions linguistiques, au lendemain du rejet sans appel, par 76,7 % des votants, dimanche 4 mars, de l'initiative des milieux europhiles demandant au gouvernement d'engager sans plus tarder des négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE).

Si l'échec de l'initiative « Oui à l'Europe » était attendu, les commentateurs se déclarent surpris

par son ampleur. Même les cantons francophones, réputés européens, n'ont pas fait exception. D'où l'amertume ressentie par une bonne partie de la presse, favorable à l'ouverture. Le rejet, constate ainsi Le Quotidien jurassien de Delémont, « est général et si massif qu'il en devient inquiétant et désespérant ». Sous le titre en gros caractères « L'adieu à l'Europe », l'éditorialiste du journal Le Temps de Genève voit dans cette « terrible défaite l'une des plus sombres pages du mouvement européen en Suisse ». Et d'en conclure : « La majorité des Suisses ne veut pas de l'Europe, et il n'existe pas à ce jour de forces substantielles prêtes à ser-



vir l'objectif de l'adhésion. » Plusieurs autres titres estiment également que ce vote hypothèque pour longtemps une adhésion de la Confédération à l'UE.

Pour Der Bund de Berne, cette éventualité « n'a pas seulement été reportée, elle est devenue invraisem-

blable. » De son côté, La Liberté de Fribourg observe : « Avec près de 80 % d'euroceptiques recensés le 4 mars, le gouvernement ne parviendra pas à faire changer l'opinion avant vingt ans. » Sur un ton un peu plus ironique, le Tages Anzeiger de Zurich envisage une adhésion de la Suisse en même temps que l'Ukraine, vers 2027...

Le gouvernement, qui jugeait cette initiative prématurée, a beau répéter que l'adhésion demeure son « objectif stratégique », peu de commentateurs pensent qu'il parviendra à s'en tenir à son engagement de « dégeler » la candidature de la Suisse entre 2003 et 2007. Et de s'interroger sur les raisons et

les responsabilités de cette « débâcle ». Selon le Corriere del Ticino de Lugano, en Suisse italienne, où 84 % des électeurs ont dit « non », nombre d'entre eux ont changé d'avis quand est clairement apparu le prix à payer pour l'adhésion : « L'idéal a cédé la place au pragmatisme. »

« COURBER L'ÉCHINE »

Pour sa part, Le Courrier de Genève attribue plutôt ce rejet à « l'absence de motivation européenne des milieux économiques. Ayant déjà obtenu le beurre avec les accords bilatéraux, ceux-ci n'avaient aucune raison de vouloir en payer le prix, notamment en renonçant au secret bancaire, ce qui a joué un rôle déterminant dans le scrutin ». En termes encore plus directs, le journal genevois met en cause les attermoissements du gouvernement fédéral, qu'il accuse d'avoir « renié sa politique européenne pour courber l'échine devant les banquiers ».

Il n'empêche : tous n'ont pas les mêmes états d'âme et n'en font pas un drame. « Ce n'est pas la fin du monde, estime La Tribune de Genève. En assénant une telle claque aux « euroturbos », notamment ceux des médias, les Suisses ont peut-être voulu signifier qu'ils en ont assez. Assez que la question européenne soit considérée comme l'alpha et l'oméga du débat politique. Les problèmes concrets peuvent être abordés les uns après les autres, sereinement. Sans pourtant faire de l'adhésion une question immédiate de vie ou de mort. »

Jean-Claude Buhner

DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

■ Il y avait eu la révolution du vote féminin au lendemain de la guerre. C'est une autre révolution, plus fondamentale, que signalera désormais le millésime 2001 : celle de la mixité en politique. Sans doute n'y a-t-il pas matière à pavoiser. Il aura fallu les forceps de la loi pour imposer aux partis une féminisation de la vie publique. (...) Les esprits grincheux pronostiquaient, bien sûr, l'inapplicabilité de la réforme. La confection des listes a sans doute compliqué la vie des petites formations. Mais la mise en œuvre effective de la parité a, d'une part, facilité le renouvellement des équipes et - vérification du bien-fondé de la loi - a rencontré une attente, une disponibi-

lé, un engagement réels de la part des femmes. (...) Et l'apport de la vision féminine, plus concrète, plus quotidienne, plus sociale, moins conflictuelle, aura, dans six ans, suffisamment convaincu pour que l'on s'étonne d'avoir si longtemps ajourné la conversion du politique à une évidence aussi naturelle et démocratique.

LIBÉRATION

Serge July

■ Libération, né dans l'après-Mai, revendique d'avoir pratiqué une critique active des gauchismes, jouant de la sorte un rôle non négligeable. Les déviations terroristes y ont été stigmatisées. L'antisémitisme, que le soutien à la Palestine pouvait provoquer, y a été traqué. Sans compter les innombrables campagnes de Libération en faveur des mouvements

sociaux, qui ont contribué à changer la société. Nous n'avons aucun complexe à parler des débats sur l'homosexualité et leurs débordements : les femmes y ont pris, dans ces colonnes, une part active, notamment pour condamner tous les « courriers » à connotation pédophile. (...) J'ai beau faire mon examen de conscience, je préfère cent mille fois les feuilles d'aujourd'hui, certes un peu brinquebalantes, souvent recomposées, avec des femmes plus libérées, des hommes en mutation, des enfants choisis et plus autonomes, aux familles autoritaires, closes et violentes d'autrefois.

LE PROGRÈS

Jean-Philippe Mestre

■ Le monde éducatif est en émoi. La faute à une instruction préconi-

sant de ne plus infliger la note zéro aux élèves récalcitrants. Allait-on supprimer ce repère historique de la médiocrité scolaire ? Les uns arguaient qu'il n'est pas possible de confronter un enfant à sa propre nullité, car personne n'est totalement nul. Les autres rétorquaient que pour bien des performances fournies pas les potaches, le zéro est une note plutôt flatteuse. Les plus retors se demandaient si le chiffre rond jugeait le niveau de l'élève ou celui de la pédagogie. Il a fallu que le ministre se fende hier d'une mise au point : oui au zéro pédagogique, non au zéro disciplinaire. Remet-il pour autant les compteurs au point de départ ? (...) Il ne répond pas à la vraie question : les enfants de la société d'abondance sont-ils aptes à faire face au vertige du néant ?

SUR LA TOILE

ESPIONNAGE

■ L'Australian Secret Intelligence Service (ASIS, services secrets australiens) a lancé une campagne de recrutement sur son site Internet. Le processus de sélection sera long et indiscret. Les embauchés seront envoyés en poste à l'étranger et travailleront en étroite collaboration avec leurs collègues américains et britanniques.

www.asis.gov.au

ISLAM

■ L'université égyptienne d'Al-Azhar a annoncé l'ouverture prochaine d'un site de publication de manuscrits islamiques rares. A terme, 44 000 documents seront mis en ligne, dont 9 000 n'ont jamais été exposés. L'opération sera financée par un don de 5 millions de dollars accordé par l'émir de Dubaï. - (AFP.)

INDE

■ Monster.com, le plus grand service américain de recrutement professionnel sur Internet, a ouvert une filiale en Inde. Dans un premier temps, le site se concentrera sur le secteur des technologies de l'information. - (Reuters.)

www.monsterindia.com

netzspannung.org

Plus de 2 millions d'euros pour construire une plate-forme destinée aux artistes numériques



NETZSPANNUNG (« Tension du réseau » en allemand) se définit comme « une plate-forme interdisciplinaire créant un tissu relationnel productif entre artistes, informaticiens et théoriciens des médias ». Le site s'adresse en priorité aux créateurs utilisant les médias électroniques, qu'on appelle en Allemagne les « Medienkünstler » : l'objectif principal est de leur donner accès aux logiciels les plus sophistiqués, même s'ils n'en ont pas une parfaite maîtrise technique, grâce à une série d'interfaces intuitives et conviviales. Ils pourront également entrer en contact avec des conseillers et des experts de différentes disciplines, y compris des juristes spécialistes du droit d'auteur. Pour les simples internautes, Netzspannung sera un portail et une vitrine sur l'art numérique. Un système de forums et de canaux de dialogue permettra d'établir un contact direct entre les créateurs et leur public.

La conceptrice du projet, Monika Fleischmann, du centre national de recherche sur les technologies de l'information (GMD) de Sankt

Augustin, près de Bonn, disposera d'un budget de 2,25 millions d'euros sur trois ans, provenant pour l'essentiel du ministère fédéral allemand de la formation et de la recherche. M^{me} Fleischmann, qui se présente comme une « spécialiste de la fécon-

dation entre l'art, la science et la technologie », dirige depuis 1997 un laboratoire pluridisciplinaire baptisé MARS (Media Arts Research Studios, imk.gmd.de/mars). Son équipe, une vingtaine de personnes originaires d'une dizaine de pays, mène

des recherches sur « les environnements virtuels partagés, les réalités mixtes et les arènes électroniques ».

Netzspannung sera pleinement opérationnel à partir de septembre, mais plusieurs projets pilotes sont en cours de montage. A cette occasion, l'équipe a déjà découvert à ses dépens que tout n'est pas permis sur Internet, même si l'on est artiste. L'Américaine Shu Lee Cheang avait imaginé un dispositif pour diffuser en temps réel les images prises par des machines à rayons X utilisées dans les aéroports pour vérifier le contenu des bagages. Le ministère allemand de l'intérieur a refusé de collaborer, faisant valoir que la mise en ligne de ces clichés risquait d'aider les éventuels fraudeurs et terroristes à trouver de nouveaux moyens de déjouer les mesures de sécurité. « Si nous ne soutenons pas l'art numérique et la culture propre aux médias, réplique M^{me} Fleischmann, la qualité de vie sera perdue à cause de la domination des machines. »

Jean Lasar

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173^F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

N° : rue :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : rue :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99^{FRS}/min)

Le Monde (USPS-009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to MS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-3003

Les bons apôtres par Luc Rosenzweig

IL FAUT SE MÉFIER des hagiographies, ces histoires édifiantes racontant la vie exemplaire d'hommes ou de femmes ainsi transformés en chair à canonisation, s'ils se trouvent être catholiques. Bien souvent, on s'aperçoit, tôt ou tard, que la personne portée au pinacle ne méritait pas tant de superlatifs, et qu'il existait un revers à la médaille, voir le docteur Schweitzer... Mais comme on ne peut pas se méfier de tout le monde tout le temps nous avons décidé de croire aux belles histoires contées mercredi soir par l'oncle Patrick de Carolis, sur France 3.

Celle d'Ingrid Betancourt d'abord, devenue en quelques jours une vedette, à l'occasion de la promotion du livre qu'elle vient de publier sur son expérience de lutte contre la corruption en Colombie. Cette fille de la grande bourgeoisie de Bogota, élevée et éduquée en France, où

son père était diplomate, a décidé de s'attaquer aux mafias politiques et criminelles, intimement mêlées, qui mettent son pays en coupe réglée.

A quarante ans, elle est aujourd'hui sénatrice et postule à la présidence de la République. On la voyait, dans le reportage qui lui était consacré, conduire sous bonne escorte ses deux enfants dans le lycée chic de la capitale, avant de se rendre dans les ghettos misérables qui ceignent la ville. Les habitants lui réservent un accueil enthousiaste et voient en elle un espoir de sortir de leurs épouvantables conditions de vie. On ne peut douter, à la voir et à l'entendre, de la sincérité et de la volonté farouche d'aboutir d'Ingrid Betancourt, ou alors ce serait désespérer de l'humanité.

L'histoire de Don Cesare Lodovico est plus classique, mais non moins édifiante. Ce prêtre italien, sorte de Don Camillo sans Peppo-

ne, est responsable d'une maison d'accueil pour les prostituées venues clandestinement de pays de l'Est, Albanie, Ukraine, Moldavie, à qui l'on a donné le droit au séjour en Italie en échange de la dénonciation des proxénètes et des trafiquants de femmes. Des histoires qui commencent dans des bourgades misérables de pays économiquement à la dérive et aboutissent dans les bordels à soldats de l'OTAN en Macédoine ou sur les boulevards extérieurs parisiens. Don Cesare semble ne pas se laisser impressionner par les menaces des mafias, albanaise ou autres, mais même, à notre avis, une vie dangereuse. Le reportage dans les Balkans qui accompagnait ce sujet nous a appris, de surcroît, qu'il ne fallait pas être dogmatique : l'usage de la caméra cachée, généralement à prohiber, utilisée là pour montrer les trafiquants d'êtres humains, était indispensable et morale.

JEUDI 8 MARS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

18.00 Studio Ouvert. La parité hommes-femmes. **Public Sénat**
 20.45 et 1.00 Le Club LCI. **LCI**
 21.00 Spécial Journée de la femme. Les Seins dans tous leurs états. 22.00 Une ville sans voiture ? **Forum Forum**
 23.00 Le Foot, roi d'Afrique. **Forum Forum**

MAGAZINES

18.30 L'Invité de PLS. **LCI**
 19.00 Nulle part ailleurs Invités : Laurent Ruquier ; Yann Toma. **Canal +**
 19.30 et 0.30 Rive droite, rive gauche. **Paris Première**
 20.55 Envoyé spécial. Les maîtres du jeu. Le sans-papier devenu millionnaire. Tibet, l'enfance des guides. **France 2**
 23.15 Prise directe. Le besoin de croire : religions ou nouvelles spiritualités ? Invités : Monseigneur Di Falco ; Le Père Beneteau ; Christian Boiron ; Catherine Van Ersele ; Arnaud Desjardins ; Catherine Barry. **France 3**
 23.15 Courts particuliers. Philippe Torreton. **Paris Première**
 23.45 Le Club. Invité : Jacques Siclier. **Ciné Classics**
 0.25 Ça me révolte. **M 6**

DOCUMENTAIRES

20.15 360°, le reportage GEO. Berlin, autopsie de la ville souterraine. **Arte**

20.30 Missions aériennes au Vietnam. Les tueurs de MIG. **Planète**
 20.40 Martin Bormann. **Chaîne Histoire**
 20.46 Thema. Pour la journée des femmes. Le sexe des hommes. Circonscription. Queue je t'aime ! La Moustache. **Arte**
 21.05 Les Peuples du temps. [3/5]. **TV 5**
 22.20 Les Mystères de l'Histoire. L'infâme canular. **La Chaîne Histoire**
 22.20 Seules. **Planète**
 22.30 Making of. *The Matrix*. **Canal +**
 22.40 Sean Connery. Gentleman acteur. **Téva**
 23.15 Le Tunnel sous la Manche. [1/3]. **Planète**
 23.30 L'École de Paris. **Odyssee**
 23.40 Les Monstres sacrés d'Hollywood. Bette Davis. **Monte-Carlo TMC**
 0.35 Noirs dans les camps nazis. **Histoire**

SPORTS EN DIRECT

20.30 Basket-ball. SuproLigue : Pau-Orthez - Novo Mesto. **Eurosport**
 20.30 Basket-ball. EuroLigue masculine. Quart de finale. Match d'appui : Olympiakos - Vitoria. **Pathé Sport**

MUSIQUE

21.00 Gala de Berlin 97. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, l'Orfeon Donostiarra et le Sudtiroler Kinderchor, dir. Claudio Abbado. **Muzzik**

22.45 Bach. *Sonates pour violoncelle et piano*. Lors des Folles Journées, en 2000. Avec Alain Meunier, violoncelle ; Blandine Verlet. **Mezzo**
 23.00 Elvin Jones. Au Theaterhaus de Stuttgart, en mars 1991. **Muzzik**
 23.45 Elektra. Par l'Orchestre philharmonique et les Chœurs de l'opéra de Vienne, dir. Claudio Abbado. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.30 Une femme derrière l'objectif. Lawrence Schiller. **Festival**
 20.35 Wyoming Story. John Badham. **Canal +**
 22.50 Haute pression. Jean Pellerin. **TF 1**

SÉRIES

19.25 Hill Street Blues. Quelle profession O. **Monte-Carlo TMC**
 19.50 Michael Hayes. Menaces électorales O. **Série Club**
 20.15 Friends. Celui qui ne savait pas flirter. **RTL 9**
 20.40 Buffy contre les vampires. Les hyènes (v.o.). **Série Club**
 20.55 Brigade spéciale. Meurtre ultime O. **TF 1**
 0.15 Los Angeles Heat. Le troisième suspect O. **TF 6**
 0.30 I Love Lucy. Harpo Max (v.o.) O. **Téva**
 0.30 La Quatrième Dimension. Sonde 7 fort et clair O. **Série Club**

FILMS

15.45 Retour à Howards End ■■ James Ivory (Grande-Bretagne, 1991, v.o., 140 min) O. **Ciné Cinémas 3**
 17.20 Le Messie sauvage ■■ Ken Russell (Grande-Bretagne, 1972, 100 min) O. **TCM**
 18.20 Le Chevalier sans armure ■■ Jacques Feyder (GB, 1937, v.o., 105 min) O. **Ciné Classics**
 19.35 Go Now ■■ Michael Winterbottom (GB, 1996, v.o., 85 min) O. **Cinéstar 2**
 20.30 Y'a bon les Blancs ■■ Marco Ferreri (France - Italie, 1987, 95 min) O. **Ciné Cinémas 1**
 21.00 Graine de violence ■■ Richard Brooks (Etats-Unis, 1955, 95 min) O. **Histoire**
 22.00 Magnum Force ■■ Ted Post (Etats-Unis, 1973, 125 min) O. **Ciné Cinémas 2**
 22.20 Laura ■■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1944, v.o., 95 min). **13^{ème} Rue**



22.35 Le Cavalier électrique ■■ Sydney Pollack. Avec Robert Redford, Jane Fonda (Etats-Unis, 1979, v.o., 120 min) O. **Ciné Cinémas 3**
 22.35 Trois Ponts sur la rivière ■■ Jean-Claude Biette (France, 1998, 115 min) O. **Cinéstar 1**
 23.00 Le Bel Antonio ■■ Mauro Bolognini (Italie, 1960, v.o., 100 min) O. **Arte**
 23.55 Oublier Palerme ■■ Francesco Rosi (France - Italie, 1990, 100 min) O. **Ciné Cinémas 1**
 0.10 La Route des Indes ■■ David Lean (Etats-Unis, 1984, v.o., 160 min) O. **Cinétoile**
 0.15 Miss Barrett ■■ Sidney Franklin (Etats-Unis, 1934, v.o., 115 min). **TCM**
 0.45 Cal ■■ Pat O'Connor (Irlande, 1984, v.o., 110 min) O. **Cinéfaz**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
 17.35 Sunset Beach.
 18.25 Exclusif.
 19.02 Tant qu'il y aura des hommes.
 19.05 Le Bigdil.
 20.00 Journal, Tiercé, Météo.
 20.55 Brigade spéciale. Meurtre ultime O.
 22.50 Made in America. Haute pression. Téléfilm. Jean Pellerin O.
 0.35 Histoires naturelles.

FRANCE 2

17.05 Un toit pour trois.
 17.35 Viper.
 18.25 Tutti frutti.
 19.15 Qui est qui ?
 19.50 Un gars, une fille.
 20.00 Journal, Météo, Point route.
 20.55 Envoyé spécial. Les maîtres du jeu. Le sans-papier devenu millionnaire. Tibet, l'enfance des guides.
 23.10 Scream ■■ Film. Wes Craven O.
 1.00 Journal, Météo.

FRANCE 3

17.50 C'est pas sorcier.
 18.15 Un livre, un jour.
 18.20 Questions pour un champion.
 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
 20.10 Consomag.
 20.15 Tout le sport.
 20.25 Tous égaux.
 20.55 Alien 4, la résurrection ■■ Film. Jean-Pierre Jeunet. O.
 22.45 Météo, Soir 3.
 23.15 Prise directe. Religion et spiritualité.
 0.25 Texto.

CANAL +

18.00 Les Griffin.
 En clair jusqu'à 19.00
 18.30 Nulle part ailleurs.
 20.35 Wyoming Story. Téléfilm. John Badham O.
 22.30 Making of. « The Matrix » O.
 23.00 Fausse femme. Film. Louis Mornéau O.
 0.30 Micro ciné.
 1.00 Saludos hombre ■■ Film. Sergio Sollima (v.o.) O.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Trieste.
 19.50 Météo, Arte info.
 20.15 360°, le reportage GEO. Berlin, autopsie de la ville souterraine.
 20.45 Thema. Pour la journée des femmes : le sexe des hommes. 20.46 Circonscription. 21.40 Queue je t'aime ! 22.35 La Moustache. 23.00 Le Bel Antonio ■■ Film. Mauro Bolognini (v.o.) O.
 0.40 A vendre ■■ Film. Laetitia Masson. O.

M 6

17.55 Highlander.
 18.55 Buffy contre les vampires.
 19.50 I minute, Le Six Minutes, Météo.
 20.05 Une nounou d'enfer.
 20.40 Décrochages info, Passé simple.
 20.50 La fiancée qui venait du froid. Film. Charles Némés O.
 22.35 Mimic ■■ Film. Guillermo Del Toro O.
 0.25 Ça me révolte.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Radiodrames. Neige, de Jacques-Pierre Arnette.
 21.00 Le Gai Savoir. Elisabeth Allès, anthropologue.
 22.12 Multipistes.
 22.30 Surpris par la nuit. Ombres de jazz, corps de cinéma. Invité : Gilles Mouëllic.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Donné par l'Orchestre national de France, dir. Neeme Jarvi. Œuvres de Franck, Bizet, Debussy
 22.00 Jazz, suivez le thème. Lament.
 23.00 Le Conversatoire.

RADIO CLASSIQUE

20.40 Les Rendez-vous du soir. Le violoncelliste Yo-Yo Ma. Œuvres de Boccherini, Beethoven, Brahms, Dvorák, Tchaïkovski, Piazzolla.
 22.38 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Debussy, Ravel, Roussel, Schmitt.

Le Monde TELEVISION

France 2

20.55 Envoyé spécial. Entre deux sujets - l'un sur les jeux vidéo, l'autre sur la formation de Tibétains au métier de sherpa -, un reportage sur Ababacar Diop, héros des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, il y a cinq ans. Un itinéraire malheureusement érigé en conte de fées, en décalage avec la retenue de cet homme qui tente avec l'argent gagné auprès de Vivendi de le réinjecter dans l'économie de Saint-Louis ou Dakar.

France 3

20.55 Alien 4, la résurrection ■■ Premier film américain de Jean-Pierre Jeunet (*Delicatessen, La Cité des enfants perdus*), cet opus 4 d'*Alien* utilise l'actualité de ce moment du tournage : le clonage. Un bon moyen de faire revivre Sigourney Weaver, qui avait perdu la vie à l'issue d'*Alien 3*. Le film a été accueilli avec un enthousiasme sans doute dû au fait que le réalisateur a su rester fidèle à ses idées en les appliquant à Hollywood.

CinéCinémas 3

22.35 Le Cavalier électrique ■■ En dépit du titre, ce film de Sydney Pollack n'est pas un western mais un drame allégorique dans lequel un champion de rodéo déchu et alcoolique retrouve son âme après l'avoir compromise dans l'univers des multinationales. Robert Redford y est impressionnant en looser soudain touché par la dignité, tandis que Jane Fonda apporte au film une dimension généreuse et passionnée. En v.o.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Radio. « Ces chers auditeurs ». **Forum**
 22.00 La Prison pour école. **Forum**
 23.00 Opéra, les voix d'or. Invitée : Nathalie Dessay. **Forum**

MAGAZINES

14.35 La Cinquième rencontre. Famille/Ecole : La fièvre des examens. **La Cinquième**
 17.00 Les Écrans du savoir. Elections municipales : le vote. Avec Pierre Giacometti. **La Cinquième**
 17.00 Les Lumières du music-hall. Mouloudji. Sylvie Vartan. **Paris Première**
 19.00 Tracks. **Arte**
 19.00 Nulle part ailleurs. Invités : Jean-Jacques Annaud ; Frank Black. **Canal +**
 20.40 Thalassa. Le jardin des Yupiks. **France 3**
 21.00 Recto Verso. Invité : Richard Berry. **Paris Première**
 21.00 Top bab. Invité : Arno. **Canal Jimmy**
 22.45 Petites histoires du cinéma. Saturnin Fabre. **Ciné Classics**
 22.50 Bouillon de culture. Travail de mémoire. Invités : Jean-Paul Kauffmann ; Paul Lombard ; Philippe Maurice ; Georges Moustaki ; Philippe Le Guay. **France 2**
 23.20 On ne peut pas plaire à tout le monde. **France 3**

DOCUMENTAIRES

17.05 Nés parmi les animaux sauvages. Cœur de lionne. **Monte-Carlo TMC**
 17.10 Les Voyages d'Alexandre le Grand. [1/4]. Fils des dieux. **Planète**
 17.35 Nés parmi les animaux sauvages. Quatre cents coups au pays des rhinos. **Monte-Carlo TMC**
 17.35 Itinéraires sauvages. Mitsuaki Iwago : filmer la nature. **Odyssee**
 17.35 Star biographies. Kevin Costner. **Téva**
 18.00 Les Légendes de l'horreur. [3/4]. Dr Jekyll et Mr Hyde. **CinéCinémas**
 18.00 La Bombe. L'atome et le tabou. **La Chaîne Histoire**
 18.05 Le Monde des animaux. Le Festin de la mygale. [11/24]. **La Cinquième**
 18.30 Les Leçons de musique de Leonard Bernstein. [3/25]. Qu'est-ce que l'orchestration ? **Mezzo**
 18.30 Ray Mears, un monde de survivance. [3/6]. Aux sources de l'Orénoque. **Odyssee**

Voyage

19.00 Les Aventuriers des îles oubliées. De la belle ouvrage : c'est le sentiment que donne cette ambitieuse série documentaire de six épisodes, coproduite par France 2 et Voyage, baptisée « L'Esprit de Bougainville », construite à partir de l'expédition de la jonque *La Boudeuse*. Une aventure moderne, médiatique et scientifique, qui se veut « humaniste » dans l'esprit du siècle des Lumières.

Ciné Classics

20.30 Malombra ■■ ■■ Tourné en 1942, ce film de Mario Soldati s'inspire d'un roman d'un autre âge, pour éviter les mots d'ordre de la censure mussolinienne. Cette histoire d'une vengeance menée par une jeune marquise a quelque chose d'opulente dans la mise en scène. Les décors — naturels ou de studio — accentuent le côté reconstitution d'époque, dans lequel évolue le personnage central, une femme fatale.

Odyssee

2.55 L'Opium des talibans. C'est grâce à une petite caméra Soldati s'inspire d'un roman d'un autre âge, pour éviter les mots d'ordre de la censure mussolinienne. Cette histoire d'une vengeance menée par une jeune marquise a quelque chose d'opulente dans la mise en scène. Les décors — naturels ou de studio — accentuent le côté reconstitution d'époque, dans lequel évolue le personnage central, une femme fatale.

VENDREDI 9 MARS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Radio. « Ces chers auditeurs ». **Forum**
 22.00 La Prison pour école. **Forum**
 23.00 Opéra, les voix d'or. Invitée : Nathalie Dessay. **Forum**

MAGAZINES

14.35 La Cinquième rencontre. Famille/Ecole : La fièvre des examens. **La Cinquième**
 17.00 Les Écrans du savoir. Elections municipales : le vote. Avec Pierre Giacometti. **La Cinquième**
 17.00 Les Lumières du music-hall. Mouloudji. Sylvie Vartan. **Paris Première**
 19.00 Tracks. **Arte**
 19.00 Nulle part ailleurs. Invités : Jean-Jacques Annaud ; Frank Black. **Canal +**
 20.40 Thalassa. Le jardin des Yupiks. **France 3**
 21.00 Recto Verso. Invité : Richard Berry. **Paris Première**
 21.00 Top bab. Invité : Arno. **Canal Jimmy**
 22.45 Petites histoires du cinéma. Saturnin Fabre. **Ciné Classics**
 22.50 Bouillon de culture. Travail de mémoire. Invités : Jean-Paul Kauffmann ; Paul Lombard ; Philippe Maurice ; Georges Moustaki ; Philippe Le Guay. **France 2**
 23.20 On ne peut pas plaire à tout le monde. **France 3**

DOCUMENTAIRES

17.05 Nés parmi les animaux sauvages. Cœur de lionne. **Monte-Carlo TMC**
 17.10 Les Voyages d'Alexandre le Grand. [1/4]. Fils des dieux. **Planète**
 17.35 Nés parmi les animaux sauvages. Quatre cents coups au pays des rhinos. **Monte-Carlo TMC**
 17.35 Itinéraires sauvages. Mitsuaki Iwago : filmer la nature. **Odyssee**
 17.35 Star biographies. Kevin Costner. **Téva**
 18.00 Les Légendes de l'horreur. [3/4]. Dr Jekyll et Mr Hyde. **CinéCinémas**
 18.00 La Bombe. L'atome et le tabou. **La Chaîne Histoire**
 18.05 Le Monde des animaux. Le Festin de la mygale. [11/24]. **La Cinquième**
 18.30 Les Leçons de musique de Leonard Bernstein. [3/25]. Qu'est-ce que l'orchestration ? **Mezzo**
 18.30 Ray Mears, un monde de survivance. [3/6]. Aux sources de l'Orénoque. **Odyssee**

18.30 L'Actors Studio. Meryl Streep. **Paris Première**
 19.00 Biographie. Le Corbusier. [3/3]. 1945-1965. **La Chaîne Histoire**
 20.15 Reportage. Du venin dans le sang. **Arte**
 20.55 Légendes des îles Britanniques. Le roi Arthur. **La Chaîne Histoire**
 21.00 Guerre et civilisation. [7/8]. La guerre technologique. **Histoire**
 22.00 Civilisations. Kaboul, au bout du monde. **Histoire**
 22.15 Le Bleu du Sinaï. [4/5]. Le sourire du dauphin. **Odyssee**
 22.25 Fous d'animaux. La cité des loutres. **Disney Channel**
 23.30 Femmes marocaines, chefs de famille. Ou l'exigence de la dignité. **Planète**
 23.45 Oman, joyau d'Arabie. **Odyssee**
 23.45 Mir, chronique d'une vie dans l'espace. **Histoire**
 23.55 Les Mystères de l'Histoire. Les « sauvages » d'Amérique. **La Chaîne Histoire**
 0.00 Missions aériennes au Vietnam. Les tueurs de MIG. **Planète**
 0.10 Adjani, profession comédienne. **Festival**
 0.20 Louis Feuillade. **Monte-Carlo TMC**

SPORTS EN DIRECT

14.00 et 16.45, 22.00 Athlétisme. Championnats du monde en salle. A Lisbonne (Port.). **Eurosport**
 16.00 Combiné nordique. Coupe du monde. Ski de fond. 15 km Mass Start. A Oslo. **Eurosport**
 18.00 et 19.15 Saut à skis. Coupe du monde. K 120. A Trondheim (Norvège). **Eurosport**
 19.45 Football. Coupe de France (18^e de finale) : Valence - Strasbourg. **Eurosport**

DANSE

21.00 Necesito. Chorégraphie de Dominique Bagouet. Musique de Gas Gas Gas d'après Bach. Interprété par la compagnie Dominique Bagouet. **Mezzo**

MUSIQUE

17.55 Récital à l'auditorium du Louvre. Enregistré en décembre 2000. Avec Marek Dumicz, violon ; Grzegorz Kotow, violon ; Marcin Sieniewski, violoncelle ; Vladimir Mystitka, alto. **Muzzik**
 19.30 Classic Archive. Enregistré à la salle Pleyel, en 1963. Avec Joseph Traxel, ténor ; Pilar Lorengar, soprano ; Marga Höffgen, alto ; Otto Wiener, basse. Par l'Orchestre national et les Chœurs de la RTF, dir. Jascha Horenstein. **Mezzo**

19.35 Sonny Rollins. Jazz à Montréal 1982. **Muzzik**
 20.55 2001, l'odyssée des Enfoirés. Enregistré à la Halle Tony Garnier, à Lyon, le 29 janvier 2001. **TF 1**
 21.00 Lionel Hampton and His Orchestra. Jazz à Montréal 1997. **Muzzik**
 22.50 Rock Masters. Enregistré au Barrowlands, à Glasgow (Ecosse), le 25 août 1984. **Canal Jimmy**
 23.35 Marciac Sweet 99. **Muzzik**
 23.45 Une petite flûte enchantée. Opéra de Mozart. Par l'Atelier lyrique, la Maîtrise et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Claire Gibault. **Mezzo**
 1.00 Compay Segundo. Olympia, avril 1998. **M 6**

TÉLÉFILMS

17.45 Dossier fatal. Leif Magnusson. **Festival**
 18.15 Anna en Corse. Carole Giacobbi. **TV 5**
 20.45 L'Engrenage. Christopher Leitch O. **RTL 9**
 20.45 Signes de vie. Vincent Martorana. **Arte**
 20.50 Atterrissage impossible. Armand Mastroianni. **M 6**
 20.55 Les Dessous d'Hollywood. Robert Day [1/3]. **Monte-Carlo TMC**
 21.05 Le don fait à Catchaires. William Gotesman. **Festival**
 22.40 Célébataire cherche descendance. Uwe Janson. **Festival**
 23.30 Haute infidélité. Jim Wynorski. O. **TF 6**

COURTS MÉTRAGES

0.35 Histoires courtes. Mille morceaux. Frédéric Benzaquen. Fidèle. Jérôme Bonnell O. **France 2**

SÉRIES

18.55 L'Homme de fer. Une question de vie ou de mort. **13^{ème} RUE**
 19.25 Hill Street Blues. L'arbre empoisonné. O. **Monte-Carlo TMC**
 19.50 K 2000. Course pour la vie. **13^{ème} RUE**
 19.50 Michael Hayes. Machination O. **Série Club**
 20.00 Les Anges du bonheur. Le fils indigne. O. **Téva**
 20.05 Une nounou d'enfer. Par le bout du nez. O. **M 6**
 20.40 Farscape. Le calvivore. **Série Club**
 20.45 New York District. Libération anticipée. Accords et désaccords. **13^{ème} RUE**
 20.50 La Crim'. Le ressuscité. **France 2**
 21.40 Avocats et associés. Partie civile. **France 2**
 0.10 Brooklyn South. Faute professionnelle. O. **M 6**

FILMS

13.45 Tom Jones ■■ Tony Richardson (Grande-Bretagne, 1963, 130 min). **Festival**
 14.50 Health ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1979, v.o., 100 min) O. **Cinéfaz**
 15.05 Madame de... ■■■■ Max Ophüls (France, 1953, 95 min) O. **Ciné Classics**
 16.05 Trois Ponts sur la rivière ■■ Jean-Claude Biette (France, 1998, 115 min) O. **Cinéstar 2**
 17.00 John McCabe ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1971, 130 min). **TCM**
 18.15 La Valse dans l'ombre ■■ Mervyn LeRoy (Etats-Unis, 1940, 105 min) O. **Ciné Classics**
 20.30 Malombra ■■ Mario Soldati (Italie, 1942, v.o., 135 min) O. **Ciné Classics**



21.00 Phantoms ■■ Joe Chappelle. Avec Peter O'Toole, Rose McGowan, Joanna Goins (Etats-Unis, 1998, 95 min) O. **Canal +**
 22.10 Vacances prolongées ■■ ■■ Johan Van der Keuken (Pays-Bas, 2000, v.o., 145 min). **Arte**
 22.35 Les Fleurs de Shanghai ■■ Hou Hsiao-Hsien (Taiwan, 1998, v.o., 110 min) O. **Cinéfaz**



22.50 La Prisonnière du désert ■■ John Ford. Avec Natalie Wood, John Wayne (Etats-Unis, 1956, v.o., 115 min) O. **Cinétoile**
 23.30 La Forêt interdite ■■ Nicholas Ray (Etats-Unis, 1958, 100 min). **TCM**
 23.45 L'Étrangleur de Boston ■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1968, 110 min) O. **Canal + Vert**
 0.05 Retour à Howards End ■■ James Ivory (Grande-Bretagne, 1991, 140 min) O. **Ciné Cinémas 2**
 0.35 Rouge sang ■■ Rudolf Thome (Allemagne, 1969, v.o., 85 min). **Arte**
 1.10 Sur la route de Madison ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1995, 140 min). **TCM**
 1.15 Une nuit à l'opéra ■■ Sam Wood (Etats-Unis, 1935, v.o., 90 min) O. **Ciné Classics**
 2.45 Les Perles de la couronne ■■ ■■ Christian-Jaque et Sacha Guitry (Fr., 1937, 105 min) O. **Ciné Classics**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
 13.55 Les Feux de l'amour.
 14.50 Une famille en sursis. Téléfilm. David Winning.
 16.40 Les Dessous de Palm Beach.
 17.35 Sunset Beach.
 18.25 Exclusif.
 19.02 Tant qu'il y aura des hommes.
 19.05 Le Bigdil.
 20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
 20.55 2001, l'odyssée des Enfoirés.
 23.55 Les Coups d'humour.
 0.45 Affaires non classées. L'innocence perdue. O.

FRANCE 2

13.55 Derrick. Pourcentages.
 15.00 En quête de preuves. Les gladiateurs.
 15.45 Planqué et caméra.
 15.55 Cap des Pins.
 16.30 Des chiffres et des

L'infini zéro

par Pierre Georges

AH LE ZÉRO! Notre ami le zéro. Le zéro absolu. La bulle. Le niveau zéro de la pensée et de la chronique. Le double, triple zéro, cousin accablé par la nature du saltimbanque triple salto. Le zéro plus zéro égale toujours zéro ! Le « vous êtes un zéro ». Le moral à zéro. Et la boule itou. Et le trouillomètre de même.

Le zéro pour la question. Et son jumeau pour la réponse. Le zéro en calcul. Le zéro de conduite. Le « bon, reprenons à zéro ». Le fromage blanc plâtre à 0 %. Le 0-0, match nul, parfaitement et définitivement nul. Le « zéro zéro, zéro » scandé naguère par les hordes trouffionnes en permission de libération sur les quais de la gare de l'Est. Le zéro et l'infini, infiniment zéro. Et même, dans un ultime effort, un dernier râle, la quête du Graal entrepreneurial, le mythique et introuvable zéro défaut.

Le zéro fut toujours l'ami de la jeunesse et son compagnon de route et d'infortune. D'aussi loin qu'on se souvienne, il a rythmé, ordonné, scandé l'apprentissage de la vie et des réalités pédagogiques pour des générations de garnements. Et cela dès le départ même, au kilomètre zéro de la scolarité.

C'est bien simple : si l'on veut tenir pour négligeable cette majorité d'élèves qui évoluaient avec plus ou moins de bonheur dans le ventre mou de la notation, quelque part entre le 1 et le 19, une classe bien née se caractérisait notamment par ses deux extrêmes. D'un côté, les conquérants admirables de la perfection, considérant que le 20 sur 20 était la juste et nécessaire rançon de leurs efforts. Et de l'autre, les aspirants à la nullité crasse et à l'indiscipline foncière, estimant qu'un beau zéro, bien

ovale, bien bulle de non-savoir, avait tout de même un autre chic qu'un vulgaire et humiliant 1 ou 2.

Des collectionneurs de zéros, on en sut d'héroïques, d'insatiables, de surdoués. Accueillant cette disgrâce, cette évaluation et cette répression avec la gourmandise de ces Papous qui, autrefois, se faisaient des colliers d'oreilles avec les attributs de leurs ennemis défunts. A un certain niveau même, le cumul de zéros relevait des beaux-arts. Le zéro pour un oui, pour un non. Pour un retard, pour un chahut. Le zéro de sale gueule, de ricanement, de rêverie, de bataille navale ou de morpion. Le zéro de non-réponse. Le zéro en orthographe, mot qui, si l'on y réfléchit bien, porte en lui-même l'immanente menace. Et le zéro basique, de la feuille blanche confiée imprudemment vierge et rendue comme telle.

De fait, il a toujours plu des « bulles » sur les têtes blondes, douce musique poétique de la pédagogie chiffrée. Plein de bulles, tant, il faut bien l'admettre, nombre d'instituteurs et de professeurs ont toujours su avoir le zéro leste. Et même, parfois, le plus, ou moins, que zéro. Le zéro pointé, sorte de peine aggravante. Ou le zéro éliminatoire, peine capitale des concours et examens.

Que serait l'école sans zéro ? Sans le pouvoir du zéro, zéro disciplinaire comme zéro évaluatif des connaissances et du travail ? Voilà bien le débat qui agite le pays éducatif depuis qu'une circulaire du ministère sur « le bon usage du zéro » est venue jeter le trouble dans la garnison pédagogique. Ecole à zéro ? Ecole sans zéro ? Permettez ici qu'on rende copie blanche !

Fièvre aphteuse : plus de 30 000 têtes de bétail ont été abattues en France

La Grande-Bretagne comptait, jeudi, 96 foyers d'infection

SELON un bilan publié jeudi matin 8 mars par le ministère de l'Agriculture, dix exploitations, dans lesquelles des moutons d'origine britannique présentaient des stigmates biologiques de l'infection par le virus aphteux, sont aujourd'hui clairement identifiées en France. Ces résultats ont été obtenus sur des moutons dans des exploitations de la Mayenne, du Cher, de l'Oise, de Seine-Saint-Denis, de la Vienne et du Loiret. Tous ces animaux, ainsi que ceux à leur contact, ont été abattus et détruits. Au total, dans 77 exploitations d'une trentaine de départements, 31 136 ovins, 203 bovins et 106 porcs ont été abattus. Les investigations dans les dix foyers positifs ont été menées à partir de 2452 prélèvements sanguins, qui ont permis de retrouver 142 animaux séropositifs. Des analyses sont en cours chez des animaux ayant été hébergés dans l'Aisne, les Charentes, l'Isère, le Loir-et-Cher, la Loire-Atlantique, la Sarthe.

Dans un document du 7 février, l'Agence française de sécurité

sanitaire des aliments (Afssa) précise dans quelles circonstances la vaccination pouvait être envisagée. Selon les experts du comité spécialisé de l'Afssa, la vaccination ne doit être considérée que comme une méthode « complémentaire à l'abattage ». Il faudrait compter un minimum de 10 jours après l'injection pour que l'animal soit protégé. « Compte tenu du délai de fabrication, de contrôle et d'efficacité du vaccin c'est dès maintenant qu'il faudrait prendre la décision de fabriquer des vaccins », écrivent les experts. On ne

dispose aujourd'hui en France que d'un stock de 250.000 doses d'*Aphto vax*, produit adapté à la souche virale identifiée au Royaume-Uni, mais non utilisable chez les porcs.

Jean Glavany, en déplacement mercredi à Grenoble a affirmé qu'« on sera vite fixé » sur l'évolution de l'épizootie, en ajoutant que « Bernard Kouchner [ministre délégué à la santé] a raison de dire que s'il n'y a pas [de cas de fièvre avérée], ce sera un miracle ».

Près de 800 bêtes ont commencé d'être incinérés mercredi dans

la Marne après leur abattage préventif. Quatre bûchers, dressés sur une ancienne base militaire, brûleront pendant quatre jours. Néanmoins, certaines courses de chevaux reprennent sous haute protection. Le ministère de l'Agriculture a en effet autorisé, « moyennant beaucoup de précautions » et en excluant « les départes de zones à risques », les transports hippiques.

En Grande-Bretagne, les courses de chevaux ont repris mercredi, malgré l'opposition de nombreux éleveurs. Alors que le pays croyait être arrivé au point culminant de l'épizootie, il a été touché en 15 nouveaux endroits mercredi, soit au total 96 foyers de fièvre. Deux marches du Tournoi des six nations de rugby (Irlande-Angleterre, prévu le 24 mars, et Ecosse-Irlande, le 7 avril), ont été annulés. L'Italie a décidé d'interdire toute importation d'animaux sensibles. Les Etats-Unis renforcent leur contrôles aux frontières.

Gaëlle Dupont
et Jean-Yves Nau

Vers une levée de l'embargo sur les bovins portugais

Sur proposition de la Commission de Bruxelles, les responsables des services vétérinaires des pays de l'Union européenne au sein du comité vétérinaire permanent se sont prononcés, mercredi 7 mars, en faveur d'un assouplissement de l'embargo décrété depuis deux ans sur les bovins et les viandes bovines du Portugal. Obtenue à la majorité qualifiée, cette mesure est contestée par la France, qui, avec l'Autriche, a voté contre, tandis que l'Allemagne s'est abstenue. La prévalence des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle) demeure très élevée au Portugal (160 cas par million de bovins âgés de plus de 24 mois), ce qui range officiellement ce pays dans la catégorie la plus touchée avec le Royaume-Uni.

Le Train de l'emploi à Nantes

APRÈS RENNES (*Le Monde* du 7 mars), qui a accueilli quelque 650 visiteurs, le Train de l'emploi – une initiative du *Monde* et de 33 grandes entreprises qui proposent 30 000 emplois – était en gare de Nantes jeudi 8 mars. Selon le sondage de la Sofres réalisé à cette occasion, les jeunes Nantais interrogés estiment à 70 % que la diversité



des formations proposées correspond à leurs attentes. Ils ne sont plus que 56 % à considérer que ces enseignements sont en concordance avec les

activités économiques des Pays de la Loire. 66 % considèrent que les passerelles entre les écoles ou les universités et les entreprises sont insuffisantes. Si les futurs cadres nantais visent, comme premier emploi, la grande entreprise (40 %), les trois quarts d'entre eux souhaitent travailler en province, et 29 % sont tentés par un poste à l'étranger. Vendredi 9 mars, le Train pour l'emploi s'arrêtera à Poitiers (de 10 heures à 17 heures). Lundi 12, il sera à Bordeaux.

DÉPÊCHES

■ **TERRORISME** : un commando de l'ETA s'est emparé de 1,6 tonne d'explosifs, mercredi soir 7 mars, dans un entrepôt près de Grenoble, et un des membres du groupe a été interpellé jeudi matin près d'Annonay (Ardèche). Le commando de l'organisation indépendantiste basque a réussi à prendre la fuite avec deux camions, 20 000 détonateurs et des cordons.

■ **JUSTICE** : le parquet de Paris n'a pas soutenu, mercredi 7 mars, la plainte pour « offense à chef d'Etat » déposée par les présidents du Gabon, du Tchad et du Congo-Brazzaville contre François-Xavier Verschave, auteur du livre *Noir silence*, qui les accuse de crimes de sang et de corruption (*Le Monde* du 2 mars). « C'est un livre de militant et c'est pour cela que vous pourrez lui accorder le bénéfice de la bonne foi », a estimé le substitut du procureur.

■ **FAITS DIVERS** : le corps de Cindy a été retrouvé dans un affluent de la Moselle, mercredi 7 mars, par des bûcherons. L'enfant, âgée de quatre ans, avait disparu le 29 janvier. Une autopsie devait être pratiquée, jeudi 8 mars, pour déterminer les causes de la mort.

■ **HÔPITAL** : les actes de malveillance ont diminué de 6,8 % au cours de l'année 2000 dans les hôpitaux de l'Assistance publique, a indiqué mercredi 7 mars, dans un communiqué, l'AP-HP. Le bilan, portant sur 29 hôpitaux ou groupes hospitaliers, recense 2 616 faits délictueux, contre 2 807 en 1999. Les violences ont reculé de 5,2 %, les atteintes aux biens de 14,7 % et les vols de 5,6 %.

■ **Une mission d'experts sur l'épidémie de légionellose** de l'Hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP) a été lancée, mercredi 7 mars, par Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé. D'ici quinze jours, cette mission devrait se prononcer sur la réouverture du service d'accueil des urgences de l'HEGP.

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 19 effectués mercredi 7 mars. Premier tirage : 1, 6, 11, 14, 27, 47 ; numéro complémentaire : 13. Rappports pour 6 numéros : 1 497 650 F (228 315 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 44 385 F (6 766 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 3 690 F (562 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 186 F (28,35 €) ; 2 numéros et le complémentaire : 93 F (14,17 €) ; 1 numéro et le complémentaire : 22 F (3,35 €) ; 3 numéros : 11 F (1,67 €). Second tirage : 9, 10, 26, 28, 40, 42 ; numéro complémentaire : 5. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rappports pour 5 numéros et le complémentaire : 68 910 F (10 505 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 7 910 F (1 205 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 304 F (46,34 €) ; 2 numéros et le complémentaire : 152 F (23,17 €) ; 1 numéro et le complémentaire : 28 F (4,26 €) ; 3 numéros : 14 F (2 13 €).

Un an en France et déjà 75 000 clients nous font confiance.

VOUS
NOUS AIMEZ
PAR INTÉRÊT.
MERCII.

NOUVEAU TAUX
À PARTIR DU 16/03/2001

ÉPARGNE
ORANGE
DISPONIBLE ET SANS FRAIS

5,30%
D'INTÉRÊT BRUT*

- Leader mondial des services bancaires à distance
- 75 000 clients en France
- Membre de l'association française des banques (AFB)
- Groupe ING, 1er groupe financier hollandais

0 810 120 000
24H/24 PRIX D'UN APPEL LOCAL

3615 INGDIRECT
8h-19h : 0,45 F/mo. - 19h-8h : 0,23 F/mo.

Précisez le code média : 07193

www.ingdirect.fr

*5,10% taux nominal annuel brut à partir de 16/03/2001, soit un taux nominal annuel net de 3,96 % après prélèvement libération et contributions sociales, susceptible d'évolution. Offre réservée à toute personne physique majeure. Epargne disponible à tout moment. Prendre en compte minimum de 100 F. Epargne Orange est une marque déposée. ING BANK N.V., société anonyme de droit néerlandais. Siège social : Stouwerkylaan 2633 1077 ZJ Amsterdam (Pays-Bas). Registre de la banque d'Amsterdam numéro 275/1994. Succursale en France : Immeuble Le Périgore - 201, rue Carnot - 94130 Fontenay-sous-Bois - Tél. : 33 (0) 1 03 99 52 00 - 343 624 045 RCS Orfèvre - Code NPE 651 C

ING DIRECT
LÀ OÙ VOTRE ARGENT EST HEUREUX



MARIE NDIAYE

Le feuilleton de Pierre Lepape page II

PAUL CELAN

page III



MIAN MIAN ET ZHOU WEIHUI

page IV



TIBET MARTYR SOURIANT

La chronique de Roger-Pol Droit page VI

HISTOIRE

Vercingétorix, Astérix et Rome : des figures bousculées par le regard mythologique dont la bande dessinée assure la survie page VII



CINÉMA

page IX

Dostoïevski, sans mesure

En offrant au lecteur francophone le premier tiers de l'intégrale de l'édition académique russe de la *Correspondance* de Dostoïevski (six vol., 1985-1990), Bartillat s'adjudge le prix Sévigné 1999 de la correspondance. Comment pourra-t-on alors saluer la suite d'une entreprise exceptionnelle lorsque le contenu du deuxième tome se révèle essentiel et de bout en bout captivant ?

L'éditeur Jacques Catteau, dont la présentation critique est si fine qu'elle disqualifierait presque tout compte-rendu, forcément moins disert, complète, d'une page retrouvée, la somme originale si tardivement divulguée. Ensuite, tandis que le premier tome s'achevait sur un cortège funèbre et une sourde désolation dont le romancier fait du reste le

constat dans une lettre à épisodes à son ami Wrangel, le deuxième porte la marque de la vitalité et de la création la plus aboutie : c'est le temps où Fiodor, partagé entre le combat incessant contre les créanciers et les éditeurs indécis, mène de front des chantiers pareillement passionnants : *Crime et châtiment*, puis *Roulettenbourg*, qui deviendra *Le Joueur*, *L'Idiot* et *L'Eternel Mari*, *Les Démons* enfin, mutilé par une censure tenace, qui motive l'entreprise long-

Philippe-Jean Catinchi

temps différée du *Journal d'un écrivain*. D'aucuns, tel le biographe Joseph Frank, ont parlé alors d'« années miraculeuses ». C'est peut-être aller vite en besogne.

Certes la quête d'une histoire familiale heureuse trouve alors son terme. Veuf de Maria Dmitrievna Issaïeva en avril 1864, Fiodor a rencontré en octobre 1866, pour mener à bien la rédaction fulgurante – contrat oblige – du *Joueur*, une jeune sténo-

graphe, Anna Grigorievna Snitkina, qui a juste vingt ans. Moins de deux mois plus tard, pour sa fête, il lui avoue : « Tu es tout mon avenir : espoir, foi, bonheur, félicité, tout », et l'épouse en février 1867. Et même s'il lui confie, troublé par l'élan qui l'anime : « Ah, Ania, que j'ai toujours haï les lettres ! Comment veux-tu, dans une lettre, raconter certaines choses ? C'est pourquoi je n'écris que les faits, secs et nus », il fera de sa seconde épouse, dont la correspondance permet de mesurer la passion intacte et l'admirable dévouement malgré les épreuves, une confidente privilégiée.

Mais l'amour ne lève pas toutes les hypothèques, et le jeune couple quitte la Russie pour l'Occident le 14 avril, face au spectre de la prison pour dettes. Prévu pour une ou deux saisons, l'exil va se prolonger près de quatre ans et demi, vécu comme une épreuve, un enfer même à suivre le vocabulaire sans nuance des jeunes mariés (« bague » – « Genève la

Possédé par le jeu, habité par un amour débordant pour la mère Russie, l'auteur de « L'Idiot » n'apparaît jamais si humain, si puissamment écrivain qu'à travers sa correspondance

Cayenne ! » –, « prison »). Coupé de la Russie, Dostoïevski vit et écrit – énormément, on l'a vu, de textes capitaux – « comme dans une île ». Dresde, Baden-Baden, Wiesbaden, Vevey, Milan, Florence, c'est tout un ! Soit c'est le climat, trop rude ou trop chaud, soit le coût de la vie, excessif, soit les défauts inexpiables des autochtones – les couplets d'une xénophobie primaire ne peuvent être démentis par de fortes rencontres humaines, l'écrivain ne frayant guère qu'avec d'autres Russes en congé de la mère patrie, qu'il n'épargne pas plus : « Des cabots, ronchons et dédaigneux, voilà ce qu'ils deviennent à l'étranger ! » Pas même Tourgueniev, dont *Fumée*, qui stigmatise le « fandango panslave avec castagnettes » des mouvements slavophiles, met l'exilé en rage – il s'interroge plus largement : « En place de la beauté suprême divine, sur laquelle ils crachent, ils sont tous d'un amour-propre si répugnant, si impudiquement irritables, si étourdiment orgueilleux que cela en est tout bonnement incompréhensible : qu'espèrent-ils donc et qui les suivra ? » De là à proposer à Tourgueniev de lui adresser un téléscopé de Paris (« D'ici, c'est loin. Braquez[-le] sur la Russie et observez-nous ; sans cela, c'est vrai, il est difficile de voir quelque chose »), il y a un pas que Fiodor franchit avec une fausse naïveté. Ne reste de l'Europe, donc, que quelques beaux sites et des émotions esthétiques au hasard des musées où Anna l'entraîne...

Naviguant en terre inconnue, le legs littéraire européen parfaitement assimilé étant déjà compté comme « universel », Dostoïevski n'accoste à aucun port, *Fliegender Holländer* en attente de rédemption pétersbourgeoise. Ce désarroi que l'écriture n'apaise pas, Fiodor le conjure dans le jeu. Lui qui aggrave une situation financière précaire en misant compulsivement sur la bonne fortune de la roulette connaît enfin la rémission un soir d'avril 1871 à Wiesbaden ; naguère il rentrait des casinos européens – interdits en Russie – sans un sou en 3^e classe ou restait, insolvable, prisonnier de son hôtelier, et voilà qu'il parvient soudain à renoncer au jeu (« Mes mains sont maintenant déliées », exulte-t-il, dépris de « l'ignoble fantaisie qui [le] tourmentait depuis près de dix ans »). Comme l'écriture l'a sauvé d'une spirale d'endettement, l'amour des

siens l'affranchit d'une passion folle, catharsis peut-être nécessaire pour l'accomplissement d'un génie hors normes. L'heure des *Démons*, de *L'Adolescent* ou des *Frères Karamazov* peut sonner. Nous suivons là la lente expulsion de la chrysalide dont les lettres rendent compte comme autant de nouvelles d'un front intime, à la veille de la victoire.

Dans le long bilan qu'il adresse à Alexandre Wrangel, Dostoïevski affirmait : « Je vous ai tout décrit et je vois que je n'ai pas exprimé l'essentiel, ma vie spirituelle, la vie de mon cœur, que je n'en donne pas la moindre idée. Il en sera toujours ainsi, tant que nous parlerons par lettres. Je ne sais pas écrire les lettres, je ne sais pas non plus avec mesure écrire sur moi. » A s'immerger dans ce corpus fas-

cinant, chacun découvrira que seule la première sentence résiste à la lecture.

★ Bartillat sort conjointement un essai inédit en français de John Cowper Powys, *Dostoïevski* (traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve, 240 p., 129 F [19,67 €]), dont Marc-Edouard Nabe assure, dans sa préface, qu'il est « un des livres qui donnent le plus envie de lire Dostoïevski ».

CORRESPONDANCE

Tome II : 1865-1873 de Fiodor Mikhaïlovitch Dostoïevski. Edition présentée et annotée par Jacques Catteau, traduite du russe par Anne Coldefy-Faucard, Bartillat, 912 p., 290 F (44,62 €).

extra it

Lettre au poète Apollon Nikolaïevitch Maïkov du 16 août 1867
« Je me suis de surcroît retrouvé en terre étrangère, où il n'est, non seulement pas un visage russe, un livre russe, des pensées et des soucis russes, mais où il n'est pas même un visage amène ! Vrai, je ne comprends même pas comment le Russe de l'étranger peut, s'il a du sentiment et le sens commun, ne pas le remarquer ou le ressentir douloureusement. Peut-être ces visages sont-ils amènes pour eux-mêmes, mais, quant à nous, ils ne nous le paraissent pas. Par ma foi ! Et puis, comment peut-on supporter toute une vie à l'étranger ? Sans la patrie, quelle souffrance, ma parole ! (...) Moi j'ai besoin de la Russie, besoin pour mon écriture et mon travail (je ne parle pas du reste de la vie), et pas qu'un peu ! Un poisson hors de l'eau ; on perd ses forces et ses moyens. » (pp. 216-217)



AGENCE NOVIOSI

Dostoïevski en 1865

eBook

EUROPE2001
16-18 mars 2001
Premier sommet européen sur l'édition numérique

3 jours de conférences
réservées aux professionnels

Thèmes

- >Exposé des technologies en systèmes et réseaux ouverts
- >Exposé des technologies en systèmes et réseaux fermés
- >Préparer et produire les contenus numériques
- >Que peut-on apprendre du marché américain ?
- >Publier et distribuer le contenu numérique
- >Encre électronique et papier du futur
- >Produire des livres numériques
- >Protection et gestion des droits dans le monde numérique.
- >DRM et systèmes de protection du copyright.
- >Droits et droits numériques.
- >Edition et réédition en monde numérique.

Un panel de 60 intervenants

00h00.com ▶ AAP ▶ Adobe ▶ Amazon.com ▶ Barnes and Noble ▶ Contentguard ▶ CPI ▶ Cytale ▶ eBookNet.com ▶ Ebrary.com ▶ E Ink ▶ E-reads ▶ Fnac Direct ▶ Franklin Electronic Publishers ▶ Glassbook ▶ Gemstar TV-Guide International ▶ IBM ▶ Intertrust ▶ Lightning Source ▶ Microsoft ▶ Mobipocket ▶ Mightywords ▶ Nokia ▶ NIST ▶ Random house ▶ Reciprocal ▶ Rightscenter ▶ Overdrive Book Works ▶ Softlock.com ▶ Versaware ▶ Vivendi U.P. ▶ Xerox...

Pour vous inscrire :
Florent Bugeat - tél. : +33 (0)1 41 90 47 35
e-mail : fbugeat@reed-oip.fr

www.ebook-europe.com

Organisé par Reed-OIP, membre de REC, sous l'égide du Syndicat national de l'édition.



Meurtre au paradis

ROSIE CARPE
de Marie Ndiaye.
Minuit, 340 p., 125 F (19,06 €).

Marie Ndiaye est un écrivain qui n'aime pas parler. C'est devenu de nos jours une tare pour qui veut exercer le métier d'écrire. Mais peut-être était-ce déjà vrai à l'époque de Racine ou à celle de Balzac. Il fallait briller dans les ruelles et dans les salons pour espérer se faire un nom dans les lettres. Les timides, les silencieux, les modestes, les balbutiants devaient dépenser dix fois plus de talent que les autres pour compenser le handicap du moindre bagout. A la bourse des subventions royales, Chapelain la pipelette l'emportait largement sur La Fontaine le taiseux, lequel devait se contenter de son génie.

Si Marie Ndiaye se répandait en paroles, on saurait qu'elle est, à trente-quatre ans et après huit livres, l'une des meilleures romancières de langue française aujourd'hui. Cela se sait vraiment trop peu ; mais, dans ce domaine, il est inutile de se plaindre de l'injustice : c'est comme si les lecteurs se gardaient un petit pécule de découverte pour leurs vieux jours. On met Marie Ndiaye de côté : elle est jeune, elle a le temps. On la « découvrira » avec des ah ! et des oh ! un de ces jours prochains, peut-être lorsqu'elle aura écrit un roman un peu moins bon que les autres, cela arrive fréquemment. Mais peut-être aussi grâce à *Rosie Carpe*.

Voilà en tout cas un roman à qui l'on ne pourra pas faire le reproche de n'être pas romanesque. Il s'en passe des choses dans *Rosie Carpe* ! Il y a des intrigues multiples, des personnages qui vivent des aventures, des rebondissements, des surprises, de la couleur, des décors, des atmosphères, du sentiment et même des meurtres.

Cela commence comme un roman de Simenon. Une jeune femme, Rosie, débarque à l'aéroport de Pointe-à-Pitre en compagnie de son fils, Etienne, dit Titi, un enfant de six ans « ni gai, ni pétulant, ni léger ». Rosie, démunie de tout, a quitté la France métropolitaine pour rejoindre son grand frère, Lazare, qu'elle n'a pas vu depuis cinq ans et qui lui a fait miroiter une existence dorée en Guadeloupe. Mais Lazare n'est pas là. A sa place, un jeune homme noir, Lagrand, prend en charge la triste Rosie et son morne gamin. Lagrand apprend à la sœur de Lazare que son frère lui a menti, qu'il ne travaille pas et vit d'expédients souvent inavouables, que la villa avec piscine annoncée n'est qu'une baraque de parpaings habitée par les rats dans un coin de brousse. Depuis quelques jours, Lazare a disparu dans la forêt, laissant à sa maîtresse, Anita, et leur petite fille, Jade. Lagrand, le Bon Samaritain, recueille la famille élargie de Lazare. Rosie, comme anesthésiée par le malheur et le mensonge, s'abandonne à ses vagues pensées ; elle regarde sa vie comme celle d'une étrangère.

Retour en arrière. Rosie, qui se prénomme alors Rose-Marie, et son frère Lazare ont mené une enfance fade et morose au foyer de leurs parents, Francis et Danielle Carpe, à Brive-la-Gaillarde, des petits-bour-

geois étriés. Puis ils sont montés à Paris pour poursuivre des études qu'ils n'ont pas rattrapées. Les parents, dégus, les ont laissés choir. Lazare a commencé à dériver, passant de petits boulots à peine licites à la clochardisation. Rosie Carpe s'est fait embaucher à la réception d'un hôtel grisâtre de la Croix-de-Berny. Sa vie a commencé à lui échapper ; elle est devenue inexistante et certaine de l'être. Le sous-patron de l'hôtel couche avec elle, lui fait tourner des films pornographiques et lui plante un enfant sous l'œil des caméras. Rosie contemple dans une sorte de brume la chute de Rosie Carpe, son plongeon dans l'alcool, la solitude, la haine de soi. A côté d'elle, son enfant, Titi, inerte, gémissant, abruti d'effroi et muet assiste au naufrage. Un soir d'ivresse, Rosie se fait faire un autre enfant sans même s'en rendre compte. Elle ignorera toujours qui en est le père, préférant imaginer qu'il n'y en a pas eu. Au bout du rouleau, Rosie Carpe s'embarque pour la Guadeloupe.

Il faut laisser les lecteurs découvrir la troisième partie, et la quatrième, l'épilogue plein de surprises, qui se situe dix-neuf ans plus tard. Il est tout à fait impossible de les résumer sans manquer l'essentiel. D'abord parce que Marie Ndiaye noue avec beaucoup d'art plusieurs intrigues, plusieurs mystères. Il y a le mystère Rosie, ce mélange instable de torpeur et d'entêtement, d'indifférence et de détresse, de pulsion de mort et de grâce de vivre, Rosie que l'on aime et que l'on déteste, innocente et coupable, indolente et douloureuse, enfermée en elle-même et incapable de rejoindre ses actes. Emouvante et pourtant insupportable, et que le trait de Marie Ndiaye rend sans cesse plus floue, indécise, égarée. Il y a le mystère Lazare, le perpétuel absent, l'aventurier minable et dangereux qui ne rêve que de Brive-la-Gaillarde et des splendeurs du magnolia de son enfance. Il y a celui des parents Carpe que l'on retrouvera à la Guadeloupe, lui amant décati d'une gamine idiote et jolie, elle, devenue Diane, s'offrant dans l'île une seconde vie parallèle à la première,

Entre Brive-la-Gaillarde et Pointe-à-Pitre, entre Rosie Carpe, mélange instable de torpeur et d'entêtement, et son grand frère disparu, Lazare, un minable aventurier, Marie Ndiaye noue avec art plusieurs intrigues sous le sceau du mystère. Et de la détresse d'enfants mal aimés

future jeune maman, vieille petite fille, rajeunie, adorable, câline et monstrueuse d'égoïsme. Il y a enfin le mystère Lagrand, sans doute le plus énigmatique et le plus attachant. Lagrand, le juste, le net, l'équitable, le charitable, le pur, la seule ligne droite semble-t-il dans cet enchevêtrement de courbes, de noeuds et de brisures. Mais Lagrand est aussi transpercé par son enfance, par sa mère qui est devenue folle et qui l'a rejeté, par son besoin, depuis, plus dévorant qu'une passion, d'être celui dont on ne peut se passer, le compagnon indispensable, le fils, le frère, l'ami, le soutien indéfectible et désintéressé. Un ange.

Mais il ne s'agit encore là que de mystères de surface. Le plus important, le plus étrange et le plus séduisant se trouvent ailleurs. On ne sait trop comment Marie Ndiaye parvient à doubler les multiples péripéties de sa narration romanesque d'un autre tissu de fiction. Cela commence par les noms des personnages, Rosie qui était autrefois Marie, Lazare, son complice Abel dont il sera dit qu'il est le double morbide de Lazare, « comme si ce dernier avait été contraint de se mon-

trer toujours accompagné de son propre cadavre ». Puis apparaîtront dans le texte, comme au détour d'une phrase, au hasard d'une image, des références, parfois dramatiques parfois ironiques, à l'agneau pascal – ou au bouc émissaire – que l'on sacrifie contre la promesse d'une vie nouvelle, à l'odeur du buis des Rameaux, à la Trinité, à l'Immaculée Conception. Il y a aussi ce visiteur de passage, Calmette, qui se présente à Rosie comme on figure une apparition sur les vitraux d'église : « La glace fondait lentement sur ses épaules. Elle remarqua alors qu'il était sans doute plus jeune qu'il ne paraissait et que l'avaient trompée les lunettes sévères, le regard droit, la pelisse, la très apparente auréole de froid qui le gardait au centre d'une austérité transie et vénérable. »

La Guadeloupe apparaît elle-même comme une parodie du jardin d'Eden dont les touristes en bermuda et en claquettes de plastique auraient envahi les allées et où le fruit défendu serait représenté par des goyaves sur lesquelles des rats auraient pissé une urine vénéneuse. Rien dans tout cela qui fonctionne à la manière d'une fable ou qui suggère une autre lecture, symbolique cette fois, de ce qui est raconté. Simplet une manière de faire naître des images, de jeter le trouble, de dévier la lecture de la droite ligne pour suggérer des chemins de traverse.

Il en va de même avec l'abondante thématique familiale développée tout au long du roman. Les relations des parents et des enfants, de l'attachement, de la frontière de soi – Lazare dit de sa mère qu'« il n'avait pas distingué cette femme de lui-même jusqu'à quatre ou cinq ans » –, de la dépendance, de l'intimité, de la jalousie, du rejet, de l'exclusivité. Marie Ndiaye avait déjà écrit de bien fortes choses – dans *La Femme changée en bûche* ou dans *En famille* – sur la famille précisément, sur la natalité, sur la vie que l'on donne et celle que l'on vous prend. Elle y ajoute cette fois une vision souvent cruelle où maternité et fraternité se vivent dans la gêne et la honte ou dans le plus monstrueux des égoïsmes.

Il y a d'autres thèmes qui font signe. Les couleurs par exemple ou les sécrétions, le sang, la sueur, la salive, la bile. Marie Ndiaye aime à les semer comme le Petit Poucet ses cailloux blancs, mais pour mieux égarer. Du coup, le roman n'est plus une surface régulière et orientée – du commencement vers la fin – sur laquelle se promène le lecteur, mais une matière épaisse et imprévisible où les pas s'enfoncent, où le temps fait des caprices, où les sentiments sont des objets aussi réels et aussi matériels que les choses. On a moins l'impression de lire Marie Ndiaye que de se laisser séduire par une sirène qui ne craint pas d'abuser des charmes de sa voix. Elle vous entraîne dans les entrelacs de ses phrases pulpeuses et asymétriques, elle vous fait croire l'incroyable, tire du magique de l'ordinaire, joue avec les mots comme un horloger avec ses rouages et pousse le talent jusqu'à obtenir ce qu'on n'attendait pas d'elle : *Rosie Carpe* est un roman violent et émouvant sur la détresse et la culpabilité et sur les enfants qui s'anéantissent d'avoir été trop mal aimés.

Boris Akounine, l'art de la feinte

C'est dans la Moscou d'Alexandre II que l'on découvre le perspicace Fandorine. Premiers volets d'une saga virevoltante, où les variations sur l'énigme sont autant de gammes sur le tempérament humain

AZAZEL
de Boris Akounine.
Traduit du russe
par Odette Chevalot,
Presses de la Cité, 322 p.,
89 F (13,56 €).

LE GAMBIT TURC
de Boris Akounine.
Traduit du russe
par Irène Sokologorsky,
Presses de la Cité, 308 p.,
89 F (13,56 €).

Si les orphelins, comme les personnages aux origines obscures, sont légion dans les deux premiers volumes de la série policière que signe, sous le pseudonyme de Boris Akounine, le Géorgien Grigori Chalkovitch Tchkartchvili, l'auteur, lui, ne masque pas ses filiations. Imposant, dès *Azazel*, un héros à l'esprit déductif imparable – il s'offre le luxe de ménager tant de rebondissements qu'on hésite à identifier le véritable champion de la perspicacité sans faille –, Akounine assume ses modèles, sans jamais trahir les bornes chronologiques qu'il s'est fixées. L'action débute à Moscou sous le règne d'Alexandre II. C'est donc la spéculation logique d'Edgar Allan Poe, le panache du *Rocambole* de Ponson du Terrail, l'imagination audacieuse d'Eugène Sue et d'Alexandre Dumas – la flé-

trissure de Mylady serait bien utile pour démasquer les complices d'un complot planétaire (et oui, dès 1876 !) – qui hantent le récit cacophonique de « *aventures d'Eraste Pétrovitch Fandorine* ». Comme le pseudonyme de l'auteur – B. Akounine envoie sur la fausse piste du révolutionnaire anarchiste, alors que la clé est plus subtilement japonaise (« *akounine* » se traduit par un explicite « *méchant* ») –, Fandorine ne renvoie qu'en clin d'œil au jeune détective inventé par Allain et Souvestre pour traquer avec Juve le criminel hors pair qui est aussi son véritable père, Fantômas.

Boris Akounine joue et se joue des décodages trop aisés. Comme s'il voulait contraindre son lecteur à la même vigilance qu'il recommande à ses héros s'ils ne veulent pas disparaître prématurément. A ce jeu, même les plus doués ou les plus brillants peuvent perdre, du vrai modèle d'Eraste, Brilling, qui lui recommande de lire *Les Possédés* de Dostoïevski, au fringant Zourov, d'une désinvolture et d'un panache également stupéfiants. C'est le danger permanent d'une partie où Akounine se réserve seul les cartes maîtresses.

Cette saga romanesque, déjà riche de sept titres – elle devrait en comprendre treize et conduire jusqu'au début des années 1920 –, obéit à un « plan » si serré que rien



JULIEN DANIEL « POUR LE MONDE »

n'y est imprévu. Depuis le volet initial, sorte de mise en place du ton et du héros, où la maturité du jeune policier s'acquiert par la répétition des pertes et des trahisons, leçon morale dont on sent qu'elle obsède l'auteur, rien qui ne soit prémédité, même si aujourd'hui Akounine reconnaît contrôler moins sûrement le monde dont il est le démiurge. Sans doute parce qu'il l'a conçu comme une récréation – rédacteur en chef adjoint de la revue *Inostrannaïa Literatura* (1993-2000), l'historien, philologue et japonisant, traducteur notamment d'Inoué et de Mishima, achevait un solide essai sur *L'Écrivain et le suicide*, tout en supervisant une anthologie de littérature japonaise en vingt volumes –, un exercice de style où les variations sur l'énigme sont autant de gammes sur le tempérament humain, les figures de l'autorité, les images de la femme (d'Amalia Béjetskaïa à Lisanka Evert-Kolokoltseva, le spectre est aussi ouvert que de Carmen à Micaela, et

le traitement assez comparable à celui de Bizet, juste contemporain).

Selon Akounine cependant, les trois premiers volumes ne constituent encore que la phase d'« échauffement ». Fandorine, dont le drame final fulgurant d'*Azazel* fait blanchir soudainement les tempes, donnant une patine de grand âge à ce gamin de vingt ans, a beau faire pièce au gambit turc avec une science de vieux routier, Akounine promet que le vrai rythme est à venir. Deux traductrices ont été mobilisées en parallèle pour livrer plus vite les premiers épisodes, mais les assauts décisifs sont pour plus tard. Assaut, car il y a du bretteur chez Akounine, un art d'escrimeur dans sa plume, vision anticipée du jeu, science de la feinte et de la fausse attaque, vitesse d'exécution aussi, qui lui fait faire mouche avec une incroyable facilité.

Un nouveau compétiteur à suivre de près.

Ph.-J. C.

ROMANS POLICIERS

● par Gérard Meudal

De l'autre côté du silence

LES DISPARUS (Los Otros)
de Javier Garcia Sanchez.
Traduit de l'espagnol
par Jean-Marie Saint-Lu,
Joëlle Losfeld, 154 p., 130 F (19,81 €).

Roman policier ? Oui peut-être, après tout, le livre est entièrement bâti autour d'un interrogatoire. Mais c'est un policier qu'on interroge et deux journalistes qui posent les questions. R V, ancien policier, croupit dans un asile après un coup de folie au cours duquel il a tenté de tuer sa femme et son fils. Au moment des faits, il enquêtait sur le problème des personnes disparues et semblait curieusement obsédé par le sujet. Mais surtout il menait ses recherches d'une manière peu orthodoxe en accumulant une documentation scientifique très pointue sur les questions d'optique. Dix ans plus tard, les deux journalistes essaient de le faire parler pour comprendre son geste. Tandis que les trois hommes se font face, au parloir de l'asile, une vieille religieuse qui s'était prise d'amitié pour ce patient étrange muré dans son silence est en train de mourir dans la pièce d'à côté. Et le son lancinant des prières aux agonisants se mêle aux souvenirs hallucinés qui défilent dans le cerveau malade du vieux policier incapable de s'expliquer ou même de proférer un son. Cette lente descente aux enfers est d'autant plus frappante qu'elle s'effectue selon les lois rigoureuses d'une véritable « *géométrie spatiale de l'invisible* » et distille peu à peu cette peur qui déforme le temps et lui donne des apparences monstrueuses comme du plastique jeté au feu. Aux marges du fantastique, ce roman d'un auteur espagnol né à Barcelone en 1955, évoque *L'autre côté* d'Alfred Kubin, par sa noirceur, son aspect inclassable et extrêmement dérangeant.

● **COMME JEU, DES SENTIERS...**, de Jean-Bernard Pouy et Baru
Une petite maison associative de Toulouse a fait le pari de regrouper, sur le thème de la banlieue, un auteur de romans policiers et un auteur de bandes dessinées. Le cocktail est particulièrement réussi dans ces aventures de Miroslav Krapo, médiateur aux semelles de vent égaré entre les HLM qu'on essaie d'humaniser en y collant la tête des gloires directement issues de Lagarde et Michard. C'est à la fois drôle, poétique, mal pensant et convaincant sur le plan graphique (Liber Niger, 9, rue des Trois Renards, 31000 Toulouse, 56 p., 69 F [10,52 €]).

● **NOIR DE TAULE**, présenté par Gérard Deltiel
Alors que le problème de la surpopulation carcérale et des conditions de détention revient périodiquement à la une de l'actualité, la prison a toujours été un thème majeur du roman policier. Ici tout l'éventail est représenté en quatorze nouvelles inédites : du document-témoignage à la fiction la plus noire avec le souci de présenter un état des lieux au moment du changement de siècle. On circule même dans le temps, avec une apparition discrète du fantôme du chevalier de La Barre, celui-là même que défendit Voltaire à titre posthume, et une plongée terrifiante dans un univers pénitentiaire futuriste où les prisons sont transformées en banques d'organes (Manitoba/Les Belles Lettres, 226 p., 95 F [14,48 €]).

● **LA MORT AUX YEUX DE PORCELAINE**, de Gudule
Une rock star qui adore les jeunes garçons, un pédophile belge qui les enterre dans son jardin, et les ravages d'une psychose qui se répand dans le pays. Toute ressemblance, etc. Mais dans le cadre classique du roman dont les héros sont des enfants (et en principe les victimes), l'auteur glisse ici quelques piques inattendues (Flammarion, 176 p., 89 F [13,57 €]).

La librairie
LES CAHIERS DE COLETTE
23-25, rue Rambuteau, Paris 4^{ème}. Tél. 01 42 72 95 06
recevra

GEORGES DIDI-HUBERMAN
le vendredi 9 mars à partir de 17h.30
pour son livre
Devant l'image
aux Editions de Minuit

ANNIE ERNAUX
le samedi 10 mars à partir de 17h.
pour son livre
Se perdre
aux Editions Gallimard

Paul Celan, l'empreinte de la parole

Les lettres que le poète écrivait en français à son épouse, témoignent des blessures d'un homme hanté par les fantômes de sa mémoire et leur opposant la force nue de son verbe poétique

A l'heure où certains esprits se demandent si l'on n'en a pas déjà fait assez – c'est-à-dire trop – avec la mémoire de la Shoah, il n'est pas indifférent que paraisse un tel document. Pourtant, nous ne sommes pas ici dans l'espace du témoignage direct. Il n'est pas d'abord question de plaider ou de raconter. Il s'agit simplement de la vie d'un homme blessé, juif et étranger à divers titres, qui se trouve être le plus grand poète de langue allemande de la seconde moitié du

Lichtzwang (Contrainte de lumière, éd. Belin, trad. B. Badiou et J.-C. Rambach, 1989), qui paraît en juin, d'une manière posthume. Pour Celan, les signes de cette nature avaient une singulière, et souvent tragique importance. La correspondance échangée entre 1951 et 1970 – c'est-à-dire les années parisiennes – entre Paul Celan et son épouse, Gisèle Celan-Lestrange, peintre et graveur, est riche de ces rencontres et de ces croisements. Et, souvent, de ces tragédies.

Quelques mois avant son suicide, Paul Celan avait effectué son premier voyage en Israël. Il donne des lectures devant des publics enthousiastes. A Tel-Aviv, le 14 octobre 1969, il prononce ces paroles : « Je trouve ici dans ce paysage extérieur et intérieur beaucoup de vérités contraignantes, de l'évidence naturelle, de l'unicité ouverte au monde, propres à la grande poésie. » Le 23 octobre, de retour à Paris après une profonde crise d'angoisse, il écrit à une de ses correspondantes : « Que Jérusalem allait être un tournant, une césure dans ma vie, je le sentais. »

En mars suivant, il se rend pour la dernière fois en Allemagne. A Fribourg le 26, Martin Heidegger vient assister (comme en juillet 1967) à l'une de ses lectures. Bouleversé, il confie à l'un de ses proches : « Celan est malade – incurablement (1) » Après la mort de Gisèle Celan (9 décembre 1991), on retrouvera une note fragmentaire du poète relative au philosophe : « ... Que par votre comportement vous affaiblissiez de façon décisive le poétique et j'ose le soupçonner le philosophique dans la sérieuse volonté de responsabilité qui appartient aux deux. » Sur cette emblématique rencontre – ou non-encore –, énormément de choses ont été écrites, parfois inconsidérément, comme si certains interprètes avaient accès au cœur et à l'esprit des

protagonistes. L'admirable appareil critique qui accompagne, en un volume séparé, cette correspondance, et qui forme comme une œuvre à part, faite de reconnaissance et de pitié, s'en tient aux textes et aux faits, laissant ouvertes les questions.

Les voyages de Paul Celan de l'autre côté du Rhin ont été nombreux durant ces vingt années : ils scandent toute la correspondance, qui, d'ailleurs, n'aurait pas été aussi abondante sans ces séparations entre les deux époux. Comme l'explique son ami Isac Chiva (voir ci-dessous), ces séjours étaient pour Celan une épreuve intérieure extrêmement douloureuse : toute trace, rappel ou soupçon de complaisance à l'égard du nazisme et de l'antisémitisme provoquait chez lui une révolte absolue. Et, au-delà, une blessure. D'autant que le sentiment de persécution qui le fit de plus en plus souffrir au cours des années – jusqu'aux crises de folie à partir de 1965, et à la tentative de meurtre sur la personne de Gisèle – s'alimentait à une source circonstancielle qui empoisonna toute sa vie : « l'affaire Goll ». Des années durant, Celan dut se défendre et chercher des appuis – avec une exigence qui effraya ceux-là mêmes qui le soutinrent, comme l'écrivain autrichien Ingeborg Bachmann – contre une accusation insensée de plagiat émise par la veuve du poète Yvan Goll, Claire Goll, à propos de traductions de poèmes de son mari par Celan au début de son séjour parisien. Dans une lettre non envoyée à Jean-Paul Sartre, en janvier 1962, Celan parle d'« une vraie "affaire Dreyfus" sui generis bien entendu... » Cette comparaison n'a évidemment de sens



Paul Celan en 1963

que si l'on pense à l'effet dévastateur de l'« affaire » sur sa victime.

Pendant, ces séjours lui étaient indispensables, diversément : presque totalement inconnu en France (sauf, dans un cercle restreint, celui de la revue *L'Ephémère*, dans les toutes dernières années), il devait entretenir des relations à la fois utilitaires avec les éditeurs, pour ses poèmes et pour son travail de traducteur, et intellectuelles avec les écrivains de sa génération. Sur les rapports avec le Groupe 47, principale expression de la littérature allemande d'après-guerre, d'importantes précisions sont apportées : admiré et respecté par certains, Celan fut aussi mal compris, relégué dans une certaine marginalité. La difficulté de sa poésie et, plus profondément, tout ce qu'elle véhicule de non allemand ont sans doute amplifié une incompréhension diffuse. Parallèlement, Celan a reçu, à partir de la fin des années 1950, d'importantes récompenses littéraires.

Sur ces points et circonstances biographiques, cette correspondance – qui paraît au même moment en traduction allemande – apporte toutes les précisions possibles. Mais l'intérêt de cette publication, servie par le parfait scrupule et la rigueur des éditeurs, va bien au-delà. Pour le dire rapidement, elle montre ce qui peut

bibliographie

- L'helléniste Jean Bollack, qui connut Paul Celan et proposa de nombreux commentaires de ses poèmes, publie un essai, *Poésie contre poésie. Celan et la littérature*, dans lequel il continue son propre « itinéraire de compréhension commencé il y a une vingtaine d'années » (PUF, « Perspectives germaniques », 344 p., 220 F [33,54 €]).
- Signalons également le numéro de la revue *Europe*, dirigé par Bertrand Badiou, et comprenant, outre un important entretien avec Bertrand Badiou, plusieurs contributions, notamment allemandes (n° 861-862, janvier-février, 120 F [18,30 €]).
- Pour le lecteur qui voudrait se familiariser avec l'œuvre poétique de Paul Celan, conseillons le *Choix de poèmes* (réunis par l'auteur), traduit (bilingue) et présenté par Jean-Pierre Lefebvre (« Poésie/Gallimard », 378 p. 69 F [10,52 €]).

l'être du noyau le plus intime de la vie et de la création de Paul Celan. Elle met en évidence, jusqu'à la tragédie, cette identité dont nous parlions. Evidente qu'on lira notamment dans les très nombreux poèmes que Celan adressait à sa femme, en lui fournissant le mot à mot (repris par B. Badiou).

Dernière remarque : la figure de Gisèle Celan-Lestrange qui se profile dans ces pages est simplement admirable. On la voit se dégager, encore toute jeune fille, au début des années 1950, d'un carcan familial très étroit et devenir elle-même – c'est-à-dire une artiste, comme le montrent les reproductions de son œuvre présentées ici – puis affronter la maladie de son mari. A l'extrême tension souffrante de ce dernier, à sa sensibilité

d'écorché, elle oppose ce qu'elle a : son amour.

(1) Cité par R. Safranski dans sa biographie de Heidegger (Livre de poche-Biblio, n° 4307).

CORRESPONDANCE (1951-1970) de Paul Celan et Gisèle Celan-Lestrange. Editée et commentée par Bertrand Badiou, avec le concours d'Eric Celan. Seuil, « La Librairie du XXI^e siècle », deux volumes reliés, 720 et 792 p., 96 hors textes, 420 F (64,03 €) les deux volumes sous coffret. (En librairie le 16 mars).

★ Lire aussi en Horizons page 13.

Patrick Kéchichian

XX^e siècle. Plus précisément, le poète dont l'œuvre entière tente de construire une parole face à la plus grande destruction et négation de l'homme. Survivant, il s'appropriait la langue des négateurs, afin de la retourner contre eux. Comme cela est – ou devrait être – toujours le cas, cette vie blessée et cette qualité, cette identité de poète ne font qu'un. Unité qui, à son tour, accentue l'étrangeté – jusqu'à l'incompréhensible, ou l'indicible.

Le corps de Paul Celan a été repêché dans la Seine le 1^{er} mai 1970. D'après la chronologie établie, pour cette édition, par Bertrand Badiou et Eric Celan, le fils du poète, il s'était jeté dans le fleuve dans la nuit du 19 au 20 avril, probablement du pont Mirabeau. Il est enterré à Thiais le 12 mai, jour où meurt, à Stockholm, Nelly Sachs, elle aussi poète juive de langue allemande, dont le destin douloureux fut tant de fois croisé celui de Celan. Ainsi se réjouissait-il en novembre, dans une lettre, de lui adresser bientôt son dernier recueil,

A Paris, parmi les déracinés

L'ethnologue Isac Chiva, réfugié juif roumain comme Celan, se souvient de celui qui fut son ami

Ethnologue et ruraliste, Isac Chiva a animé, de 1960 à 1983, sous la direction de Claude Lévi-Strauss, le Laboratoire d'anthropologie sociale ; en outre, il a fondé et dirigé la revue *Etudes rurales*.

« C'est à Budapest, en octobre 1947, qu'Isac Chiva a rencontré Paul Celan. Tous deux étaient juifs, et fuyaient les persécutions antisémites qui sévissaient en Roumanie. Né en 1925, Chiva est originaire de Jassy, à l'est de la Roumanie, en Moldavie, où avait eu lieu un sanglant pogrom en juin 1941. Paul Celan – de son vrai nom Antschel –, né le 23 novembre 1920, venait, lui, de Czernowitz, capitale de la Bucovine. Ses deux parents étaient morts dans un camp de déportation en Ukraine durant l'automne et l'hiver 1942.

» En août 1944, après la capitulation de la Roumanie et l'arrestation d'Antonescu, les armées de Staline sont entrées à Bucarest. Il était de plus en plus certain que nous allions vivre dans un régime stalinien. En 1945, j'ai quitté Jassy pour poursuivre mes études à Bucarest. J'ai vu arriver le jour où les dernières apparences de la démocratie allaient être éliminées. A l'époque, j'étais engagé à gauche, mais du côté de la social-démocratie. A ce moment-là, il fallait décider : soit rester et risquer la prison, soit s'en aller. Nous sommes partis à pied vers la Hongrie, avec quelques amis, et nous nous sommes cachés dans les bas quartiers de Budapest où j'ai rencontré Paul Celan. Ensuite, chacun par

nos propres moyens, nous sommes partis à Vienne.

» On vivait comme s'il n'y avait pas de lendemain. On parlait sur un avenir sans avenir. On s'est tous retrouvés à Paris et, à partir de ce moment, on a beaucoup vécu ensemble. C'était un mélange assez étonnant de précarité et de sentiment de liberté. On voyait ce qui se passait en Europe de l'Est, tous les pays qui tombaient les uns après les autres. Nous avions une conscience politique aiguë. Nous savions concrètement ce que le communisme représentait. En tant que réfugiés politiques antistaliniens, on se faisait prendre à partie par le milieu intellectuel français, alors largement dominé par les communistes. On nous considérait comme des pestiférés.

» Dès qu'on a pu, fin 48, on s'est inscrit à l'université. Moi, ce qui m'intéressait, c'était les sciences sociales. Serge Moscovici, qui faisait partie de notre petit groupe, a choisi la psychologie sociale. Celan, qui avait commencé des études de médecine à Tours avant la guerre, en 1938-1939, s'est inscrit en linguistique. Il avait un don des langues fantastique, son œuvre si importante de traducteur (du russe, de l'italien, du français, du portugais...), qui est l'autre versant de sa propre poésie, le démontre. Nous habitions dans de petits hôtels du Quartier latin. On se nourrissait dans les restaurants universitaires ou dans des cantines juives. On sortait beaucoup, chez les uns et les autres, ou dans les cafés. J'ai gardé le souvenir d'une vie fusionnelle : on faisait

bande ; Celan, qui avait une grande mémoire, chantait des chants révolutionnaires.

» En 1950, ma licence en poche, j'ai commencé un stage au Musée des arts et traditions populaires, où j'allais travailler ensuite jusqu'en 1958. C'est là que j'ai fait la connaissance de Gisèle de Lestrange, qui était arrivée là grâce à l'une de ses sœurs. Elle m'a introduit dans notre groupe, et il y a eu tout de suite une passion très intense entre elle et Paul. Ils se sont mis à habiter ensemble dans la petite chambre de Celan, rue des Ecoles, dans des conditions difficiles. Nous étions très admiratifs de cette jeune fille qui venait d'une vieille famille française, noble et catholique. Elle a été soumise, de la part de celle-ci, à une pression extraordinaire. On lui disait : il est pauvre, il est réfugié et il est juif ! Elle a tenu bon. C'était une période de sociabilité intense entre déracinés, avant que nous soyons, les uns et les autres, embarqués dans la vie professionnelle.

» Pour Paul Celan, il fut tout de suite absolument évident que sa vocation, sa volonté et sa préoccupation, c'était l'écriture, c'est-à-dire la poésie. Quand il est arrivé à Paris, il venait de publier, à Vienne, son premier livre, *Der Sand aus den Urnen* (*Le Sable des urnes*) ; mais il en avait empêché la diffusion à cause d'un grand nombre d'erreurs d'impression. Dès ce moment, sa vie s'est construite en deux parties : sa vie « laïque », avec sa famille, ses copains non écrivains, et une autre partie avec les écrivains. Ensuite ont commencé pour lui les années très

difficiles ; il partait en Allemagne pour éditer ses poèmes, ses traductions et pour des lectures. Le contact avec ce pays où il ne pouvait pas vivre lui était très douloureux, et il en rentrait toujours malade. Sa visite à Heidegger, en 1967, fait partie de cette équation compliquée.

» Vivant à Paris, parlant et écrivant admirablement le français, il ne pouvait créer qu'en allemand. Mais pas n'importe quel allemand : la langue qu'on parlait en Bucovine d'avant la première guerre, était frottée d'autres langues. Il y mêla son existence parisienne et sa culture juive et russe. Je pense que cette rupture et ce rapport à la langue sont les principales causes du conflit intérieur qui devait, à partir des années 1960, déboucher sur la maladie mentale.

» Paul Celan était un homme d'un caractère relativement difficile, requérant beaucoup d'attention et d'écoute, beaucoup de présence. C'est comme s'il vous reprochait de n'être pas au même niveau de souffrance intérieure. Il a passé une grande partie des sept ou huit dernières années de sa vie, à Sainte-Anne notamment, avec des crises de violence. Il a beaucoup souffert ; en même temps, il avait la conscience de la raison qui le quittait, de la violence qui l'envahissait. La dernière fois que je l'ai vu, c'était rue des Ecoles, il revenait d'Israël [octobre 1969]. Il manifestait beaucoup d'enthousiasme pour ce pays. »

Propos recueillis par Patrick Kéchichian

Christine Jordis
Bali, Java, en rêvant

ÉDITIONS DU ROCHER

Christine Jordis
Bali, Java, en rêvant

« Un véritable enchantement du lecteur »
Daniel Arsand, *Le Monde*

Les filles de Shanghai

LES BONBONS CHINOIS

de Mian Mian.
Traduit du chinois
par Sylvie Gentil,
éd. de l'Olivier, 320 p.,
130 F (19,82 €).

SHANGHAI BABY

de Zhou Weihui.
Traduit du chinois
par Cora Whist,
éd. Philippe Picquier,
300 p., 120 F (18,29 €)
(en librairie le 16 mars).

Peut-être faudrait-il d'abord revoir *Suzhou River*, de Lou Ye, ce film à la gloire de Shanghai et d'Alfred Hitchcock, cette version chinoise de *Vertigo*. On y baignerait dans un siècle d'histoire et de déchets. On y observerait une sirène blonde dans l'aquarium d'un bar miteux. On se laisserait emporter par une histoire d'amour fou, et puis, soudain, l'ironie amère du narrateur couperait court à toute forme de romantisme. On avait voulu croire en l'espèce de torpéur voluptueuse dans laquelle baignait le film. Erreur. Il ne faut jamais faire confiance aux images – et à la volupté moins encore.

Cette morale en forme de matraque, deux jeunes romancières shanghaiennes, aussi difficiles à distinguer que les héroïnes de *Suzhou River*, nous l'assènt dans deux romans autobiographiques d'une impudeur revendiquée, comme si, ayant enfin gagné le droit de parler d'elles-mêmes, elles étaient bien décidées à laminer les stéréotypes concernant la femme

Deux jeunes romancières chinoises, Mian Mian et Zhou Weihui, mettent leur âme à nu et racontent leur folle jeunesse à Shanghai

chinoise en mettant leur âme à nu. Du coup, en les lisant, on perçoit mieux encore sur quelle hypocrisie criminelle reposait le maoïsme auquel tant d'intellectuels français donnèrent leur caution sans se soucier de l'esthétique consternante qu'il imposait.

Le printemps de Shanghai, donc. Et, pour l'annoncer, une jeune beauté asiatique de trente ans, Mian Mian, qui a intitulé son roman : *Les Bonbons chinois*. Il s'ouvre par cette question : « Pour quoi mon père me forçait-il à regarder la Joconde et à écouter des symphonies ? » Etre forcée, pour le meilleur ou pour le pire, c'est déjà être condamnée. Mian Mian l'est. Sa copine se suicide. Et quand son professeur de lycée veut lui faire avouer qu'elle lit *Le Cœur de la jeune vierge*, un roman pornographique qui raconte l'initiation sexuelle d'une gamine délurée, elle sait que ce roman, c'est elle qui l'écrira, la haine au cœur, haine contre ses parents, haine contre les intellectuels et les artistes



Mian Mian

qui veulent la convaincre qu'il y a quelque chose à espérer, quelque chose à aimer. Elle n'est pas sottée à ce point. Elle sait d'instinct que les bonbons chinois ont un goût amer de cyanure.

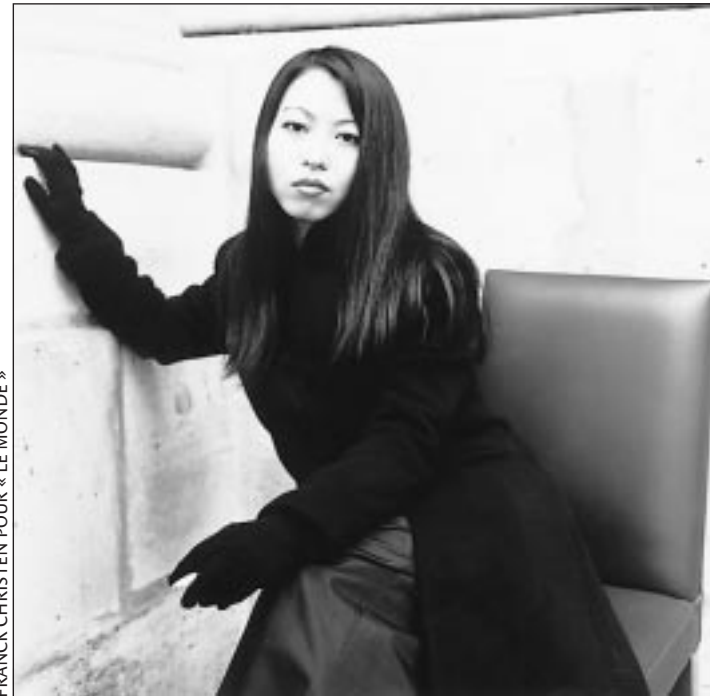
Au lycée, elle a vite pigé que l'amour est « une illusion de la troisième cigarette ». Plus tard, quand ses amants la caressent, elle se demande ce qu'est l'orgasme. Réponse : l'orgasme, c'est celui que tu n'as jamais eu. Mian Mian est ce que les psychologues appellent « une adolescente à problèmes ». Une de ces filles qui ont envie de se suicider rien qu'en se brossant les dents. Une de ces filles qui élaborent des plans d'une minutie incroyable pour mettre fin à leurs jours. Paumée certes, mais d'une lucidité tranchante. Ses descriptions de la garce shanghaienne type valent le détour : elles se vendent par vanité, vous racontent tout doucement leur malheur, au point de ne plus savoir elles-mêmes où est la vérité. « Et avec ça, championnes pour simuler l'orgasme et la frénésie des sens. »

Au jeu de la vérité, Mian Mian est imbattable : à vingt-cinq ans, elle aspire à laisser un beau cadavre et ouvre le gaz. Raté. Elle est folle du musicien le plus sexy de Shanghai. Foireux. Elle se drogue et baise avec n'importe qui. *No satisfaction*. De toute façon, « seuls les chieurs ont une chair, seuls les

faibles parviennent à jouir et seuls les cons regardent la télé », proclame-t-elle avec esprit. En garce déçue, elle n'est pas mal, Mian Mian. Elle dit de son écriture qu'elle n'est qu'« une sorte d'effondrement ». Mais quand elle raconte Shanghai, avec ses phrases en forme de désespoir, on l'envie. D'irrésistibles voluptés gisent au fond de son enfer.

Un de ses potes la traite de « petite comme malheureuse ». On pense alors à Louise Brooks, qui avait intitulé son autobiographie *Mémoires d'une petite conne*. Elle l'avait déchirée. On s'en consolera en lisant celle de Mian Mian : le mythe de la gamine délurée, de la petite peste, de la flapper (1) à l'esprit libre signifiant son mépris des conventions et son empressement à envoyer voler ses boots dans sa quête des plaisirs trouve un prolongement inattendu à Shanghai. « Les gens comme moi qui passent leur temps à se suicider n'y arrivent jamais. » Mian Mian, comme Louise Brooks, pense n'être arrivée à rien. C'est avec ce « rien » que la littérature existe.

Si Mian Mian incarne le type de la paumée ou de la révoltée, Weihui représenterait plutôt celui de la mondaine ou de l'érudite. Fille d'un professeur d'université, diplômée de la prestigieuse université de Fudan, elle n'évolue pas dans le même monde que celui de Mian Mian, même si l'on croise dans les



Zhou Weihui

deux romans des personnages emblématiques du Shanghai branché, comme l'excentrique maquilleur homosexuel Fei Pingguo. « Si Shanghai possède ce romantisme insolite et cette authentique poésie, c'est grâce à des individus comme nous », note-t-elle avec cette délicate présomption si caractéristique de la jeunesse dorée. Weihui ne manque pas d'aplomb : elle vit avec un jeune artiste chinois impuissant qui l'idolâtre, mais elle baise rageusement avec un Allemand qui roule dans une Buick rutilante et qu'elle imagine volontiers en SS. « Eh oui, précisez-t-elle, les femmes aiment avoir dans leur lit des fascistes dont les bottes de cuir résonnent à leur oreille. »

Weihui considère Henry Miller comme son père spirituel, et n'a qu'une terreur dans la vie : s'enlanger. A l'opposé de Mian Mian, elle utilise sa culture pour donner un peu plus de piment à sa vie. Persuadée que « la seule beauté crédible est liée au morbide », vénérant Dostoïevski et Van Gogh, elle se pâme devant les abîmes sans jamais céder aux vertiges. En revanche, elle est parfois saisie par le démon de l'explication, ainsi quand elle nous assène que les femmes sont menteuses par nature, et ne recule pas devant les clichés : « Contaminés par la civilisation industrielle, nos jeunes corps mouchetés de rouille s'oxydent et

nos âmes perdent tout espoir d'être sauvées un jour. » Je ne sais pas si l'âme de Weihui sera sauvée un jour par la littérature, mais je ne serais pas surpris qu'elle mène une double vie de professeur d'université et de femme de lettres.

Ce n'est bien évidemment pas ainsi qu'elle se rêve. Elle aime les fleurs, ce qu'elle juge vulgaire, mais aspire à se voir dans son miroir comme « une fleur empoisonnée ». Un proverbe asiatique dit que la fleur de lotus ne s'épanouit que dans la boue. Si la confession de Mian Mian nous fascine, c'est que, comme *Suzhou River*, elle charrie de la boue et des déchets. Celle de Weihui s'inscrit déjà dans une révolte codée et lyophilisée, dans une culture de la morbidité dont les tics agacent. Même si, par ailleurs, découvrir la vie sentimentale d'une jeune Shanghaienne incapable de tomber amoureuse d'un garçon qui ne connaîtrait pas au moins dix proverbes originaux, cinq citations décisives de philosophie et plusieurs grands musiciens demeure un plaisir d'autant plus exquis qu'il nous a été longtemps refusé.

Roland Jaccard

(1) Le terme américain *flapper*, qui remonte aux années 1920, provenait de l'habitude particulièrement qu'avaient alors les filles émancipées de se promener avec leurs caoutchoucs débouclés en claquant des pieds.

Livraisons

● LES LUMIÈRES DE HONG-KONG, de Wang Anyi

Fille d'une célèbre femme de lettres opposante à la « bande des quatre » (Ru Zhijuan), Wang Anyi, quarante-sept ans, fit scandale à la fin des années 80 à cause d'une trilogie romanesque consacrée aux désordres amoureux et à une sexualité féminine libérée des carcans. Dans *Les Lumières de Hong-Kong*, elle dépeint les voyages rituels d'un natif de Chinatown dans la ville des pulsations ténébreuses. L'Américain Laowei est partagé entre deux séductrices : Kaidi la Taïwanaise à voix rauque et sensuelle, et Fengjia la Chinoise exilée après la tragédie de Tiananmen, aux maquillages pourpres et toilettes extravagantes. Chacune a son histoire, chacune son rêve : Hong-Kong, éternel rendez-vous pour nuits effervescentes, devient, pour l'amant comme pour les deux femmes fatales, le théâtre de « pêches en eaux troubles » et de « quêtes dans le noir » (traduit du chinois par Denis Bénéjam, éd. Philippe Picquier, 190 p., 118 F [17,99 €]).

● POUR QUI TE PREND-TU ?, de Chi Li

Médecin, puis éditrice, Chi Li, quarante-quatre ans, observe ici avec ironie les problèmes matériels et les souffrances morales d'un clan familial déboussolé par les mutations socio-économiques des années 1990. Un personnage de vieux sage note à la fin, en entendant le héros désenchanté jurer par ses « couilles » : « On pourrait considérer qu'il s'agit d'une locution négative employée par les jeunes citadins d'aujourd'hui avec une connotation d'autodérision, équivalente à l'anglais "No". » (Traduit du chinois par Hervé Denès, Actes Sud, 156 p., 89 F [13,57 €]).

● UNE FILLE POUR LA FAIM, de Hong Ying

Fille d'ouvriers, Hong Ying, trente-neuf ans, exilée à Londres, avait évoqué, dans *L'Été des trahisons*, ses révoltes, politique et sexuelle, réprimées et bafouées à l'heure de Tiananmen (Seuil, 1997). Délirant le roman, elle revient ici sur son itinéraire : enfance misérable dans la province de Sichuan, obligation d'être « rouge de la tête aux pieds » sous l'hypnose maoïste, idylle enflammée avec un professeur d'histoire qui s'achève dramatiquement. A la recherche de ses origines et d'un homme mystérieux qui l'observait à la sortie de l'école, Hong Ying découvre un bouleversant secret de famille et brosse de sa mère un portrait admiratif. Poignante saga (traduit du chinois par Nathalie Louisgrand, Seuil, 400 p., 139 F, [21,2€]).

● PASSION MÉTISSE, de Tan Xuemei

Autobiographie romancée, ce récit retrace le douloureux périple d'une métisse Chinoise née de mère allemande : considérée comme une étrangère, traitée de « bâtarde » à l'école, elle se jette dans la révolution et la construction du socialisme, s'égare dans plusieurs passions amoureuses. Histoire des désillusions d'une contemplative, candide romantique déçue par son mariage avec le Parti, blessée par ses « anges gardiens blancs », et qui fait lentement l'apprentissage de toutes les libertés. Agée de soixante et onze ans, Tan Xuemei est aujourd'hui française. Elle a enseigné à l'université Paris-VII jusqu'en 1995 (traduit du chinois par Wang Jiann-Yuh, éd. Bleu de Chine, 250 p., 139 F [21,19 €]).

● LA FILLE DE L'ASCENSEUR, de Ye Mang

La première nouvelle écrite par Ye Mang, quarante-huit ans, fut jugée trop subversive pour être publiée. Il dut attendre la fin de la révolution culturelle pour voir reconnu son talent d'observateur satirique. Son attachement pour les gens simples, malmenés dans une société dépravée, s'exprime joliment dans l'histoire de cette jeune chômeuse qui, engagée comme liftière, se retrouve régulièrement face à face dans l'ascenseur avec la volcanique maîtresse de son mari, et meurt dans l'indifférence générale. Dans « Une journée harassante », une autre victime, ouvrière dans une fabrique de produits alimentaires, et risée de ses collègues, subit quotidiennement la promiscuité agressive des transports en commun, avant de s'effondrer chaque soir de fatigue (traduit du chinois par Lü Hua et Jacqueline Guyvallet, Bleu de Chine, 122 p., 119 F [18,14 €]).

● DICTIONNAIRE DE LITTÉRATURE CHINOISE, coordonné par André Lévy

Rééditée en poche, cette somme n'a, hélas, pas été réactualisée depuis 1994. La note consacrée à Gao Xingjian, par exemple, omet son œuvre romanesque publiée en France (PUF, « Quadrige », 430 p., 98 F [14,94 €]).

J.-L. D

Comme un parfum de soufre

Censure, scandale, provocations... Les sœurs ennemies Mian Mian et Zhou Weihui arrivent en France après avoir fait souffler une tempête dans les milieux littéraires chinois

Quand Mian Mian fend les nappes de fumée du *Cotton Club*, les mains jaillissent de la rangée de tabourets. Elle est ici. Coco, un Hunanais travesti, rouge à lèvres et boucles d'oreille, la prend par la taille avant de grimper sur scène : sa voix jazzy agonise de mélancolie. Mèche en demi-bol, voix rauque et gainée d'un noir d'encre, Mian Mian s'apprête de nouveau à hanter la nuit de Shanghai, dolotera au seuil de l'après-midi sa petite Tian Tian (douce-douce), écrire peut-être, pour sûrement à la prochaine *rave party* dont elle est la grande prêtresse en ville. L'underground shanghaien s'électrise au rythme de ses facéties. Là est le monde de Mian Mian. Elle est une grande sœur pour cette jeunesse désaccordée, ivre de techno, sexe aisé et came déjà tyrannique, aussi éloignée de Mao que des rebelles de 1989. Elle les a précédés à fleur d'abîme. Elle fait corps avec ces derniers rejets du post-maoïsme même si elle n'écrit pas pour eux mais pour elle-même. Pour se « sauver ». « J'écris pour ne pas mourir. »

Mian Mian (*Les Bonbons chinois*) mais aussi Zhou Weihui (*Shanghai Baby*) arrivent donc en France un an après avoir fait souffler une tempête sur le Landernau littéraire chinois. On n'avait jamais vu cela depuis le hooligan des lettres Wang Shuo, chroniqueur du demi-monde au parler crû des années 1980. Les deux romancières

sentent le soufre, c'est sûr. Elles campent une jeunesse urbaine très antisociale, errant de bars en boîtes de nuit, s'éprouvant dans la drogue, la sexualité ou le ménage à trois. Le délit en « nihilisme », « décadence » et « vulgarité » est suffisamment constitué pour que les censeurs aient grondé. Les deux romans ont été interdits au printemps 2000, ce qui eut pour effet de doper les ventes – sous le manteau – de chacune : 500 000 exemplaires pour *Shanghai Baby* et 100 000 pour *Les Bonbons chinois*. La controverse a enfiévré les forums de discussion Internet, y compris celui du *Quotidien du peuple* où les partisans des proscriètes ont vidé leur courroux.

ACCUSATION DE PLAGIAT

Le scandale a enflé à mesure que les deux jeunes Shanghaiennes, loin de faire cause commune dans l'adversité, s'entre-déchiraient à cruelles dents. Mian Mian accuse Zhou Weihui de l'avoir plagié. « Elle a utilisé ma propre souffrance », s'indigne-t-elle. Peut-on, en effet, être si différent ? Dévastée par le suicide d'une copine sous traitement psychiatrique, Mian Mian fugue, sombre dans la drogue, déchoit dans le sordide avant de se réhabiliter dans la désintoxication. Elle est aujourd'hui « sauvée » mais la marge reste sa vraie patrie. Elle ne joue pas. Les rapports avec les journalistes colleurs d'étiquettes sont parfois houleux.

Du reste, elle ne se tient pas pour un véritable écrivain. Elle ne

se flatte de nulles lettres de créances. Elle avoue ne lire que « deux ou trois romans par an ». Son mentor chinois, c'est sans conteste Xu Xing, autre poète de l'errance, dont le seul livre *Le Crabe à lunettes* (Julliard) l'a embrasée. Elle cite aussi Ginsberg, Genet et Duras, très vaguement : elle ne les a que feuilletés. Elle est fille du son plus que du verbe. Les rythmes rock l'habitent : Janis Joplin, Jim Morrison, mais aussi les punks. Son livre est un cri de rage.

Zhou Weihui, c'est l'anti-Mian Mian. Issue du sérail académique, elle est une jeune femme plutôt sage, même si elle ajuste le geste théâtral et la provocation d'esthète. Lors d'une fête en l'honneur de la sortie de son livre *Cris perchants de papillons*, elle s'est tatouée le bras de papillons et s'est mise à arracher les pages du roman en poussant des cris. Elle exposa aussi, lors d'un *happening* avant-gardiste, sept slips blancs où était imprimée une nouvelle, assortie de sa photo en guise de signature. Elle est à l'origine du scandale qui excite aujourd'hui la curiosité, un brin gourmande, autour de sa génération.

Ce sont les pages chaudes de *Shanghai Baby*, où l'héroïne jouit d'un homme d'affaires allemand, qui ont soulevé l'ire des procureurs. On raconte que le passage a été lu à voix haute par un hiérarque, grimace de dégoût à l'appui, lors d'une réunion dans les hautes sphères de l'appareil de propagande : moralisme mais aussi – et peut-

être surtout – orgueil patriotique offensé. Une fois Zhou Weihui bannie, les commissaires ont continué dans leur élan en frappant Mian Mian. Ce fut certes le sésame de la célébrité, mais l'épreuve fut pénible pour Zhou Weihui, poursuivie par des psychopathes baveux lui promettant de laver l'affront national.

Mais qu'importe le scandale ! Qu'importent les éclats entre les deux rivales ! L'essentiel est ailleurs. Dans le cratère en fusion qu'est devenue la scène littéraire chinoise : Mian Mian et Zhou Weihui (on pourrait aussi citer Ge Zi, Zhu Wenqin ou Zhou Jieru) illustrent une langue de braise qui se nourrit de l'alchimie sociale dont la Chine est le théâtre abasourdi. Femmes de soufre, urbaines cosmopolites mais surtout génération nombriliste, saturée du social et dégrisée du politique. L'erreur, en Occident, serait de conclure trop hâtivement que ces auteurs sulfureux incarnent une dissidence. Ils n'ont que faire de la politique : ils seraient même enclins à rejeter dans le même sac apparatus du PC et contestataires démocrates. Ils n'ont nul message. Ils sont à mille années-lumière de la génération de la « littérature des cicatrices », obsédée par la Révolution culturelle. Ils ne l'ont pas connue. Ils sont nés dans les années 1970. Ils ont grandi dans une Chine mercantile et amnésique. C'est *no future*, mais surtout *no past*. Seuls leur importent le présent et... leur cher ego.

Frédéric Bobin

Nicolas Fargues facétieux et lucide

Au fil d'un chassé-croisé cocasse entre Montreuil et Saint-Germain-des-Prés, l'auteur du « Tour du propriétaire », nous offre, plus que le portrait de sa génération, une fresque grinçante sur notre société

DEMAIN SI VOUS LE VOULEZ BIEN de Nicolas Fargues. POL, 304 p., 120 F (18,29 €).

Il y a tout juste un an, Nicolas Fargues débutait avec un joli pied de nez à certains jeunes romanciers de sa génération – il est né en 1972 –, et plus largement au milieu littéraire parisien et à la critique. En effet, avec *Le Tour du propriétaire*, la nouvelle recrue des éditions POL prenait pour cible les premiers romans suffisants, étriés, tournant à vide à force de circonvolutions autour d'un « je » désenchanté. Toutes choses auxquelles, Alex, son héros, apprenti-écrivain, n'allait pas échapper. Dans les pas de ce jeune homme, faussement distancé et narcissique, parti en Indonésie pour tenter d'échapper à ces effets de mode, Nicolas Fargues manifestait un esprit brillant (trop parfois) de dérision pour ne pas dire d'autodérision. Cette « épreuve » du premier roman n'était pas achevée que déjà, non sans ironie, le facétieux auteur et son double annonçaient la suite : « Un vrai roman, avec des phrases plus courtes, de l'imagination, du suspense et des rebondissements, et non pas un second premier roman, non pas une nécessité de trop régler tous ses comptes avec [soi]-même avant de s'autoriser enfin, le plus simplement du monde, à écrire le monde tel qu'il est ; pas une prudente autoexplication de texte de plus, mais un vrai roman de la maturité ».

La maturité, voilà bien l'un des sujets qui préoccupent, sans qu'ils l'expriment toujours, les personnages principaux de *Demain si vous le voulez bien*. Archétypes, pour la plupart, de ces grands enfants « fin de siècle », enfants de la pub et de la télé, faussement désinvoltes, envahis, à l'approche de la trentaine, par l'ennui et le désenchantement. Ils sont les produits d'une « génération ni vraiment irresponsable – leurs



JOHN FOLEY/OPALE

parents –, ni trop adulte – leurs grands-parents –, si émue de se retrouver sur leurs chansons des générations de l'île aux enfants, de Candy ou de Capitaine Flam, leur bon vieux temps à eux ». Sans passé, sans histoire, promis à un avenir incertain, ils naviguent au gré des fantaisies d'un auteur qui aime à multiplier les perspectives, les angles et les points de vue autour, parfois, d'une même action. Ainsi celle qui ouvre le livre par une banale scène d'agression dans une supérette n'est pas la

moins réussie puisqu'elle permet, de façon originale, d'introduire chapitre après chapitre les protagonistes.

Et tout d'abord Jérôme, jeune Marseillais, fraîchement débarqué à Paris pour tenter sa chance avec en poche « un peu plus 3000 francs (457, 34 euros) en liquide (...) une photo de Janet à l'Estaque (...) un Tom Wolfe en édition de poche américaine, un walkman à cassettes, lesdites cassettes enregistrables sans boîtiers, marquées au feutre (...) – Björk,

Cabrel, Radiohead, Jonasz... » et l'adresse d'un ami à Montreuil. Là, aux côtés d'Olivier et de Tiphaine – promus accidentellement futurs parents –, notre candide nonchalant va découvrir un échantillon de la bohème techno-branchée – apprenti-écrivain, concepteur de sites web, DJ... – reconnaissables à leur « streetwear moite et chiffonné, baskets DeShop, Geda, ou Cat odorantes, baggy G-Star canna-bisseux, T-shirts-pyjamas DDP ». Ou, selon les termes d'un éminent représentant d'une presse « jadis branchée » : la relève culturelle parisienne. Au cours d'une interview de cette faune bigarrée, on se délectera – ou, c'est selon, on encaissera – du portrait très corrosif dudit journaliste.

Sur l'autre rive – version has-been-chic-Saint-Germain-des-Prés-Normal-sup – Agathe. Détachée de tout – sauf d'elle-même –, la jeune femme n'attend plus rien d'une vie dominée par l'ennui, les introspections complaisantes et les bavardages stériles avec ses congénères. Jusqu'à jour où son regard va se porter sur Juste, vigile zairois dans la supérette déjà citée. Charmée par une situation qui bouscule son quotidien et ses idées toutes faites, séduite surtout par un homme différent qui enfin lui ouvre les yeux sur l'Autre, la Belle va peu à peu succomber aux charmes étranges de cette passion naissante. Enfin, à l'écart de ses chassés-croisés turbulents et cocasses : François. Figé dans le souvenir d'un amour trahi et les images d'un Paris d'autrefois, cet enfant du baby-boom, arrivé trop tard dans un siècle vieux, finira par rompre avec une époque qui ne laisse plus de place à la mémoire.

Au fil des rencontres, des idylles ou des ruptures, des renoncements ou des réussites, Nicolas Fargues, nous offre, avec ce « vrai roman », plus que le portrait d'une génération désenchantée, une fresque féroce sur notre société.

Christine Rousseau

La maladie des jours

A fleur de plume, Michèle Lesbre décrit le quotidien de deux femmes aux prises avec le passé

NINA PAR HASARD de Michèle Lesbre. Seuil, 169 p., 85 F (12,96 €)

Les personnages des romans de Michèle Lesbre ne sont jamais des héros mais des femmes et des hommes ordinaires ballottés par une existence dont ils n'ont même pas choisi le décor. Ils habitent la tristesse et leurs rêves ne les portent pas plus loin que leur quotidien. Seule, parfois, la révolte les sort d'eux-mêmes et offre des couleurs à la grisaille environnante. Ce n'est sans doute pas un hasard si Michèle Lesbre a situé l'action de *Nina par hasard*, son cinquième roman, à Wattrelos dans le nord de la France. Des mines de charbon, il ne reste que la nostalgie des anciens mineurs silicosés, et la plupart des usines textiles ont fermé. Suzy travaille dans l'une des dernières en activité. Sa fille Nina s'étiole, quant à elle, à tripoter des cheveux et des crânes dans un salon de LIV-coiffure.

Michèle Lesbre nous fait partager l'intimité de ces deux femmes d'un vendredi à un lundi. Quatre jours ordinaires durant lesquels le passé viendra dicter sa loi à un présent d'une pesanteur insoutenable. Ce passé a souvent le visage de Ricco, l'ancien amant de la mère, qui la quitta lorsque cette dernière, jusqu'alors soumise à sa sensualité, s'emancipa en participant à une grève provoquée par les humiliations qu'inflige aux ouvrières un contremaître qui note dans un petit carnet les fantasmes sexuels que ces corps à la tâche lui inspirent. Delplat, le patron de Ricco divin, ne s'intéresse pas à son troupeau. Les ouvrières de son usine n'ont pas de visages. Ce ne sont que des dos courbés.

Ce pourrait être sinistre, étouffant ; il n'en est rien, grâce à l'effi-

cacité du style de l'auteur dont les phrases simples teintées d'humour noir font mouche et masquent une sensibilité à fleur de mots. Michèle Lesbre est particulièrement attentive aux regards de ceux qui espèrent encore « quelqu'un qui n'arrive jamais ». Elle explore leurs gouffres pour déceler en eux un souffle de vie ou de déraison. Michèle Lesbre a raison de trouver désolant les être trop raisonnables. Ils ont déjà versé un acompte à la mort et ils ne le savent pas. Tristes entre les tristes.

Si la mère a « l'amour dans la peau », la fille attend qu'un inconnu éveille ses sens. Son copain lui ressemble trop. Ils se connaissent depuis l'enfance et il aurait pu être son frère. Elle refuse cette consanguinité de l'ennui et rompt avec cet adolescent prolongé qui souffre d'incontinence lacrymale. Sa mère la déçoit aussi. Elle en a plus qu'assez des conseils que Suzy lui griffonne sur un bout de papier avant de partir au « *chagrín* ». Elle aimerait qu'elle lui écrive : « *Envole-toi, ma chérie, envole-toi, laisse tomber la coiffure, rêve, gaspille ton temps, c'est si bien.* »

Nina se console auprès d'Arnold, un vieux commerçant, fou de Tchekhov, qui lui explique que la vraie vie c'est au théâtre qu'elle la trouvera, une fois le rideau de la scène levé. A l'usine ou au salon de coiffure, aucun rideau ne se lève et tous les personnages restent en coulisse. A jamais.

Michèle Lesbre soigne particulièrement les seconds rôles de ses romans. De Micky qui dit « *Je suis SDF, sans désespoir fixe* » à Louise qui se suicidera en se jetant sur la machine où, des années durant, elle s'était abîmée, nombreuses sont les ombres qui peuplent *Nina par hasard*, un livre dont les sortilèges ne s'effacent pas quand la lecture en est achevée.

Pierre Drachline

Leiris vaincu par le merveilleux

Au côté de son essai avorté sur le Merveilleux, paraît la correspondance de l'auteur de « L'Age d'homme » avec Jean Paulhan

LE MERVEILLEUX de Michel Leiris. Edition établie et annotée par Catherine Maubon, Didier Devillez Editeur (BP 13 1000 Bruxelles 1), 92 p., 100 F (15,24 €)

CORRESPONDANCE 1926/1962 de Michel Leiris et Jean Paulhan Ed. Claire Paulhan (85, rue de Reuilly, 75012 Paris), 244 p., 180 F (27,44 €).

Un des plaisirs procurés par les éditions de correspondances « mineures » et d'écrits du second rayon est de se présenter avec un beau luxe d'érudition et de qualité graphique. Depuis quand n'a-t-on pas dû délicieusement couper un livre avant de le lire ? C'était indispensable pour prendre connaissance de l'essai avorté de Michel Leiris sur *Le Merveilleux*. En 1926, Leiris, qui vient de se marier et doit gagner de l'argent, entre en contact avec le célèbre couturier parisien Jacques Doucet, mécène, collectionneur, qui a engagé, quatre ans plus tôt, André Breton comme conseiller artistique et bibliothécaire. Le couturier aide les surréalistes, Aragon et Desnos lui ont déjà fourni, contre émoluments, des projets et des dossiers, sur la littérature contemporaine, sur l'érotisme. Leiris, pour 300 F par mois, propose à Jacques Doucet un travail sur le « merveilleux », vaste et imprécise notion chère aux surréalistes.

Leiris a déjà publié ses textes les plus significatifs de la période surréaliste, et en a écrit d'autres qui n'ont pas vu le jour, comme *Le Forçat vertigineux*, qui finit, comme le souligne Catherine Maubon, sur une « tonalité dysphorique ». Au moment où il tente de transformer son désir d'imaginaire et d'évasion en objet d'étude, « *Leiris finit par détruire l'objet jusque-là inconditionné de son désir* ». La pauvreté de la définition qu'il don-

ne du merveilleux dans la vie frappe d'autant plus que le seul exemple concret qu'il propose, suivi d'un etc., est celui de la « *marche sans brûlure sur des pierres chauffées à blanc* », alors qu'il a désigné *Le Merveilleux* comme « *l'inconnu dans l'homme, la lueur d'absolu qu'il tire de son essence et projette sur les ternes relations qui se font jour dans son esprit, par les pores de son corps* ».

On est loin du ton exalté qui résonne (un peu creux) dans l'ouverture de l'essai : « *C'est aux dernières limites du possible, sur les confins les plus lointains des apparences, à l'extrême pointe vers laquelle convergent toutes les directions confondues, voire même au-delà, dans cette région où ne peut plus se rencontrer que la conjecture audacieuse ou bien plutôt l'étonnement sans mesure, que s'effectue la plus profonde et la plus énigmatique peut-être des démarches que tente l'esprit de l'homme, celle par qui s'élabore secrètement le Merveilleux* ». Très conscient qu'il ne pourra tenir à ces hauteurs en énumérant les apparitions du Merveilleux dans la vie (« *tous les paroxysmes, dans l'aventure, dans le crime, dans l'amour, ou dans l'exaltation morale des grandes périodes révolutionnaires* »), Leiris met sa verve à terrasser « *la cadavéreuse oppression rationnelle, bref tout ce que peut résumer ce terme encore mystérieux et imprécis : la SURREALITÉ* ». Il annonce, avec quelque détail, le projet de chercher les manifestations du Merveilleux dans la littérature, où il reconnaît qu'il a plus de chances de la rencontrer. Suit une bibliographie, où sont vantés notamment Herder et sa quête des « *bonds de pensée* », Novalis pour son goût du « *mystérieux et décousu* », Nodier pour son rôle pionnier dans l'étude du fantastique, et Bernard Fay pour cette phrase de 1921 : « *La fiction m'ennuie. Cela seul est le merveilleux qui donne encore à jouer à mon imagination et déjà sollicite mon désir* ».

Jacques Doucet acquiesce, en demande davantage, Leiris s'exécute

et envoie quelques feuillets hâtifs sur le Merveilleux « moderne », où sont surtout vantés Nerval, Rimbaud, Jarry, mentionnés Cami et Roussel, et portés aux nues, sans développement, Maldoror et Fantômas. Cette fois, le couturier trouve la pièce un peu courte, et met fin à la manne. Leiris, par une lettre du 14 décembre 1927, reconnaît qu'il n'a pas lieu d'être satisfait de son essai, qui demande encore beaucoup de travail. En réalité, il ne s'y intéresse plus, le Merveilleux est devenu ce qu'il appellera beaucoup plus tard « *ce mot si lumineuse qu'il m'aveugle* », et cet essai avorté a été son travail de deuil de sa relation avec André Breton. Désormais, il prendra d'autres voies pour annexer l'imaginaire à la vie : l'Égypte, l'expédition Dakar-Djibouti.

La correspondance avec Paulhan, faite de lettres pour la plupart très courtes, est avant tout un document sur la vie littéraire des années 20 à 60, les deux hommes ne s'y livrant que peu, Paulhan, parce que ce n'est pas dans ses façons, Leiris parce qu'il le fait ailleurs et reste très strict dans l'expression de ses sentiments. Pourtant les deux couples étaient liés, les femmes s'entendaient bien. L'Occupation allemande les rapproche. Ils furent quelque temps séparés après la Libération, Leiris n'approuvant pas l'indulgence prônée par Paulhan à l'égard des écrivains collaborateurs.

Avant la guerre, c'est sur la question de la taumachie dans les lettres que les deux écrivains règlent leurs visées et trouvent dans la discussion le point d'équilibre de leurs relations. Après, on assiste à la naissance éditoriale de *Biffures*, de *Fourbis*. Paulhan toujours encourageant, rassurant, Leiris à son habitude tourmenté. L'annotation superbement érudite par Louis Yvert fait de cette correspondance une passionnante traversée de la littérature des années centrales du XX^e siècle.

Michel Contat

Folies de deuil

APRÈS d'Anne Terral. Stock, 138 p., 79 F (12,04 €).

Des allusions, des fantasmes, des visions, de la peur, une bête qui crie, une petite fille qui crie... Une drôle d'histoire... C'est en effet un étrange récit que celui d'Anne Terral dans son premier roman, mystérieux et curieusement prenant. On voudrait comprendre cette petite fille à la fois dure et blessée qui tente de raconter ce qui lui arrive, de manière hachée. Petite fille solitaire que quelque chose étouffe et qui parvient à communiquer au lecteur cette sensation.

Elle habite une campagne qui n'est pas nommée, probablement une ferme et il y a eu, dans sa courte vie – elle n'a pas encore neuf ans –, un séisme : la mort du père. Un suicide ? Peut-être. Ce qu'Anne Terral décrit très bien, l'attitude de ce père angoissé et angoissant, ressemble à une violente dépression : « *Papa avait quelque chose de coincé à l'intérieur, quelque chose qui ne passait pas* ». Tout cela était arrivé après la mort de la grand-mère, qui avait provoqué l'explosion de la famille.

L'enfant aussi a quelque chose de coincé à l'intérieur, qui ne passe pas. On l'emmène au cimetière tous les mercredis et elle reste de glace. Sa chambre est devenue son refuge, elle a fait dans son lit une drôle de prairie – découverte par hasard par quelqu'un qui n'ose rien dire –, elle lit des contes de fées cruels, sans doute pour échapper à la cruauté du réel. Anne Terral, malheureusement, n'a pas su finir son livre, qui reste comme en suspens sur une scène émouvante.

Josyane Savigneau

Livraisons

● **TOUT LE MONDE FAIT L'AMOUR**, de Pascale Clark
A l'âge où ses copines font l'apprentissage des choses du sexe et collectionnent les baisers, Clara fait mentir les statistiques. Elle a cinq ans de retard sur Maud qui « *arbore les conquêtes en pendentif* » et sur Gertrud que les garçons font éclater en sanglots. Autiste en flirts, crispée, craintive, cette préposée à passer les disques dans les boums observe donc les mésaventures de ses amies en protégeant son corps fortissime et se méfiant de ses costumes de séduction. Sa recherche de « *sa prise mâle* » la conduit chez une sexologue. Le premier roman de l'actuelle titulaire de la revue de presse matinale sur France Inter a du nerf, du ton, une ironie, qui la posent en petite sœur prometteuse de Katherine Pancol (Albin Michel, 206 p., 89 F [13,57 €]) J-L. D.

● **GENS DU SAULE**, de Vân Mai
A l'heure où « *la ficaille planétaire débarquée du Nouveau Monde* » s'apprête à plier bagage, une fille de dragon et un officier GI passent leur dernière nuit ensemble. Elle, dernière survivante d'un clan décimé par la guerre, égrène les horreurs de son passé à l'amant américain : ses parents embrochés sur un fil de fer lorsqu'elle avait 8 ans, à Diên Biên Phu ; la disparition de ses frères, sœurs et mère adoptive dans son village d'orphelins et de mutilés ; ses premiers pas d'apprenti guérillero. Un souffle, un lyrisme et une maîtrise impressionnants pour ce premier roman, cocktail explosif de poésie et d'épopée. Tombeau pour 500 000 soldats à la vietnamienne (éd. de l'aube, 210 p., 120 F [18,29 €]). J-L. D.

● **LE GRAND FAKIR**, de Dominique Mainard
Un vieil orphelinat, où les sœurs se barricadent dès qu'arrive, chaque année, les forains. Angèle, la « *fille de la boue et du rat* » : une enfant trouvée, jadis, après le départ du cirque. Madame Lénore, une femme au masque d'ogresse, qui mène une guerre incessante contre l'Amour depuis qu'elle a été la cible impavide du grand fakir des couteaux. Noël, un empaillleur chez qui belettes, chiens et singes montent la garde, figés, dans l'odeur du camphre. Entre ces quatre personnages, rôdent la folie et la mort. C'est une réverie cruelle, une allégorie féroce, presque insoutenable. Mais quelle maestria ! Avant ce premier roman, Dominique Mainard, traductrice, a écrit trois recueils de nouvelles, troublantes, vénéneuses (Joëlle Losfeld, 176 p., 98 F [14,94 €]). M. Pn

ÉVÈNEMENT

Découvrez le nouveau roman de **ARTURO PÉREZ-REVERTE** sur www.seuil.com

du 7 au 28 mars
deux chapitres à télécharger

Seuil



**ET QUE RIEN
NE TE FASSE PEUR...**

**Le combat
d'une princesse tibétaine
(Sorrow Mountain)**
d'Ani Patchèn
et Adelaïde Donnelley.
Traduit et adapté
de l'anglais par Carisse Busquet,
Nil Editions, 330 p.,
139 F (21,19 €).

TIBET LE PAYS SACRIFIÉ

(The Fate of Tibet)
de Claude Arpi.
Traduit de l'anglais
par Claude B. Levenson,
préface du Dalai-lama,
Calmann-Lévy, 326 p.,
140 F (21,34 €).

LE TIBET DE LA MÉMOIRE

de Michel Faucheux.
Ed. Philippe Lebaud, 232 p.,
128 F (19,51 €).

On connaît cette vieille histoire de l'homme en croix à qui l'on demande s'il souffre et qui répond : « *Oui, mais seulement quand je ris.* » Si la croix n'était pas indissociablement liée à l'histoire du christianisme, ce pourrait être une histoire bouddhiste. Et particulièrement tibétaine. Aucun peuple en effet ne se trouve aujourd'hui dans la situation d'écrasement et de joie mêlés qui caractérise les Tibétains. Du côté de l'écrasement : le pays occupé et dominé par la Chine depuis 1950, les monastères détruits, l'économie défectueuse, l'avenir assombri par les colonies chinoises de peuplement, la chape de plomb de la terreur pesant sur la résistance intérieure, l'indifférence internationale à peu près constante, en tout cas dans la réalité des politiques étatiques et des pressions diplomatiques. Du côté de la joie : la sérénité jamais perdue, l'espoir toujours résolument tenace, la ferveur secrète habitant le pays malgré les coups, l'organisation des réfugiés en Inde, en Europe, aux Etats-Unis, la sympathie des opinions de par le monde, la survivance, voire l'expansion, en exil, des croyances et des pratiques millénaires du bouddhisme tibétain. La diffi-

*Que sont devenus ceux
qui osèrent combattre
la domination chinoise ?
Comment l'histoire des
relations internationales
a-t-elle conduit à cette
longue occupation dans
l'indifférence
presque générale ?
Quelle fut l'image du
Tibet dans la culture
occidentale ?*

culté ne réside pas dans ce constat, simple à effectuer. Ce qui est déconcertant, c'est de comprendre combien ces deux faces ne sont pas disjointes. Elles ne cessent de coexister constamment. Au point qu'elles paraissent presque parfois se fondre, pour ne plus former qu'une seule réalité douce-amère.

On s'en rend compte en lisant le récit de la vie d'Ani Patchèn. Cette femme courageuse fut successivement princesse, nonne bouddhiste, chef de groupe armé, prisonnière des Chinois pendant plus de vingt ans, longuement torturée avant d'être condamnée aux travaux forcés. Elle parviendra à fuir Lhassa et à traverser à pied les Himalaya, à cinquante-six ans, en rassemblant toute l'énergie d'un corps presque épuisé par une vie de souffrances. Elle habite et prie depuis une dizaine d'années à Dharamsala, en Inde, auprès du Dalai-lama. L'écrivain Adelaïde Donnelley l'a fait parler, et a composé ensuite un texte où se combinent les propos authentiques et des sources diverses. Le résultat aurait pu paraître artificiel. C'est un texte admirable, un de ceux, très rares, qui donnent le sentiment de rencontrer véritablement un univers humain différent de celui qui est habituellement le nôtre. Ce livre n'est pas seulement un témoignage sur la résistance, physique et spiri-

tuelle, des Tibétains à l'occupation chinoise. Il est aussi comme une voie d'accès à une forme particulière d'organisation des pensées et des émotions.

Quand la jeune fille découvre que, malgré son choix de devenir nonne, son père a décidé d'arranger pour elle un mariage sans lui en parler, elle prend la fuite avec un vieux serviteur. A son retour, ses parents ont compris, et elle fera comme si rien n'était. Cette première rébellion inaugure une longue série. Cet extraordinaire mélange d'action radicale et d'humble douceur marque toute la vie d'Ani Patchèn. Comme une inflexible faiblesse. Ce qu'il y a de profondément émouvant dans ces pages tient aussi au fait que l'héroïne n'est pas héroïque

Tibet martyr souriant



tout le temps : il lui arrive d'éclater en sanglots, ou d'avouer par exemple qu'elle ne parvient pas entièrement à ne plus en vouloir aux Chinois. Elle porte sur elle-même un regard d'une lucidité sans tache, et pas dénué d'humour. De la ténacité sans rien de crispé, du courage dépourvu de tout sentiment de supériorité. Une manière simple de traverser l'horreur sans défaillir, un léger sourire aux lèvres sous les larmes, peut-être est-ce cela aussi la voie bouddhiste.

Encore faut-il comprendre comment le Tibet en est arrivé à cette situation. Pour saisir par quels cheminements de la politique internationale, du XVIII^e siècle à nos jours, ce pays qui fut solide et souverain s'est retrouvé isolé et affaibli, il

convient de lire le livre de Claude Arpi. L'ouvrage est remarquablement documenté, et parfois aride comme un sentier himalayen. On y découvre les méandres d'une histoire très compliquée, faite de luttes intestines autant que de conflits extérieurs, où il se peut que les Tibétains aient appris que le pire peut arriver mais ne dure pas toujours. On apprend également en lisant Claude Arpi combien le Tibet a sous-estimé, au XX^e siècle, la nouveauté et la puissance du monde moderne. Cette ignorance et les erreurs d'appréciation qui lui sont liées ont contribué à l'affaiblissement du pays qui a conduit à son invasion. Aujourd'hui, une étrange lutte de civilisation se mène sur le Toit du monde : Lhassa, la ville mythique, la

Jérusalem d'Asie, est couverte de constructions en béton, de baraques modernes et de bordels innombrables. Suffira-t-il que le temps passe, dans l'indifférence générale ? Dans quelques générations, les habitants du Tibet, qui se prosternent aujourd'hui devant des cadres vides parce que les images du Dalai-lama leur sont interdites, auront-ils tout oublié ?

Le risque existe. Nul ne saurait tout à fait l'écarter. Il paraît faible. Car le Tibet vit dans les têtes, un peu partout dans le monde, d'une manière impossible à extirper, comme le montre l'intéressant ouvrage de Michel Faucheux. En contrepoint de la situation contemporaine, il a choisi de retracer quelques-unes des principales étapes de la découverte de la culture tibétaine par les Occidentaux, du Moyen Age à nos jours. Cela nous vaut la description, haute en couleur, d'un bon nombre de folles équipées. Missionnaires, linguistes, cartographes, explorateurs patentés, aventuriers éperdus s'épuisent dans les tempêtes de neige et le rêve d'atteindre Lhassa, longtemps interdite, sacrée, protégée, fermée à tout étranger. On voit progressivement se constituer le mythe d'un centre secret du monde : sous le Potala, le palais des dalai-lamas, se trouveraient une grotte immense, un lac sacré, des archives originaires possédant le fin mot de toutes les énigmes où nous nous empêtrons. D'autres ont imaginé que le Tibet renferme en quelque vallée inaccessible l'assemblée invisible des sages gouvernant le cours du monde.

On peut sourire de ces délires. Se contenter de hausser les épaules. On peut aussi s'interroger sur leur signification possible. Il apparaît alors que le Tibet n'est pas simplement un haut plateau perdu dans les neiges. C'est également un pays insituable, un des noms de l'autre versant de la réalité, celui où l'on ne parvient jamais et qui porte à continuer sans cesse. C'est pourquoi les destructions et les menaces n'en viendront jamais à bout. Rêve de l'âme et rendez-vous des psychonautes, il est impossible à tenir militairement. On évitera d'en tirer la conclusion que pour le libérer il n'y a rien à faire.

livraisons

● LE VOYAGE DE MARCUS, de Christian Goudineau

L'obsession de la référence, les exigences de la note de bas de page, interdisent à l'historien, qui se doit de récuser le détail vraisemblable mais non documenté, de donner à son récit la chair, la couleur, les odeurs de la vie. Christian Goudineau n'a pas hésité à sauter le pas et à confier au roman ce que le livre érudit lui interdisait. De là est né ce roman illustré qui apparaît à bien des égards comme un « Tour de Gaule » non par deux enfants mais par un fils et son père, celui-ci en campagne électorale : il vise la grande prétrise de l'autel du confluent à Lyon. Nos deux héros donnent à voir à leurs correspondants divers une Gaule vivante, variée, bigarrée, qu'une série de dessins aide à mieux percevoir. L'information historique est, bien sûr, impeccable et ceux qu'ennuient les livres d'histoire trouveront là, sous forme de récit de voyage et d'aventures, un tableau séduisant de la Gaule au II^e siècle (illustré par Jean-Claude Golvin, Actes Sud-Errance, 392 p., 149 F [22,71 €]). **M. Sa**

● LES JEUX DES GRECS ET DES ROMAINS, de Wilhelm Richter
En 1891, le jeune Marcel Schwob ne publie pas que l'admirable *Cœur double*. Cet « érudit dédaigneux du programme », porté par une passion pour la philologie, la littérature et la vie privée des Anciens, traduit avec le fils de l'helléniste Michel Bréal le « classique » de Richter. Pour tout savoir des jeux de l'arène, du combat naval, du geste commun au discobole et au bouliste, des joutes poétiques et athlétiques. Avec une trentaine d'illustrations du temps et une langue aux charmes sans âge (traduit du latin par Marcel Schwob et Auguste Bréal, Le Promeneur, 184 p., 98 F [14,94 €]). **Ph.-J. C.**

COSMOS, CHAOS**ET LE MONDE QUI VIENT**

de Norman Cohn.
Traduit de l'anglais
par Gilles Tordjman,
éditions Allia, 380 p.,
120 F (18,29 €).

Pendant des milliers d'années, les hommes ont cru immuable le monde dans lequel ils vivaient. Ce monde n'était certes pas parfait : des guerres, des maladies, des périodes de sécheresse ou d'inondation le perturbaient à intervalles réguliers. Les divinités maléfiques étaient toujours à craindre. Heureusement, elles trou-

A l'origine des fanatismes

L'historien Norman Cohn remonte aux racines – zoroastriennes, selon lui – de toutes les doctrines messianiques et apocalyptiques

vaient en face d'elles d'autres divinités – bénéfiques, celles-là – qui leur livraient un rude combat, si bien qu'au fil du temps la situation finissait par se redresser, permettant la reprise des activités quotidiennes jusqu'à l'apparition d'une nouvelle crise. Telle était, par exemple, la conviction des peuples qui habitaient, il y a cinq mille ans, le Croissant fertile. Cette conviction nourrissait, à son tour, une idéologie sociale et politique dont le trait caractéristique était l'immobilisme : ainsi va le monde aujourd'hui, ainsi continuera-t-il à aller dans les siècles des siècles. Inutile de vous révolter...

Plus à l'est, dans le nord de l'Inde actuelle, l'idéologie en question était également partagée par les envahisseurs indo-européens qui, au cours du deuxième millénaire avant notre ère, migrèrent des steppes du sud de la Russie vers les plaines de l'Indus et du Gange. Bref, d'un bout à l'autre de ce qui était alors le monde « civilisé », la même conception cyclique du temps, la même croyance au caractère naturel de l'ordre social, la même absence d'espoir en une « amélioration » de la vie (sauf pour une poignée de privilégiés) gouvernaient les religions les plus diverses.

L'hérésie vint d'Iran. Son prophète s'appela Zarathoustra. Contrairement à une légende qui traîne encore, l'homme que les Grecs rebaptisèrent Zoroastre vécut sans doute au XIII^e, et non au VI^e siècle avant notre ère. Il ne prétendit pas fonder une nouvelle religion, mais réformer celle de ses ancêtres. Sa principale innovation consista à poser que, dans l'éternel combat du bien contre le mal, le premier finirait, à un moment donné, par remporter une victoire définitive. A condition, toutefois, que chaque être humain, ici et maintenant, fasse l'effort de s'engager personnellement dans ce combat, en se soumettant à certains rituels – sacrifice en échange duquel il lui serait permis de jouir, lorsque la fin des temps serait venue, d'une immortalité individuelle et bienheureuse.

La prophétie de Zoroastre ne semblait pas avoir, sur le moment, séduit les foules. Aujourd'hui même, les derniers zoroastriens, rebaptisés « parsis », ne sont plus très nombreux à entretenir le culte du feu, incarnation d'Ahura Mazda, divinité du bien. Et pourtant : la simple idée selon laquelle le combat du bien contre le mal aurait un jour une fin (au profit du premier) était, à tous les sens du terme, une idée révolutionnaire. Si, dans la Perse achéménide, elle n'eut qu'un succès limité, elle suscita, en revanche, un écho inattendu dans la minorité juive qui peuplait cet empire. Elle y fut reprise, deux siècles avant notre ère, par une petite secte atypique, celle des Esséniens. Avant de devenir, deux ou trois cents ans plus tard, le slogan d'une autre secte juive, promise celle-là à un glorieux avenir : la secte de Jésus.

Les manuscrits de la mer Morte, découverts à Qumran au lendemain de la deuxième guerre mondiale, représentent notre principale source d'informations sur les Esséniens (qui furent massacrés, en 68 de notre ère, par les Romains). Ils portent des traces indiscutables d'influence zoroastrienne. On retrouve la même influence dans les textes chrétiens du premier siècle, entre autres dans l'Apocalypse. Fallacieusement attribuée à l'apôtre Jean, l'Apocalypse chrétienne ne fut, en fin de compte, qu'une Apocalypse juive parmi d'autres, témoignage des angoisses d'une communauté qui avait perdu ses repères. Les chrétiens ayant mieux résisté à la domination romaine que les Esséniens, leur messianisme – le messianisme de Jésus – devint donc, en quelques dizaines d'années, le messianisme dominant, si l'on peut dire, en Méditerranée, avant de partir à la conquête du reste du monde. On connaît la suite de l'histoire.

Avoir restitué les origines de cette formidable saga demeure, en tout cas, le mérite de Norman Cohn. Dans deux ouvrages antérieurs qui firent date, *Les Fanatiques de l'Apoca-*

lypse et Démonologie et sorcellerie au Moyen Age, le célèbre universitaire anglais s'était intéressé à des aspects peu connus de l'histoire religieuse de l'Europe, notamment au besoin que les communautés médiévales avaient éprouvé de « purifier » le monde par l'annihilation de certaines catégories d'êtres humains (juifs, hérétiques ou sorcières) considérés comme incarnant le mal et systématiquement « diabolisés ». Il ne lui restait plus qu'à retrouver l'origine culturelle d'un tel « besoin » de purification. Il semble que ce soit chose faite : la conception du monde comme champ de bataille à l'intérieur duquel les forces du bien, depuis longtemps opposées à des forces du mal presque aussi puissantes qu'elles, doivent s'efforcer de remporter, en un ultime assaut, la victoire absolue n'est pas, si l'on peut dire, tombée du ciel. Elle procède logiquement des croyances apocalyptiques des premiers chrétiens, elles-mêmes dérivées des doctrines zoroastriennes. Même si les spécialistes des origines du christianisme sont encore loin de s'accorder sur ce point, il semble bien, cependant, que la thèse de Cohn soit, en l'état actuel des connaissances, la plus convaincante.

Elle possède, en outre, l'intérêt de nous faire réfléchir sur les conséquences humainement désastreuses des doctrines apocalyptiques, quelles qu'elles soient. Croire que l'histoire a un sens transcendant, qu'elle aura une fin messianique, que les « bons » triompheront à jamais tandis que les « méchants » seront à jamais exterminés, bref croire qu'il y a des « bons » et des « méchants » et que les premiers prendront un jour leur revanche sur les seconds, n'est-ce pas la croyance la plus dangereuse qui soit ? Il suffit, en tout cas, de songer à toutes les tentatives d'extermination de masse auxquelles elle a donné lieu dans l'histoire, et particulièrement au XX^e siècle, pour mesurer l'ampleur des crimes sur lesquels elle peut déboucher.

Christian Delacampagne

Dans le cadre du 21^e Salon du livre
le Prix Le Monde de la recherche universitaire - IV^e édition
sera décerné le vendredi 16 mars, à 16h 30
au Forum des auteurs - hall 1 - stand L140,
Porte de Versailles à Paris

Jean-Marie Colombani et Edgar Morin, en présence du ministre de l'éducation nationale, **Jack Lang**, dévoileront les noms des lauréats de la quatrième édition du Prix Le Monde de la recherche universitaire.

A cette occasion **Mireille Delmas-Marty, Françoise Héritier, Jean-Pierre Changeux, Yves Coppens, Alain Renaut et Pierre Rosenberg** témoigneront de leur parcours de chercheur : leurs enthousiasmes, leurs doutes, les affres d'un premier livre...

Héroïque Gaulois

Dans un essai aussi palpitant qu'informé, Christian Goudineau revient sur un destin devenu légende. Autopsie du mythe Vercingétorix

LE DOSSIER VERGINGÉTORIX de Christian Goudineau. Actes Sud/Errance, 346 p., 149 F (22,71 €).

Vercingétorix portait-il la moustache ? », interroge la bande de l'éditeur. Question moins futile qu'il n'y paraît, car en elle repose une part essentielle de l'imaginaire populaire relatif au chef gaulois. Indifférent à l'actualité cinématographique qui a attiré récemment l'attention sur l'Arverne à l'occasion d'un triste navet, Christian Goudineau nourrissait depuis longtemps un projet : célébrer en 2001 le centenaire de la parution du *Vercingétorix* de Camille Jullian, pour lequel il éprouve une sincère et profonde admiration. Ce souci de mémoire et d'hommage nous vaut un livre exceptionnel, aussi palpitant que le meilleur des romans policiers, aussi vivant, imagine-t-on, qu'une visite des lieux évoqués en compagnie de l'auteur, aussi savant qu'on est en droit de l'attendre d'un professeur au Collège de France, mais témoignant sans cesse d'une facilité d'expression et, par moment, d'une sorte de gouaille jubilatoire. Ceux qui croient savoir s'apercevront qu'ils savent bien peu, et ceux qui ne savent rien découvriront avec enchantement comment naît un mythe et combien peu nous échappe l'histoire véridique du premier de nos héros nationaux.

Naturellement, je me garderai bien de dévoiler la réponse à la question posée plus haut mais on peut assurer le lecteur que la réponse est donnée, vers la fin comme il se doit. En réalité, le livre de Goudineau se révèle double. Les deux cents premières pages constituent une magnifique enquête sur la création du héros national dans le courant du XIX^e siècle. Partant de presque rien, un nom de chef arverne dont l'existence n'est cependant

pas douteuse (des monnaies portent son nom), des hommes au premier rang desquels se trouvèrent Amédée Thierry (le frère d'Augustin) et Henri Martin hissèrent sur le pavois de l'Histoire un Vercingétorix dont la légende s'enfla tant qu'aucun art ne put échapper à sa glorification. Goudineau, qui a tout lu, cite en quantité de larges extraits des poèmes, récits historiques, contes pour enfants ou pièces de théâtre à la gloire du héros, sans oublier les travaux des historiens. Héros d'ailleurs ambigu car, si son courage, voire son panache, n'est mis en cause par personne, le clivage est net entre ceux qui en font le héros malheureux d'une indépendance celtique regrettée, et d'autres qui se réjouissent plus ou moins ouvertement de l'échec de ses ambitions, qui auraient pu empêcher l'œuvre civilisatrice de Rome. Mais au fur et à mesure que le XIX^e siècle avance, le profil change, comme se modifient les enjeux. Comment concilier la vision d'une Gaule heureusement civilisée (telle que la présente Lavissee) mais vaincue, et le patriotisme que l'on cherche à insuffler à une nation riant de revanche sur l'Allemagne triomphante de 1870 ? On devine devant quel dilemme se trouvaient les historiens scrupuleux, mais néanmoins patriotes, comme l'étaient Jullian et tant d'autres. Au naif Ernest Lavisse, « *Les Gaulois étaient des barbares, mais ils étaient braves, intelligents et gais* », sympathique mais peu exaltant, répond donc Camille Jullian, « *Tous les Gaulois ont aimé Rome sans oublier la Gaule... Le génie des Gaulois a su vivre dans la patrie romaine* », qui exprime, au fond, avec des termes d'un autre âge, une analyse que des historiens d'aujourd'hui ne sont pas loin de partager et qu'exprime la notion de « gallo-romain ».

La deuxième moitié du livre consiste en une analyse serrée des textes et des vestiges archéologiques. Pour ne pas tomber dans le

piège du livre érudit qui eût rompu avec le ton libre et vivant de la première partie, Goudineau a eu l'idée de se transformer en juge d'instruction ou en inspecteur de police, convoquant à la barre tous ceux qui pouvaient éclairer son enquête. Il recueille ainsi directement le témoignage des meilleurs spécialistes des monnaies comme des fouilles d'Alésia et de Gergovie, tandis qu'en historien il scrute les textes anciens, en relève les divergences, en propose une lecture cohérente. Si le mythe Vercingétorix en sort quelque peu écorné – à commencer par l'incroyable scène de la reddition devant Alésia –, le personnage historique y prend une épaisseur qui est celle de la vie même, révélée par le contexte archéologique, quasi inconnue lorsque écrivait Jullian. Des textes cités en abondance, de très nombreuses illustrations, à la fois d'étonnantes gravures et sculptures du XIX^e siècle et des documents archéologiques, ajoutent au plaisir de la lecture et à la qualité de la démonstration. Oui, vraiment, la dévotion de Goudineau pour Jullian est une chance pour nous tous, et le dossier qu'il nous soumet condamne au bac des bouquinistes la quasi-totalité des innombrables livres qu'amateurs et spécialistes ont consacrés au vaincu d'Alésia.

Maurice Sartre

★ Distinguons, dans le flot de publications récentes, le très honnête *Vercingétorix* de Paul Marius Martin (Perrin, 260 p., 139 F [21,19 €]) et les deux publications des éditions de La Différence, *Merdre à César* (192 p., 138 F [21,04 €]), réédition augmentée d'une étude – parue en 1994 – des écrits gaulois rassemblés, traduits et commentés par Jean-Paul Savignac, qui livre parallèlement un court volume bilingue de poèmes composés en gaulois, *Le Chant de l'initi*, mis en regard d'encres de Philippe Canal (96 p., 98 F [14,94 €]).

Un nouvel Astérix sous le sceau du secret

Aucun lancement de bande dessinée n'aura bénéficié d'autant de temps, aucun scénario n'aura été aussi jalousement tenu secret. *Astérix et Latraviata*, trente-et-unième épisode de des aventures du petit Gaulois, devrait être mis en vente mercredi 14 mars. Huit millions d'exemplaires ont été imprimés par deux entreprises belges, dont trois millions d'albums pour le marché francophone (France, Suisse, Belgique), le reste est réparti entre l'Allemagne – Astérix y est depuis longtemps couronné de lauriers –, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, les Pays-Bas, le Royaume-Uni mais aussi, hors de l'Union européenne, le Brésil ou l'Argentine. C'est bien le moins pour un héros de BD qui a vendu 300 millions d'albums et qui parle 107 langues ou dialectes.

Pour autant, le mystère d'*Astérix et Latraviata* restera complet jusqu'au jour J – c'est en tout cas ce qu'espère l'éditeur et distributeur. Les albums sont entreposés dans des hangars du groupe Hachette (diffuseur et distributeur de cette publication des éditions Albert-René), dans le centre de la France. Grâce à la conférence de presse donnée à Rennes, par l'auteur, Albert Uderzo, en février, on sait que l'histoire a lieu dans la capitale bretonne (appelée Condate à l'époque gallo-romaine), que Latraviata est une belle Romaine qui pourrait remettre en question le célibat d'Astérix et d'Obélix et que ceux-ci ont des parents. Rennes a célébré l'événement en accueillant Uderzo avec un menhir, en faisant cuire un chaudron place de la Mairie, et en organisant une bataille de poissons...

Le lancement d'*Astérix et Latraviata* (44 p., 56 F [8,53€]) a débuté en juin 2000. Les opérations marketing représentent 7,5 millions de francs, dont la moitié en publicité sur les lieux de vente destinée aux hypermarchés, librairies et même tabacs.

Yves-Marie Labé

Du village à l'empire

Sous forme de récit, une histoire romaine qui allie avec bonheur plaisir de lecture et érudition

HISTOIRE ROMAINE
T. I : Des origines à Auguste
Sous la direction
de François Hinard,
Fayard, 1076 p., 250 F (38,11€).

A force de se considérer comme une science – ce qu'elle est incontestablement –, l'histoire a modifié sa manière de s'offrir à ses lecteurs, accumulant références, justifications, argumentaires, démonstrations. Quand elle ne tombe pas dans le travers du jargon pour initiés, rien de cela n'est complètement illégitime, et, comme toute discipline vivante, l'histoire renouvelle au fil du temps ses méthodes et ses modes d'exposition. Mais le risque existe qu'elle se coupe du large public pour lequel la lecture des travaux des historiens ne cesse d'être indispensable alors même qu'elle devient plus difficile.

François Hinard et ses complices, Dominique Briquel, Giovanni Brizzi et Jean-Michel Roddaz, ont pris le parti d'aller à contre-courant des tendances actuelles en privilégiant le seul récit au détriment de tout appareil critique et scientifique. Car l'histoire se constitue autant par les faits qu'elle établit que par la manière dont l'historien les met en scène et les interprète : la forme même du récit contribue à l'élaboration scientifique, par le choix des mots et des concepts. En livrant au public un récit dépouillé des justificatifs habituels, les auteurs ravivent sans aucun doute le lecteur honnête homme, à la recherche d'une histoire romaine qui soit d'abord une histoire.

Car c'est bien ce qui frappe d'emblée : les quatre auteurs nous racontent une magnifique et passionnante histoire, celle qui conduit un modeste village d'une région peu favorisée et marécageuse de l'Italie centrale à la conquête du bassin méditerranéen tout entier. Singulière aven-

ture, et qui nous tient en haleine pendant plus de 1 000 pages. En privilégiant le seul récit, les auteurs ne renoncent ni à l'érudition ni à l'exposé des difficultés et des débats. Mais tout cela se coule dans la forme du récit, fait corps avec lui de telle sorte que la lecture n'en est jamais ralentie ou obscurcie. De même, les textes anciens sur lesquels se fonde une partie de notre connaissance n'apparaissent que sous la forme de citations plus ou moins longues parfaitement intégrées au corps même de l'ouvrage. Aucun aspect de l'histoire de Rome n'est laissé de côté, et chacun, selon ses goûts ou ses attentes, pourra se plonger avec délices dans l'analyse des mythes fondateurs, les Guerres puniques, les crises politiques de la République finissante, la description des institutions romaines et mille autres sujets.

On ne résume certes pas un tel livre et il y a toujours quelque injustice à mettre en évidence tel passage plutôt que tel autre, mais on invitera le lecteur à se plonger dans les pages que Dominique Briquel consacre à « la nuit du V^e siècle ». En quelques pages, nous voilà singulièrement éclairés sur la démographie comme sur la situation militaire régionale, l'évolution du droit (c'est l'époque de la loi des XII tables) et celle de la société. On pourrait multiplier les exemples de ces mini-synthèses parfaitement réussies, sur l'hellénisme à Rome, la conquête de l'Orient ou les Guerres civiles, qui, par leur variété même, soutiennent l'intérêt de la lecture.

Une trentaine de cartes et plans, une bibliographie commentée avec précision et regroupée à la fin dans l'ordre des chapitres, un index des noms propres d'hommes et de dieux, une chronologie, autant d'instruments qui aident encore à ce que ce livre soit accessible à tous.

M. Sa.

Trois sociétés impérialistes en miroir

Par le prisme de l'histoire sociale, Christophe Charle a entrepris de comparer l'évolution de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la France entre 1900 et 1940. Une démarche ambitieuse, un pari réussi

LA CRISE DES SOCIÉTÉS IMPÉRIALES
Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée de Christophe Charle
Seuil, « L'Univers historique », 610 p., 170 F (25,92 €).

Passer au crible d'une histoire comparative l'évolution des sociétés allemande, britannique et française entre 1900 et 1940, telle est l'ambition de Christophe Charle dans un ouvrage qui approfondit et élargit ses travaux antérieurs. La démarche consiste à risquer « le pari d'une histoire sociale là où dominant encore trop souvent, même quand la préoccupation structurelle existe, des questionnaires largement dérivés d'une vision politique de l'histoire ». De fait, regrettant ce qu'il appelle la « tyrannie du politique sur l'histoire contemporaine » – une histoire dont la cohérence s'effrite à mesure que l'écoulement du temps change le rapport aux deux cents et quelques années qui la composent –, l'auteur plaide pour une démarche comparative qui esquisse « un premier pas en vue de changer notre propre regard sur nous-mêmes ».

Pour cet « essai d'histoire sociale comparée », l'auteur forge le concept de « sociétés impériales ». Dotées de traits communs (population, taille, poids économique), elles exercent une domination territoriale et culturelle, fondée sur un idéal national partagé, ancrée dans une langue et une culture communes transmises par l'école. Convaincues que les valeurs qu'elles portent leur assignent une place éminente, ces sociétés développent un impérialisme culturel sans fard. Le vrai danger qui guette est la concurrence entre ces entités conçues

sur le modèle de l'Etat-nation que leurs caractéristiques distinguent radicalement des sociétés austro-hongroise, ottomane et russe. Selon Christophe Charle, les interactions de ces trois « sociétés impériales » expliquent, pour l'essentiel, l'enchaînement des catastrophes qui jalonnent la période 1900-1940. Avec une question connexe : « Comment et pourquoi ces trois sociétés ont-elles réagi différemment face à des conjonctures similaires ? »

Pour tester la validité de son interprétation, l'historien décortique d'abord les composantes et dynamiques sociales à l'œuvre dans les trois pays. Dans l'Allemagne impériale dominent les corporatismes et une aristocratie dont



Christophe Charle

Né en 1951, ancien élève de la rue d'Ulm, Christophe Charle est professeur à l'université Paris-I et à l'Institut d'études politiques de Paris. Elève de Maurice Agulhon et proche de Pierre Bourdieu, ce spécialiste reconnu est un tenant d'une approche qui intègre les concepts et acquis des autres sciences sociales à une démarche historique. Il est l'auteur d'une *Histoire sociale de la France au XIX^e siècle* (Seuil, 1991, rééd. 2001), qui fait référence, et avait déjà commencé à explorer la veine comparative dans *La République des universitaires 1870-1940* (Seuil, 1994).

aucune réforme n'amende le processus de sélection et de contrôle. En France, terre d'élection de l'idéal républicain de fraternité, les mesures sociales ne sont pas à la hauteur de celles qu'adoptent, pour conforter l'ordre établi et juguler la pression ouvrière, les deux sociétés impériales rivales. Au Royaume-Uni, l'inégalité est pourtant massive, l'aristocratie toute-puissante, la démocratie chemine par des voies discrètes mais sûres.

Ce tableau brossé, on peut aborder la crise rampante qui éclate au grand jour avec la Première Guerre mondiale. L'Union sacrée interne à chaque société

impériale face à ce défi inouï conduit à s'interroger « sur les dynamiques sociales responsables de ce sursaut commun, pour le meilleur et pour le pire ». Des pratiques, chronologiquement et socialement décalées, mais généralisées (fécondité, éducation, etc.) à toutes les classes, ont été un facteur puissant d'intégration nationale. Le rôle des imaginaires nationaux n'a pas été moindre. Défendre son pays, c'était préserver une terre, une culture, un système politique. C'était aussi protéger des repères mentaux, des représentations propres à chaque espace national, des « mythes sociaux communs ». En Allemagne, la légitime défense et l'Etat protecteur. Au Royaume-Uni, la liberté sans

tes soucieuses de restaurer l'ordre libéral.


La paix rétablie, chacune des trois sociétés fait l'amère expérience de « l'impossible pacification ». La démocratie sociale et politique de la République de Weimar échoue à cause de la conjoncture économique défavorable et du retour de bâton de forces sociales dominantes, qui se ressaisissent après le désarroi des lendemains de défaite. Confrontés à de multiples difficultés, les groupes sociaux sont en quête de nouveaux principes identitaires que le système politique peine à fournir. Face à la crise, c'est une fuite en avant vers les solutions extrêmes. Même trouble en France avec une « république enlisée » dans la crise sociale et nationale des années 1930 qui se traduit par une paralysie interne et une alarmante faiblesse diplomatique. En regard de ces deux crises radicales, la Grande-Bretagne fait plutôt bonne figure.

Cette histoire connaît un tragique épilogue avec la « société impériale nazie » qui passe « de la destruction des autres à l'auto-destruction ». Et, bien sûr, avec l'effondrement français de 1940 et le prodigieux sursaut du Royaume-Uni, « exemplaire par son unité nationale dans l'adversité » à qui la victoire, si chèrement acquise, ne garantit pas « une sortie heureuse de la crise ».

Son impressionnante connaissance de trois historiographies prolixes, son souci de prendre ce passé en compte dans toute sa complexité, sa défiance pour « le procès permanent ou la non moins permanente réhabilitation », font de l'essai de Christophe Charle un exercice de haute volée dont il n'est point besoin de partager toutes les conclusions pour en apprécier la rigueur, la probité et la maîtrise.

Laurent Douzou

PRIX AUJOURD'HUI



René RÉMOND

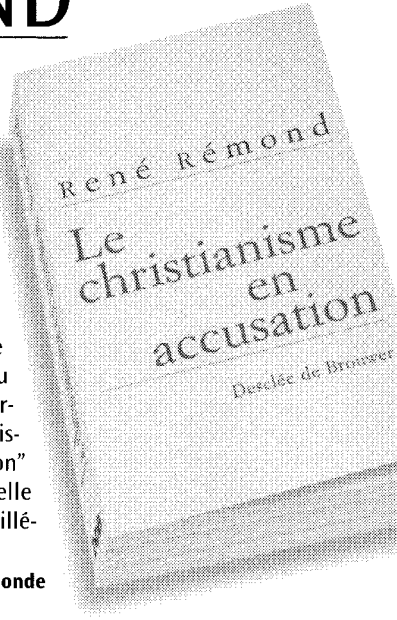
88 F.

« Livre d'un chrétien mais utile à tous ! »
Claude IMBERT - *Le Point*

« Quel scandale pour ce témoin de l'âge d'or du catholicisme d'après-guerre que d'assister, impuissant, à la "marginalisation" politique et intellectuelle d'un christianisme bimillénaire ! »
Henri TINCQ - *Le Monde*

« Pourquoi, quand la course au statut de victime est générale, les catholiques devraient-ils accepter d'être traités en coupables ? Il fallait que quelqu'un se décide à élever la voix, et René Rémond vient de le faire avec mesure et autorité. »
Jacques JULLIARD - *Le Nouvel Observateur*

« Pudique et droit dans ses bottes, tendu comme l'arc par la pratique et l'intelligence de sa foi, René Rémond s'insurge : une culture du mépris s'est installée à l'égard du christianisme. »
Jean-Pierre RIOUX - *Notre Histoire*



Desclée de Brouwer

www.descleedebrouwer.com

DROIT

● par Philippe Simonnot

L'injustice de la justice

LE SENS DE LA JUSTICE

Essai de sémantique sociologique de Patrick Pharo.

PUF, 145 p., 168 F (25,61 €).

Dans *La République* de Platon, le sophiste Thrasymaque démontre avec force arguments que « la justice est à l'avantage du plus fort », de sorte que « l'homme juste est partout inférieur à l'injuste » – à quoi Socrate répond que la justice, qualité intrinsèque de l'âme, fait le bonheur de celui qui l'accomplit, et l'injustice le malheur de celui qui la commet. Sans doute. Mais cela suffit-il à définir la justice ? Le problème posé par les sophistes n'est pas résolu, car il faut bien tenir compte des autres et, comme le remarque Patrick Pharo en ouverture d'un essai particulièrement dense et brillant, « il y a évidemment des cas où il est juste de faire le profit d'autrui et d'autres cas où cela n'est pas juste ». Reste à savoir lesquels, ce qui n'est pas une mince affaire ! Pourquoi respecte-t-on les contrats ? Peut-on les annuler et pour quelles raisons ? Est-ce que les promesses engagent ? Pourquoi obéit-on à des ordres ? Et en quoi un ordre se différencie-t-il d'autres actes directs tels qu'une demande, une offre, une menace, un chantage ? Qu'est-ce que cela veut dire quand on dit du bien ou du mal d'autrui ? ou de vous ? Quid de l'hospitalité envers les étrangers ? Autant de questions tirées de la vie courante contemporaine, qui ont toutes un rapport avec le sens que l'on a de la justice.

Pharo, qui est sociologue, les traite avec une subtilité étourdissante, agrémentant son propos d'exemples de locutions tirées de propos entendus, ce qui est souvent amusant. « Tu as une bonne note, c'est normal », dit un père à son fils : est-ce un compliment ? « Quel beau dessin ! », s'exclame une mère devant l'œuvre informelle de son enfant : est-ce une flatterie ? « C'était pas mal, y a quand même des choses qui ne sonnent pas juste », déclare le chef d'orchestre pendant une répétition : ici, commente notre auteur, l'insincérité possible – comment un chef d'orchestre peut-il se réjouir d'une interprétation qui ne sonne pas juste – affaiblit l'interprétation compliment sans pour autant imposer l'interprétation flatterie. Comme il est difficile de diriger autrui avec justesse sinon avec justice ! Les ordres que peut se permettre de donner un présentateur d'émission télévisée aux personnes présentes sur le plateau, fussent-elles chefs d'Etat, sont d'autres exemples donnés par Pharo de l'importance des situations pour élucider le contenu d'une relation de subordination, mais aussi de l'incroyable flottement de sens des mots les plus usés, au premier rang desquels le juste et l'injuste.

L'actualité, qui fourmille de cas où l'on se plaint, bruyamment ou dans le secret de son malheur, de l'injustice de la justice, est une raison supplémentaire d'essayer de démêler cet écheveau embrouillé depuis la nuit des temps. D'où l'importance d'en revenir aux écrits fondateurs, notamment, une fois encore, à l'*Ethique à Nicomaque*. La justice est ce qui est conforme à la loi, mais la loi en raison de son caractère général ne permet pas de tenir compte des cas particuliers ; elle a donc besoin d'un correctif qui est ce qu'Aristote appelle l'équité, imposant de prendre moins que son dû (Livre V, chap. 10). Il y a de la violence à « prendre ses droits dans le sens du pire », par exemple, à table, faire en sorte de demander exactement son morceau de gâteau ou dans la vie académique réclamer lourdement sa part des honneurs, ou encore sur la route, prendre brutalement sa priorité, quitte à faire une embardée à un autre conducteur. Prendre moins que son dû, vraiment ? Imagine-t-on un condamné demandant à rester en prison au terme de sa peine parce qu'il estimerait que sa libération actuelle n'est pas équitable non pas seulement aux yeux des parents de la victime, mais à ses propres yeux ?

Comme le dit pertinemment l'auteur, s'il y a un doute sur la justice à prendre son dû, il peut tout aussi bien y en avoir un sur le fait de prendre moins que son dû. « Ce dont on aurait besoin », écrit-il, « c'est donc plutôt d'un critère qui permette, chaque fois qu'elles sont en question, de moduler l'application des règles de justice pour tenir compte de leurs conditions d'activation. » N'est-ce pas supposer le problème résolu ? Patrick Pharo ne le pense pas. La solution, estime-t-il, consisterait à traiter la justice non pas seulement comme un bien à octroyer à autrui, mais aussi comme un bien à obtenir du fait d'autrui. Il s'agit de s'en remettre au sens de la justice d'autrui, c'est-à-dire à « mettre l'autre suffisamment en confiance pour qu'il ne se sente ni menacé ni agressé et qu'il soit au contraire enclin à manifester ce qu'il y a en lui de meilleur, qui est précisément le sens logique de la justice ». On va crier à l'utopie. Mais en fait il s'agit d'un comportement tout à fait courant et banal, répond Pharo. Dans une file d'attente, si quelqu'un dit : « Je crois que c'est à vous », non seulement il évite une dispute, voire un pugilat, mais il peut aussi créer une émulation dans le souci d'autrui. Ou encore, devant une caisse, au moment où la caissière s'impatiente parce que le client fouille trop longtemps dans sa poche, une remarque du genre : « Je vous fais perdre votre temps » désamorce la querelle possible. Le principe est ici : « Je m'en remets à vous », sous-entendu à votre sens de la justice. Mais cela ne marche pas à tous les cas, surtout si les deux branches de l'alternative proposée sont trop différentes l'une de l'autre. Vous n'irez pas proposer à un clochard le choix entre habiter chez vous ou coucher sur le trottoir... Plus généralement, l'humilité et la modestie ne sont pas, que l'on sache, des vertus socialement payantes en ce bas monde. Le fait de prendre en compte le sens de la justice d'autrui peut donc aboutir à la situation décrite par le fameux Thrasymaque. Mais peu importe à notre auteur, qui semble en revenir à Socrate, lorsqu'il estime « difficile d'accepter une éventualité normative qui fait le bonheur de l'injuste ». Le juste peut passer pour un idiot, mais cela ne joue pas dans une « estime de soi bien-fondée ». Et si on lui demande d'avalier la ciguë ?

INTERNATIONAL

● par Daniel Vernet

ENTRE LE COQ ET L'AIGLE

Géopolitique du Rhin

d'Alain Howiller.

La Nuée bleue, 190 p., 78 F (11,89 €).

Vous ne l'aurez pas, notre Rhin allemand ! », proclamait le poète au XIX^e siècle pour arracher le fleuve aux convoitises françaises. Aujourd'hui, le Rhin n'est plus qu'une limite naturelle entre deux pays qui effacent peu à peu les frontières politiques, sinon administratives, les séparant. Symbole de cette vocation de passerelle au sens propre comme au sens figuré, le nouveau pont qui doit être achevé au sud de Strasbourg en 2003, tandis que la municipalité projette, avec celle de Kehl, de créer un « jardin des deux rives » de part et d'autre du Rhin. Strasbourg affirme sa vocation de capitale européenne, malgré les tentations bruxelloises des parlementaires et le peu d'empressément manifesté par les autorités parisiennes à mettre leurs actes en conformité avec leurs promesses. L'Alsace est donc à la fois l'acteur et l'illustration de la coopération franco-allemande commencée, après la deuxième guerre mondiale et relancée de manière spectaculaire en 1963 par les traités de l'Elysée entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer.

« Pendant des siècles, disait Pierre Pfimlin, député et maire de Strasbourg, président pendant longtemps du Parlement européen, l'Alsace a été l'enjeu et le champ de bataille des luttes entre deux nations voisines, et elle en est sortie à chaque fois meurtrie dans sa chair et dans son âme. L'Alsace sait qu'à la base de la réconciliation il y a la reconnaissance définitive de l'appartenance à la France de l'Al-

POLITIQUE

● par Thomas Ferenczi

DICTIONNAIRE DU VOTE

sous la direction de Pascal Perrineau et Dominique Reynié.

PUF, 998 p., 698 F (106,41 €).

Le vote est devenu le signe distinctif des démocraties modernes. Des différentes manières de trancher entre plusieurs personnes ou plusieurs opinions, celle qui consiste à recourir au vote plutôt qu'au tirage au sort ou à la décision autoritaire d'un seul a fini par apparaître comme la plus juste et la plus respectueuse des libertés individuelles. Encore a-t-il fallu se mettre d'accord, dans ses divers domaines d'application, sur ses modalités, sur le nombre et la qualité de ceux qui y ont accès, sur l'usage qu'il convient d'en faire. Il a fallu que les électeurs en fassent l'apprentissage et que les détenteurs du pouvoir en acceptent l'arbitrage.

« Acte emblématique de la condition de citoyen », selon Elisabeth Dupoirier, directrice de recherche au Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française), le vote est aujourd'hui, dit-elle, « un fait de civilisation » qui est pour le peuple à la fois un moyen de désigner ses représentants, une manière d'approuver « l'ordre politique légitime », une « procédure de régulation des choix collectifs » et le « vecteur central » de la communication entre gouvernants et gouvernés. Or plusieurs indices suggèrent depuis quelques années une « crise du vote », à travers la chute de la participation électorale dans les démocraties occidentales, l'apparition d'une plus grande « volatilité électorale » de ceux qui votent, le développement de formes de mobilisation différentes.

SOCIÉTÉ

● Philippe Bernard

LA DIFFÉRENCE

de Michel Wieviorka.

Balland, 202 p., 98 F (14,84 €).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN FRANCE...

de Mohamed et Seddik Larkèche. Ed. ENA (4, rue Bellot, 75019 Paris), 208 p., 310 F (47,26 €).

Des ghettos de Chicago à nos « quartiers sensibles », de l'affirmation juive à la « réislamisation », de la Gay Pride au succès du bouddhisme, jamais sans doute le monde n'a produit autant d'identités distinctes, toujours plus mêlées, changeantes, voire conflictuelles. Au point que l'art de vivre ensemble apparaît comme l'un des défis les plus cruciaux du siècle qui s'ouvre. Comment penser la coexistence de ces multiples « différences » dans nos sociétés afin de mieux l'organiser ? Comment traiter les inégalités que génère cette réalité identitaire sans compromettre la démocratie, et même en l'enrichissant ? A ces questions fondamentales, Michel Wieviorka consacre depuis dix ans son activité de sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales. Racisme, populisme, violence : les phénomènes qui ont ébranlé les années 1990 ont été passés au crible par ce défenseur d'un multiculturalisme respectueux des valeurs communes.

Au moment où les discours politiques rivalisaient de simplisme à propos de l'immigration, il a dénoncé l'amalgame entre une question internationale – les migrations – et l'enjeu culturel et social que constitue l'acceptation de la différence. Aujourd'hui, alors que se sont apaisées les querelles sur le front migratoire, il est temps pour lui de poser sereinement cette question du choc des

L'Alsace comme trait d'union

sace et de la Lorraine. Aussi bien l'Alsace peut-elle, sans crainte et sans arrière-pensée, s'épanouir dans la communauté nationale et jouer son rôle de trait d'union. » Les exemples en sont nombreux, depuis les sociétés franco-allemandes qui installent leur siège social en Alsace jusqu'à l'échange de prêtres et de pasteurs des deux côtés du Rhin. 45 % des entreprises étrangères implantées en Alsace sont allemandes, tandis qu'un tiers des entreprises allemandes en France se sont fixées en Alsace.

Toutes les susceptibilités n'ont pas disparu pour autant. Quand on ouvre une usine de boîtes de vitesse, il vaut mieux utiliser la raison sociale de la maison mère américaine General Motors que le nom de sa filiale allemande Opel, qui est pourtant le véritable investisseur. Les Alsaciens et les Lorrains sont depuis longtemps nombreux à aller travailler tous les jours en Allemagne (avec la Suisse, le mouvement a commencé dès les années 1930). En revanche, un nombre croissant d'Allemands, essentiellement des employés et des cadres entre trente et cinquante ans, gardent leur emploi de l'autre côté mais s'installent en Alsace, où ils sont attirés par un coût de la vie plus avantageux. Les migrations ne renforcent toutefois pas le sentiment d'appartenance à une même communauté, car ces voisins s'ignorent le plus souvent. Ils ne sont pas séparés par une langue commune dans la mesure où l'allemand est largement enseigné en Alsace (plus que le français dans le Bade-Wurtemberg, malgré les promesses du gouvernement régional). Mais pourquoi faut-il alors que les premières agences de l'emploi communes à l'Alsace et au Bade-Wurtemberg répondent au nom de « Eures » en anglais dans le texte ?

Une autre difficulté de la coopération franco-allemande de part et d'autre du Rhin tient à la

disproportion des forces en présence. La région Alsace, avec deux millions d'habitants à peine, fait face au Bade-Wurtemberg, qui en compte plus de dix millions et qui a les industries les plus modernes et les plus performantes d'Allemagne. Un de ses anciens ministres-présidents s'était d'ailleurs fait fort de développer les « quatre moteurs de l'Europe » (Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie et... Rhône-Alpes) en oubliant l'Alsace, au grand déplaisir des Alsaciens.

Ce n'était cependant pas suffisant pour réveiller chez ces derniers la crainte d'une hégémonie allemande, a fortiori d'un pangermanisme en actes qui s'est largement estompée, toutes les enquêtes d'opinion en témoignent. 86 % des Alsaciens se considèrent comme des Français comme les autres, et 54 % des Badois les voient ainsi. Adrien Zeller, président de la région, peut donc affirmer : « Il n'y a plus de problème d'identité en Alsace. Les Alsaciens se sentent d'autant plus à l'aise aujourd'hui qu'ils savent que leur situation géographique est désormais favorable. L'Alsacien se sent aujourd'hui profondément français et il s'affirme européen et bilingue. L'autonomie, nous le voyons à chaque scrutin, ne représente pas grand-chose... »

Directeur, rédacteur en chef des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, Alain Howiller a écrit un petit précis de coopération franco-allemande appliquée à l'Alsace. On le lit avec intérêt, mais aussi parfois avec l'agacement que provoque la rencontre dans les livres des défauts inhérents aux journaux réalisés sous la pression du temps.

★ Sur l'Allemagne, voir aussi *La RDA et l'Occident 1949-1990*, sous la direction d'Ulrich Pfeil. Publications de l'Institut d'allemand d'Asnières, 94, avenue des Grésillons, 92600 Asnières.

L'acte du citoyen

C'est au moment où l'acte de voter paraît ainsi remis en question que deux spécialistes de science politique, Pascal Perrineau, directeur du Cevipof, et Dominique Reynié, chercheur dans ce même centre, proposent un *Dictionnaire du vote*, qui a pour ambition de dresser un « bilan » critique de cette pratique plus que millénaire et d'examiner les difficultés de tous ordres qu'elle rencontre à l'aube du XXI^e siècle. Avec près de quatre cents entrées, rédigées par quelque cent soixante-dix auteurs et complétées par un index détaillé, l'ouvrage répond à sa vocation d'instrument de travail utile à tous ceux qui s'intéressent, à un titre ou à un autre, aux divers aspects du vote.

Notices biographiques consacrées aux acteurs les plus éminents de la vie politique, en France (de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac, Jospin...) et, plus rarement, à l'étranger (Clinton, Gonzalez, Kohl, Reagan, Thatcher) ; brefs exposés des travaux des plus célèbres théoriciens, de Jeremy Bentham à Max Weber, en passant par Machiavel, Rousseau ou Schumpeter ; présentation des systèmes en vigueur dans une quarantaine de pays, dont les Etats-Unis et les Quinze de l'Union européenne ; examen des diverses institutions, règles et conditions d'exercice du vote, des modes de scrutin aux effets des médias en passant par les notions d'opinion publique ou de souveraineté populaire : le champ de la recension est assez vaste pour satisfaire les curiosités multiples de quiconque se soucie de la chose publique.

La pratique du vote est-elle en péril ? Non, sans doute, mais il faut savoir en reconnaître les limites. D'abord, le vote n'est pas toujours synonyme de démocratie. Certaines transitions vers la démocratie ont été parfois aussi « des régressions vers une

dictature plus ou moins déguisée », comme l'explique Guy Hermet, directeur de recherche au CERI (Centre d'études et de recherches internationales), en mettant en garde contre « l'illusion électoraliste » qui consiste à croire que « faire voter signifie démocratiser » et à masquer cette réalité que « des despotes peuvent très bien reprendre le pouvoir en vertu du verdict des urnes ».

Ensuite, même dans les démocraties avancées, il est des pouvoirs qui ne tirent pas leur légitimité du vote : ainsi les médias sont-ils désormais, comme le souligne Arnaud Mercier, maître de conférences à l'université de Nice, « un instrument de légitimation du personnel politique », et les autorités élues sont elles-mêmes placées, comme le rappelle Philippe Raynaud, professeur à l'université Paris-II, sous le contrôle de juges constitutionnels qui, « même s'ils sont désignés par des organes "politiques", ne sont pas responsables devant eux ».

Enfin, le droit de vote n'est pas accordé à tout le monde. « Les étrangers, c'est-à-dire les non-nationaux, souligne Catherine Wihlto de Wenden, directrice de recherche au CERI, ont toujours été considérés, au regard du vote, comme des citoyens illégitimes. » Et les femmes, après avoir reçu tardivement le droit de vote, accèdent difficilement aux mandats électoraux.

Comme l'indique Yves Déloye, professeur à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, l'expérience électorale contribue à l'intégration civique, mais elle suppose que l'électeur y croie. « Le rituel de l'acte électoral, ajoute-t-il, ne peut exister que s'il s'appuie sur des croyances individuelles fortes », qui font du vote une pratique « valorisante ». Le *Dictionnaire du vote* est donc à la fois une description du vote et une incitation à voter.

Dans l'espace de la différence

identités, d'interroger cette « différence » qui ne structure plus seulement les relations internationales, mais l'intérieur de nos sociétés. De prendre aussi la mesure de l'universalité d'une interpellation lancée voilà un demi-siècle par les Noirs américains en lutte pour les droits civiques, et prolongée avec certaines revendications nées des mouvements de 1968.

Sous un titre d'une apparente simplicité, Michel Wieviorka, entre sociologie, philosophie et politique, livre à la fois une typologie très argumentée de ces poussées identitaires qui secouent le monde, et une analyse propre à inspirer les politiques publiques destinées à les prendre en compte.

En France, le débat sur ce sujet ressasse l'idée d'un choix inéluctable entre la tradition républicaine d'une stricte égalité aveugle à tout particularisme, et la dangereuse pente du communautarisme à l'américaine. Avec vigueur, Michel Wieviorka exhorte à dépasser cette opposition simplificatrice. D'un côté, parce que le décalage manifeste entre l'égalité et la fraternité proclamées et les discriminations subies par les populations issues de l'immigration illustre les limites du modèle français. De l'autre côté, parce que l'expérience du multiculturalisme dans les pays qui l'ont mis en œuvre n'est guère plus convaincante, en ce qu'elle contribue à figer des communautés, à ethniciser les rapports sociaux. Le choix n'est pas entre abandonner tout particularisme ou s'y enfermer. Il s'agit plutôt de gérer les contradictions entre des identités souvent forgées par l'histoire, les droits de tout citoyen, et les choix des individus.

Ainsi, le mouvement des Noirs américains revendiquant l'égalité des droits a débouché sur des affirmations identitaires, comme la prise en compte de l'histoire de l'esclavage. Ainsi, les nouveaux immi-

grants, forts des solidarités communautaires, s'insèrent économiquement souvent plus facilement que leurs enfants, largement socialisés dans le pays d'accueil, mais stigmatisés et orphelins de l'histoire de leurs parents. Fort du foisonnant panorama mondial des identités qu'il dresse, Michel Wieviorka montre que les expressions de la différence, loin de menacer la société, en sont les produits sans cesse réinventés et pas nécessairement rétrogrades, notamment par le jeu des mélanges culturels et des diasporas. Plutôt que d'alimenter l'idée d'une inéluctable ethnicisation de certaines populations, mieux vaudrait prendre en compte les itinéraires complexes de leurs membres. Limpide dans l'analyse, le livre l'est moins sur les solutions. Mais l'appel du sociologue à reconnaître l'espace des différences comme partie intégrante de l'action publique, s'il est éminemment discutable, ne peut échapper à la réflexion de tous les acteurs.

La nécessité de s'inscrire dans une histoire reconnue par la société d'accueil et l'incessante réinvention des identités destinées à combattre les images déqualifiantes, soulignées par Michel Wieviorka trouvent une éclatante illustration dans l'éloquent livre de photos publié par Mohamed Larkèche, photographe et réalisateur de télévision, et son frère Seddik. Un étonnant album de famille de la réussite maghrébine en France, où sportifs et musiciens côtoient hommes d'affaires, universitaires et médecins, loin des clichés sur les beurs de banlieue à casquette. Fils d'immigrés algériens, les auteurs témoignent de la force puisée dans leur double culture et les sacrifices consentis par leurs parents, tout en avouant leur inquiétude pour la génération suivante. Ces « petits frères » ont la France pour unique référence et n'ont donc aucune raison d'admettre d'être considérés, eux aussi, comme des immigrés.



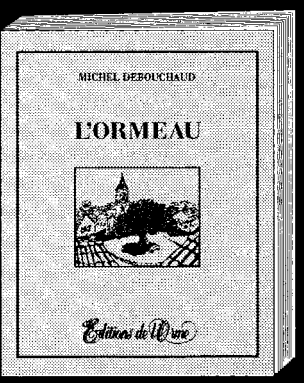
85 F

« Richesses inépuisables, prodigieuse mémoire... Toujours le même enchantement ; "un ravissement" »

Pierre Lance (L'Ère Nouvelle, Novembre 2000)

« Un merveilleux petit livre, écrit avec le cœur. Comment les habitants d'un village sauveront leur ormeau multiséculaire, d'un pylône électrique. »

Nicole Baud (L'Ère Nouvelle)



90 F

Illustrations de Lucie YONNET

Éditions de l'Orme

Distribution Sté Nlle Distique, 28600 Luisant - Fax : 02.37.30.57.12

Portrait de Hollywood en régime dictatorial

L'un des meilleurs critiques américains décrit le fonctionnement de l'industrie du spectacle et de l'information pour formater le goût des spectateurs, aux Etats-Unis et ailleurs

MOVIE WARS

de Jonathan Rosenbaum.
A Capella Books. 234 p., 24 \$.

Attention, voici une histoire d'horreur. Une histoire drôle aussi et, ce qui est moins rassurant, une histoire vraie. L'histoire de ce qu'est devenu le cinéma dans le pays qui se considère, et que le monde considère, comme le plus grand pays de cinéma, celui qui s'impose peu à peu tout autour de la planète comme dépositaire du seul modèle valide en la matière. Cette histoire est grave, elle l'est d'autant plus qu'elle est exemplaire de l'évolution de l'ensemble du statut de la culture, et annonciatrice d'évolutions ailleurs que sur le territoire nord-américain. Cette histoire grave est contée avec verve et précision par l'un des meilleurs observateurs qui soit, Jonathan Rosenbaum, rédacteur au *Chicago Reader*, critique, essayiste, historien, et surtout cinéphile à la fois érudit et enthousiaste, grand savant éternellement curieux.

Son livre est sous-titré « Comment Hollywood et les médias conspirent pour contrôler quels films nous pouvons voir », et c'est précisément ce qu'il démontre. On sourit d'abord de la paranoïa que semble traduire cette nouvelle théorie de la conspiration. Mais, tout en s'abstenant de prétendre que qui-conque dirige ce complot (« Hollywood » n'est pas un homme, ni même, à cet égard, un groupe consciemment organisé), Rosenbaum accumule les exemples qui éclairent le fonctionnement de cet appareil à fabriquer de l'imaginaire, du loisir et de l'opinion - appareil où les médias jouent un rôle essentiel. Le livre montre les compromissions inadmissibles mais généralisées entre le monde du cinéma et la presse, rappelle les intérêts matériels convergents d'entités appart-



Small Soldiers de Joe Dante

nant désormais aux mêmes grands groupes, il pointe la complaisance dont la quasi-totalité des organes de presse (y compris les « grands journaux » réputés sérieux) fait preuve à l'égard de l'industrie du spectacle.

Mais surtout, les situations analysées par le livre mettent en évidence l'identité de nature de ce qui relevait naguère de domaines séparés, l'information et la distraction. Laissons l'art de côté, à

Hollywood, le cinéma a perdu son droit de vouloir être un art au début des années 1920, symboliquement quand le grand patron de Studio Irving Thalberg a eu la peau d'Erich von Stroheim - haut fait pour lequel il était encore salué un demi-siècle plus tard par l'acteur Richard Dreyfus lors d'une remise d'Oscar à Spielberg, comme le rappelle aussi Rosenbaum. Il resta pourtant une apparence de prise en compte d'une

dimension culturelle possible du cinéma de la part de l'intelligentsia, et ses effets en retour sur le monde des films.

En traits acérés, *Movie Wars* montre à la fois combien elle fut superficielle, et à quel point même ce vernis, ou cette caution, a désormais disparu. Au fil des chapitres, il montre le processus d'exclusion de toute existence publique de la totalité du cinéma hors production des majors, et la distorsion délibérée de la demande des spectateurs par le fonctionnement du marketing. Il analyse le système de distribution et celui des salles, décrit l'élimination du cinéma non anglophone, le fonctionnement anti-culturel des institutions ayant en principe la vocation inverse. Et il réfléchit à ce qui, à l'ère de la mondialisation, permet encore de parler d'un cinéma américain.

Puis, partagé entre le fou rire et l'envie de vomir, Rosenbaum étudie en connaisseur les réactions du milieu hollywoodien et des médias au Festival de Cannes. Il explicite la place essentielle tenue, réellement et symboliquement, par le patron de Miramax, Harvey Weinstein, grand manipulateur des sorties, capable d'acheter des films pour les enterrer, voire pour les détruire, et devenu le héros de « Journalistes de cinéma » qui préfèrent les capitaines d'industrie aux auteurs de films. Du cas, canonique, d'Orson Welles, à celui, méconnu, du massacre d'un beau film de Joe Dante, le livre brosse ainsi le portrait d'une organisation à la fois économique et idéologique, dont il désigne la nature et l'enjeu : une nature totalitaire, dont le fonctionnement, au-delà de la désertification artistique qu'elle organise et la culture du mépris qu'elle propage, dénie les fondements même de la démocratie en privant la quasi-totalité de la population de l'accès à des œuvres diverses et ambitieuses.

Jean-Michel Frodon

Positif et incorrect

Hommages à la revue de cinéma créée à Lyon en 1952 par Bernard Chardère, dans une mouvance anarcho-érotico-surréaliste

POSITIF

N° 16 à 31
Mai 1956 - novembre 1959
Jean-Michel Place, 400 F,
60,98 €.

POSITIVES LIAISONS

Correspondance des auteurs
1952-1958,
réunie par Bernard Chardère.
Jean-Michel Place/Positif, 256 p.,
180 F, 27,44 €.

Les années 50 : c'était, écrivait Bernard Chardère dans un essai autobiographique sur la cinéphilie, « le temps des revues, où l'on prenait le cinéma à cœur, à cri et au sérieux » (1). En mai 1952, il fondait, avec quelques compères étudiants en khâgne à Lyon, un bulletin de 34 pages dans lequel il avait l'ambition de « parler du cinéma à l'égal de la peinture ou de la littérature » : *Positif* naquit dans l'ombre des *Cahiers du cinéma*, que dirigeaient André Bazin, Jacques Doniol-Valcroze et Lo Duca. Et se forgea vite une identité « incorrecte » (diluée depuis). Polémiste, peu respectueuse des gloires consacrées par les revues concurrentes, portée à la révolte contre les bien-pensants, antigauliste, anticolonialiste, anticlérical, anti-stalinienne : anticonformiste (2).

Un temps publiée par Jérôme Lindon, fondateur des Editions de Minuit, *Positif* fait partie, dès son n° 30, du catalogue d'Eric Losfeld, qui dirige les Editions du Terrain vague. La revue est alors estampillée très à gauche, dans une mouvance anarcho-érotico-surréaliste proche de Boris Vian et de Jacques Prévert, à l'heure où les *Cahiers du cinéma* se proclament apolitiques. Au fil des numéros, une rivalité musclée opposera les deux revues, *Positif* plébiscitant John Huston, Luis Buñuel, Claude Autant-Lara, Jean Vigo, Jacques Tati, quand les *Cahiers* font l'éloge de Howard Hawks, Fritz Lang ou George

Cukor. On trouve sous la plume des rédacteurs de *Positif* des « descentes » de *La Fureur de vivre*, de Nicholas Ray (« *Ray martèle ses effets quand il ne le téléphone pas* »), du *Faux Coupable*, d'Alfred Hitchcock (« *film de péquenod* »), de *Sainte Jeanne*, d'Otto Preminger (« *Sainte-Jeanne Seberg a deux expressions : elle pleure, elle ne pleure pas, et c'est elle qui porte tout le film sur ses épaules, quelle croix !* »), et des charges féroces contre Robert Bresson, dont les films, selon Ado Kyrrou, « *se traînent comme une nonne en chaleur* » et « *ennuient comme une réunion de la dernière promotion de la Légion d'honneur* ».

COUPS DE GRIFFES

Ces partis pris, qui paraissent aujourd'hui excessifs (voir le point de vue iconoclaste de Robert Benayoun sur Ingmar Bergman, traité de « *lion de la bourgeoisie suédoise* », ou l'assassinat du *Vertigo* d'Hitchcock par Michèle Firk), témoignent d'une vigueur critique assez salubre en regard d'une tendance contemporaine à un consensus médiatique suspect de servilité aux plans promotionnels. Dans un paysage très varié, entre un *Ecran français* passé sous la coupe du PC, l'universitaire *Raccords* (animé par Gilles Jacob) et un *Radio-Cinéma-Télévision* (futur *Télérama*) vendu dans les églises, *Positif* impose son parfois provocateur, ses rubriques (dont l'inégalée « *Les infortunes de la liberté* », chronique des censures cinématographiques à travers le monde), ses coups de cœur (hommages à « *la grâce inquiète* » de Kim Novak, à Louise Brooks, à Dorothy Malone, aux jambes de Cyd Charisse, qui s'épanouissent « *brusquement comme les tournesols de l'amour fou* »). Le n° 20 s'ouvre par un éditio vengeur contre Eric Rohmer, coupable d'avoir rédigé dans les *Cahiers du cinéma* deux comptes rendus d'« *une préciosité hautaine* » à l'égard de *Positif*. Le

n° 23 radiographie sans concession le néoréalisme italien, le n° 28 associe dans la rubrique nécrologique trois jolies disparues : Musidora, « *l'aventure érotique* », Edna Purviance, « *la tendresse érotique* », Norma Talmadge, « *l'érotisme fashionable* ». Jerry Lewis est salué dans le n° 29 comme « *l'anti-James Dean* », et, dans le n° 31, lors d'une table ronde sur la nouvelle vague, l'ironie est de mise, avec une citation de Fantômas (« *Ils sont une dizaine, dites-vous ? C'est plutôt vague comme nouvelle.* »)

Le florilège du courrier publié et commenté par Bernard Chardère, qui n'a rien perdu de son humour narquois, exhume d'inattendus documents. Le diagnostic n'est rien circonspéct d'Etienne sur la vision du Mexique par Buñuel. La lettre de François Truffaut à Roger Taillieur, collaborateur de *Positif*, pour lui proposer d'écrire dans *Arts* : « *Beaucoup de gens "de gauche" écrivent dans Arts, de Claude Roy à Bazin, il n'y a vraiment aucune objection politique à formuler, me semble-t-il. Jacques Laurent n'est plus là ; tout va bien.* » Ces échanges épistolaires entre critiques qui se commentent les uns les autres prouvent que l'éclatisme était de règle, ainsi que l'autocritique. « *Je me demande si les Cahiers n'ont pas un peu raison en disant que Positif "manque de nerfs"* », écrit Jean-Paul Marquet, qui trouve par ailleurs que Chardère a été « *trop vache* » avec Rebatet dans le n° 21. Il faut dire que, tradition oblige, tous les articles sont lus religieusement en comité de rédaction avant publication. Il y a imprimé collectif - et bilan rétrospectif. Les rédacteurs de *Positif* ne tiraient pas seulement sur les pianistes des *Cahiers*...

Jean-Luc Douin

(1) *Figurez-vous qu'un soir, en plein Sahara*, Institut Lumière/Actes Sud, 1992

(2) *Positif*, n° 1 à 15, mai 1952-novembre 1955, éd. Jean-Michel Place.

Quand le cinéma se met en scène

Marc Cerisuelo analyse la représentation de Hollywood à travers la production cinématographique américaine

HOLLYWOOD À L'ÉCRAN

de Marc Cerisuelo.
Presses de la Sorbonne
Nouvelle, 389 p., 140 F (21,50 €).

Tirant une partie de son arsenal théorique de *Palimpsestes* (Seuil, 1982) de Gérard Genette consacré à la littérature au second degré, Marc Cerisuelo tente de distinguer entre des expressions souvent équivalentes comme « film en abyme », « film-dans-le-film », ou « film au second degré » pour se concentrer sur la représentation de Hollywood dans le cinéma américain. Il existerait, selon Marc Cerisuelo, un genre cinématographique que l'on pourrait baptiser le « metafilm ». Une analyse historique rigoureuse permet de réaliser que ce genre est presque aussi ancien que le cinéma hollywoodien, qui n'aura jamais séparé sa production de la question de sa représentation.

L'auteur part de *Show People* (King Vidor), qu'il considère comme une matrice du « metafilm », dont il décèle les critères figuratifs du genre : la représentation des agents de la production cinématographique (acteurs, scénaristes, producteurs, réalisateurs, techniciens) ; la production d'un bilan documentaire qui concerne l'époque contemporaine du film ; le spectacle d'une lutte entre deux conceptions du cinéma (Cerisuelo cite le muet contre le parlant dans *Chantons sous la pluie* ou *Sunset Boulevard*) ; le spectacle cinématographique présenté par ses deux côtés, le tournage et la projection ; la présence importante d'un dispositif référentiel et citationnel.

Cette typographie se montre pertinente pour l'ensemble du corpus sélectionné, de *What Price Hollywood ?* (1932) et *Une étoile est née* (1937), de George Cukor, à *Sunset Boulevard* (1950) et *Fedora* (1978), de Billy Wilder, *Les Ensorcelés* (1952), et *Quinze jours ailleurs* (1962) de Vincente Minnelli. Elle se révèle néanmoins

Livraisons

● L'ŒIL DU KREMLIN, de Natacha Laurent

Au prix d'un colossal travail de recherches dans des archives inédites et dans les arcanes de la bureaucratie soviétique, Natacha Laurent apporte à un livre majeur sur la censure cinématographique en URSS sous Staline. Elle apporte des éléments d'information passionnants sur l'organisation du contrôle idéologique d'un cinéma conçu pour être un outil de propagande, avec ses purges et politiques d'agit-prop, l'obligation pour le film d'être « réaliste dans la forme, socialiste dans le contenu », et les campagnes de presse qui volent au secours d'un pouvoir prompt à condamner des œuvres boucs émissaires. Ainsi de ce film sur Marx bloqué par Jdanov parce qu'il montrait « *Marx dans la vie quotidienne alors que nous avons besoin d'un film sur Marx comme guide politique* », de *L'Ukraine en flammes* de Dovjenko, qui dépeignait les souffrances de l'Ukraine sous la botte nazie, et que Staline interdit, ainsi que toute l'œuvre précédente du cinéaste, suspecte de contenir de « *graves erreurs politiques de caractère antiléniniste* » (éd. Privat, 286 p., 168 F [25,61 €]). J.-L. D.

● LES DAHLIAS SONT ROUGE SANG, d'Arlette Farge

C'est inspirée par le beau film de Bruno Dumont, *L'Humanité*, que l'historienne Arlette Farge a tissé ce texte poétique illustré par des photos de tournage de Roger Arpajou. Lecture en chant, dictée par une profonde empathie pour les images ; mots en échos, transmis par l'émotion, la connexion d'œil à sens. Hommages à une héroïne qui accepte « *la posture initiale : être à l'origine* », à un héros « *en flagrante innocence* » face à l'impur et la beauté, à l'art de filmer « *le corps au travail de l'humain* » (éd. La Pionnière, 30 bis, rue Pierre-Leroux, 75007, 22 p., 190 F [18,96 €]). J.-L. D.

● MYTHOLOGIES POLITIQUES DU CINÉMA FRANÇAIS, de Yannick Dehée

Un regard d'historien sur l'imaginaire politique des Français des années 1960 au début des années 2000. Ou comment, sur l'écran, ont évolué les rapports à l'argent, à la religion, aux faits divers, comment furent dépeints le pouvoir, le sexe, les femmes. Une recension complète des « affaires » (cinémathèque, censures, scandales), une étude scrupuleuse de la portée politique des films à succès, une exploration des fictions symboliques de ces quarante dernières années comme révélatrices des dérèglements de la société. Indispensable aux bibliothèques cinéphiles soucieuses de bilans complets et pertinents (PUF, 306 p., 118 F [17,98 €]). J.-L. D.

● L'ATALANTE, de Nathalie Bourgeois, Bernard Benoliel et Stéfani de Loppinot

L'énigmatique film de Jean Vigo fait ici l'objet d'un faisceau d'analyses toutes plus passionnantes les unes que les autres sur le son, le jeu d'acteurs, l'influence du cinéma russe, l'érotisme... Un entretien avec Jacques Rozier, un abécédaire thématique (chansons, chats, costumes, sec/mouillé, vampires, guinguettes...) et un jeu subtil de points de vue croisés constituent à la fois un formidable dossier et un modèle d'ouvrage cinématographique qui devrait faire date (éd. La Cinémathèque française, le Pôle méditerranéen d'éducation cinématographique, 348 p., 120 F [18,29 €]). J.-L. D.

● ENFANCE, VOCATION, EXPÉRIENCES D'UN CINÉASTE, de Luigi Comencini

Voilà une occasion de se replonger dans l'atmosphère d'un cinéma italien qui n'appartient plus qu'à la nostalgie. La vie de Luigi Comencini, qui commence par sauver de vieux films de la destruction avant de se lancer dans la réalisation, est illuminée par des visages d'enfants (*L'Incompris*, *Casanova*, *Pinocchio*). Tournant délibérément le dos aux films de dénonciation sociale, il fuit toute vulgarité, opte pour un réalisme humoristique, tourne avec Toto, De Sica, Sordi et Manfredi. L'ouvrage est complété par un entretien avec sa fille Cristina et par un recueil des critiques de cinéma qu'il publia entre 1938 et 1946 (éd. Jacqueline Chambon, 206 p., 110 F [16,76 €]). J.-L. D.

limitative, oubliant au passage un film aussi fondamental que *Le Dernier Nabab* d'Elia Kazan, ou négligeant les représentations métaphoriques de Hollywood à travers des œuvres aussi surprenantes que *Le Cid* et *La Chute de l'empire romain*, d'Anthony Mann. Une approche formaliste du corpus analysé laisse souvent de côté l'histoire de la production des films se privant d'un outil d'analyse qui se serait révélé précieux dans le cadre d'un tel sujet. Samuel Blumenfeld

magazine littéraire

N° 396 - mars 2001

LA NOUVELLE POÉSIE FRANÇAISE

Pleins feux sur Georges Perec

Spécial Salon de Livre :

La jeune littérature allemande

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Le Magazine littéraire au Salon du Livre - Stand C99

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss | <input type="checkbox"/> Cioran |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Jean Genet | <input type="checkbox"/> Schopenhauer |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> Roland Barthes | <input type="checkbox"/> Jean Giono |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Georges Perec | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage | <input type="checkbox"/> Les Exclues |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse | <input type="checkbox"/> Ionesco |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Rabelais | <input type="checkbox"/> F. Scott Fitzgerald |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> L'existentialisme | <input type="checkbox"/> Descartes |
| <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine | <input type="checkbox"/> Oscar Wilde |
| <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Aragon | <input type="checkbox"/> Le souci, éthique de l'individualisme |
| <input type="checkbox"/> Tchekhov | <input type="checkbox"/> La Haïne | <input type="checkbox"/> Thomas Mann |
| <input type="checkbox"/> André Gide | <input type="checkbox"/> Marx | <input type="checkbox"/> André Malraux |
| <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke | <input type="checkbox"/> Michel Foucault | <input type="checkbox"/> Apollinaire |
| <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger | |

Nom :
Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51 - Fax : 01.45.48.86.36
www.magazine-litteraire.com

L'ÉDITION
FRANÇAISE

● **Nomination à Montreuil.** Succédant à Henriette Zoughebi, désormais conseillère pour la lecture auprès du ministre de l'éducation, Jack Lang, Sylvie Vassalo a été nommée directrice du Centre de promotion du livre de jeunesse (CPLJ) et du Salon du livre de jeunesse de Seine-Saint-Denis qui se tient à Montreuil. Née en 1963 à Grasse (Alpes-Maritimes), Sylvie Vassalo a été secrétaire générale du Mouvement des jeunes communistes jusqu'en 1998 avant de devenir bibliothécaire en 1999. Depuis cette date, elle a travaillé au CPLJ en tant que chargée de mission sur les droits de l'enfant et responsable du multimédia.

● **Le retour du fonds Maspero.** Les éditions La Découverte créent une nouvelle collection, « [Re]découverte », qui reprend une partie du fonds Maspero (1959-1982) et La Découverte (depuis 1983). Douze titres sont publiés en mars et douze autres titres paraîtront en septembre. Ces réimpressions sont favorisées par l'impression numérique qui permet, selon l'éditeur, « de rééditer des titres du fonds pour lesquels une édition traditionnelle était exclue, dans la mesure où le tirage minimum était jusqu'à maintenant trop élevé au regard des ventes de titres ». Les tirages seront de 400 exemplaires. Le 15 mars sortira, entre autres : *Ce n'est qu'un début, continuons le combat*, du Mouvement du 22 mars (1968), le classique de Rosa Luxemburg (1898) *Réforme sociale ou révolution ?* (1969), deux livres de Frantz Fanon (1959 et 1964), *Sur l'histoire ancienne*, de Moses I. Finley (1987), *Problèmes paysans de la Révolution (1789-1848)*, d'Albert Soboul (1976), *Histoire de l'antifascisme en Europe (1923-1939)*, de Jacques Droz (1985), ou encore les *Poèmes kabyles anciens*, de Mouloud Mammeri (1980).

● **Inquiétudes des Editions théâtrales.** Les Editions théâtrales s'inquiètent des nouvelles difficultés de la société de distribution Distique, en redressement judiciaire (« Le Monde des livres » du 16 février). « Ce nouveau coup place notre maison d'édition dans une situation intenable et met en péril la simple poursuite de nos activités », alors que, précise un communiqué, « les ventes de nos livres ont doublé en cinq ans ».

● **Actualité chez Buchet-Chastel.** Buchet-Chastel crée une collection de documents d'actualité qui sera dirigée par le journaliste et producteur Alain Denvers, ancien directeur de l'information de TF 1, d'Antenne 2 et France 3. Il publiera trois à cinq ouvrages par an, qui commenceront à paraître début 2002. Buchet-Chastel a été repris il y a un an par Jan et Vera Michalski, des éditions Noir sur Blanc.

● **PRIX : le prix Aujourd'hui** a été attribué à René Rémond pour *Le Christianisme en accusation* (Desclée de Brouwer). Le **prix Claude-Le Heurteur** a été décerné à Jacques Gélart pour *La Couleur inconnue* (José Corti). Xavier Hanotte a reçu le **prix Charles-Brisset** pour *Derrière la colline* (Belfond). Le **prix littéraire de la Résistance** a été attribué à Henri Rosencher pour *Le Sel, la Cendre, la Flamme* (Ed. du Félin).

PRÉCISION

● Le livre de Sylvie Courtine-Denamy sur Hannah Arendt, *Le Souci du monde*, mentionné dans « Le Monde des livres » du 2 mars, a paru chez Vrin.

Vingt ans, pur Cheyne

Editeur et imprimeur au Chambon-sur-Lignon (Haute-loire), Jean-François Manier reste fidèle à l'édition à petite vitesse

Le livre est un tel enjeu qu'il exige d'autres critères de valeur que sa seule vitesse de rotation. Et je crois même que son irremplaçable richesse tient à ses lenteurs, à ses pesanteurs. Ce sont ces contraintes qui font du livre cette littérature qui dure. Oui il faut un autre temps pour le livre : un temps pour l'écrivain face à son œuvre, pour l'artisan face aux papiers, aux encres, un temps aussi pour le bibliothécaire en ses choix, le libraire en son commerce, comme pour le lecteur en son plaisir.

Cet *Eloge de la lenteur*, Jean-François Manier l'a écrit en sortant d'une rencontre avec un vendeur qui avait quelques tendances à considérer le livre comme un produit frais, avec une date d'entrée et de sortie. Il a pris sa plume pour rédiger en quelques lignes un court manifeste, un cri d'amour pour le livre et un cri d'alarme « face au risque de n'avoir plus à déguster, dans un avenir proche, qu'une littérature "fast-food" ».

Depuis vingt ans, Jean-François Manier prend sa voiture pour faire le tour de France, de Suisse et de Belgique, et présenter aux libraires et aux bibliothécaires ses livres, de poésie pour l'essentiel, entièrement conçus en Haute-Loire au Chambon-sur-Lignon. C'est pourtant à New York que cet éditeur, qui ne publie qu'une dizaine de livres par an, a fêté ses vingt ans, par une exposition, organisée au printemps 2000 par les services culturels de l'ambassade de France. L'anniversaire se poursuit avec la parution cette année d'un très beau recueil, *Cheyne, 1980-2000*, à la fois anthologie poétique et histoire d'« une maison d'édition arti-

sanale » qui s'impose tranquillement sans dévier de ses principes.

L'histoire commence au début des années 70. Un jeune homme se demande ce qu'il fait sur les bancs d'HEC. Au bout d'un trimestre, il arrête. « *Le choix était de rester à HEC ou de vivre avec la poésie.* » Alors il largue les amarres. Au sens propre. Il voyage, s'engage sur des bateaux, vers la Chine, l'Indonésie. De retour en France, il continue une vie nomade, en lisant, en écrivant. Jusqu'au jour où sa compagne Martine Mellinette, peintre et illustratrice, en a assez des voyages. Ils cherchent alors à continuer à vivre en poésie en restant sur place.

IMPRESSION ET DIFFUSION

« On savait lire, écrire, peindre. On avait envie d'être indépendant. Que faire ? », explique Jean-François Manier. Il avait conservé un article du *Monde* sur l'éditeur Rougerie. Ils vont le voir et il leur donne un conseil : « *Soyez indépendants. Choisissez vos auteurs, imprimez vos livres et vendez-les vous-mêmes.* » C'est par hasard qu'ils arrivent au Chambon-sur-Lignon. « On n'est pas protestant. On s'est inscrit dans l'histoire du village sans le savoir, sans le chercher. » « Il y a une leçon de ce pays », haut lieu de résistance, des protestants d'abord, de la lutte contre les nazis, ensuite. Sur le plateau, à 1 000 mètres d'altitude, ils restaurent l'école du hameau du Cheyne, qui devient le nom de la maison.

Ils appliquent les principes édictés par René Rougerie. Leurs livres sont composés et imprimés au Chambon, en typographie, au plomb (« volupté que laisse l'impression délicate du plomb dans la

chair du papier »). L'activité d'imprimerie représente la moitié du chiffre d'affaires de Cheyne. Manier s'occupe lui-même de sa diffusion et propose aux deux cents libraires avec lesquels il travaille d'acheter en ferme ses livres, c'est-à-dire que le libraire les paie et les garde, sans pouvoir les retourner, comme cela se fait habituellement. Cette exigence formulée par un jeune éditeur de poésie qui ne publie que des inédits n'allait pas de soi au début des années 80. Mais Cheyne a tenu bon. Il vend plus de 10 000 exemplaires par an. Dans le même esprit, il applique la même remise aux Fnac qu'aux libraires.

Cette rigueur a contribué à installer la réputation de la maison, qui s'est inscrite dans un courant lyrique de la poésie contemporaine, à travers les œuvres de Jean-Pierre Siméon, Dominique Sorrente, Jean-Marie Barnaud, Patrick Guyon. Cheyne a également publié des recueils de Jean-Michel Maulpoix, Yves Bichet ou Nathalie Quintane et lancé la très belle collection des « Poèmes pour grandir », destinée aux enfants, dirigée et souvent illustrée par Martine Mellinette. Cheyne vient également de créer une collection de poésie étrangère en bilingue, avec *Défaut de verbe*, du poète albanais du Kosovo, Ali Podrimja, et *Vie invisible*, du poète indien Udayan Vajpeyi. Une autre façon pour Jean-François Manier de repartir pour de longs voyages.

Alain Salles

★ *Cheyne 1980-2000, ouvrage collectif, 290 p., 180 F (27,44 €), Cheyne éditeur, 43400 Le Chambon-sur-Lignon ; tél. : 04-71-59-76-46.*

Célébrations de Morel

Un hommage à un éditeur pour qui tous les livres étaient singuliers

Pour nombre de lecteurs et d'amateurs de livres, le nom de Robert Morel est associé à une collection de curieux ouvrages reliés, de petit format, et tous singuliers. Ces volumes, qui parurent de 1961 à 1971, étaient rassemblés sous le beau nom de « Célébrations ». La collection compte une soixantaine de titres et autant de thèmes : du chat à l'asperge, du gendarme à la nouille et aux fourmis, de la fidélité à l'épingle à nourrice, à la pierre ou au fumier... Parfois, un auteur célèbre s'empara d'un objet ; c'est ainsi que le poète Jean Follain entonna un digne chant en l'honneur de la pomme de terre. Il y eut même, en 1968, des « célébrations » accompagnées d'un micro-sillon 45 tours édité par Philips : Juliette Gréco et Johnny Hallyday furent alors honorés. Après la faillite des éditions Robert Morel, en 1978, on trouva des volumes de cette collection à la devanture des soldes. Puis certains titres devinrent rares, prirent une cote chez les libraires de livres anciens.

La Bibliothèque Louis-Joseph de Château-Arnoux dans les Alpes-de-Haute-Provence - non loin du Jas du Revest-Saint-Martin, où l'éditeur s'était installé en 1962 - avait, au moment de la liquidation, racheté 160 titres du catalogue Robert Morel, promis au pilon. Onze ans après la mort, en 1990, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de Robert Morel, une exposition a été organisée dans la médiathèque de Château-Arnoux ; elle s'achève le 15 mars. Parallèlement, un très beau catalogue-inventaire de toute la production de la maison Robert Morel a été publié par les éditions Equinoxe (Domaine de Fontgisclair, 13570 Barbentane, 198 F [30,18€]).

Un « essai de bibliographie » dû à Georges Fenoglio-Le Goff recense tous les livres publiés par Robert Morel depuis le début de son activité, en 1947, et surtout à partir de la création, en 1954, du Club du livre chrétien, auquel sa femme, Odette Ducarre, collabora étroitement. De nombreux ouvrages furent publiés. Cela allait de la littérature à la mystique en passant par le terroir et la cuisine. Les ouvrages pratiques n'étaient pas méprisés, avec toujours la touche personnelle d'un éditeur qui cherchait à mettre en évidence la rencontre du texte, de l'auteur et de la forme matérielle du livre. Mais l'autre mérite de cette exposition, et de l'ouvrage qui l'accompagne, est de mettre en lumière la personnalité forte et passionnée de Robert Morel, pudiquement évoquée par sa fille, Marie Morel, sur le mode du « je me souviens... », dans un petit livre relié édité sur le modèle de la collection des « Célébrations » (CLC éditions, BP5, 38 970 Corps, 120 F [18,29 €]). Chrétien chaleureux à la manière de Joseph Delteil, qui fut son ami et qu'il édita, résistant, auteur de *La Littérature clandestine* (Pierre Fanlac, 1945), auteur de romans (publiés notamment chez Julliard dans les années 1940), de poèmes, d'essais divers, artisan de l'édition et ami de la nature, Robert Morel affirmait que « si la gloire d'une pensée c'est son écriture, la gloire d'un livre c'est le choix et la qualité de son papier, de sa typographie, de la mise en page, de son illustration, de son tirage ». On éprouve, à entendre cela, comme une sorte de nostalgie... P. K.

★ Médiathèque Louis-Joseph, Château-Arnoux (Alpes-de-Haute-Provence), tél. : 04-92-64-44-12.

Flohic, entre arts et lettres

C'est toujours difficile de subsister sur une frontière. Il vaut mieux vivre d'un côté ou de l'autre, du côté de la littérature par exemple ou du livre d'art. Flohic a choisi de lancer une collection, « Musées secrets », qui se situe précisément entre les deux. Les libraires ne savent pas toujours où la placer, les critiques non plus. A priori, l'idée n'est pas originale : un écrivain parle d'un peintre qu'il aime. Dix ans après, Anne Flohic a construit une bibliothèque de vingt-huit livres au format et au prix identique (98 francs [14,94 €]), qui constitue un panorama assez représentatif de la littérature d'aujourd'hui, surtout française.

Les noms des auteurs de la collection en témoignent : Pascal Quignard, Tahar Ben Jelloun, Philippe Djian, Sylvie Germain, Patrick Grainville, Andrée Chédid, Marie Redonnet, Jean Rouaud, Charles Juliet, Fernando Arrabal, Eric Holder, Eugène Savitzkaya, Jacques Roubaud, Pierre Bergounioux, Ludovic Janvier, Jerome Charyn, François Bon, Jean-Pierre Ostende, Paul Nizon, Marie Ndiaye, Jacques Sereña, Jacques Henric, Bernard Chambaz, Dominique Sampiero, Christian Garcin, Henrik Stangerup, Manuel Vazquez Montalban. Le dernier est un texte de Philippe Delerm sur Hammershoi.

Il ne s'agit pas d'une étude sur un peintre, mais d'un texte inspiré par son œuvre, qui fonctionne en écho avec les illustrations, soit à partir de la vie de l'artiste, soit sous la forme d'une fiction. L'auteur choisit son artiste, mais doit se plier à un format rigoureux de 40 000 signes, ce qui fait dire à Catheri-

ne Flohic que « la collection est un espace de liberté dont la seule contrainte est la longueur ».

« On est parti du constat, explique-t-elle, que les plus beaux textes sur l'art venaient d'écrivains. Il fallait éviter l'écueil des écrits sur l'art pour provoquer de vraies rencontres. Finalement les écrivains se révèlent beaucoup plus intimement dans ces textes. »

Les débuts ont été difficiles. Au départ Flohic avait vu grand. L'éditeur avait d'abord créé la collection sous forme d'albums. Les illustrations étaient plus grandes et les textes qui leur faisaient face semblaient flotter. La collection avait été lancée en cinq langues. De nombreux problèmes sont apparus. Le concept a été revu pour aboutir, en 1995, au nouveau format, qui, de fait, correspond davantage à l'intimité d'un musée secret.

La maison Flohic a commencé comme éditeur d'art en publiant la revue consacrée à la création contemporaine qui s'est d'abord appelée *Eighty, Ninety* et qui porte désormais le titre : *Twenty 1 et 1* - chaque cahier étant consacré à deux artistes. Elle s'est lancée aussi dans un monumental « Patrimoine des communes de France ». De l'autre côté de la frontière, il publie désormais des textes sur des écrivains (Djian, Nizon) et va lancer une collection en septembre : « L'Intranquille », dans laquelle un auteur écrira à partir d'une photo en noir et blanc.

Comme dans tous les musées, la collection a une partie cachée, celles des livres pas aboutis : Duras/Rembrandt, Burroughs/Bosch. Catherine Flohic rêve toujours d'un projet avec Pierre Michon. Elle se souvient d'un appel de Moravia, qui avait d'abord refusé : « *Van Gogh, il est pris ?* » Il est mort peu après.

A. S.

A L'ÉTRANGER

● ITALIE : nouveau succès d'Umberto Eco

Baudolino, le nouveau roman d'Umberto Eco, publié par Bompiani, est sans doute le plus ludique, le plus distrayant, le plus divertissant de la carrière de romancier commencée il y a vingt ans avec *Le Nom de la rose* (vendu dans le monde à 16 millions d'exemplaires dont près d'un million et demi en France) par le plus célèbre des intellectuels italiens. Cette vigueur joyeuse explique sans doute un succès fulgurant : sorti en Italie à la fin novembre 2000, il s'en est déjà vendu quelque 400 000 exemplaires. Il s'agit d'un roman de plus de cinq cents pages, tantôt l'histoire rocambolesque de Baudolino, gamin des rues du XII^e siècle, bravache et hâbleur, adopté par l'empereur Barberousse lors de l'occupation de l'Italie et la création d'Alessandria (Piémont), ville natale de l'auteur qui a pour saint patron son Baudolino... Un des problèmes du héros étant - comme il le confie à l'historien byzantin Niceta Coniate - qu'il n'a jamais bien su faire la différence entre ce qu'il voit et ce qu'il aimerait voir. Ce qui donne un ton tout à fait plaisant à un récit plein de péripéties et de rebondissements, où se marient érudition et imagination dans une langue à la fois restituée et inventée. Comme les romans précédents, celui-ci sera publié par Grasset, mais les lecteurs français devront attendre l'an de grâce 2002.

● PRIX LITTÉRAIRES

Le premier prix Anne-Hébert décerné par le Centre culturel canadien et Radio-Canada a été attribué à Maryse Barbance pour son roman *Toxiques* (éd. Hurtubise HMH). Le prix Azorin a été attribué par la députation d'Alicante (Espagne) et le groupe Planeta, à Luisa Castro, jeune poète et romancière pour *El Secreto de la lejía* (le secret de l'eau de Javel). Le prix Alfaguara, toujours en Espagne, a été remporté par la journaliste et romancière mexicaine Elena Poniatowska pour *La Piel del cielo* (La Peau du ciel). C'est la romancière péruvienne Blanca Varela qui a obtenu le prix Octavio-Paz de poésie et d'essais 2001.

AGENDA

● **LE 9 MARS. RIFKIN-SERRES.** À PARIS, dans le cadre des Entre-tiens du XXI^e siècle, organisés à l'Unesco, Jeremy Rifkin et Michel Serres dialogueront autour du thème « Les nouvelles technologies et le savoir : prospective et pistes de réflexion » (à 18 h 30, Maison de l'Unesco, 125, avenue de Suffren, 75007 Paris, rens. : 01-45-68-16-21).

● **LE 14 MARS. MUTATIONS.** À PARIS, l'Association des historiens, en partenariat avec l'Institut d'études européennes de Paris-VIII, propose un débat sur le thème « Les grandes mutations en cours de la société française », avec, entre autres, Michel Maffesoli, Bertrand Hervieu, et Hervé Le Bras (à 19 heures au Sénat, 15, rue de Vaugirard, 75006 Paris ; inscriptions au 01-48-75-13-16).

● **LE 15 MARS. STRINDBERG.** À PARIS, le Centre culturel suédois propose une soirée sur August Strindberg, avec Elena Bal-

zamo, Olivier Gouchet et Pierre Morizet (à 19 h 30, Centre culturel suédois, hôtel de Marle, 11, rue Payenne 75003 Paris, rens. : 01-44-78-80-20).

● **LE 16 MARS. RECHERCHE.** À PARIS, au Salon du livre, Mireille Delmas-Marty, Françoise Héritier, Jean-Pierre Changeux, Yves Coppens, Alain Renaut et Pierre Rosenberg viendront témoigner sur leur parcours de chercheur lors de l'annonce des lauréats du Prix *Le Monde* de la recherche universitaire (à 16 h 30, Forum des auteurs, hall 1, stand L140, porte de Versailles, rens. : 01-44-97-54-95).

● **LE 17 MARS. FEMMES.** À PARIS, La revue *Raison présente* et l'Union rationaliste organisent un colloque sur le thème « Femmes et sociétés à l'aube du XXI^e siècle », avec la participation, notamment, de Geneviève Fraisse, Maurice Godelier, Annie Bureau et Michel Duyme (de 9 h 15 à 17 heures, Collège de France, place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris, inscriptions : 01-46-33-03-50).

● **DU 19 MARS AU 24 MARS. POÉSIE.** À CLERMONT-FERRAND et dans le Puy-de-Dôme, l'association Semaine de la poésie organise des rencontres et débats, lectures et spectacles. Jean-Michel Maulpoix en est l'invité d'honneur (rens. : 04-73-31-72-87).

● **LE 23 MARS. LIVRE IMPOSSIBLE.** À PARIS, la Bibliothèque nationale de France organise une journée d'études sur le « livre impossible » autour de Mallarmé, Musil, Sartre, Aragon, Artaud, Bataille, Guyotat et Sade (à 9 h 30, BNF, site François-Mitterrand, Grand auditorium, quai François-Mauriac, 75013 Paris, rens. : 01-53-79-59-59).

● **DU 27 AU 30 MARS. GIONO.** À PERPIGNAN ET MONTPELLIER, un colloque sur « Giono dans sa culture » se déroulera les 27 et 28 à l'université de Perpignan (52, avenue de Villeneuve, 66860 Perpignan) et les 29 et 30 à Montpellier-III (université Paul-Valéry, route de Mende, 34090 Montpellier ; rens. : www.univ-perp.fr).

ROBERT HASZ

LE JARDIN DE DIOGÈNE

« Un premier roman plein d'imagination et savamment maîtrisé - à découvrir sans tarder. »

MARIE LEROY,
Page des libraires

ÉDITIONS
Viviane Hamy

LA LIBRAIRIE DES

puf

célèbre
les 25 ans
d'HERODOTE
(éd. La Découverte)

Yves LACOSTE
et Gilles FUMEY
présenteront le 100^{ème}
numéro de la revue
(sur le thème d'« Ecologie
et géopolitique »).

MERCREDI 14 MARS
à 18H
49, Bld St Michel
75005 PARIS
01 44 41 81 20

villa gillet

« Penser la guerre aujourd'hui »
ven. 16 et sam. 17 mars

avec Gérard Chaliand
(géopolitologue), Jean Hatzfeld
(écrivain, reporter), Christophe
Kantcheff (journaliste), Bernard
Lempere (psychothérapeute),
Madeleine Mukamabano
(journaliste), Véronique
Nahoum-Grappe (anthropo-
logue), Nicolas Offenstadt
(historien), Emmanuel Terray
(philosophe), Jean-Claude
Zancarini (italianiste)

Colloque animé par Jean Birnbaum

Renseignements et réservations
au 04 78 27 02 48
Villa Gillet - 25, rue Chazière - 69004 Lyon